

MEMORIAL

DU

Grand-Duché de Luxembourg.



Memorial

des

Großherzogthums Luxemburg.

Samedi, 13 juillet 1901.

M 48.

Samstag, 13. Juli 1901.

Loi du 6 juillet 1901, concernant la réorganisation du service agricole.

Nous ADOLphe, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc.;

Notre Conseil d'État entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 28 juin 1901 et celle du Conseil d'État du 5 juillet courant, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Art. 1^e. L'administration du service agricole est chargée, sous l'autorité du membre du Gouvernement du service afférent, des affaires de l'agriculture.

Elle pourra, en outre, être chargée, sous les ordres du membre du Gouvernement que la chose concerne, du service du curage, de l'entretien et de l'amélioration des cours d'eau.

Art. 2. Le personnel du service agricole pourra comprendre, outre l'ingénieur agricole, chef de service :

a) Pour les travaux techniques : trois conducteurs agricoles, et deux conducteurs auxiliaires agricoles ;

b) Pour les travaux de bureau et autres : un chef ou un sous-chef de bureau, et trois commis.

Pour autant que les besoins du service

Gesetz vom 6. Juli 1901, die Neuordnung der Ackerbauverwaltung betreffend.

Wir Adolph, von Gottes Gnaden, Großherzog von Luxemburg, Herzog von Nassau, &c., &c., &c.;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes;

Mit Zustimmung der Kammer der Abgeordneten;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenkammer vom 28. Juni d. J. und derjenigen des Staatsrathes vom 5. d. Ms., gemäß welchen eine zweite Abstimmung nicht erfolgen soll;

Haben verordnet und verordnen :

Art. 1. Die Ackerbauverwaltung ist unter der Autorität des mit dem betreffenden Dienstzweige betrauten Regierungsmitgliedes mit den landwirtschaftlichen Angelegenheiten beauftragt.

Dieselbe kann überdies, im Auftrage des hierfür zuständigen Regierungsmitgliedes, mit der Räumung, Instandhaltung und Verbesserung der Wasserläufe betraut werden.

Art. 2. Das Personal der Ackerbauverwaltung kann außer dem Landbau-Ingenieur, als Dienstchef, begreifen :

a) Für die technischen Arbeiten: drei Ackerbauconducteure, und zwei Hilfs-Ackerbauconducteure ;

b) Für die Büro- und sonstigen Arbeiten : einen Büro- oder einen Unterbüro-Vorsteher und drei Commiss.

Soweit die Dienstbedürfnisse dies erfordern,

l'exigent, le Gouvernement pourra nommer, hors cadre, deux conducteurs de troisième classe.

Art. 3. Les traitements de ces fonctionnaires sont fixés de la manière suivante :

Ingénieur agricole	fr. 4,700 - 5,000
Conducteur de première classe »	3,370 - 3,670
Conducteur de deuxième classe »	2,870 - 3,170
Conducteur de troisième classe »	2,425 - 2,750
Conducteur auxiliaire . . . »	1,800 - 2,025
Chef de bureau ou . . . { »	3,660 - 3,960
Sous-chef de bureau. . . { »	2,960 - 3,260
Commis de première classe . »	2,225 - 2,550
Commis de deuxième classe . »	1,800 - 2,025
Commis de troisième classe . »	1,600

Art. 4. Le nombre des conducteurs et des commis de première classe ne peut dépasser deux pour chacune de ces classes.

Toutefois les conducteurs de deuxième et ceux de troisième classe ainsi que les conducteurs auxiliaires pourront, après dix années de bons et loyaux services dans ces classes et resp. grades, obtenir le traitement minimum de conducteur de première et resp. de deuxième et de troisième classe.

Les conducteurs de première classe pourront, après douze années de bons et loyaux services dans le même grade, jouir encore de trois augmentations biennales de 100 fr. chacune.

Art. 5. En dehors des fonctionnaires prévus à l'art. 2, il pourra être attaché temporairement au service agricole, suivant les besoins de l'administration :

1° les aides nécessaires pour le service technique et celui des bureaux ;

2° un ou plusieurs employés du cadastre, à désigner de commun accord avec le Directeur général des finances, pour procéder aux opérations géodésiques ou pour diriger celles-ci.

Art. 6. L'ingénieur, les conducteurs et l'employé supérieur des bureaux sont nommés par Nous, les autres fonctionnaires par le membre afférent du Gouvernement, dans les limites des allocations budgétaires.

fann die Regierung, außer der normalen Zahl, zwei Conducteure dritter Klasse ernennen.

Art. 3. Die Gehälter dieser Beamten sind festgesetzt wie folgt :

Baubau-Ingenieur. . . .	Fr. 4,700 - 5,000
Conducteur erster Klasse . . .	" 3,370 - 3,670
Conducteur zweiter Klasse . . .	" 2,870 - 3,170
Conducteur dritter Klasse . . .	" 2,425 - 2,750
Hilfs-Conducteur	" 1,800 - 2,025
Büro-Vorsteher oder { . . .	" 3,660 - 3,960
Unter-Büreauvorsteher { . . .	" 2,960 - 3,260
Commis erster Klasse	" 2,225 - 2,550
Commis zweiter Klasse	" 1,800 - 2,025
Commis dritter Klasse. . . .	" 1,600.

Art. 4. Die Zahl der Conducteure und der Commis erster Klasse darf für jede dieser Klassen zwei nicht übersteigen.

Jedoch können die Conducteure zweiter und die dritter Klasse, sowie die Hilfs-Conducteure, nach zehn Jahren guter und treuer Dienste in diesen Klassen, resp. Rangstufen, das Minimalgehalt eines Conducateurs erster, resp. zweiter und dritter Klasse erhalten.

Die Conducteure erster Klasse können nach zwölf Jahren guter und treuer Dienste in derselben Rangstufe noch drei zweijährige Gehaltszulagen von je 100 Franken erhalten.

Art. 5. Außer den unter Art. 2 vorgesehenen Beamten können zeitweilig, je nach den Dienstbedürfnissen, der Ackerbauverwaltung zugetheilt werden :

1. die für den technischen und den Büro-Dienst erforderlichen Gehilfen ;

2. ein oder mehrere, im Einvernehmen mit dem Generaldirektor der Finanzen zu bezeichnenden Cataster-Beamten, behufs Ausführung oder Leitung der Feldvermessungsarbeiten.

Art. 6. Der Ingenieur, die Conducteure sowie der Büro- oder Unter-Büreauvorsteher werden von Uns ernannt, die anderen Beamten von dem zuständigen Regierungsmitglied, in den Grenzen der Budgetbewilligungen.

Les frais de route et de séjour, ainsi que les frais de bureau, s'il y a lieu, sont fixés par Nous dans les mêmes limites.

Art. 7. Tous les fonctionnaires définitivement nommés soit au service agricole, soit dans une autre administration de l'Etat et, le cas échéant, leurs ayants-droit intéressés, sont admis à faire valoir, pour la liquidation de la pension, le temps passé dans les fonctions provisoires du service agricole, à charge par eux de verser, dans le délai de cinq ans, les retenues prévues par la loi générale sur les pensions des fonctionnaires de l'Etat.

Art. 8. Les fonctionnaires et employés du service agricole ne peuvent toucher aucun salaire pour travaux particuliers ; ces travaux seront payés, s'il y a lieu, à l'Etat suivant un tarif à fixer par un règlement d'administration publique.

Art. 9. Un règlement d'administration publique déterminera également les conditions que doivent remplir les candidats pour être nommés aux différentes fonctions prévues par la présente loi.

Néanmoins le personnel actuellement occupé dans une des deux branches du service agricole est dispensé de l'accomplissement des conditions concernant les promotions dans cette branche de service. Cette disposition de faveur ne s'appliquera pas à l'ingénieur agricole à nommer par la suite.

Art. 10. Les lois des 28 février 1883 et 9 février 1887 sont abrogées.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Luxembourg, le 6 juillet 1901.

ADOLPHE.

*Le Ministre d'Etat, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.*

Die Reise- und Aufenthalts-Gebühren, sowie eventuell die Büreaukosten, werden von Uns in denselben Grenzen festgesetzt.

Art. 7. Alle Beamten, welche eine definitive Ernennung, sei es in der Ackerbau- oder in einer anderen Verwaltung des Staates erhalten haben, und, gegebenenfalls, deren Rechtsnachfolger, sind berechtigt, für die Berechnung ihrer Pension die bei der Ackerbauverwaltung verbrachte provisorische Dienstzeit geltend zu machen, unter der Bedingung, daß sie, in einem Zeitraum von fünf Jahren, die durch das allgemeine Gesetz über die Pensionen vorgesehenen Abzüge an die Staatskasse einzahlen.

Art. 8. Die Beamten und Angestellten der Ackerbauverwaltung dürfen keine Gebühren für Privatarbeiten beziehen ; für derartige Arbeiten findet eintretendenfalls eine Vergütung an den Staat gemäß einem durch allgemeines Verwaltungsreglement aufzustellenden Tarife statt.

Art. 9. Ein allgemeines Verwaltungsreglement bestimmt ferner die Bedingungen, welchen die Kandidaten für die verschiedenen, im gegenwärtigen Gesetz vorgesehenen Amter zu genügen haben.

Jedoch ist das zur Zeit bei einem der beiden Dienstzweige der Ackerbauverwaltung beschäftigte Personal von der Erfüllung der zur Beförderung in diesem Dienstzweig erforderlichen Bedingungen befreit. Diese Vergünstigung ist indessen auf den in der Folge zu ernennenden Landbau-Ingenieur nicht anwendbar.

Art. 10. Die Gesetze vom 28. Februar 1883 und 9. Februar 1887 sind abgeschafft.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz in's „Mémorial“ eingerückt werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Luxemburg, den 6. Juli 1901.

Adolph.

*Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Eyschen.*

Arrêté grand-ducal du 10 juillet 1901, portant fixation d'une durée unitaire pour les communications et conversations téléphoniques.

Nous ADOLPHE, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu l'art. 6 de la loi du 20 février 1884, sur le service télégraphique et téléphonique ;

Revu Notre arrêté du 3 février 1894, concernant le service téléphonique ;

Notre Conseil d'État entendu ;

Sur le rapport de Notre Directeur général des finances et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^e. Par dérogation aux art. 7 et 14 de Notre arrêté pré rappelé du 3 février 1894, la durée unitaire des communications et conversations téléphoniques est fixée à trois minutes.

Art. 2. Notre Directeur général des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Luxembourg, le 10 juillet 1901.

ADOLPHE.

Le Directeur général
des finances,
M. MONGENAST.

Avis. — Fête anniversaire de la naissance du Grand-Duc.

Pour célébrer l'anniversaire de la naissance de S. A. R. le Grand-Duc, un *Te Deum* solennel sera chanté le mercredi, 24 juillet prochain, à Luxembourg en l'église cathédrale, à onze heures du matin, dans les églises paroissiales des autres villes à l'heure convenue, et dans les églises paroissiales de la campagne le dimanche suivant immédiatement après la grand'messe.

Toutes les autorités, tous les fonctionnaires et employés sont invités d'assister à cette solennité religieuse.

Groß. Beschluss vom 10. Juli 1901, wodurch die Einheitsdauer der telephonischen Mittheilungen und Gespräche festgesetzt wird.

Wir **Adolph**, von Gottes Gnaden, Großherzog von Luxembourg, Herzog von Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 20. Februar 1884, das Telegraphen- und Telephonwesen betreffend ;

Nach Wiedereinsicht Unseres Beschlusses vom 3. Februar 1894, den Telephondienst betreffend ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes ;

Auf den Bericht Unseres General-Directors der Finanzen und nach Beratung der Regierung im Conseil ;

Haben beschlossen und beschließen :

Art. 1. In Abweichung der Art. 7 und 14 Unseres vorbezogenen Beschlusses vom 3. Februar 1894 sind die telephonischen Mittheilungen und Gespräche auf eine Einheitsdauer von drei Minuten festgesetzt.

Art. 2. Unser General-Director der Finanzen ist mit der Ausführung des gegenwärtigen Beschlusses beauftragt.

Luxemburg, den 10. Juli 1901.

Adolph.

Der General-Director
der Finanzen,
M. Mongenast.

Verkündigung. — Geburtstageier S. R. H. des Großherzogs.

Zur Feier des Geburtstages S. R. H. des Großherzogs soll am Mittwoch, 24. Juli, zu Luxemburg in der Kathedrale, um 11 Uhr Vormittags, in den Pfarrkirchen der anderen Städte zur abgeredeten Stunde und in den übrigen Pfarrkirchen des Landes, am darauf folgenden Sonntag unmittelbar nach dem Hochamt, ein feierliches *Te Deum* abgesungen werden.

Alle Behörden, Beamten und Angestellten werden ersucht, dieser religiösen Feierlichkeit beizutreten.

Les collèges des bourgmestre et échevins des villes et communes sont chargés de régler le programme de ladite fête publique. Ils me feront parvenir leurs rapports sur l'exécution des présentes par l'intermédiaire des commissaires de district ; le rapport de la ville de Luxembourg me sera envoyé directement.

Luxembourg, le 12 juillet 1901.

*Le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement,
EYSCHEN.*

Avis — Autorisation de résider.

Par arrêté grand-ducal en date du 10 juillet ct., Mad. Marie *Lévy*, veuve *B. Dublon*, née à Cordel, arrondissement de Trèves, le 21 juin 1833, demeurant actuellement à Luxembourg, a été autorisée à établir son domicile dans le Grand-Duché.

Luxembourg, le 11 juillet 1901.

*Le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement,
EYSCHEN.*

Avis. — Autorisation de résider.

Par arrêté grand-ducal en date du 10 juillet ct., Mademoiselle *Esther Klein*, dite *Esther Dublon*, âgée de 22 ans, née à New-York de parents inconnus, demeurant actuellement à Luxembourg, a été autorisée à établir son domicile dans le Grand-Duché.

Luxembourg, le 11 juillet 1901.

*Le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement,
EYSCHEN.*

Avis. — Déclaration d'absence.

Par jugement du tribunal d'arrondissement de Diekirch, en date du 27 juin dernier, M. Michel *Mannes*, ayant eu son dernier domicile à Echternach, a été déclaré en état d'absence depuis l'année 1879 à 1880.

Le même jugement ordonne l'envoi en posses-

Die Schöffencollegien der Städte und Gemeinden haben das Programm dieses öffentlichen Festes anzugeben und ihre Berichte über den Verlauf desselben durch die H.h. Distriktscommissäre an mich gelangen zu lassen. Der Bericht der Stadt Luxembourg soll mir unmittelbar eingesandt werden.

Luxemburg, den 12. Juli 1901.

*Der Staatsminister, Präsident der Regierung,
Eyschen.*

Bekanntmachung — Wohnsitz.

Durch Großh. Beschluss vom 10. Juli d.J., ist die Dame Maria *Lévy*, Witwe *B. Dublon*, geboren zu Cordel, Bezirk Trier, am 21. Juni 1833, gegenwärtig wohnhaft zu Luxemburg, ermächtigt worden, ihren Wohnsitz im Großherzogthum zu nehmen.

Luxemburg, den 11. Juli 1901.

*Der Staatsminister, Präsident der Regierung,
Eyschen.*

Bekanntmachung. — Wohnsitz.

Durch Großh. Beschluss vom 10. Juli 1901, ist Fräulein *Esther Klein*, genannt *Esther Dublon*, 22 Jahre alt, geboren zu New-York von unbekannten Eltern, ermächtigt worden, ihren Wohnsitz im Großherzogthum zu nehmen.

Luxemburg, den 11. Juli 1901.

*Der Staatsminister, Präsident der Regierung,
Eyschen.*

Bekanntmachung. — Abwesenheitserklärung.

Gemäß Urteil des Bezirksgerichtes zu Diekirch vom 27. Juni letzthin, ist Hr. Michel *Mannes*, zuletzt in Echternach wohnhaft, vom Jahre 1879 bis 1880 ab, als abwesend erklärt worden.

Daselbe Urteil ordnet die provisorische Be-

sion provisoire des biens de l'absent au profit des époux *Schmit-Mannes* après l'accomplissement des formalités y énoncées et nomme M. le juge *Paquet* pour recevoir la caution à donner par ces derniers.

Luxembourg, le 11 juillet 1901.

*Le Ministre d'Etat, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.*

Avis — Notariat.

Conformément à l'art. 69 de l'ordonnance r. g.-d. du 3 octobre 1841, sur le notariat, M. *Meyers*, ci-devant notaire à Clervaux, actuellement notaire à Diekirch, a désigné M. le notaire *Delvaux de Weiswampach*, comme dépositaire provisoire des minutes de son ancienne étude.

Luxembourg, le 11 juillet 1901.

*Le Ministre d'Etat, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.*

Avis. — Service médical.

Par arrêté de ce jour, M. le Dr *Victor Alesch*, médecin à Luxembourg, a été chargé, à titre intérimaire et provisoirement, des fonctions de médecin du canton de Luxembourg, en remplacement de M. le Dr *Paul Koch*, empêché.

Luxembourg, le 11 juillet 1901.

*Le Directeur général des travaux publics,
Ch. RISCHARD.*

Avis. — Service médical.

Par arrêté de ce jour, M. le Dr *Victor Dasburg*, médecin à Larochette, a été nommé médecin du canton de Mersch, en remplacement de M. le Dr *Metzler*, décédé.

Luxembourg, le 11 juillet 1901.

*Le Directeur général des travaux publics,
Ch. RISCHARD.*

Avis. — Justice.

Par arrêté grand-ducal en date de ce jour, M. Jos. *Gretsch*, greffier-assumé près le tribunal

sécession de l'absent au profit des époux *Schmit-Mannes* an, nach Erfüllung der in demselben Urtheil gestellten Bedingungen. Hr. Richter *Paquet* wird mit der Entgegennahme der durch Letztere zu stellenden Kautioen beordert.

Lugemburg, den 11. Juli 1901.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Eyschen.

Bekanntmachung. — Notariat.

Gemäß Art. 69 der Königl. Großh. Verordnung vom 3. October 1841 über das Notariat, hat Hr. *Meyers*, vormals Notar zu Clerf, jetzt Notar zu Diekirch, Hrn. Notar *Delvaux von Weiswampach*, zum provisorischen Depositär der Urkunden seiner vorigen Amtsstube ernannt.

Lugemburg, den 11. Juli 1901.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Eyschen.

Bekanntmachung. — Medicinaldienst.

Durch Beschlus vom heutigen Tage ist Hr. Dr. *Victor Alesch*, Arzt zu Luxemburg, in Ersetzung des Hrn. Dr. *Paul Koch*, welcher verhindert ist, interimistisch und provisorisch mit dem Amte des Kantonalarztes von Luxemburg betraut worden.

Lugemburg, den 11. Juli 1901.

Der General-Director der öffentlichen Arbeiten,
R. Rischard.

Bekanntmachung. — Medicinaldienst.

Durch Beschlus vom heutigen Tage ist Hr. Dr. *Victor Dasburg*, Arzt in Fels, in Ersetzung des verstorbenen Hrn. Dr. *Meyer*, zum Kantonalarzt von Mersch ernannt worden.

Lugemburg, den 11. Juli 1901.

Der General-Director der öffentlichen Arbeiten,
R. Rischard.

Bekanntmachung. — Justiz.

Durch Großh. Beschlus vom heutigen Tage ist Hr. Jos. *Gretsch*, beigedneter Gerichtsschreiber

d'arrondissement de Luxembourg, a été nommé aux fonctions de quatrième greffier-adjoint du même tribunal.

Luxembourg, le 6 juillet 1901.

*Le Ministre d'Etat, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.*

Avis. — Huissiers.

Par arrêté grand-ducal en date de ce jour, il a été accordé à M. Sigisbert Eicher, sur sa demande, démission honorable de ses fonctions d'huissier près le tribunal d'arrondissement de Diekirch, à la résidence de Redange.

Luxembourg, le 6 juillet 1901.

*Le Ministre d'Etat, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.*

Avis. — Association syndicale.

Par arrêté du soussigné en date du 2 ct., l'association syndicale pour l'établissement de chemins d'exploitation à Binsfeld, commune de Weiswampach, a été autorisée.

Cet arrêté ainsi qu'un double de l'acte d'association sont déposés au Gouvernement et au secrétariat communal de Weiswampach.

Luxembourg, le 2 juillet 1901.

*Le Ministre d'Etat, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.*

Avis. — Caisse d'épargne.

A la date du 6 juillet 1901 le livret n° 82443 a été déclaré perdu. — Le porteur du dit livret est invité à le présenter dans la quinzaine à partir de ce jour, soit au bureau central, soit à un bureau auxiliaire quelconque de la Caisse d'épargne, et à faire valoir ses droits.

Faute par le porteur de ce faire dans le dit délai, le livret en question sera déclaré annulé et remplacé par un nouveau.

Luxembourg, le 8 juillet 1901.

am Bezirksgericht zu Luxembourg, zum vierten Hilfsgerichtsschreiber am selben Bezirksgericht ernannt worden.

Luxembourg, den 6. Juli 1901.

*Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Eyschen.*

Bekanntmachung. — Gerichtsvollzieher.

Durch Großb. Beschuß vom heutigen Tage ist Hrn. Sigisbert Eicher, auf sein Ansuchen, ehrenvolle Entlassung als Gerichtsvollzieher beim Bezirksgericht zu Diekirch, mit dem Amtswohnst. Riedingen, bewilligt worden.

Luxemburg, den 6. Juli 1901.

*Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Eyschen.*

Bekanntmachung. — Syndikatsgenossenschaft.

Durch Beschuß des Unterzeichneten vom heutigen Tage ist die Syndikatsgenossenschaft für Anlage von Feldwegen zu Binsfeld, Gemeinde Weiswampach, ermächtigt worden.

Dieser Beschuß sowie ein Duplikat des Genossenschaftsaltes sind auf der Regierung und dem Gemeindesekretariate zu Weiswampach hinterlegt.

Luxemburg, den 2. Juli 1901.

*Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Eyschen.*

Bekanntmachung. — Sparkasse.

Am 6. Juli 1901 ist das Sparbuch Nr. 82443 als abhanden gekommen angemeldet worden. — Der Inhaber wird andurch aufgefordert, dasselbe innerhalb vierzehn Tagen von heute ab im Centralamt oder in irgend einem Nebenamt der Sparkasse vorzulegen, und seine Rechte geltend zu machen.

Unterläßt der Inhaber dies in dem besagten Zeitraume zu thun, so wird das erwähnte Sparbuch als annullirt erklärt und durch ein neues ersetzt werden.

Luxemburg, den 8. Juli 1901.

Avis. — Association syndicale.

Par arrêté du soussigné en date du 2 ct., l'association syndicale pour l'établissement de chemins d'exploitation aux lieux dits « Rosenfeld » etc. à Büderscheid, commune de Gœsdorf, a été autorisée.

Cet arrêté ainsi qu'un double de l'acte d'association sont déposés au Gouvernement et au secrétariat communal de Gœsdorf.

Luxembourg, le 2 juillet 1901.

*Le Ministre d'Etat, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.*

*Avis. — Enseignement supérieur
et moyen.*

Par arrêté du soussigné en date de ce jour, M. Steffes, professeur au gymnase de Diekirch, a été nommé membre de la commission de l'examen de passage au gymnase de Diekirch, en remplacement de M. le professeur Gläsener, empêché de remplir son mandat.

Luxembourg, le 10 juillet 1901.

*Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.*

Avis. — Caisse d'épargne.

A la date du 5 juillet ct., le livret n° 86016 a été déclaré perdu. — Le porteur du dit livret est invité à le présenter dans la quinzaine à partir de ce jour, soit au bureau central, soit à un bureau auxiliaire quelconque de la Caisse d'épargne, et à faire valoir ses droits.

Faute par le porteur de ce faire dans le dit délai, le livret en question sera déclaré annulé et remplacé par un nouveau.

Luxembourg, le 14 juillet 1901.

Bekanntmachung. — Syndikatsgenossenschaft.

Durch Beschuß des Unterzeichneten vom heutigen Tage ist die Syndikatsgenossenschaft für die Anlage von Feldwegen an den Orten genannt „Rosenfeld“ usw. zu Büderscheid, Gemeinde Gœsdorf, ermächtigt worden.

Dieser Beschuß sowie ein Duplikat des Genossenschaftsaktes sind auf der Regierung und dem Gemeindesekretariate zu Gœsdorf hinterlegt.

Luxemburg, den 2. Juli 1901.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Eyschen.

**Bekanntmachung. — Höherer und mittlerer
Unterricht.**

Durch Beschuß des Unterzeichneten vom heutigen Tage, ist Hr. Steffes, Professor am Gymnasium zu Diekirch, zum Mitglied der Commission für die Versetzungsprüfung an dieser Anstalt ernannt worden, in Ersetzung des Hrn. Gläsener, welcher sein Mandat nicht annehmen kann.

Luxemburg, den 10. Juli 1901.

Der General-Director der Finanzen,
M. Mongenast.

Bekanntmachung. — Sparlasse.

Um 5. Juli c. ist das Sparbuch Nr. 86016 als abhanden gekommen angemeldet worden. — Der Inhaber wird andurch aufgefordert, dasselbe innerhalb vierzehn Tagen von heute ab im Central-Amt oder in irgend einem Nebenamt der Sparkasse vorzulegen, und seine Rechte geltend zu machen.

Unterlässt der Inhaber dies in dem besagten Zeitraume zu thun, so wird das erwähnte Sparbuch als annulirt erklärt und durch ein neues ersetzt werden.

Luxemburg, den 11. Juli 1901.

Avis. — Phylloxéra.

Liste des personnes dont les établissements horticoles sont soumis aux visites périodiques des experts et déclarés en règle au point de vue de la convention antiphylloxérique de Berne.

Bekanntmachung. — Phylloxera,

Verzeichniß derjenigen Personen, deren gärtnerische Anlagen von Sachverständigen periodisch untersucht werden und als den Anforderungen der Berner Reblausconvention entsprechend erklärt sind.

Noms. — Namen.	Qualité — Stand.	Domicile. — Wohnung.
Atten, Joseph.	Jardinier.	Ettelbruck.
Backes, Emile.	Fleuriste-horticulteur.	Luxembourg.
Backes, G & M.	Horticulteurs-rosiéristes.	Clausen.
Beffort, Dominique.	Pépiniériste-horticulteur.	id.
Beiler, Théodore.	Pépiniériste.	Sandweiler.
Bleser, Jean-Pierre.	id.	Niederwampach.
Britz-Feith.	id	Limpertsberg.
Bourg Melchior.	Rosieriste.	Mullendorf.
Damé, Charles.	Rosieriste-pépiniériste.	Bonnevoie.
Dier, Jacques.	Maraîcher.	Bereldange.
Emeringer, Pierre.	Pépiniériste	Lintgen.
Federspiel, Albert.	Horticulteur.	Wiltz.
Federspiel, Henri.	Pépiniériste.	Aspelt.
Friedrich, Pierre.	id.	Limpertsberg.
Gemen & Bourg.	Rosieriste.	id.
Gloden, Nicolas.	Maraîcher.	Dahlem.
Hack, Pierre.	Pépiniériste.	Muhlenbach (Eich).
Jamin, Guillaume.	Maraîcher-rosieriste.	Beggen.
Jungbluth, frères.	Rosieristes.	Limpertsberg.
Ketten, frères.	id.	Wiltz
Kettels, Louis.	Pépiniériste.	Merl.
Kill, frères.	Pépiniéristes-fleuristes.	id.
Kill, Joseph, père.	Jardinier.	Heisdorf.
Kintzelé, Bernard.	Pépiniériste-rosieriste.	Limpertsberg.
Klopp, François.	Maraîcher-fleuriste.	Dommeldange.
Lamesch, Jean-Bapt.	Rosieriste-pépiniériste.	Diekirch.
Lanners, Jean.	Jardinier.	Beggen.
Lamesch, Adam.	Rosieriste.	Esch-sur-l'Alzette.
Lenertz, J.-P.	Fleuriste-maraîcher.	Filsdorf.
Ludovicy, Nicolas.	Jardinier.	Schieren.
Meich, Pierre.	Jardinier-rosieriste.	Niederwiltz.
Michaelis, Jean.	Pépiniériste.	Sandweiler.
Mousel, Mathias, la veuve.	id.	Steinsel.
Mouzin, François.	Pépiniériste-rosieriste.	

Odendahl-Haag.	*Maraîcher.	Pulfermühl (Hamm).
Porte-Croisé, Pierre.	Rosiériste.	Rollingergrund.
Rappalle, Dominique, fils.	Fleuriste-arboriculcuteur.	Eich.
Reuter, Michel.	Fleuriste-maraîcher.	Limpertsberg.
Scheid, Jean-Pierre.	id.	Kreutzgrund (Merl).
Scheid, J.-B.	Fleuriste-maraîcher.	Rollingergrund.
Scheuer, J.-P.	Pépiniériste.	Walferdange.
Schiltz, Henri.	Pépiniériste.	Bettembourg.
Schiltz, Mathias.	Maraîcher-fleuriste.	Krauthem.
Soupert & Notting.	Rosiéristes.	Limpertsberg.
Schwartz, Bernard.	Rosiériste-arboriculcuteur.	Heisdorf.
Strasser, Jean.	Pépiniériste.	Aspelt.
Theis, Joseph.	id.	Diekirch.
Thull, Jean.	Jardinier.	Ettelbruck.
Tonnar, Baptiste.	Pépiniériste-rosiériste.	Senningerberg.
Tonnar, frères.	Pépiniéristes.	Heisdorf.
Tonnar, Joseph.	Pépiniériste.	id.
Wallenborn, Urbain.	Horticulteur.	Bergem.
Wein-Krämer, veuve.	Maraîchère-fleuriste.	Bonnevoie.
Winandy, Antoine.	Maraîcher-fleuriste.	Bellevue.
Wilhelm, Auguste.	Pépiniériste.	Clausen.

Luxembourg, le 12 juillet 1901.

*Le Ministre d'Etat, Président
du Gouvernement,
EVSCHEIN.*

Lugemburg, den 12. Juli 1901.

*Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Eyschen.*

Bekanntmachung. — Zollwesen.

Mit Bezug auf die Bekanntmachung vom 8. November 1895 (Memorial S. 585), wird hierdurch widerruflich gestattet, daß auch Reisende mit zollfreiem Handgepäck, die aus Belgien ankommenden Personen zu an der Haltestelle Ueffingen verlassen, sofern sie dieses Gepäck dem dort anwesenden Zollbeamten behufs der Revision anmelden. Falls unter dem betreffenden Handgepäck zollpflichtige Gegenstände vorgefunden werden, jedoch keine Zollhinterziehung vorliegt, sind jene zur Weiterbeförderung nach Ueffingen wieder in den Zug zurückzuschaffen und bis dahin, daß dies möglich ist, auf Kosten des Reisenden unter amtlicher Bewachung und Verpflichtung zu halten. Auf Zu widerhandlungen finden die Strafbestimmungen des Vereinszollgesetzes Anwendung.

Lugemburg, den 11. Juli 1901.

Der General-Director der Finanzen,
M. Mongenast.

Arrêté concernant la publication du rapport général de la Chambre de commerce pour l'année 1900.

LE MINISTRE D'ETAT, PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT ;

Vu le rapport général de la Chambre de commerce sur la situation du commerce et de l'industrie dans le Grand-Duché pendant l'année 1900 ;

Arrête :

Le rapport prémentionné sera publié comme annexe au *Mémorial*.

Luxembourg, le 12 juillet 1901.

Le Ministre d'Etat, Président
du Gouvernement.
EYSCHEN.

Beschluß, die Veröffentlichung des allgemeinen Berichtes der Handelskammer über die Lage des Handels und der Industrie für das Jahr 1900 betreffend.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung;

Nach Einsicht des allgemeinen Berichtes der Handelskammer über die Lage des Handels und der Industrie des Großherzogthums während des Jahres 1900 ;

Beschließt :

Erwähnter Bericht soll als Beilage zum „Mémorial“ veröffentlicht werden.

Luxemburg, den 12. Juli 1901.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Eyschen.

Assurances. — Relevé des personnes qui ont été agréées comme agents d'assurances pendant le mois de juin 1901.

N°	Noms et domicile des agents.	Qualités.	Compagnie d'assurances.	Date de l'agrération.
1	Miller, Nicolas, à Limpertsberg.	Agent.	Aachener und Münchener Feuer-Versicherungs-Gesellschaft.	8 juin 1901.
2	Schaaff, Nicolas Joseph, employé à Luxembourg.	id.	1. Gladbach Feuer-Versicherungs-Gesellschaft à M.-Gladbach (incendie et bris de glaces). 2. Zurich (accidents). 3. Magdeburger Hagel-Versicherungs-Gesellschaft.	8 id.
3	Meyer, Antoine, receveur communal à Differdange.	id.	Société générale néerlandaise d'assurances sur la vie.	19 id.
4	Dauphin, Antoine, à Grevenmacher.	id.	Magdeburger Hagel-Versicherungs-Gesellschaft à Magdebourg.	21 id.
5	Godchaux, Jules, industriel à Luxembourg.	Agent général.	Compagnie française d'assurances sur la vie « L'Aigle », à Paris.	27 id.
6	Bisenius-Houth, Jean, vitrier à Echternach.	Agent.	Allgemeine Spiegelglas-Versicherungs-Gesellschaft à Berlin.	27 id.
7	Leonard, Gustave, coiffeur à Petange.	id.	Victoria à Berlin (vie et accidents).	27 id.
8	Hougnon, J., comptable à Differdange.	id.	1. Gladbach Feuer-Versicherungs-Gesellschaft à M.-Gladbach (incendie et bris de glaces). 2. Zürich (accidents).	27 id.

Luxembourg, le 1^{er} juillet 1901.

Avis. — Timbre.

Il résulte d'une quittance délivrée par le receveur de l'enregistrement des actes civils à Luxembourg le 11 juillet ct., vol. 51, n° 879, que la société anonyme des « Aciéries et Ateliers de Luxembourg », établie à Luxembourg, a payé les droits de timbre à raison de 425 obligations à 500 fr. eff. chacune, portant les n° 1 à 425.

La présente publication est destinée à satisfaire à la disposition de l'art. 5 de la loi du 25 janvier 1872.

Luxembourg, le 12 juillet 1901.

*Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.*

Arrêté du 5 juillet 1901, portant reconnaissance légale et approbation des statuts de la Société mutualiste d'assurance contre la mortalité du bétail d'Eschweiler (Rodenbourg).

**LE MINISTRE D'ETAT, PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT.**

Vu la demande en reconnaissance légale présentée par la Société mutualiste d'assurance contre la mortalité du bétail d'Eschweiler (Rodenbourg), ensemble les statuts de cette société;

Vu l'avis émis le 16 octobre 1900 par l'administration communale de Rodenbourg ;

Vu l'avis de la Commission supérieure d'encouragement des sociétés de secours mutuels en date du 9 juin 1901 ;

Vu la loi du 11 juillet 1891 et l'arrêté grand-ducal du 22 du même mois ;

Attendu que les statuts de ladite société sont en concordance avec les dispositions des lois et règlements ;

Attendu que les recettes assurées de la même société paraissent suffisantes pour faire face à ses dépenses obligatoires ;

Arrête :

Art. 1^e. La Société mutualiste d'assurance contre la mortalité du bétail d'Eschweiler (Rodenbourg) est légalement reconnue et ses statuts sont approuvés.

Bekanntmachung. — Stempel.

Aus einer vom Einregistrungs-Einnnehmer der Civilakten zu Luxemburg unterm 11. Juli 1. J., Band 51, Nr. 579, ausgestellten Quittung erhellt, daß die Aktien-Gesellschaft « Aciéries et Ateliers de Luxembourg », mit dem Sitz zu Luxemburg, die Stempelgebühren von 425 Obligationen, jede zu 500 Fr. eff., mit den Nrn. 1 bis 425, entrichtet hat.

Gegenwärtige Bekanntmachung soll der Bestimmung im Art. 5 des Gesetzes vom 25. Januar 1872 Genüge leisten.

Luxemburg, den 12. Juli 1901.

**Der General-Director der Finanzen,
M. Mongenast.**

Beschluß vom 5. Juli 1901, die gesetzliche Anerkennung und die Genehmigung der Statuten des Viehversicherungs-Vereins von Eschweiler (Rodenburg) betreffend.

**Der Staatsminister, Präsident
der Regierung;**

Nach Einsicht des Gesuches des Viehversicherungs-Vereins von Eschweiler (Rodenburg) wegen gesetzlicher Anerkennung, sowie Genehmigung des Statuts dieses Vereins ;

Nach Einsicht des Gutachtens der Gemeindeverwaltung von Rodenbourg, vom 16. October 1900 ;

Nach Einsicht des Gutachtens der höheren Commission zur Förderung der auf Gegenseitigkeit beruhenden Vereine, vom 9. Juni 1901 ;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 11. Juli 1891 und des Ges. Beschlusses vom 22. dess. Ms. ;

In Anbetracht, daß das Statut genannten Vereins mit den Bestimmungen der Gesetze und Reglemente in Einklang steht ;

In Anbetracht, daß die gesicherten Einkünfte der Gesellschaft zur Besteitung der ordnungsmäßigen Ausgaben derselben hinreichend erscheinen ;

Beschließt :

Art. 1. Der Viehversicherungs-Verein von Eschweiler (Rodenburg) wird hiermit gesetzlich anerkannt und ist dessen Statut genehmigt.

Art. 2. Le présent arrêté, avec les statuts y annexés, sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 5 juillet 1901.

*Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.*

Art. 2. Dieser Beschluss nebst dem dazu gehörigen Statut soll im „*Mémorial*“ veröffentlicht werden.

Luxemburg, den 5. Juli 1901,

*Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Gyschen.*

Statuten des Viehversicherungs-Vereins von Eschweiler.

KAPITEL I. — Allgemeine Bestimmungen. — Name, Sitz und Zweck des Vereins.

§ 1. — Unter dem Namen Viehversicherungs-Verein von Eschweiler wird ein Verein gegründet, welcher bezeichnet, seinen Mitgliedern unter den Bestimmungen der gegenwärtigen Statuten Entschädigungen nach dem Grundsatz der Gegenseitigkeit für Verluste an ihrem Viehbestande zu gewähren.

§ 2. — Der Sitz des Vereins ist in Eschweiler und erstreckt sich auf die Ortschaften, welche an der dortigen Molkerei betheiligt sind, nämlich: Eschweiler, Beidweiler, Bech, Berburg, Budler, Flaxweiler, Olingen, Heinthal und Rippig, Gouderingen.

§ 3. — Die Gesellschaft versichert: a) Kühe, Rinder, Ochsen und Stiere; b) Kalbinnen, junge Ochsen und Stiere im Alter von wenigstens einem Jahre.

KAPITEL II. — Mitgliedschaft, Ein- und Austritt aus dem Vereine. — Einschreibung der Thiere.

§ 4. — Mitglied des Vereins kann jeder Eigentümer oder Pächter derjenigen Ortschaften werden, über welche sich der Verein erstreckt. — Minderjährige im Alter von 15 bis 18 Jahren, sowie die verheiratheten Weibspersonen werden jedoch nur unter den durch Art. 5 des Gesetzes vom 11. Juli 1891 festgesetzten Bedingungen als Mitglieder des Vereins zugelassen.

Vom Eintritt in den Verein sind jedoch ausgeschlossen:

a) Viehhändler und Eigentümer oder Halter von sogenanntem Leihvieh; b) Viehbesitzer, welche nicht ihren ganzen Viehbestand, sondern nur einzelne Stücke versichern wollen.

§ 5. — Von dem Vereine können durch Beschluss der General-Versammlung und mit absoluter Stimmenmehrheit der anwesenden Mitglieder, auf den Vorschlag des Vorstandes ausgeschlossen werden:

a) Diejenigen, welche den Interessen des Vereins entgegentreten oder sich eines groben Betrugs oder des Versuches eines solchen dem Vereine gegenüber schuldig gemacht haben.

b) Notorische Thierquäler oder solche, die ihr Vieh ungebührlich schlecht pflegen.

c) Diejenigen, welche den Bestimmungen der gegenwärtigen Statuten und speziellen Reglementen des Vereins nicht nachkommen.

d) Diejenigen, welche mit der Zahlung ihrer ordentlichen Beiträge während einem Monat oder für die ausserordentlichen Beiträge während vierzehn Tagen im Rückstande sind, ohne von dem Vereinsvorstande dazu Ausstand erhalten zu haben.

§ 6. — Die Mitglieder, deren Ausschluss aus dem Vereine vorgeschlagen, werden zunächst von dem Vereinsvorstande zu einer bestimmten Stunde vorgeladen, um dieselben über die Ursachen des Ausschlusses zu hören.

Sofern dieselben nicht erscheinen, oder die Gründe dem Vorstand nicht genügend erscheinen, wird der Ausschluss der Entscheidung der Generalversammlung unterworfen.

§ 7. — Der freiwillige Austritt aus dem Vereine kann nur zum Schlusse des Versicherungsjahres erfolgen und muss der Antrag wenigstens drei Monate vor diesem Zeitpunkte schriftlich bei dem Vorstand eingereicht werden.

Diese Bestimmung ist jedoch auf diejenigen Mitglieder, welche ihren Wohnsitz ausserhalb der in dem Vereine einzubegriffenen Ortschaften verlegen oder welche ihren Betrieb aufgeben, nicht anwendbar. Für diese hört die Versicherung mit Ende des Halbjahres, in welchem die Verlegung des Wohnsitzes oder die Aufgabe des Betriebes erfolgt, auf. Dasselbe ist der Fall, wenn ein Mitglied die Zahl der versicherten Thiere vermindert.

Mit dem Augenblicke des Austrittes hört die Versicherung für den Austretenden, ebenso die Ersatzverbindlichkeiten für den Verein auf.

§ 8. — Im Falle des Austrittes oder des Ausschlusses stehen dem Austretenden keinerlei Ansprüche auf den Verein zu. Jedoch haftet derselbe noch für die ordentlichen und ausserordentlichen Beiträge des Jahres, in welchem der Austritt bzw. Ausschluss erfolgt.

Für den Fall, dass ein Mitglied einen andern Wohnsitz nimmt und sich sogleich bei einer daselbst auf Gegenigkeit beruhenden gesetzlich anerkannten Vieh versic-

ung als Mitglied aufzunehmen lässt, kann zu seinen Gunsten ein Theil der bezahlten Beiträge dem andern Versicherungsverein durch Beschluss des Vorstandes zugewiesen werden.

§ 9. — Ein jeder Einwohner, welcher dem Vereine beitreten will, zeigt dieses einem der Vorstandsmitglieder an, welcher dem sich Meldenden die Statuten, die derselbe zu unterzeichnen hat, bekannt macht. Es wird alsdann von zwei Mitgliedern der Gesundheitszustand des Viehes untersucht. In zweifelhaften Fällen kann von dem Vorstand das Gutachten eines Thierarztes auf Kosten des Versicherten eingeholt werden.

Ergiebt sich nichts zu erinnern, so wird der Werth des zu versichernden Thieres bestimmt; die Taxe und das versicherte Vieh nach Alter, Farbe, Race und Abzeichen in das Taxationsverzeichniß eingetragen. Der Vorstand entscheidet in seiner ersten Sitzung über die Anne, mba die sofort dem Versicherten bekannt zu geben ist.

§ 10. — Diejenigen Mitglieder, welche ihren Viehbestand vergrößern, sind verpflichtet, bezüglich der neu eingestellten Thiere innerhalb acht Tagen dem Vereinsvorstand Anzeige zu erstatten und wird sodann hinsichtlich der Aufnahme nach den Bestimmungen des vorhergehenden § 9 verfahren.

Der Eintritt junger Thiere in das zur Aufnahme geeignete Alter gilt als Vergrößerung eines versicherten Viehbestandes.

Wer während des Jahres ein versichertes Stück Vieh verkauft, kann ein anderes zur Versicherung zugelassenes Stück an dessen Stelle setzen, für welches er den Mehrbetrag zu zahlen hat, jedoch wird der Minderwerth nicht vergütet.

KAPITEL III. — Beginn und Aufhören der Versicherung.

§ 11. — Die Versicherung beginnt mit dem Tage der Zustellung des Beschlusses des Vorstandes, wonach der Versicherte als Mitglied aufgenommen, oder für wirkliche Mitglieder mit dem Tage wo die neu eingestellten Thiere in die Versicherung angenommen.

§ 12. — Die Versicherung hört auf:

1) Im Falle des Ausschlusses eines Mitgliedes mit dem folgenden Tage, an welchem demselben der Ausschluß bekannt gegeben.

2) Im Falle der Versicherte seinen Wohnsitz außerhalb des Viehversicherungsbezirkes verlegt, mit dem Tage, an welchem die Thiere anderwärts eingestellt.

3) Im Falle die ordentlichen und ausserordentlichen Beiträge in dem bestimmten Zeitpunkte nicht richtig eingezahlt, acht Tage nach erfolgter schriftlicher Mahnung durch den Vorstand.

4) Im Falle das versicherte Thier in Folge Verkauf, Tausch oder Vererbung auf einen anderen Besitzer über-

geht, mit dem Tage des Ueberganges an den neuen Besitzer.

Die Versicherung dauert jedoch fort :

a) Wenn der Verkauf oder Tausch unter Mitgliedern des Vereins stattfindet;

b) Wenn der neue Besitzer sich sofort als Mitglied des Vereins aufnehmen lässt.

c) Im Falle der Vererbung, wenn die Erben als Mitglieder aufgenommen werden können und ihre Verpflichtungen gegenüber dem Vereine zu erfüllen in der Lage sind.

In den drei Fällen ist dem Vorstande von der erfolgten Veränderung Kenntniß zu geben.

d) Wenn der Besitzer in Folge einer gesetzlichen Bestimmung gehalten ist, ein verkauftes Thier zurückzunehmen oder den Preis dafür zu erstatten.

KAPITEL IV. — Wegfall der Entschädigung. — Entschädigungsbetrag. — Beiträge. — Eintrittsgeld.

§ 13. — Keine Entschädigung wird gewährt bei Verlusten, welche herbeigeführt sind :

a) Durch Feuersbrunst oder Blitzschlag. Entschädigt werden jedoch die Verluste durch Blitzschlag auf freiem Felde;

b) Durch Überschwemmungen;

c) Durch Seuchen oder ansteckende Krankheiten, soweit für dieselben auf Grund des Gesetzes eine Entschädigung des Besitzers statthabt oder wenn auf Grund jener Gesetze wegen Nichtbeachtung der polizeilichen Bestimmungen eine Entschädigung nicht eintreten kann.

Eine Entschädigung wird ferner nicht gewährt, wenn ein versichertes Thier in Folge eines redhibitorischen Fehlers während der Zeit verendet, in welcher der Besitzer Anspruch gegen den Verkäufer erheben oder sofern er den gesetzlichen Zeitpunkt, welcher für den betreffenden Fehler bestimmt ist, vorübergehen lässt, sofern nachgewiesen ist, dass ihm das Vorhandensein des Fehlers bekannt war.

§ 14. — Die Entschädigung kann durch den Vorstand versagt oder gekürzt werden :

a) Wenn der Viehbesitzer die Krankheit oder den Unfall nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist zur Anzeige bringt;

b) Wenn er den ihm in Bezug auf die Behandlung des erkrankten oder verletzten Thieres vom Vereinsvorstande ertheilten Weisungen nicht Folge leistet;

c) Wenn der Verlust Folge der Fahrlässigkeit oder grober Misshandlung seitens des Besitzers oder der Person ist, dem die Thiere zur Pflege anvertraut;

d) Wenn ein Mitglied des Vereins sich irgend einer Art betrügerischer Angaben oder Handlungen gegen den Verein schuldig gemacht hat;

e) Wenn das versicherte Thier in Folge einer Operation

verendet, die nicht durch einen Thierarzt ausgeführt worden : ausgenommen sind dabei solche Operationen, die durch schnelle Hilfeleistung vorgenommen werden müssen, z. B. bei Blähungen durch den Trokarstich, u. s. w. ;

f) Wenn eine dritte Person für den Unfall verantwortlich ist.

§ 15. — Ueber die Gewährung oder Versagung der Entschädigung beschliesst der Vorstand in gemeinsamer Berathung mit Stimmenmehrheit und ist der Entscheid dem Beschädigten gleich zu eröffnen. Gegen diesen Beschluss des Vorstandes ist die Berufung an das Schiedsgericht zulässig.

§ 16. — Entschädigungsbetrag. — Die Entschädigung eines verunglückten Stück Viehes wird auf zwei Drittel der Taxe festgesetzt. Die Haut fällt dem Eigentümer zu mit Ausnahme der in § 27 vorgesehenen Fälle.

§ 17. — Beiträge. — Jedes Mitglied ist verpflichtet ein Prozent des Wertes des versicherten Viehes in halbjährigen Raten als Beitrag zu zahlen.

§ 18. — Eintrittsgeld. — Mitglieder des Vereins, welche sich bei der Bildung aufnehmen lassen, zahlen kein Eintrittsgeld.

§ 19. — Später eintretende Mitglieder haben, außer der jährlichen Prämie, als Eintrittsgeld zu entrichten : für eine Kuh, Fr. 1,25 Ct., für die folgende Fr. 0,62 $\frac{1}{2}$ Ct. und für jedes weitere Stück Fr. 0,25 Ct.

§ 20. — Diejenigen, welche aus dem Vereine geschieden sind und wieder eintreten wollen, werden nach § 19 behandelt. Etwaige Rückstände früherer Beiträge sind jedoch vorher zu entrichten.

§ 21. — Sobald die Vereinsmittel den Betrag von fünfhundert Franken übersteigen, muss der Ueberschuss bei der Sparkasse deponirt werden.

§ 22. — Die Vereinskasse muss für einen Reservesfonds sorgen, welcher mindestens ein Franken von 1000 Franken des Wertes der versicherten Thiere beträgt. Dieser Satz wird auf ein Viertel ermässigt von dem Tage an, wo der Verein dem zwischen den verschiedenen zu Recht bestehenden Ortsvereinen des Landes etwa später zu gründenden Centralverbande beigetreten sein wird. Derselbe muss jedoch wiederum auf seine vorige Höhe gebracht werden, im Falle der Verein späterhin aus dem Centralverbande freiwillig austreten oder aus demselben ausgeschlossen werden sollte.

Der Generalversammlung bleibt es vorbehalten, eintrenden Falls die Zahlung eines aussergewöhnlichen Beitrages im Betrage von nicht über Fr. 0,25 Ct. von hundert

Franken des Wertes des versicherten Viehes so lange anzuordnen, bis der Reservesfonds die statutorisch festgesetzte Höhe wieder erreicht haben wird.

§ 23. — Die Vereinsgelder dürfen zu keinem anderen, als dem in dem Statut angewiesenen Zwecke verwandt werden. Auch hat die Vereinskasse für sämtliche, zur Führung der Geschäfte des Vereins benötigten Auslagen aufzukommen. Zu diesen Verwaltungsauslagen zählen auch die infolge Beitritt an dem bereits in dem vorhergehenden § 22 erwähnten Centralverband an diesen letzteren zu entrichtenden gewöhnlichen oder auch aussergewöhnlichen Prämien.

KAPITEL V. — Verfahren bei Erkrankung des Viehs. — Nothschlachtung.

§ 24. — Wenn ein versichertes Stück Vieh erkrankt oder einen Unfall erleidet, dann ist der Eigentümer verpflichtet, alle ihm zu Gebote stehenden Mittel zu dessen Herstellung anzuwenden. Auch muss derselbe dem Vorstande innerhalb zwölf Stunden hiervon Anzeige machen, damit sich von der Zweckmässigkeit der getroffenen Anordnungen überzeugt werden kann.

§ 25. — Beschliesst der Vorstand die ärztliche Behandlung des Thieres, so werden die Kurkosten, mit Ausnahme jedoch der Arzneikosten, welche in allen Fällen dem Eigentümer zu Lasten bleiben, von der Vereinskasse bestritten.

§ 26. — Unter allen Umständen ist das Mitglied verpflichtet, jeden Todesfall eines versicherten Stück Viehes sofort dem Vorstande des Vereines anzuzeigen. Trifft den Eigentümer kein Verschulden und ist die Identität des gefallenen Viehs durch zwei Taxatoren festgestellt, so erfolgt die Auszahlung der Entschädigungssumme aus der Vereinskasse.

§ 27. — Erweisen sich Thiere einer unheilbaren Krankheit verdächtigt, so kann durch den Vereinsausschuss die alshändige Schlachtung des Thieres angeordnet werden. In diesem Falle kann die Entschädigungssumme auf drei Viertel des Wertes festgesetzt werden, dem Eigentümer bleibt hierbei die Wahl, ob er das Fleisch nach einer von zwei Mitgliedern des Vorstandes zu bestimmenden Taxe behalten oder solches dem Vereine belassen will.

In letzterem Falle wird das Fleisch, soweit es polizeilich zulässig ist, von zwei Mitgliedern des Vorstandes in einem Tage verkauft. Der Erlös fließt in die Vereinskasse und fällt in diesem Falle die Haut dem Vereine zu.

Der Besitzer des Thieres darf eine Nothschlachtung nur mit Genehmigung des Vereinsausschusses vornehmen, dringende Fälle ausgenommen, bei welchen der Vereinsausschuss die Notwendigkeit der Nothschlachtung nachträglich anerkennen muss.

KAPITEL VI — Beginn des Versicherungsjahres.

§ 28. — Das Versicherungsjahr beginnt mit dem 1. Januar und endigt mit dem 31. Dezember eines jeden Jahres. Die Taxation findet jährlich zweimal statt und zwar durch zwei Mitglieder des Vorstandes.

Zu diesem Behufe behändigt der Vorsteher den Taxatoren ein alphabetisches Verzeichniß der Mitglieder, deren Vieh versichert ist. Die hierbei ermittelte Abschätzungssumme gilt als diejenige, auf welche die Beiträge und Umlagen des Vereins vertheilt werden.

§ 29. — Im Erkrankungs- und Todesfalle eines Thieres gilt die halbjährige Abschätzungssumme als diejenige, nach welcher die Vergütung im Falle eines Verlustes erfolgt.

§ 30. — Der Rechnungsführer berichtet auf Grund des von den Taxatoren eingereichten Taxationsverzeichnisses die Versicherungsrolle und fertigt die von dem Vorstande festzusetzende Heberolle für die Zahlung der einzelnen Mitglieder an.

KAPITEL VII. — Organe des Vereins.

§ 31. — Die Organe des Vereins sind :

- a) Die General-Versammlung ;
- b) Der Vereinsvorstand.

§ 32. — General-Versammlung. — Wenigstens einmal im Jahre findet in dem auf den Schluss des Rechnungsjahres folgenden Monate eine General-Versammlung statt.

Der Präsident kann ausserdem die General-Versammlung eigenmächtig, er muss dieselbe auf Verlangen von drei Vorstandsmitgliedern, oder auf ein von zehn wirklichen Mitgliedern unterzeichnetes und die Gegenstände der Tagesordnung enthaltendes Ersuchen einberufen.

Die General-Versammlungen sind wenigstens acht Tage vor dem für dieselben außeräumten Tage durch Anschlag ortsüblich bekannt zu machen. — Die Beschlüsse der General-Versammlung werden nach einfacher Stimmenmehrheit der Anwesenden gefasst, ausgenommen wenn über Anträge auf Abänderung der Statuten oder Auflösung des Verbandes abgestimmt werden soll.

§ 33. — Befugnisse. — Die ordentlichen General-Versammlungen beschließen über alle Gegenstände, welche denselben zu diesem Behufe von dem Vorstande vorgelegt oder von den Mitgliedern angeregt werden, in letzterem Falle jedoch nur wenn mindestens vierzehn Tage vorher dem Vorstande von den zu stellenden Anträgen Mitteilung gemacht worden und solche nicht den Statuten zuwiderlaufen. Der Vorsitzende hat in der General-Versammlung über seine Verwaltung während des verflossenen Vereinsjahres einen Rechenschaftsbericht zu erstatten.

Ausserordentliche Versammlungen können nur über solche Angelegenheiten beschlossen die, bei der Einladung als Gegenstand der Berathung bezeichnet worden sind.

Die Protokolle der General-Versammlung müssen zu ihrer Gültigkeit von dem Vorsitzenden, dem Schriftführer und zwei zu solchem Zwecke von der General-Versammlung besonders gewählten Vereinsmitgliedern unterschrieben werden.

§ 34. — Vorstand : Zur Verwaltung der Geschäfte des Vereins wählen die Mitglieder in der jährlichen General-Versammlung, welche im Monat Januar abgehalten wird, in geheimer Abstimmung und mit absoluter Stimmenmehrheit, einen Vorstand, bestehend aus :

- einem Vorsteher ;
- einem Stellvertreter des Vorstehers ;
- einem Rechnungsführer ; und

wenigstens einem Mitgliede für jede beteiligte Ortschaft, nämlich ein Mitglied für jede Ortschaft, welche nicht mehr als dreissig Versicherte zählt, und zwei Mitglieder, wenn die Zahl der Versicherten in einer Ortschaft über dreissig Versicherte zählt.

Die sämmlichen Mitglieder des Vorstandes werden jedesmal auf die Dauer von drei Jahren ernannt. Dieselben verrichten ihre Funktionen unentgeltlich. Ihr Amt ist ein Ehrenamt. Die Remuneration des Rechnungsführers dagegen wird durch die Generalversammlung festgesetzt. Bei Stimmengleichheit in den Abstimmungen des Vorstandes entscheidet die Stimme des Präsidenten.

§ 35. — Der Vorsteher besorgt die Gesamt-Geschäfts-führung und vertritt die Gesellschaft in allen Fällen, kann sich aber auch durch den Stellvertreter vertreten lassen.

§ 36. — Der Rechnungsführer besorgt die Erhebung aller Einnahmen und die Auszahlung der auf die Vereinskasse angewiesenen Ausgaben auf Grund der Auweisung des Vorstehers.

Am Ende des Geschäftsjahres legt der Rechnungsführer vollständige Rechnung ab über die Einnahmen und Ausgaben, welche in der im Monat Januar stattfindenden General-Versammlung vorgelegt wird. Der Vorsteher beaufsichtigt das Kassenwesen.

§ 37. — Der Vorstand wird zur Wahrnehmung aller ihm durch das Statut erteilten Rechte und Pflichten durch die bloße Wahl berechtigt.

§ 38. — Schiedsgericht. — Alle im Schoosse der Gesellschaft entstehenden Streitigkeiten werden nach Art. 5 des Gesetzes vom 11. Juni 1891 stets durch zwei von den beteiligten Parteien zu ernennenden Schiedsrichter geschlichtet.

Unterlässt eine der Parteien diese Ernennung, so kann der Vorsteher des Vereins dieselbe vornehmen. Sind die

beiden Schiedsrichter getheilter Ansicht, so zieben sie einen dritten zu, welcher zu entscheide hat und dessen Entscheidung entgültig ist.

§ 39. — Die Abänderung gegenwärtiger Statuten kann nur durch eine Generalversammlung geschehen, deren Zusammenberufung und Verhandlungen in der statutengemäss vorgeschriebenen Form stattzufinden haben.

Zur Gültigkeit der Beschlüsse dieser Versammlung ist erforderlich, dass wenigstens die Hälfte der Mitglieder dabei anwesend sind und wenigstens drei Viertel der anwesenden Stimmen sich dafür aussprechen, und dass dieselben durch die Regierung nach Vorschrift des Reglements für die auf Gegenseitigkeit beruhenden Hilfskassen vom 22. Juli 1891 gutgeheissen werden.

Die Auflösung kann nur in einer speziell zu diesem Zwecke wenigstens zwei Monate im Voraus durch Einzelbriefe mit ausdrücklicher Angabe der Tagesordnung einberufenen Versammlung beschlossen werden, in welcher

wenigstens drei Viertel der Vereinsmitglieder vertreten sein müssen. — Dieser Beschluss muss mit drei Viertel der anwesenden Stimmen gefasst sein. — Die Auflösung ist nur mit Gutbeissung der Regierung gültig. — Im Falle der Auflösung hat die Liquidirung gemäss den Bestimmungen des Art. 9 des Grossh. Beschlusses vom 22. Juli 1891 stattzufinden.

§ 40. — Durch Beschluss des Vorstandes können gegenwärtige Statuten gedruckt und zum Kostenpreise an die Mitglieder überlassen werden. In derselben Weise können Quittungs- und Notationsregister beschafft werden.

§ 41. — Die Unterschrift unter die gegenwärtigen Statuten gilt als Anerkennung derselben und als verbindliche Erklärung, der Gesellschaft beitreten zu wollen.

Berathen und angenommen zu Eschweiler, den 1. Juli 1900.

(Folgen die Unterschriften.)

Arrêté du 5 juillet 1901, portant reconnaissance légale et approbation des statuts de la Société mutualiste d'assurance contre la mortalité du bétail de Steinheim.

LE MINISTRE D'ÉTAT, PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT,

Vu la demande en reconnaissance légale présentée par la Société mutualiste d'assurance contre la mortalité du bétail de Steinheim, ensemble les statuts de cette société;

Vu l'avis émis le 5 avril 1901 par l'administration communale de Rosport;

Vu l'avis de la Commission supérieure d'encouragement des sociétés de secours mutuels en date du 9 juin 1901;

Vu la loi du 11 juillet 1891 et l'arrêté grand-ducal du 22 du même mois;

Attendu que les statuts de ladite société sont en concordance avec les dispositions des lois et règlements;

Attendu que les recettes assurées de la même société paraissent suffisantes pour faire face à ses dépenses obligatoires;

Arrête :

Art. 1^{er}. La Société mutualiste d'assurance contre la mortalité du bétail de Steinheim est légalement reconnue et ses statuts sont approuvés.

Beschluß vom 5. Juli 1901, die gesetzliche Anerkennung und die Genehmigung der Statuten des Viehversicherungs-Vereins von Steinheim betreffend.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung;

Nach Einsticht des Gesuches des Viehversicherungs-Vereins von Steinheim, wegen gesetzlicher Anerkennung, sowie Genehmigung des Statuts dieses Vereins;

Nach Einsticht des Gutachtens der Gemeindeverwaltung von Rosport, vom 5. April 1901;

Nach Einsticht des Gutachtens der höheren Commission zur Förderung der auf Gegenseitigkeit beruhenden Vereine, vom 9. Juni 1901;

Nach Einsticht des Gesetzes vom 11. Juli 1891 und des Grossh. Beschlusses vom 22. dess. Ms.;

In Anbetracht, daß das Statut genannten Vereins mit den Bestimmungen der Gesetze und Reglemente in Einklang steht;

In Anbetracht, daß die gesicherten Einkünfte der Gesellschaft zur Besteitung der ordnungsmäßigen Ausgaben derselben hinreichend erscheinen;

Beschließt :

Art. 1. Der Viehversicherungs-Verein zu Steinheim wird hiermit gesetzlich anerkannt und ist dessen Statut genehmigt.

Art. 2. Le présent arrêté, avec les statuts y annexés, sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 5 juillet 1901.

*Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.*

Art 2. Dieser Beschluß nebst dem dazu gehörigen Statut soll im „*Mémorial*“ veröffentlicht werden.

Lugemburg, den 5. Juli 1901.

*Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Eyschen.*

Statuten des Viehversicherungs-Vereins von Steinheim.

KAPITEL I. — Allgemeine Bestimmungen. — Name, Sitz und Zweck des Vereins.

§ 1. — Unter dem Namen Viehversicherungs-Verein von Steinheim wird ein Verein gegründet, welcher bezweckt, seinen Mitgliedern unter den Bestimmungen der gegenwärtigen Statuten Entschadigungen nach dem Grundsätze der Gegenseitigkeit für Verluste an ihrem Viehbestande zu gewähren.

§ 2. — Der Sitz des Vereins ist in Steinheim und erstreckt sich auf die Ortschaft Steinheim.

§ 3. — Die Gesellschaft versichert a) Kühe, Rinder, Ochsen und Stiere; b) Kälbinnen, junge Ochsen und Stiere im Alter von wenigstens einem Jahre.

KAPITEL II. — Mitgliedschaft, Ein- und Austritt aus dem Verein. — Einschreitung der Thiere.

§ 4. — Mitglied des Vereins kann jeder Eigentümer oder Pächter derjenigen Ortschaften werden, über welche sich der Verein erstreckt. — Minderjährige im Alter von fünfzehn bis achtzehn Jahren, sowie die verheiratheten Weibspersonen werden jedoch nur unter den durch Art. 3 des Gesetzes vom 11. Juli 1891 festgesetzten Bedingungen als Mitglieder des Vereins zugelassen.

Vom Eintritt in den Verein sind jedoch ausgeschlossen:
a) Viehhändler und Eigentümer oder Halter von sogenannten Leibvieh; b) Viehbesitzer, welche nicht ihren ganzen Viehbestand, sondern nur einzelne Stücke versichern wollen.

§ 5. — Von dem Vereine können durch Beschluss der General-Versammlung und mit absoluter Stimmenmehrheit der anwesenden Mitglieder, auf den Vorschlag des Vorstandes ausgeschlossen werden:

a) Diejenigen, welche den Interessen des Vereins entgegentreten oder sich eines groben Betrugs oder des Versuches eines solchen dem Vereine gegenüber schuldig gemacht haben.

b) Notorische Thierquäler oder solche, die ihr Vieh ungebührlich schlecht pflegen.

c) Diejenigen, welche den Bestimmungen der gegenwärtigen Statuten und speziellen Reglementen des Vereins nicht nachkommen.

d) Diejenigen, welche mit der Zahlung ihrer ordentlichen Beiträge während einem Monat oder für die außerordentlichen Beiträge während vierzehn Tagen im Rückstande sind, ohne von dem Vereinsvorstande dazu Ausstand erhalten zu haben.

§ 6. — Die Mitglieder, deren Ausschluss aus dem Vereine vorgeschlagen, werden zunächst von dem Vereinsvorstande zu einer bestimmten Stunde vorgeladen, um dieselben über die Ursachen des Ausschlusses zu hören.

Sollten dieselben nicht erscheinen, oder die Gründe dem Vorstand nicht genügend erscheinen, wird der Ausschluß der Entscheidung der Generalversammlung unterworfen.

§ 7. — Der freiwillige Austritt aus dem Vereine kann nur zum Schlusse des Versicherungsjahres erfolgen und muss der Antrag wenigstens drei Monate vor diesem Zeitpunkte schriftlich bei dem Vorstande eingereicht werden.

Diese Bestimmung ist jedoch auf diejenigen Mitglieder, welche ihren Wohnsitz außerhalb der in dem Vereine einbegriffenen Ortschaften verlegen oder welche ihren Betrieb aufgeben, nicht anwendbar. Für diese hört die Versicherung mit Ende des Haltjahres, in welchem die Verlegung des Wohnsitzes oder die Aufgabe des Betriebes erfolgt, auf. Dasselbe ist der Fall, wenn ein Mitglied die Zahl der versicherten Thiere vermindert.

Mit dem Augenblicke des Austrittes hört die Versicherung für den Austrittenden, ebenso die Ersatzverbindlichkeit für den Verein auf.

§ 8. — Im Falle des Austrittes oder des Ausschlusses stehen dem Austrittenden keinerlei Ansprüche auf den Verein zu. Jedoch haftet derselbe noch für die ordentlichen und außerordentlichen Beiträge des Jahres, in welchem der Austritt bzw. Ausschluß erfolgt.

Für den Fall, dass ein Mitglied einen andern Wohnsitz nimmt und sich sogleich bei einer daselbst auf Gegen-

seitigkeit beruhenden gesetzlich anerkannten Viehversicherung als Mitglied aufnehmen lässt, kann zu seinen Gunsten ein Theil der bezahlten Beiträge dem andern Versicherungsverein durch Beschluss des Vorstandes zugewiesen werden.

§ 9. — Ein jeder Einwohner, welcher dem Vereine beitreten will, zeigt dieses einem der Vorstaudsmitglieder an, welcher dem sich Meldenden die Statuten, die der selbe zu unterzeichnen hat, bekannt macht. Es wird alsdann von zwei Mitgliedern der Gesundheitszustand des Viehes untersucht. In zweifelhaften Fällen kann von dem Vorstande das Gutachten eines Thierarztes auf Kosten des Versicherten eingeholt werden.

Ergiebt sich nichts zu erinnern, so wird der Werth des zu versichernden Thieres bestimmt; die Taxe und das versicherte Vieh nach Alter, Farbe, Race und Abzeichen in das Taxationsverzeichniß eingetragen. Der Vorstand entscheidet in seiner ersten Sitzung über die Annahme, die sofort dem Versicherten bekannt zu geben ist.

§ 10. — Diejenigen Mitglieder, welche ihren Viehbestand vergrößern, sind verpflichtet, bezüglich der neu eingestellten Thiere innerhalb acht Tagen dem Vereinsvorstande Anzeige zu erstatten und wird sodann hinsichtlich der Aufnahme nach den Bestimmungen des vorhergehenden § 9 verfahren.

Der Eintritt junger Thiere in das zur Aufnahme geeignete Alter gilt als Vergrößerung eines versicherten Viehbestandes.

Wer während des Jahres ein versichertes Stück Vieh verkauft, kann ein anderes zur Versicherung zugelassenes Stück an dessen Stelle setzen, für welches er den Mehrbetrag zu zahlen hat, jedoch wird der Minderwerth nicht vergütet.

KAPITEL III. — Beginn und Aufhören der Versicherung.

§ 11. — Die Versicherung beginnt mit dem Tage der Zustellung des Beschlusses des Vorstandes, wonach der Versicherte als Mitglied aufgenommen oder für wirkliche Mitglieder mit dem Tage, wo die neu eingestellten Thiere in die Versicherung angenommen.

§ 12. — Die Versicherung hört auf :

- 1) Im Falle des Ausschlusses eines Mitgliedes, mit dem folgenden Tage, an welchem demselben der Ausschluß bekannt gegeben.
- 2) Im Falle der Versicherte seinen Wohnsitz ausserhalb des Viehversicherungsbezirkes verlegt, mit dem Tage, an welchem die Thiere anderwärts eingestellt.
- 3) Im Falle die ordentlichen und ausserordentlichen Beiträge in dem bestimmten Zeitpunkte nicht richtig ein-

gezahlt, acht Tage nach erfolgter schriftlicher Mahnung durch den Vorstand.

4) Im Falle das versicherte Thier in Folge Verkauf, Tausch oder Vererbung auf einen anderen Besitzer übergeht, mit dem Tage des Ueberganges an den neuen Besitzer.

Die Versicherung dauert jedoch fort :

a) Wenn der Verkauf oder Tausch unter Mitgliedern des Vereins stattfindet;

b) Wenn der neue Besitzer sich sofort als Mitglied des Vereins aufnehmen lässt;

c) Im Falle der Vererbung, wenn die Erben als glieder aufgenommen werden können und ihre Verpflichtungen gegenüber dem Vereine zu erfüllen in der Lage sind.

In den drei Fällen ist dem Vorstande von der erfolgten Veränderung Kenntniß zu geben;

d) Wenn der Besitzer in Folge einer gesetzlichen Bestimmung gehalten ist, ein verkauftes Thier zurückzunehmen oder den Preis dafür zu erstatten.

KAPITEL IV. — Wegfall der Entschädigung. — Entschädigungsbetrag. — Beiträge. — Eintrittsgeld.

§ 13. — Keine Entschädigung wird gewährt bei Verlusten, welche herbeigeführt sind :

(a) Durch Feuersbrunst oder Blitzschlag. Entschädigt werden jedoch die Verluste durch Blitzschlag auf freiem Felde;

b) Durch Überschwemmungen;

c) Durch Seuchen oder ansteckende Krankheiten, soweit für dieselben auf Grund des Gesetzes eine Entschädigung des Besitzers stattfindet oder wenn auf Grund jener Gesetze wegen Nichtbeachtung der polizeitlichen Bestimmungen eine Entschädigung nicht eintreten kann.

Eine Entschädigung wird ferner nicht gewährt, wenn ein versichertes Thier in Folge eines redhibitorischen Fehlers während der Zeit verendet, in welcher der Besitzer Anspruch gegen den Verkäufer erheben oder sofern er den gesetzlichen Zeitpunkt, welcher für den betreffenden Fehler bestimmt ist, vorübergehen lässt, sofern nachgewiesen ist, dass ihm das Vorhandensein des Fehlers bekannt war.

§ 14. — Die Entschädigung kann durch den Vorstand versagt oder gekürzt werden :

a) Wenn der Viehbesitzer die Krankheit oder den Unfall nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist zur Anzeige bringt;

b) Wenn er den ihm in Bezug auf die Behandlung des erkrankten oder verletzten Thieres vom Vereinsvorstande ertheilten Weisungen nicht Folge leistet ;

c) Wenn der Verlust Folge der Fahrlassigkeit oder grober Misshandlung seitens des Besitzers oder der Person ist, dem die Thiere zur Pflege anvertraut;

d) Wenn ein Mitglied des Vereins sich irgend einer Art betrügerischer Angaben oder Handlungen gegen den Verein schuldig gemacht hat;

e) Wenn das versicherte Thier in Folge einer Operation verendet, die nicht durch einen Thierarzt ausgeführt worden: ausgenommen sind dabei solche Operationen, die durch schnelle Hilfeleistung vorgenommen werden müssen, z. B. bei Blähungen durch den Trokarstich u. s. w.;

f) Wenn eine dritte Person für den Unfall verantwortlich ist.

§ 15. — Ueber die Gewährung oder Versagung der Entschädigung beschliesst der Vorstand in gemeinsamer Beratung mit Stimmenmehrheit und ist der Entscheid dem Beschädigten gleich zu eröffnen. Gegen diesen Beschluss des Vorstandes ist die Berufung an das Schiedsgericht zulässig.

§ 16. — Entschädigungsbetrag. — Die Entschädigung eines verunglückten Stück Viehes wird auf zwei Drittel der Taxe festgesetzt. Die Haut fällt dem Eigentümer zu, mit Ausnahme der in § 27 vorgesehenen Fälle.

§ 17. — Beiträge. — Jedes Mitglied ist verpflichtet, ein Prozent des Werthes des versicherten Viehes in halbjährigen Raten als Beitrag zu zahlen.

§ 18. — Eintrittsgeld. — Mitglieder des Vereins, welche sich bei der Bildung aufnehmen lassen, zahlen kein Eintrittsgeld.

§ 19. — Später eintretende Mitglieder haben, ausser der jährlichen Prämie, als Eintrittsgeld zu entrichten: für eine Kuh Fr. 1,25 Ct., für die folgende Fr. 0,62½ Ct., und für jedes weitere Stück Fr. 0,25 Ct.

§ 20. — Diejenigen, welche aus dem Vereine geschieden sind und wieder eintreten wollen, werden nach § 19 behandelt. Etwaige Rückstände früherer Beiträge sind jedoch vorher zu entrichten.

§ 21. — Sobald die Vereinsmittel den Betrag von fünfhundert Franken übersteigen, muss der Ueherschuss bei der Sparkasse deponirt werden.

§ 22. — Die Vereinskasse muss für einen Reservesfonds sorgen, welcher mindestens ein Franken von 1000 Franken des Werthes der versicherten Thiere beträgt. Dieser Satz wird auf ein Viertel ermässigt von dem Tage an, wo der Verein dem zwischen den verschiedenen zu Recht bestehenden Ortsvereinen des Landes etwa später zu gründenden Centralverbande beigetreten sein wird. Derselbe muss jedoch wiederum auf seine vorige Höhe gebracht

werden, im Falle der Verein späterhin aus dem Centralverband freiwillig austreten oder aus demselben ausgeschlossen werden sollte.

Der Generalversammlung bleibt es vorbehalten, eintrenden Falls die Zahlung eines aussergewöhnlichen Beitrages im Betrage von nicht über Fr. 0,25 Ct. von hundert Franken des Werthes des versicherten Viehes so lange anzuordnen, bis der Reservesfonds die statutorisch festgesetzte Höhe wieder erreicht haben wird.

§ 23. — Die Vereinsgelder dürfen zu keinem andern, als dem in dem Statut angewiesenen Zwecke verwandt werden. Auch hat die Vereinskasse für sämtliche, zur Führung der Geschäfte des Vereins benöthigten Auslagen aufzukommen. Zu diesen Verwaltungsauslagen zählen auch die infolge Beitritt an dem bereits in dem vorhergehenden § 22 erwähnten Centralverband an diesen letzteren zu entrichtenden gewöhnlichen oder auch aussergewöhnlichen Prämien.

KAPITEL V. — Verfahren bei Erkrankung des Viehes. — Nothschlachtung.

§ 24. — Wenn ein versichertes Stück Vieh erkrankt oder einen Unfall erleidet, dann ist der Eigentümer verpflichtet, alle ihm zu Gebote stehenden Mittel zu dessen Herstellung anzuwenden. Auch muss derselbe dem Vorstande innerhalb zwölf Stunden hiervon Anzeige machen, damit sich von der Zweckmässigkeit der getroffenen Anordnungen überzeugt werden kann.

§ 25. — Beschliesst der Vorstand die ärztliche Behandlung des Thieres, so werden die Kurkosten, mit Ausnahme jedoch der Arzneikosten, welche in allen Fällen dem Eigentümer zu Lasten bleiben, von der Vereinskasse bestritten.

§ 26. — Unter allen Umständen ist das Mitglied verpflichtet, jeden Todesfall eines versicherten Stück Viehes sofort dem Vorstande des Vereines anzuzeigen. Trifft den Eigentümer kein Verschulden und ist die Identität des gefallenen Viehes durch zwei Taxatoren festgestellt, so erfolgt die Auszahlung der Entschädigungssumme aus der Vereinskasse.

§ 27. — Erweisen sich Thiere einer unheilbaren Krankheit verdächtigt, so kann durch den Vereinsausschuss die alsbaldige Schlachtung des Thieres angeordnet werden. In diesem Falle kann die Entschädigungssumme auf drei Viertel des Werthes festgesetzt werden, dem Eigentümer bleibt hierbei die Wahl, ob er das Fleisch nach einer von zwei Mitgliedern des Vorstandes zu bestimmenden Taxe behalten oder solches dem Vereine belassen will.

In letzterem Falle wird das Fleisch, soweit es polizeilich zulässig ist, von zwei Mitgliedern des Vorstandes in-

einem Tage verkauft. Der Erlös fließt in die Vereinskasse und fällt in diesem Falle die Haut dem Vereine zu.

Der Besitzer des Thieres darf eine Nothschlachtung nur mit Genehmigung des Vereinsausschusses vornehmen, dringende Fälle ausgenommen, bei welchen der Vereinsausschuss die Notwendigkeit der Nothschlachtung nachträglich anerkennen muss.

KAPITEL VI. — Beginn des Versicherungsjahres.

§ 28. — Das Versicherungsjahr beginnt mit dem 1. Januar und endigt mit dem 31. Dezember eines jeden Jahres. Die Taxation findet jährlich zweimal statt und zwar durch zwei Mitglieder des Vorstandes.

Za diesem Behuf behändigt der Vorsteher den Taxatoren ein alphabetisches Verzeichniss der Mitglieder, deren Vieh versichert ist. Die hierbei ermittelte Abschätzungssumme gilt als diejenige, auf welche die Beiträge und Umlagen des Vereins vertheilt werden.

§ 29. — Im Erkrankungs- und Todesfalle eines Thieres gilt die halbjährige Abschätzungssumme als diejenige, nach welcher die Vergütung im Falle eines Verlustes erfolgt.

§ 30. — Der Rechnungsführer berichtet auf Grund des von den Taxatoren eingereichten Taxationsverzeichnisses die Versicherungsrolle und fertigt die von dem Vorstande festzusetzende Heberolle für die Zahlung der einzelnen Mitglieder an.

KAPITEL VII. — Organe des Vereins.

§ 31. — Die Organe des Vereins sind :

- a) Die General-Versammlung.
- b) Der Vereinsvorstand.

§ 32. — General-Versammlung. — Wenigstens einmal im Jahre findet in dem auf den Schluss des Rechnungsjahres folgenden Monate eine Generalversammlung statt.

Der Präsident kann außerdem die General-Versammlung eigenmächtig, er muss dieselbe auf Verlangen von 3 Vorstandsmitgliedern, oder auf ein von zehn wirklichen Mitgliedern unterzeichnetes und die Gegenstände der Tagesordnung enthaltendes Ersuchen einberufen.

Die General-Versammlungen sind wenigstens acht Tage vor dem für dieselben abberaumten Tage durch Anschlag ortsüblich bekannt zu machen. — Die Beschlüsse der General-Versammlung werden nach einfacher Stimmenmehrheit der Anwesenden gefasst, ausgenommen wenn über Anträge auf Änderung der Statuten oder Auflösung des Verhauses abgestimmt werden soll.

§ 33. — Befugnisse. — Die ordentlichen General-Versammlungen beschliessen über alle Gegenstände, welche denselben zu diesem Bebuse von dem Vorstande vorgelegt Oder von den Mitgliedern angeregt werden, in letzterem

Falle jedoch nur wenn mindestens 14 Tage vorher dem Vorstande von den zu stellenden Anträgen Mitteilung gemacht werden und solche nicht den Statuten widersprechen. Der Vorsitzende hat in der General-Versammlung über seine Verwaltung während des verflossenen Vereinsjahres einen Rechenschaftsbericht zu erstatten.

Ausserordentliche Versammlungen können nur über solche Angelegeheiten beschliessen, die bei der Einladung als Gegenstand der Berathung bezeichnet worden sind.

Die Protokolle der General-Versammlung müssen zu ihrer Gültigkeit von dem Vorsitzenden, dem Schriftführer und zwei zu solchem Zwecke von der General-Versammlung besonders gewählten Vereinsmitgliedern unterschrieben werden.

§ 34. — Vorstand : Zur Verwaltung der Geschäfte des Vereins wählen die Mitglieder in der jährlichen Generalversammlung, welche im Monat Januar abgehalten wird, in geheimer Abstimmung und mit absoluter Stimmenmehrheit, einen Vorstand, bestehend aus :

- einem Vorsteher ;
- einem Stellvertreter des Vorstehers ;
- einem Rechnungsführer ; und
- zwei Mitgliedern.

Die sämmtlichen Mitglieder des Vorstandes werden jedesmal auf die Dauer von drei Jahren ernannt. Dieselben verrichten ihre Funktionen unentgeltlich. Ihr Amt ist ein Ehrenamt. Die Remuneration des Rechnungsführers dagegen wird durch die General-Versammlung festgesetzt. Der Präsident und der Rechnungsführer müssen nicht Viehbesitzer sein.

§ 35. — Der Vorsteher besorgt die Gesamt-Geschäfts-führung und vertritt die Gesellschaft in allen Fällen, kann sich aber auch durch den Stellvertreter vertreten lassen

§ 36. — Der Rechnungsführer besorgt die Erhebung aller Einnahmen und die Auszahlung der auf die Vereinskasse angewiesenen Ausgaben auf Grund der Auwezung des Vorstehers.

Am Ende des Geschäftsjahres legt der Rechnungsführer vollständige Rechnung ab über die Einnahmen und Ausgaben, welche in der im Monat Januar stattfindenden General-Versammlung vorgelegt wird. Der Vorsteher beaufsichtigt das Kassenwesen.

§ 37. — Der Vorstand wird zur Wahrnehmung aller ihm durch das Statut erteilten Rechte und Pflichten durch die blosse Wahl berechtigt.

§ 38. — Schiedsgericht. — Alle im Schosse der Gesellschaft entstehenden Streitigkeiten werden nach Art. 5 des Gesetzes vom 11. Juni 1891 stets durch zwei von den beteiligten Parteien zu ernennenden Schiedsrichter geschlichtet.

Unterlass eine der Parteien diese Ernennung, so kann per Vorsteher des Vereins dieselbe vornehmen. Sind die beiden Schiedsrichter getheilter Ansicht, so ziehen sie einen dritten zu, welcher zu entscheiden hat und dessen Entscheidung endgültig ist.

§ 39. — Die Abänderung gegenwärtiger Statuten kann nur durch eine Generalversammlung geschehen, deren Zusammenberatung und Verhandlungen in der statuten-gemäss vorgeschriebenen Form stattzufinden haben.

Zur Gültigkeit der Beschlüsse dieser Versammlung ist erforderlich, dass wenigstens die Hälfte der Mitglieder dabei anwesend sind und wenigstens drei Viertel der anwesenden Stimmen sich dafür aussprechen, und dass dieselben durch die Regierung nach Vorschrift des Reglementes für die auf Gegenseitigkeit beruhenden Hilmkassen vom 22. Juli 1891 gutgeheissen werden.

Die Auflösung kann nur in einer speziell zu diesem Zwecke wenigstens zwei Monate im Voraus durch Einzelbriefe mit ausdrücklicher Angabe der Tagesordnung ein-

berufenen Versammlung beschlossen werden, in welcher wenigstens drei Viertel der Vereinsmitglieder vertreten sein müssen. — Dieser Beschluss muss mit drei Viertel der anwesenden Stimmen gefasst sein. — Die Auflösung ist nur mit Gutheissung der Regierung gültig. — Im Falle der Auflösung hat die Liquidirung gemäss den Bestimmungen des Art. 9 des Grossh. Beschlusses vom 22. Juli 1891 stattzufinden.

§ 40. — Durch Beschluss des Vorstandes können gegenwärtige Statuten gedruckt und zum Kostenpreise an die Mitglieder überlassen werden. In derselben Weise können Quittungs- und Notationsregister beschafft werden.

§ 41. — Die Unterschrift unter die gegenwärtigen Statuten gilt als Anerkenntnis derselben und als verbindliche Erklärung, der Gesellschaft beitreten zu wollen.

Berathen und angenommen zu Steinheim, am 25. März 1901.

(Folgen die Unterschriften)

Arrêté du 5 juillet 1901, portant reconnaissance légale et approbation des statuts de la Société mutualiste d'assurance contre la mortalité du bétail de Diekirch.

LE MINISTRE D'ÉTAT, PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT ;

Vu la demande en reconnaissance légale présentée par la Société mutualiste d'assurance contre la mortalité du bétail de Diekirch, ensemble les statuts de cette société;

Vu l'avis émis le 13 avril 1901 par l'administration communale de Diekirch, siège de ladite société;

Vu l'avis de la Commission supérieure d'encouragement des sociétés de secours mutuels en date du 9 juin 1901;

Vu la loi du 11 juillet 1891 et l'arrêté grand-ducal du 22 du même mois;

Attendu que les statuts de ladite société sont en concordance avec les dispositions des lois et règlements;

Attendu que les recettes assurées de la même société paraissent suffisantes pour faire face à ses dépenses obligatoires;

Arrête :

Art. 1^{er}. La Société mutualiste d'assurance contre la mortalité du bétail de Diekirch est légalement reconnue et ses statuts sont approuvés.

Beschluß vom 5. Juli 1901, die gesetzliche Anerkennung und die Genehmigung der Statuten des Viehversicherungs-Vereins von Diekirch betreffend.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung;

Nach Einsicht des Gesuches des Viehversicherungs-Vereins von Diekirch, wegen gesetzlicher Anerkennung, sowie Genehmigung des Statuts dieses Vereins;

Nach Einsicht des Gutachtens der Gemeindeverwaltung von Diekirch, Sitz des Vereins, vom 13. April 1901;

Nach Einsicht des Gutachtens der höheren Commission zur Förderung der auf Gegenseitigkeit beruhenden Vereine, vom 9. Juni 1901;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 11. Juli 1891 und des Grossh. Beschlusses vom 22. dersl. Mts.;

In Unbetacht, daß das Statut genannten Vereins mit den Bestimmungen der Gesetze und Reglemente in Einklang steht;

In Unbetacht, daß die gesicherten Einkünfte der Gesellschaft zur Besteitung der ordnungsmäßigen Ausgaben derselben hinreichend erscheinen;

Beschließt:

Art. 1. Der Viehversicherungs-Verein von Diekirch wird hiermit gesetzlich anerkannt und ist dessen Statut genehmigt.

Art. 2. Le présent arrêté, avec les statuts y annexés, sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 5 juillet 1901.

*Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement.
EYSCHEN*

Art. 2. Dieser Beschluß nebst dem dazu gehörigen Statut soll im „*Mémorial*“ veröffentlicht werden.

Lugemburg, den 5. Juli 1901.

*Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Eyschen.*

Statuten des Viehversicherungs-Vereins von Diekirch.

KAPITEL I. — Allgemeine Bestimmungen. — Name, Sitz und Zweck des Vereins.

§ 1. — Unter dem Namen Viehversicherungs-Verein von Diekirch wird ein Verein gegründet, welcher beweckt, seinen Mitgliedern unter den Bestimmungen der gegenwärtigen Statuten Entschädigungen nach dem Grundsätze der Gegenseitigkeit für Verluste an ihrem Viehbestande zu gewähren.

§ 2.—Der Sitz des Vereins ist in Diekirch und erstreckt sich auf die Ortschaften Diekirch und Herrenbergerhof.

§ 3. — Die Gesellschaft versichert : a) Kühe, Rinder, Ochsen und Stiere ; b) Kälbinnen, junge Ochsen und Stiere im Alter von wenigstens einem Jahre.

KAPITEL II. — Mitgliedschaft, Ein- und Austritt aus dem Verein. — Einschreibung der Thiere.

§ 4. — Mitglied des Vereins kann jeder Eigentümer oder Pächter derjenigen Ortschaften werden, über welche sich der Verein erstreckt. — Minderjährige im Alter von 15 bis 18 Jahren, sowie die verheiratheten Weibspersonen werden jedoch nur unter den durch Art. 3 des Gesetzes vom 11. Juli 1891 festgesetzten Bedingungen als Mitglieder des Vereins zugelassen.

Vom Eintritt in den Verein sind jedoch ausgeschlossen : a) Viehhändler und Eigentümer oder Halter von sogenanntem Leibbrief ; b) Viehbesitzer, welche nicht ihren ganzen Viehbestand, sondern nur einzelne Stücke versichern wollen.

§ 5. — Von dem Vereine können durch Beschluss der General-Versammlung und mit absoluter Stimmenmehrheit der anwesenden Mitglieder, auf den Vorschlag des Vorstandes ausgeschlossen werden :

a) Diejenigen, welche den Interessen des Vereins entgegentreten oder sich eines groben Betrugs oder des Versuches eines solchen dem Vereine gegenüber schuldig gemacht haben.

b) Notorsche Thierquäler oder solche, die ihr Vieh ungebührlich schlecht pflegen.

c) Diejenigen, welche den Bestimmungen der gegenwärtigen Statuten und speziellen Reglementen des Vereins nicht nachkommen.

d) Diejenigen, welche mit der Zahlung ihrer ordentlichen Beiträge während zwei Monaten oder für die ausserordentlichen Beiträge während vierzehn Tagen im Rückstande sind, ohne von dem Vereinsvorstande dazu Aufstand erhalten zu haben.

§ 6. — Die Mitglieder, für welche der Ausschluß aus dem Vereine vorgeschlagen, werden zunächst von dem Vereinsvorstande zu einer bestimmten Stunde vorgeladen, um dieselben über die Ursachen des Ausschlusses zu hören.

Sofern dieselben nicht erscheinen, oder die Gründe dem Vorstand nicht genügend erscheinen, wird der Ausschluß der Entscheidung der Generalversammlung unterworfen.

§ 7. — Der freiwillige Austritt aus dem Vereine kann nur zum Schlusse des Versicherungsjahres erfolgen und muss der Antrag wenigstens drei Monate vor diesem Zeitpunkte schriftlich bei dem Vorstande eingereicht werden.

Diese Bestimmung ist jedoch auf diejenigen Mitglieder, welche ihren Wohnsitz ausserhalb der in dem Vereine eingebrofstenen Ortschaften verlegen oder welche ihren Betrieb aufgeben, nicht anwendbar. Für diese hört die Versicherung mit Ende des Halbjahres, in welchem die Verlegung des Wohnsitzes oder die Aufgabe des Betriebes erfolgt, auf. Dasselbe ist der Fall, wenn ein Mitglied die Zahl der versicherten Thiere vermindert.

Mit dem Augenblicke des Austrittes hört die Versicherung für den Austrittenden, ebenso die Ersatzverbindlichkeiten für den Verein auf.

§ 8. — Im Falle des Austrittes oder des Ausschlusses stehen dem Austrittenden keinerlei Ansprüche auf den Verein zu. Jedoch haftet derselbe noch für die ordentlichen und ausserordentlichen Beiträge des Jahres, in welchem der Austritt bzw. Ausschluß erfolgt.

Für den Fall, dass ein Mitglied einen andern Wohnsitz nimmt und sich sogleich bei einer daselbst auf Gegenseitigkeit beruhenden gesetzlich anerkannten Viehver-

sicherung als Mitglied aufnehmen lässt, kann zu seinen Gunsten ein Theil der bezahlten Beiträge dem andern Versicherungsverein durch Beschluss des Vorstandes zugewiesen werden.

§ 9. — Ein jeder Einwohner, welcher dem Vereine beitreten will, zeigt dieses einem der Vorstandsmitglieder an, welcher dem sich Meldenden die Statuten, die derselbe zu unterzeichnen hat, bekannt macht. Es wird alsdann von zwei Mitgliedern der Gesundheitszustand des Viehes untersucht. In zweifelhaften Fällen kann von dem Vorstande das Gutachten eines Thierarztes auf Kosten des Versicherten eingeholt werden.

Ergibt sich nichts zu erinnern, so wird der Werth des zu versichernden Thieres bestimmt; die Taxe und das versicherte Vieh nach Alter, Farbe, Race und Abzeichen in das Taxationsverzeichnuß eingetragen. Der Vorstand entscheidet in seiner ersten Sitzung über die Annahme, die sofort dem Versicherten bekannt zu geben ist.

§ 10. — Diejenigen Mitglieder, welche ihren Viehbestand vergrössern, sind verpflichtet, bezüglich den neu eingestellten Thiero innerhalb acht Tagen dem Vereinsvorstande Anzeige zu erstatten und wird sodann hinsichtlich der Aufnahme nach den Bestimmungen des vorhergehenden § 9 verfahren.

Der Eintritt junger Thiere in das zur Aufnahme geeignete Alter gilt als Vergroßerung eines versicherten Viehbestandes.

Wer während des Jahres ein versichertes Stück Vieh verkauft, kann ein anderes zur Versicherung zugelassenes Stück an dessen Stelle setzen, für welches er den Mehrbetrag zu zahlen hat, jedoch wird der Minderwerth nicht vergütet.

KAPITEL III. — Beginn und Aufhören der Versicherung.

§ 11. — Die Versicherung beginnt mit dem Tage der Zustellung des Beschlusses des Vorstandes, wonach der Versicherte als Mitglied aufgenommen oder für wirkliche Mitglieder mit dem Tage, wo die neu eingestellten Thiere in die Versicherung aufgenommen.

§ 12. — Die Versicherung hört auf:

1) Im Falle des Ausschlusses eines Mitgliedes mit dem folgenden Tage, an welchem demselben der Ausschluss bekannt gegeben.

2) Im Falle der Versicherte seinen Wohnsitz ausserhalb des Viehversicherungsbezirkes verlegt, mit dem Tage, an welchem die Thiere anderwärts eingestellt.

3) Im Falle die ordentlichen und ausserordentlichen Beiträge in dem bestimmten Zeitpunkte nicht richtig eingezahlt, acht Tage nach erfolgter schriftlicher Mahnung durch den Vorstand.

4) Im Falle das versicherte Thier in Folge Verkauf,

Tausch oder Vererbung auf einen anderen Besitzer übergeht, mit dem Tage des Uebergangs an den neuen Besitzer.

Die Versicherung dauert jedoch fort:

a) Wenn der Verkauf oder Tausch unter Mitgliedern des Vereins stattfindet;

b) Wenn der neue Besitzer sich sofort als Mitglied des Vereins aufnehmen lässt;

c) Im Falle der Vererbung, wenn die Erben als Mitglieder aufgenommen werden können und ihre Verpflichtungen gegenüber dem Vereine zu erfüllen in der Lage sind;

In den drei Fällen ist dem Vorstande von der erfolgten Veränderung Kenntniß zu geben.

d) Wenn der Besitzer in Folge einer gesetzlichen Bestimmung gehalten ist, ein verkauftes Thier zurückzunehmen oder den Preis dafür zu erstatten.

KAPITEL IV. — Wegfall der Entschädigung. — Entschädigungsbetrag. — Beiträge. — Eintrittsgeld.

§ 13. — Keine Entschädigung wird gewährt bei Verlusten, welche herbeigeführt sind:

a) Durch Feuersbrunst oder Blitzschlag. Entschädigt werden jedoch die Verluste durch Blitzschlag auf freiem Felde;

b) Durch Ueberschwemmungen;

c) Durch Seuchen oder ansteckende Krankheiten, soweit für dieselben auf Grund des Gesetzes eine Entschädigung des Besitzers stattfindet oder wenn auf Grund jener Gesetze wegen Nichtbeachtung der polizeilichen Bestimmungen eine Entschädigung nicht eintreten kann.

Eine Entschädigung wird ferner nicht gewährt, wenn ein versichertes Thier in Folge eines redhibitorischen Fehlers während der Zeit verendet, in welcher der Besitzer Anspruch gegen den Verkäufer erheben oder sofern er den gesetzlichen Zeitpunkt, welcher für den betreffenden Fehler bestimmt ist, vorübergehen lässt, sofern nachgewiesen ist, dass ihm das Vorhandensein des Fehlers bekannt war.

§ 14. — Die Entschädigung kann durch den Vorstand versagt oder gekürzt werden:

a) Wenn der Viehbesitzer die Krankheit oder den Unfall nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist zur Anzeige bringt;

b) Wenn er den ihm in Bezug auf die Behandlung des erkrankten oder verletzten Thieres vom Vereinsvorstande ertheilten Weisungen nicht Folge leistet;

c) Wenn der Verlust Folge der Fahrlässigkeit oder grober Misshandlung seitens des Besitzers oder der Person ist, dem die Thiere zur Pflege anvertraut;

d) Wenn ein Mitglied des Vereins sich irgend einer Art

'betrügerischer Angaben oder Handlungen gegen den Verein schuldig gemacht hat;

e) Wenn das versicherte Thier in Folge einer Operation verendet, die nicht durch einen Thierarzt ausgeführt worden : ausgenommen sind dabei solche Operationen, die durch schnelle Hilfeleistung vorgenommen werden müssen, z. B. bei Blähungen durch den Trokarstich u. s. w.

f) Wenn eine dritte Person für den Unfall verantwortlich ist.

§ 15. — Ueber die Gewährung oder Versagung der Entschädigung beschliesst der Vorstand in gemeinsamer Be Rathung mit Stimmenmehrheit und ist der Entscheid dem Beschädigten gleich zu eröffnen. Gegen diesen Beschluss des Vorstandes ist die Berufung an das Schiedsgericht zulässig.

§ 16. — Entschädigungsbetrag. — Die Entschädigung eines verunglückten Stück Viehes wird auf zwei Drittel der Taxe festgesetzt. Die Haut fällt dem Eigentümer zu mit Ausnahme der in § 27 vorgesehenen Fälle.

§ 17. — Beiträge. — Jedes Mitglied ist verpflichtet, ein Prozent des Wertes des versicherten Viehes in halbjährigen Raten als Beitrag zu zahlen.

§ 18. — Eintrittsgeld. — Mitglieder des Vereins, welche sich bei der Bildung aufnehmen lassen, zahlen kein Eintrittsgeld.

§ 19. — Später eintretende Mitglieder haben, ausser der jährlichen Prämie, als Eintrittsgeld zu entrichten : für eine Kuh Fr. 1.25 Ct., für die folgende Fr. 0.62 $\frac{1}{2}$ Ct., und für jedes weitere Stück Fr. 0.25 Ct.

§ 20. — Diejenigen, welche aus dem Vereine geschieden sind und wieder eintreten wollen, werden nach § 19 behandelt. Etwaige Rückstände früherer Beiträge sind jedoch vorher zu entrichten.

§ 21. — Sobald die Vereinsmittel den Betrag von fünfhundert Franken übersteigen, muss der Ueberschuss bei der Sparkasse deponirt werden.

§ 22. — Die Vereinskasse muss für einen Reservefonds sorgen, welcher mindestens ein Franken von 1000 Franken des Wertes der versicherten Thiere beträgt. Dieser Satz wird auf ein Viertel ermässigt von dem Tage an, wo der Verein dem zwischen den verschiedenen zu Recht bestehenden Ortsvereinen des Landes etwa später zu gründenden Centralverbande beigetreten sein wird. Derselbe muss jedoch wiederum auf seine vorige Höhe gebracht werden, im Falle der Verein späterhin aus dem Centralverbande freiwillig austreten oder aus demselben ausgeschlossen werden sollte.

Der Generalversammlung bleibt es vorbehalten, eintretenden Falls die Zahlung eines aussergewöhnlichen Bei-

trages im Betrage von nicht über Fr. 0.25 Ct. von hundert Franken des Wertes des versicherten Viehes so lange anzudneu, bis der Reservefonds die statutorisch festgesetzte Höhe wieder erreicht haben wird.

§ 23. — Die Vereinsgelder dürfen zu keinem andern, als dem in dem Statut angewiesenen Zwecke verwandt werden. Auch hat die Vereinskasse für sämtliche, zur Führung der Geschäfte des Vereins benötigten Auslagen aufzukommen. Zu diesen Verwaltungsauslagen zählen auch die infolge Beitritt an dem bereits in dem vorhergehenden § 22 erwähnten Centralverband an diesen letztern zu entrichtenden gewöhnlichen oder auch aussergewöhnlichen Prämien.

KAPITEL V. — Verfahren bei Erkrankung des Viehes. — Nothschlachtung.

§ 24. — Wenn ein versichertes Stück Vieh erkrankt oder einen Unfall erleidet, danu ist der Eigentümer verpflichtet, alle ihm zu Gebote stehenden Mittel zu dessen Herstellung anzuwenden. Auch muss derselbe dem Vorstande innerhalb 12 Stunden hiervon Anzeige machen, damit sich von der Zweckmässigkeit der getroffenen Anordnungen überzeugt werden kann.

§ 25. — Beschliesst der Vorstand die ärztliche Behandlung des Thieres, so werden die Kurkosten, mit Ausnahme jedoch der Arzneikosten, welche in allen Fällen dem Eigentümer zu Lasten bleiben, von der Vereinskasse bestritten.

§ 26. — Unter allen Umständen ist das Mitglied verpflichtet, jeden Todesfall eines versicherten Stück Viehes sofort dem Vorstande des Vereines anzuzeigen. Trifft den Eigentümer kein Verschulden und ist die Identität des gefallenen Viehes durch zwei Taxatoren festgestellt, so erfolgt die Auszahlung der Entschädigungssumme aus der Vereinskasse.

§ 27. — Erweisen sich Thiere einer unheilbaren Krankheit verdächtig, so kann durch den Vereinsausschuss die alsbaldige Schlachtung des Thieres angeordnet werden. In diesem Falle kann die Entschädigungssumme auf drei Viertel des Wertes festgesetzt werden, dem Eigentümer bleibt hierbei die Wahl, ob er das Fleisch nach einer von zwei Mitgliedern des Vorstandes zu bestimmenden Taxe behalten oder solches dem Vereine belassen will.

In letzterem Falle wird das Fleisch, soweit es polizeilich zulässig ist, von zwei Mitgliedern des Vorstandes in einem Tage verkauft. Der Erlös fließt in die Vereinskasse und fällt in diesem Falle die Haut dem Vereine zu.

Der Besitzer des Thieres darf eine Nothschlachtung nur mit Genehmigung des Vereinsausschusses vornehmen, dringende Fälle ausgenommen, bei welchen der Vereins-

ausschuss die Nothwendigkeit der Nothschlachtung nachträglich anerkennen muss.

KAPITEL VI. — Beginn des Versicherungsjahres.

§ 28. — Das Versicherungsjahr beginnt mit dem 1. Januar und endigt mit dem 31. Dezember eines jeden Jahres. Die Taxation findet jährlich zweimal statt und zwar durch zwei Mitglieder des Vorstandes.

Zu diesem Behufe behändigt der Vorsteher den Taxatoren ein alphabetisches Verzeichniß der Mitglieder, deren Vieh versichert ist. Die hierbei ermittelte Absatzungssumme gilt als diejenige, auf welche die Beiträge und Umlagen des Vereins vertheilt werden.

§ 29. — Im Erkrankungs- und Todesfalle eines Thieres gilt die halbjährige Abschätzungssumme als diejenige, nach welcher die Vergütung im Falle eines Verlustes erfolgt.

§ 30. — Der Rechnungsführer berichtet auf Grund des von den Taxatoren eingereichten Taxationsverzeichnisses die Versicherungsrolle und fertigt die von dem Vorstande festzusetzende Heherolle für die Zahlung der einzelnen Mitglieder an.

KAPITEL VII. — Organe des Vereins.

§ 31. — Die Organe des Vereins sind :

- a) Die General-Versammlung.
- b) Der Vereinsvorstand.

§ 32. — Generalversammlung. — Wenigstens einmal im Jahre findet in dem auf den Schluss des Rechnungsjahres folgenden Monate eine Generalversammlung statt.

Der Präsident kann ausserdem die Generalversammlung eigenmächtig, er muss dieselbe auf Verlangen von 3 Vorstandsmitgliedern, oder auf ein von zehn wirklichen Mitgliedern unterzeichnetes und die Gegenstände der Tagesordnung enthaltendes Ersuchen einberufen.

Die Generalversammlungen sind wenigstens acht Tage vor dem für dieselben anberaumten Tage durch Anschlag ortsüblich bekannt zu machen. — Die Beschlüsse der Generalversammlung werden nach einfacher Stimmenmehrheit der Anwesenden gefasst, ausgenommen wenn über Anträge auf Abänderung der Statuten oder Auflösung des Verbandes abgestimmt werden soll.

§ 33. — Befugnisse. — Die ordentlichen Generalversammlungen beschliessen über alle Gegstände, welche denselben zu diesem Behufe von dem Vorstande vorgelegt oder von den Mitgliedern angeregt werden; in letzterem Falle jedoch nur, wenn mindestens 14 Tage vorher dem Vorstande von den zu stellenden Anträgen Mitteilung gemacht worden und solche nicht den Statuten zuwidern. Der Vorsitzende hat in der Generalversammlung

über seine Verwaltung während des verflossenen Vereinsjahres einen Rechenschaftsbericht zu erstatten.

Ausserordentliche Versammlungen können nur über solche Angelegenheiten beschliessen, die bei der Einladung als Gegenstand der Berathung bezeichnet worden sind.

Die Protokolle der Generalversammlung müssen zu ihrer Gültigkeit von dem Vorsitzenden, dem Schriftführer und zwei zu solchem Zwecke von der General-Versammlung besonders gewählten Vereinsmitgliedern unterschrieben werden.

§ 34. — Vorstand : Zur Verwaltung der Geschäfte des Vereins wählen die Mitglieder in der jährlichen Generalversammlung, welche im Monat Januar abgehalten wird, in geheimer Abstimmung und mit absoluter Stimmenmehrheit, einen Vorstand, bestehend aus :

- einem Vorsteher;
- einem Stellvertreter des Vorstehers;
- einem Rechnungsführer, und
- zwei Mitgliedern.

Die sämmtlichen Mitglieder des Vorstandes werden jedesmal auf die Dauer von drei Jahren ernannt. Dieselben verrichten ihre Funktionen unentgeltlich. Ihr Amt ist ein Ehrenamt. Die Remuneration des Rechnungsführers dagegen wird durch die Generalversammlung festgesetzt.

§ 35. — Der Vorsteher besorgt die Gesamt-Geschäfts-führung und vertritt die Gesellschaft in allen Fällen, kann sich aber auch durch den Stellvertreter vertreten lassen.

§ 36. — Der Rechnungsführer besorgt die Erhebung aller Einnahmen und die Auszahlung der auf die Vereinskasse angewiesenen Ausgaben auf Grund der Anweisung des Vorstehers.

Am Ende des Geschäftsjahres legt der Rechnungsführer vollständige Rechnung ab über die Einnahmen und Ausgaben, welche in der im Monat Januar stattfindenden General-Versammlung vorgelegt wird. Der Vorsteher beaufsichtigt das Kassenwesen.

§ 37. — Der Vorstand wird zur Wahrnehmung aller ihm durch das Statut ertheilten Rechte und Pflichten durch die bloße Wahl berechtigt.

§ 38. — Schiedsgericht. — Alle im Schosse der Gesellschaft entstehenden Streitigkeiten werden nach Art. 5 des Gesetzes vom 11. Juni 1891 stets durch zwei von den befehligen Parteien zu ernennenden Schiedsrichter geschlichtet.

Unterlässt eine der Parteien diese Ernennung, so kann der Vorsteher des Vereins dieselbe vornehmen. Sind die beiden Schiedsrichter getheilter Ansicht, so ziehen sie einen dritten zu, welcher zu entscheiden hat und dessen Entscheidung entgültig ist.

§ 39. — Die Abänderung gegenwärtiger Statuten kann nur durch eine Generalversammlung geschehen, deren Zusammenberufung und Verhandlungen in der statuten-gemäss vorgeschriebenen Form stattzufinden haben.

Zur Gültigkeit der Beschlüsse dieser Versammlung ist erforderlich, dass wenigstens die Hälfte der Mitglieder dabei anwesend sind und wenigstens drei Viertel der anwesenden Stimmen sich dafür aussprechen, und dass dieselben durch die Regierung nach Vorschrift des Reglementes für die auf Gegenseitigkeit beruhenden Hilfskassen vom 22. Juli 1891 gutgeheissen werden.

Die Auflösung kann nur in einer speziell zu diesem Zwecke wenigstens zwei Monate im Voraus durch Einzelbriefe mit ausdrücklicher Angabe der Tagesordnung einberufenen Versammlung beschlossen werden, in welcher wenigstens drei Viertel der Vereinsmitglieder vertreten sein müssen. — Dieser Beschluss muss mit drei Viertel

der anwesenden Stimmen gefasst sein. — Die Auflösung ist nur mit Genehmigung der Regierung gültig. — Im Falle der Auflösung hat die Liquidirung gemäss den Bestimmungen des Art. 9 des Grossh. Beschlusses vom 22. Juli 1891 stattzufinden.

§ 40. — Durch Beschluss des Vorstandes können gegenwärtige Statuten gedruckt und zum Kostenpreise an die Mitglieder überlassen werden. In derselben Weise können Quittungs- und Notationsregister beschafft werden.

§ 41. — Die Unterschrift unter die gegenwärtigen Statuten gilt als Anerkenntnis derselben und als verbindliche Erklärung der Gesellschaft beitreten zu wollen.

Berathen und angenommen zu Dikireh, am 25. Februar 1901.

(Folgen die Unterschriften.)

Arrêté du 5 juillet 1901, portant reconnaissance légale et approbation des statuts de la Société mutualiste d'assurance contre la mortalité du bétail de Fouhren.

LE MINISTRE D'ETAT, PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT.

Vu la demande en reconnaissance légale présentée par la Société mutualiste d'assurance contre la mortalité du bétail de Fouhren, ensemble les statuts de cette société ;

Vu l'avis émis le 23 mars 1901 par l'administration communale de Fouhren, siège de ladite société ;

Vu l'avis de la Commission supérieure d'encouragement des sociétés de secours mutuels en date du 9 juin 1901 ;

Vu la loi du 11 juillet 1891 et l'arrêté grand-ducal du 22 du même mois ;

Attendu que les statuts de ladite société sont en concordance avec les dispositions des lois et règlements ;

Attendu que les recettes assurées de la même société paraissent suffisantes pour faire face à ses dépenses obligatoires ;

Arrête :

Art. 1^e. La Société mutualiste d'assurance contre la mortalité du bétail de Fouhren est légalement reconnue et ses statuts sont approuvés.

Beschluß vom 5. Juli 1901, die gesetzliche Anerkennung und die Genehmigung der Statuten des Viehversicherungs-Vereins von Fouhren betreffend.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung;

Nach Einsicht des Gesuches des Viehversicherungs-Vereins von Fouhren wegen gesetzlicher Anerkennung, sowie Genehmigung des Statuts dieses Vereins ;

Nach Einsicht des Gutachtens der Gemeindeverwaltung von Fouhren, Sitz des Vereins, vom 23. März 1901 ;

Nach Einsicht des Gutachtens der höheren Commission zur Förderung der auf Gegenseitigkeit beruhenden Vereine, vom 9. Juni 1901 ;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 11. Juli 1891 und des Grossh. Beschlusses vom 22. dess. Ms. ;

In Anbetracht, daß das Statut genannten Vereins mit den Bestimmungen der Gesetze und Reglemente in Einklang steht ;

In Anbetracht, daß die gesicherten Einkünfte der Gesellschaft zur Befreiung der ordnungsmäßigen Ausgaben derselben hinreichend erscheinen ;

Beschließt :

Art. 1. Der Viehversicherungs-Verein von Fouhren wird hiermit gesetzlich anerkannt und ist dessen Statut genehmigt.

Art. 2. Le présent arrêté, avec les statuts y annexés, sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 5 juillet 1901.

*Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.*

Art 2. Dieser Beschluss nebst dem dazu gehörigen Statut soll im „Mémorial“ veröffentlicht werden.

Luxemburg, den 5. Juli 1901,

*Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Eyschen.*

Statuten des Viehversicherungs-Vereins von Fouhren.

KAPITEL I. — Allgemeine Bestimmungen. — Name, Sitz und Zweck des Vereins.

§ 1. — Unter dem Namen Viehversicherungs-Verein von Fouhren wird ein Verein gegründet, welcher bezieht, seinen Mitgliedern unter den Bestimmungen der gegenwärtigen Statuten Entschädigungen nach dem Grundsätze der Gegenseitigkeit für Verluste an ihrem Viehbestande zu gewähren.

§ 2. — Der Sitz des Vereins ist in Fouhren und erstreckt sich auf die Ortschaften Fouhren, Bettel, Walsdorf, Longsdorf.

§ 3. — Die Gesellschaft versichert : a) Kühe, Rinder, Ochsen und Stiere ; b) Kälbinnen, junge Ochsen und Stiere im Alter von wenigstens einem Jahre.

KAPITEL II. — Mitgliedschaft, Ein- und Austritt aus dem Vereine. — Einschreibung der Thiere.

§ 4. — Mitglied des Vereins kann jeder Eigentümer oder Pächter derjenigen Ortschaften werden, über welche sich der Verein erstreckt. — Minderjährige im Alter von 13 bis 18 Jahren, sowie die verheiratheten Weibspersonen werden jedoch nur unter den durch Art. 3 des Gesetzes vom 11. Juli 1891 festgesetzten Bedingungen als Mitglieder des Vereins zugelassen.

Vom Eintritt in den Verein sind jedoch ausgeschlossen :

a) Viehhändler und Eigentümer oder Halter von so genanntem Leihvieh ; b) Viehbesitzer, welche nicht ihren ganzen Viehbestand, sondern nur einzelne Stücke versichern wollen.

§ 5. — Von dem Vereine können durch Beschluss der General-Versammlung und mit absoluter Stimmenmehrheit der anwesenden Mitglieder, auf den Vorschlag des Vorstandes ausgeschlossen werden :

a) Diejenigen, welche den Interessen des Vereins entgegentreten oder sich eines groben Betrugs oder des Versuches eines solchen dem Vereine gegenüber schuldig gemacht haben.

b) Notorische Thierquäler oder solche, die ihr Vieh ungebührlich schlecht pflegen.

c) Diejenigen, welche den Bestimmungen der gegenwärtigen Statuten und speziellen Reglementen des Vereins nicht nachkommen.

d) Diejenigen, welche mit der Zahlung ihrer ordentlichen Beiträge während einem Monat oder für die ausserordentlichen Beiträge während acht Tagen im Rückstande sind, ohne von dem Vereinsvorstande dazu Ausstand erhalten zu haben.

§ 6. — Die Mitglieder, deren Ausschluss aus dem Vereine vorgeschlagen, werden zunächst von dem Vereinsvorstande zu einer bestimmten Stunde vorgeladen, um dieselben über die Ursachen des Ausschlusses zu hören.

Sofern dieselben nicht erscheinen, oder die Gründe dem Vorstand nicht genügend erscheinen, wird der Ausschluss der Entscheidung der Generalversammlung unterworfen.

§ 7. — Der freiwillige Austritt aus dem Vereine kann nur zum Schlusse des Versicherungsjahres erfolgen und muss der Antrag wenigstens drei Monate vor diesem Zeitpunkte schriftlich bei dem Vorstande eingereicht werden.

Diese Bestimmung ist jedoch auf diejenigen Mitglieder, welche ihren Wohnsitz ausserhalb der in dem Vereine einbegriffenen Ortschaften verlegen oder welche ihren Betrieb aufgeben, nicht anwendbar. Für diese hört die Versicherung mit Ende des Halbjahres, in welchem die Verlegung des Wohnsitzes oder die Aufgabe des Betriebes erfolgt, auf. Dasselbe ist der Fall, wenn ein Mitglied die Zahl der versicherten Thiere vermindert.

Mit dem Augenblicke des Austrittes hört die Versicherung für den Austretenden, ebenso die Ersatzverbindlichkeiten für den Verein auf.

§ 8. — Im Falle des Austrittes oder des Ausschlusses stehen dem Austretenden keinerlei Ansprüche auf den Verein zu. Jedoch haftet derselbe noch für die ordentlichen und ausserordentlichen Beiträge des Jahres, in welchem der Austritt bzw. Ausschluss erfolgt.

Für den Fall, dass ein Mitglied einen andern Wohnsitz nimmt und sich sogleich bei einer daselbst auf Gegenigkeit beruhenden gesetzlich anerkannten Viehversicher-

ung als Mitglied aufnehmen lässt, kann zu seinen Gunsten ein Theil der bezahlten Beiträge dem andern Versicherungsverein durch Beschluss des Vorstandes zugewiesen werden.

§ 9. — Ein jeder Einwohner, welcher dem Vereine beitreten will, zeigt dieses einem der Vorstandsmitglieder an, welcher dem sich Meldenden die Statuten, die derselbe zu unterzeichnen hat, bekannt macht. Es wird alsdann von zwei Mitgliedern der Gesundheitszustand des Viehes untersucht. In allen Fällen kann von dem Vorstande das Gutachten eines Thierarztes auf Kosten des Vereins eingeholt werden.

Ergiebt sich nichts zu erinnern, so wird der Werth des zu versichernden Thieres bestimmt; die Taxe und das versicherte Vieh nach Alter, Farbe, Race und Abzeichen in das Taxationsverzeichniß eingetragen. Der Vorstand entscheidet in seiner ersten Sitzung über die Anne, mha die sofort dem Versicherten bekannt zu geben ist.

§ 10. — Diejenigen Mitglieder, welche ihren Viehbestand vergrößern, sind verpflichtet, hezüglich der neu eingestellten Thiere innerhalb acht Tagen dem Vereinsvorstande Anzeige zu erstatten und wird sodann hinsichtlich der Aufnahme nach den Bestimmungen des vorhergehenden § 9 verfahren.

Der Eintritt junger Thiere in das zur Aufnahme geeignete Alter gilt als Vergrößerung eines versicherten Viehbestandes.

Wer während des Jahres ein versichertes Stück Vieh verkauft, kann ein anderes zur Versicherung zugelassenes Stück an dessen Stelle setzen, für welches er den Mehrbetrag zu zahlen hat, jedoch wird der Minderwerth nicht vergütet.

KAPITEL III. — Beginn und Aufhören der Versicherung.

§ 11. — Die Versicherung beginnt mit dem Tage der Zustellung des Beschlusses des Vorstandes, wonach der Versicherte als Mitglied aufgenommen, oder für wirklich Mitglieder mit dem Tage wo die neu eingestellten Thiere in die Versicherung angenommen.

§ 12. — Die Versicherung hört auf:

1) Im Falle des Ausschlusses eines Mitgliedes mit dem folgenden Tage, an welchem demselben der Ausschluß bekannt gegeben.

2) Im Falle der Versicherte seinen Wohnsitz außerhalb des Viehversicherungsbezirkes verlegt, mit dem Tage, an welchem die Thiere anderwärts eingestellt.

3) Im Falle die ordentlichen und außerordentlichen Beiträge in dem bestimmten Zeitpunkte nicht richtig eingezahlt, acht Tage nach erfolgter schriftlicher Mahnung durch den Vorstand.

4) Im Falle das versicherte Thier in Folge Verkauf, Tausch oder Vererbung auf einen anderen Besitzer über-

geht, mit dem Tage des Ueberganges an den neuen Besitzer.

Die Versicherung dauert jedoch fort :

a) Wenn der Verkauf oder Tausch unter Mitgliedern des Vereins stattfindet ;

b) Wenn der neue Besitzer sich sofort als Mitglied des Vereins aufnehmen lässt.

c) Im Falle der Vererbung, wenn die Erben als Mitglieder aufgenommen werden können und ihre Verpflichtungen gegenüber dem Vereine zu erfüllen in der Lage sind.

In den drei Fällen ist dem Vorstande von der erfolgten Veränderung Kenntnis zu geben.

d) Wenn der Besitzer in Folge einer gesetzlichen Bestimmung gehalten ist, ein verkauftes Thier zurückzunehmen oder den Preis dafür zu erstatten.

KAPITEL IV. — Wegfall der Entschädigung. — Entschädigungsbetrag. — Beiträge. — Eintrittsgeld.

§ 13. — Keine Entschädigung wird gewährt bei Verlusten, welche herbeigeführt sind :

a) Durch Feuerbrunst oder Blitzschlag. Entschädigt werden jedoch die Verluste durch Blitzschlag auf freiem Felde ;

b) Durch Überschwemmungen ;

c) Durch Seuchen oder ansteckende Krankheiten, soweit für dieselben auf Grund des Gesetzes eine Entschädigung des Besitzers stattfindet oder wenn auf Grund jener Gesetze wegen Nichtbeachtung der polizeilichen Bestimmungen eine Entschädigung nicht eintreten kann.

Eine Entschädigung wird ferner nicht gewährt, wenn ein versichertes Thier in Folge eines redhibitorischen Fehlers während der Zeit verendet, in welcher der Besitzer Anspruch gegen den Verkäufer erheben oder sofern er den gesetzlichen Zeitpunkt, welcher für den betreffenden Fehler bestimmt ist, vorübergehen lässt, sofern nachgewiesen ist, dass ihm das Vorhandensein des Fehlers bekannt war.

§ 14. — Die Entschädigung kann durch den Vorstand versagt oder gekürzt werden :

a) Wenn der Viehbesitzer die Krankheit oder den Unfall nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist zur Anzeige bringt ;

b) Wenn er den ihm in Bezug auf die Behandlung des erkrankten oder verletzten Thieres vom Vereinsvorstande ertheilten Weisungen nicht Folge leistet ;

c) Wenn der Verlust Folge der Fahrlässigkeit oder grober Misshandlung seitens des Besitzers oder der Person ist, dem die Thiere zur Pflege anvertraut ;

d) Wenn ein Mitglied des Vereins sich irgend einer Art betrügerischer Angaben oder Handlungen gegen den Verein schuldig gemacht hat ;

e) Wenn das versicherte Thier in Folge einer Operation

verendet, die nicht durch einen Thierarzt ausgeführt worden : ausgenommen sind dabei solche Operationen, die durch schnelle Hilfeleistung vorgenommen werden müssen, z. B. bei Blähungen durch den Trokarstich, u. s. w. ;

Wenn eine dritte Person für den Unfall verantwortlich ist.

§ 15. — Ueber die Gewährung oder Versagung der Entschädigung beschliesst der Vorstand in gemeinsamer Berathung mit Stimmenmehrheit und ist der Entscheid dem Beschädigten gleich zu eröffnen. Gegen diesen Beschluss des Vorstandes ist die Berufung an das Schiedsgericht zulässig.

§ 16. — Entschädigungsbetrag. — Die Entschädigung eines verunglückten Stück Viehes wird auf zwei Drittel der Taxe festgesetzt. Die Haut fällt dem Eigenthümer zu mit Ausnahme der in § 27 vorgesehenen Fälle.

§ 17. — Beiträge. — Jedes Mitglied ist verpflichtet ein Prozent des Wertes des versicherten Viehes in halbjährigen Raten als Beitrag zu zahlen.

§ 18. — Eintrittsgeld. — Mitglieder des Vereins, welche sich bei der Bildung aufnehmen lassen, zahlen kein Eintrittsgeld.

§ 19. — Später eintretende Mitglieder haben, außer der jährlichen Prämie, als Eintrittsgeld zu entrichten : für eine Kuh, Fr. 1,25 Ct., für die folgende Fr. 0,62½ Ct. und für jedes weitere Stück Fr. 0,25 Ct.

§ 20. — Diejenigen, welche aus dem Vereine geschieden sind und wieder eintreten wollen, werden nach § 19 behandelt. Etwaige Rückstände früherer Beiträge sind jedoch vorher zu entrichten.

§ 21. — Sobald die Vereinsmittel den Betrag von fünfhundert Franken übersteigen, muss der Ueberschuss bei der Sparkasse deponirt werden.

§ 22. — Die Vereinskasse muss für einen Reservesfonds sorgen, welcher mindestens ein Franken von 1000 Franken des Werthes der versicherten Thiere beträgt. Dieser Satz wird auf ein Viertel ermässigt von dem Tage an, wo der Verein dem zwischen den verschiedenen zu Recht bestehenden Ortsvereinen des Landes etwa später zu gründenden Centralverbande beigetreten sein wird. Derselbe muss jedoch wiederum auf seine vorige Höhe gebracht werden, im Falle der Verein späterhin aus dem Centralverbande freiwillig austreten oder aus demselben ausgeschlossen werden sollte.

Der Generalversammlung bleibt es vorbehalten, eintrtenden Falls die Zahlung eines aussergewöhnlichen Beitrages im Betrage von nicht über Fr. 0,25 Ct. von hundert

Franken des Werthes des versicherten Viehes so lange anzuordnen, bis der Reservesfonds die statutorisch festgesetzte Höhe wieder erreicht haben wird.

§ 23. — Die Vereinsgelder dürfen zu keinem anderen, als dem in dem Statut angewiesenen Zwecke verwandt werden. Auch hat die Vereinskasse für sämtliche, zur Führung der Geschäfte des Vereins benötigten Auslagen aufzukommen. Zu diesen Verwaltungsauslagen zählen auch die infolge Beitritt an dem bereits in dem vorhergehenden § 22 erwähnten Centralverband an diesen letzteren zu entrichtenden gewöhnlichen oder auch aussergewöhnlichen Prämien.

**KAPITEL V. — Verfahren bei Erkrankung des Viehs. —
Nothschlachtung.**

§ 24. — Wenn ein versichertes Stück Vieh erkrankt oder einen Unfall erleidet, dann ist der Eigenthümer verpflichtet, alle ihm zu Gebote stehenden Mittel zu dessen Herstellung anzuwenden. Auch muss derselbe dem Vorstande innerhalb zwölf Stunden hiervon Anzeige machen, damit sich von der Zweckmässigkeit der getroffenen Anordnungen überzeugt werden kann.

§ 25. — Beschliesst der Vorstand die ärztliche Behandlung des Thieres, so werden die Kurkosten, mit Ausnahme jedoch der Arzneikosten, welche in allen Fällen dem Eigenthümer zu Lasten bleiben, von der Vereinskasse bestritten.

§ 26. — Unter allen Umständen ist das Mitglied verpflichtet, jeden Todesfall eines versicherten Stück Viehes sofort dem Vorstande des Vereines anzugezeigen. Trifft den Eigenthümer kein Verschulden und ist die Identität des gefallenen Viehs durch zwei Taxatoren festgestellt, so erfolgt die Auszahlung der Entschädigungssumme aus der Vereinskasse.

§ 27. — Erweisen sich Thiere einer unheilbaren Krankheit verdächtigt, so kann durch den Vereinsausschuss die alshaldige Schlachtung des Thieres angeordnet werden. In diesem Falle kann die Entschädigungssumme auf drei Viertel des Werthes festgesetzt werden, dem Eigenthümer bleibt hierbei die Wahl, ob er das Fleisch nach einer von zwei Mitgliedern des Vorstandes zu bestimmenden Taxe behalten oder solches dem Vereine belassen will.

In letzterem Falle wird das Fleisch, soweit es polizeilich zulässig ist, von zwei Mitgliedern des Vorstandes in einem Tage verkauft. Der Erlös fließt in die Vereinskasse und fällt in diesem Falle die Haut dem Vereine zu.

Der Besitzer des Thieres darf eine Nothschlachtung nur mit Genehmigung des Vereinsausschusses vornehmen, dringende Fälle ausgenommen, bei welchen der Vereinsausschuss die Notwendigkeit der Nothschlachtung nachträglich anerkennen muss.

KAPITEL VI — Beginn des Versicherungsjahres.

§ 28. — Das Versicherungsjahr beginnt mit dem 1. Januar und endigt mit dem 31. Dezember eines jeden Jahres. Die Taxation findet jährlich zweimal statt und zwar durch zwei Mitglieder des Vorstandes.

Zu diesem Bebufe behändigt der Vorsteher den Taxatoren ein alphabetisches Verzeichniss der Mitglieder, deren Vieh versichert ist. Die hierbei ermittelte Abschätzungssumme gilt als diejenige, auf welche die Beiträge und Umlagen des Vereins vertheilt werden.

§ 29. — Im Erkrankungs- und Todesfalle eines Thieres gilt die halbjährige Abschätzungssumme als diejenige, nach welcher die Vergütung im Falle eines Verlustes erfolgt.

§ 30. — Der Rechnungsführer berichtet auf Grund des von den Taxatoren eingereichten Taxationsverzeichnisses die Versicherungsrolle und fertigt die von dem Vorstande festzusetzende Heberolle für die Zahlung der einzelnen Mitglieder an.

KAPITEL VII. — Organe des Vereins.

§ 31. — Die Organe des Vereins sind :

- a) Die General-Versammlung ;
- b) Der Vereinsvorstand.

§ 32. — General-Versammlung. — Wenigstens einmal im Jahre findet in dem auf den Schluss des Rechnungsjahrs folgenden Monate eine General-Versammlung statt.

Der Präsident kann außerdem die General-Versammlung eigenmächtig, er muss dieselbe auf Verlangen von drei Vorstandsmitgliedern, oder auf ein von zehn wirklichen Mitgliedern unterzeichnetes und die Gegenstände der Tagesordnung enthaltendes Ersuchen einberufen.

Die General-Versammlungen sind wenigstens acht Tage vor dem für dieselben anberaumten Tage durch Anschlag ortsüblich bekannt zu machen. — Die Beschlüsse der General-Versammlung werden nach einfacher Stimmenmehrheit der Anwesenden gefasst, ausgenommen wenn über Anträge auf Abänderung der Statuten oder Auflösung des Verbandes abgestimmt werden soll.

§ 33. — Befugnisse. — Die ordentlichen General-Versammlungen beschliessen über alle Gegenstände, welche denselben zu diesem Bebufe von dem Vorstande vorgelegt oder von den Mitgliedern angeregt werden, in letztem Falle jedoch nur wenn mindestens vierzehn Tage vorher dem Vorstande von den zu stellenden Anträgen Mittheilung gemacht worden und solche nicht den Statuten zuwiderlaufen. Der Vorsitzende hat in der General-Versammlung über seine Verwaltung während des verflossenen Vereinsjahres einen Rechenschaftsbericht zu erstatten.

Ausserordentliche Versammlungen können nur über solche Angelegenheiten beschliessen die, bei der Einladung als Gegenstand der Berathung bezeichnet worden sind.

Die Protokolle der General-Versammlung müssen zu ihrer Gültigkeit von dem Vorsitzenden, dem Schriftführer und zwei zu solchem Zwecke von der General-Versammlung besonders gewählten Vereinsmitgliedern unterschrieben werden.

§ 34. — Vorstand : Zur Verwaltung der Geschäfte des Vereins wählen die Mitglieder in der jährlichen General-Versammlung, welche im Monat Januar abgehalten wird in geheimer Abstimmung und mit absoluter Stimmenmehrheit, einen Vorstand, bestehend aus :

- einem Vorsteher ;
- einem Stellvertreter des Vorstehers ;
- einem Rechnungsführer ; und je
- drei Mitgliedern für jede Ortschaft.

Die sämmtlichen Mitglieder des Vorstandes werden jedesmal auf die Dauer von drei Jahren ernannt. Dieselben verrichten ihre Funktionen unentgeltlich. Ihr Amt ist ein Ehrenamt. Die Remuneration des Rechnungsführers dagegen wird durch die Generalversammlung festgesetzt.

§ 35. — Der Vorsteher besorgt die Gesamt-Geschäfts-führung und vertritt die Gesellschaft in allen Fällen, kann sich aber auch durch den Stellvertreter vertreten lassen.

§ 36. — Der Rechnungsführer besorgt die Erhebung aller Einnahmen und die Auszahlung der auf die Vereinskasse angewiesenen Ausgaben auf Grund der Anweisung des Vorstehers.

Am Ende des Geschäftsjahres legt der Rechnungsführer vollständige Rechnung ab über die Einnahmen und Ausgaben, welche in der im Monat Januar stattfindenden General-Versammlung vorgelegt wird. Der Vorsteher beaufsichtigt das Kassenwesen.

§ 37. — Der Vorstand wird zur Wahrnehmung aller ihm durch das Statut ertheilten Rechte und Pflichten durch die bloße Wahl berechtigt.

§ 38. — Schiedsgericht. — Alle im Schoosse der Gesellschaft entstehenden Streitigkeiten werden nach Art. 5 des Gesetzes vom 11. Juni 1891 stets durch zwei von den beteiligten Parteien zu erneuenden Schiedsrichter geschlichtet.

Unterlässt eine der Parteien diese Ernennung, so kann der Vorsteher des Vereins dieselbe vornehmen. Sind die beiden Schiedsrichter getheilter Ansicht, so ziehen sie einen dritten zu, welcher zu entscheiden hat und dessen Entscheidung entgültig ist.

§ 39. — Die Abänderung gegenwärtiger Statuten kann

nur durch eine Generalversammlung geschehen, deren Zusammenberufung und Verhandlungen in der statuten-gemäss vorgeschriebenen Form stattzufinden haben.

Zur Gültigkeit der Beschlüsse dieser Versammlung ist erforderlich, dass wenigstens die Hälfte der Mitglieder dabei anwesend sind und wenigstens drei Viertel der anwesenden Stimmen sich dafür aussprechen, und dass dieselben durch die Regierung nach Vorschrift des Reglementes für die auf Gegenseitigkeit beruhenden Hilfskassen vom 22. Juli 1891 gutgeheissen werden.

Die Auflösung kann nur in einer speziell zu diesem Zwecke wenigstens zwei Monate im Voraus durch Einzelbriefe mit ausdrücklicher Angabe der Tagesordnung einberufenen Versammlung beschlossen werden, in welcher wenigstens drei Viertel der Vereinsmitglieder vertreten sein müssen. — Dieser Beschluss muss mit drei Viertel

der anwesenden Stimmen gefasst sein. — Die Auflösung ist nur mit Gutheissung der Regierung gültig. — Im Falle der Auflösung hat die Liquidirung gemäss den Bestimmungen des Art. 9 des Grossh. Beschlusses vom 22. Juli 1891 stattzufinden.

§ 40. — Durch Beschluss des Vorstandes können gegenwärtige Statuten gedruckt und zum Kostenpreise an die Mitglieder überlassen werden. In derselben Weise können Quittungs- und Notationsregister beschafft werden.

§ 41. — Die Unterschrift unter die gegenwärtigen Statuten gilt als Anerkenntnis derselben und als verbindliche Erklärung, der Gesellschaft beitreten zu wollen.

Berathen und angenommen zu Fouhren, am 17. März 1901.

(Folgen die Unterschriften.)

Arrêté du 5 juillet 1901, portant reconnaissance légale et approbation des statuts de la Société mutualiste d'assurance contre la mortalité du bétail de Niederanven.

LE MINISTRE D'ÉTAT, PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT,

Vu la demande en reconnaissance légale présentée par la Société mutualiste d'assurance contre la mortalité du bétail de Niederanven, ensemble les statuts de cette société;

Vu l'avis émis le 26 avril 1901 par l'administration communale de Niederanven, siège de ladite société;

Vu l'avis de la Commission supérieure d'encouragement des sociétés de secours mutuels en date du 9 juin 1901;

Vu la loi du 11 juillet 1891 et l'arrêté grand-ducal du 22 du même mois;

Attendu que les statuts de ladite société sont en concordance avec les dispositions des lois et règlements;

Attendu que les recettes assurées de la même société paraissent suffisantes pour faire face à ses dépenses obligatoires;

Arrête :

Art. 1^{er}. La Société mutualiste d'assurance contre la mortalité du bétail de Niederanven est légalement reconnue et ses statuts sont approuvés.

Beschluß vom 5. Juli 1901, die gesetzliche Anerkennung und die Genehmigung der Statuten des Viehversicherungs-Vereins von Niederanven betreffend.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung;

Nach Einsicht des Gesuches des Viehversicherungs-Vereins von Niederanven wegen gesetzlicher Anerkennung, sowie Genehmigung des Statuts dieses Vereins;

Nach Einsicht des Gutachtens der Gemeindeverwaltung von Niederanven, Sitz des Vereins, vom 26. April 1901;

Nach Einsicht des Gutachtens der höheren Commission zur Förderung der auf Gegenseitigkeit beruhenden Vereine, vom 9. Juni 1901;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 11. Juli 1891 und des Grossh. Beschlusses vom 22. ders. Mts.;

In Anbetracht, daß das Statut genannten Vereins mit den Bestimmungen der Gesetze und Reglemente in Einklang steht;

In Anbetracht, daß die gesicherten Einkünfte der Gesellschaft zur Besteitung der ordnungsmäßigen Ausgaben derselben hinreichend erscheinen;

Beschließt:

Art. 1. Der Viehversicherungs-Verein zu Niederanven wird hiermit gesetzlich anerkannt und ist dessen Statut genehmigt.

Art. 2. Le présent arrêté, avec les statuts y annexes, sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 3 juillet 1901.

*Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.*

Art. 2. Dieser Beschluss nebst dem dazu gehörigen Statut soll im „*Mémorial*“ veröffentlicht werden.

Luxemburg, den 5. Juli 1901.

*Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Eyschen.*

Statuten des Viehversicherungs-Vereins von Niederanven.

KAPITEL I. — Allgemeine Bestimmungen. — Name, Sitz und Zweck des Vereins.

§ 1. — Unter dem Namen Viehversicherungs-Verein von Niederanven wird ein Verein gegründet, welcher bezweckt, seinen Mitgliedern unter den Bestimmungen der gegenwärtigen Statuten Entschädigungen nach dem Grundsätze der Gegenseitigkeit für Verluste an ihrem Viehbestande zu gewähren.

§ 2. — Der Sitz des Vereins ist in Niederanven und erstreckt sich auf die Ortschaften Niederanven, Sennungen, Oberanven.

§ 3. — Die Gesellschaft versichert *a)* Kühe, Rinder, Ochsen und Stiere; *b)* Kälbinnen, junge Ochsen und Stiere im Alter von wenigstens einem Jahre.

KAPITEL II. — Mitgliedschaft, Ein- und Austritt aus dem Verein. — Einschreibung der Thiere.

§ 4. — Mitglied des Vereins kann jeder Eigentümer oder Pächter derjenigen Ortschaften werden, über welche sich der Verein erstreckt. — Minderjährige im Alter von fünfzehn bis achtzehn Jahren, sowie die verheiratheten Weibspersonen werden jedoch nur unter den durch Art. 3 des Geseizes vom 11. Juli 1891 festgesetzten Bedingungen als Mitglieder des Vereins zugelassen.

Vom Eintritt in den Verein sind jedoch ausgeschlossen:
a) Viehbänder und Eigentümer oder Halter von sogenanntem Leihvieh; *b)* Viehbesitzer, welche nicht ihren ganzen Viehbestand, sondern nur einzelne Stücke versichern wollen.

§ 5. — Von dem Vereine können durch Beschluss der General-Versammlung und mit absoluter Stimmenmehrheit der anwesenden Mitglieder, auf den Vorschlag des Vorstandes ausgeschlossen werden:

a) Diejenigen, welche den Interessen des Vereins entgegentreten oder sich eines groben Betrugs oder des Versuches eines solchen dem Vereine gegenüber schuldig gemacht haben.

b) Notorische Thierquäler oder solche, die ihr Vieh ungebührlich schlecht pflegen.

c) Diejenigen, welche den Bestimmungen der gegenwärtigen Statuten und speziellen Reglementen des Vereins nicht nachkommen.

d) Diejenigen, welche mit der Zahlung ihrer ordentlichen Beiträge während einem Monat oder für die außerordentlichen Beiträge während vierzehn Tagen im Rückstande sind, ohne von dem Vereinsvorstande dazu Ausstand erhalten zu haben.

§ 6. — Die Mitglieder, deren Ausschluss aus dem Vereine vorgeschlagen, werden zunächst von dem Vereinsvorstande zu einer bestimmten Stunde vorgeladen, um dieselben über die Ursachen des Ausschlusses zu hören.

Sofern dieselben nicht erscheinen, oder die Gründe dem Vorstand nicht genügend erscheinen, wird der Ausschluss der Entscheidung der Generalversammlung unterworfen.

§ 7. — Der freiwillige Austritt aus dem Vereine kann nur zum Schlusse des Versicherungsjahres erfolgen und muss der Antrag wenigstens drei Monate vor diesem Zeitpunkte schriftlich bei dem Vorstande eingereicht werden.

Diese Bestimmung ist jedoch auf diejenigen Mitglieder, welche ihren Wohnsitz ausserhalb der in dem Vereine einbegriffenen Ortschaften verlegen oder welche ihren Betrieb aufgeben, nicht anwendbar. Für diese hört die Versicherung mit Ende des Halbjahres, in welchem die Verlegung des Wohnsitzes oder die Aufgabe des Betriebes erfolgt, auf. Dasselbe ist der Fall, wenn ein Mitglied die Zahl der versicherten Thiere vermindert.

Mit dem Augenblicke des Austrittes hört die Versicherung für den Austretenden, ebenso die Ersatzverbindlichkeit für den Verein auf.

§ 8. — Im Falle des Austrittes oder des Ausschlusses stehen dem Austretenden keinerlei Ansprüche auf den Verein zu. Jedoch haftet derselbe noch für die ordentlichen und außerordentlichen Beiträge des Jahres, in welchem der Austritt bzw. Ausschluss erfolgt.

Für den Fall, dass ein Mitglied einen andern Wohnsitz nimmt und sich sogleich bei einer daselbst auf Gegen-

seitigkeit beruhenden gesetzlich anerkannten Viehversicherung als Mitglied aufnehmen lässt, kann zu seinen Gunsten ein Theil der bezahlten Beiträge dem andern Versicherungsverein durch Beschluss des Vorstandes zugewiesen werden.

§ 9. — Ein jeder Einwohner, welcher dem Vereine beitreten will, zeigt dieses einem der Vorstandsmitglieder an, welcher dem sich Meldenden die Statuten, die derselbe zu unterzeichnen hat, bekannt macht. Es wird alsdann von zwei Mitgliedern der Gesundheitszustand des Viehes untersucht. In zweifelhaften Fällen kann von dem Vorstande das Gutachten eines Thierarztes auf Kosten des Versicherten eingeholt werden.

Ergiebt sich nichts zu erörtern, so wird der Werth des zu versichernden Thieres bestimmt; die Taxe und das versicherte Vieh nach Alter, Farbe, Rasse und Abzeichen in das Taxationsverzeichniß eingetragen. Der Vorstand entscheidet in seiner ersten Sitzung über die Annahme, die sofort dem Versicherten bekannt zu geben ist.

§ 10. — Diejenigen Mitglieder, welche ihren Viehbestand vergrößern, sind verpflichtet, bezüglich der neu eingestellten Thiere innerhalb acht Tageh dem Vereinsvorstande Anzeige zu erstatten und wird sodaun hinsichtlich der Aufnahme nach den Bestimmungen des vorhergehenden § 9 verfahren.

Der Eintritt jünger Thiere in das zur Aufnahme geeignete Alter gilt als Vergrößerung eines versicherten Viehbestandes.

Wer während des Jahres ein versichertes Stück Vieh verkauft, kann ein anderes zur Versicherung zugelassenes Stück an dessen Stelle setzen, für welches er den Mehrbetrag zu zahlen hat, jedoch wird der Minderwerth nicht vergütet.

KAPITEL III. — Beginn und Aufhören der Versicherung.

§ 11. — Die Versicherung beginnt mit dem Tage der Zustellung des Beschlusses des Vorstandes, wonach der Versicherte als Mitglied aufgenommen oder für wirkliche Mitglieder mit dem Tage, wo die neu eingestellten Thiere in die Versicherung angenommen.

§ 12. — Die Versicherung hört auf:

- 1) Im Falle des Ausschlusses eines Mitgliedes, mit dem folgenden Tage, an welchem demselben der Ausschluß bekannt gegeben.
- 2) Im Falle der Versicherter seinen Wohnsitz ausserhalb des Viehversicherungsbezirkes verlegt, mit dem Tage, an welchem die Thiere anderwärts eingestellt.
- 3) Im Falle die ordentlichen und ausserordentlichen Beiträge in dem bestimmten Zeitpunkte nicht richtig ein-

gezahlt, acht Tage nach erfolgter schriftlicher Mahnung durch den Vorstand.

4) Im Falle das versicherte Thier in Folge Verkauf, Tausch oder Vererbung auf einen anderen Besitzer übergeht, mit dem Tage des Ueberganges an den neuen Besitzer.

Die Versicherung dauert jedoch fort:

- a) Wenn der Verkauf oder Tausch unter Mitgliedern des Vereins stattfindet;
- b) Wenn der neue Besitzer sich sofort als Mitglied des Vereins aufnehmen lässt;
- c) Im Falle der Vererbung, wenn die Erben als Mitglieder aufgenommen werden können und ihre Verpflichtungen gegenüber dem Vereine zu erfüllen in der Lage sind.

In den drei Fällen ist dem Vorstande von der erfolgten Veränderung Kenntniß zu geben;

- d) Wenn der Besitzer in Folge einer gesetzlichen Bestimmung gehalten ist, ein verkauftes Thier zurückzunehmen oder den Preis dafür zu erstatten.

KAPITEL IV. — Wegfall der Entschädigung. — Entschädigungsbetrag. — Beiträge. — Eintrittsgeld.

§ 13. — Keine Entschädigung wird gewährt bei Verlusten, welche herbeigeführt sind:

- a) Durch Feuersbrunst oder Blitzschlag. Entschädigt werden jedoch die Verluste durch Blitzschlag auf freiem Felde;
- b) Durch Ueberschwemmungen;
- c) Durch Seuchen oder ansteckende Krankheiten, soweit für dieselben auf Grund des Gesetzes eine Entschädigung des Besitzers stattfindet oder wenn auf Grund jener Gesetze wegen Nichtbeachtung der polizeilichen Bestimmungen eine Entschädigung nicht eintreten kann.

Eine Entschädigung wird ferner nicht gewährt, wenn ein versichertes Thier in Folge eines redhibitorischen Fehlers während der Zeit verendet, in welcher der Besitzer Anspruch gegen den Verkäufer erheben oder sofern er den gesetzlichen Zeitpunkt, welcher für den betreffenden Fehler bestimmt ist, vorübergehen lässt, sofern nachgewiesen ist, dass ihm das Vorhandensein des Fehlers bekannt war.

§ 14. — Die Entschädigung kann durch den Vorstand versagt oder gekürzt werden:

- a) Wenn der Viehbesitzer die Krankheit oder den Unfall nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist zur Anzeige bringt;
- b) Wenn er den ihm in Bezug auf die Behandlung des erkrankten oder verletzten Thieres vom Vereinsvorstande ertheilten Weisungen nicht Folge leistet;

c) Wenn der Verlust Folge der Fahrlässigkeit oder grober Misshandlung seitens des Besitzers oder der Person ist, dem die Thiere zur Pflege anvertraut;

d) Wenn ein Mitglied des Vereins sich irgend einer Art betrügerischer Angaben oder Handlungen gegen den Verein schuldig gemacht hat;

e) Wenn das versicherte Thier in Folge einer Operation verendet, die nicht durch einen Thierarzt ausgeführt worden: ausgenommen sind dabei solche Operationen, die durch schnelle Hilfeleistung vorgenommen werden müssen, z. B. bei Blähungen durch den Trokarstich u. s. w.;

f) Wenn eine dritte Person für den Unfall verantwortlich ist.

§ 15. — Ueber die Gewährung oder Versagung der Entschädigung beschliesst der Vorstand in gemeinsamer Be-rathung mit Stimmenmehrheit und ist der Entscheid dem Beschädigten gleich zu eröffnen. Gegen diesen Beschluss des Vorstandes ist die Berufung zu das Schiedsgericht zulässig.

§ 16. — Entschädigungsbetrag. — Die Entschädigung eines verunglückten Stück Viehs wird auf zwei Drittel der Taxe festgesetzt. Die Haut fällt dem Eigentümer zu, mit Ausnahme der in § 27 vorgesehenen Fälle.

§ 17. — Beiträge. — Jedes Mitglied ist verpflichtet, ein Prozent des Werthes des versicherten Viehs in halbjährigen Raten als Beitrag zu zahlen.

§ 18. — Eintrittsgeld. — Mitglieder des Vereins, welche sich bei der Bildung aufzunehmen lassen, zahlen kein Eintrittsgeld.

§ 19. — Später eintretende Mitglieder haben, ausser der jährlichen Prämie, als Eintrittsgeld zu entrichten: für eine Kuh. Fr. 1,25 Ct., für die folgende Fr. 0,62 $\frac{1}{2}$ Ct., und für jedes weitere Stück Fr. 0,25 Ct.

§ 20. — Diejenigen, welche aus dem Vereine geschieden sind und wieder eintreten wollen, werden nach § 19 behandelt. Etwaige Rückstände früherer Beiträge sind jedoch vorher zu entrichten.

§ 21. — Sobald die Vereinsmittel den Betrag von fünfhundert Franken übersteigen, muss der Ueberschuss bei der Sparkasse deponirt werden.

§ 22. — Die Vereinskasse muss für einen Reservefonds sorgen, welcher mindestens ein Franken von 1000 Franken des Werthes der versicherten Thiere beträgt. Dieser Satz wird auf ein Viertel ermässigt von dem Tage an, wo der Verein dem zwischen den verschiedenen zu Recht bestehenden Ortsvereinen des Landes etwa später zu gründenden Centralverbande beigetreten sein wird. Derselbe muss jedoch wiederum auf seine vorige Höhe gebracht

werden, im Falle der Verein späterhin aus dem Centralverband freiwillig austreten oder aus demselben ausgeschlossen werden sollte.

Der Generalversammlung bleibt es vorbehalten, eintrtenden Falls die Zahlung eines aussergewöhnlichen Beitrages im Betrage von nicht über Fr. 0,25 Ct. von hundert Franken des Werthes des versicherten Viehs so lange anzuordnen, bis der Reservefonds die statutorisch festgesetzte Höhe wieder erreicht haben wird.

§ 23. — Die Vereinsgelder dürfen zu keinem andern, als dem in dem Statut angewiesenen Zwecke verwandt werden. Auch hat die Vereinskasse für sämtliche, zur Führung der Geschäfte des Vereins benötigten Auslagen aufzukommen. Zu diesen Verwaltungsauslagen zählen auch die infolge Beitritt zu dem bereits in dem vorhergehenden § 22 erwähnten Centralverband an diesen letztern zu entrichtenden gewöhnlichen oder auch aussergewöhnlichen Prämien.

KAPITEL V. — Verfahren bei Erkrankung des Viehes. — Nothschlachtung.

§ 24. — Wenn ein versichertes Stück Vieh erkrankt oder einen Unfall erleidet, dann ist der Eigentümer verpflichtet, alle ihm zu Gebote stehenden Mittel zu dessen Herstellung anzuwenden. Auch muss derselbe dem Vorstande innerhalb zwölf Stunden hiervon Anzeige machen, damit sich von der Zweckmässigkeit der getroffenen Anordnungen überzeugt werden kann.

§ 25. — Beschliesst der Vorstand die ärztliche Behandlung des Thieres, so werden die Kurkosten, mit Ausnahme jedoch der Arzneikosten, welche in allen Fällen dem Eigentümer zu Lasten bleiben, von der Vereinskasse bestritten.

§ 26. — Unter allen Umständen ist das Mitglied verpflichtet, jeden Todesfall eines versicherten Stück Viehs sofort dem Vorstande des Vereines anzugeben. Trifft den Eigentümer kein Verschulden und ist die Identität des gefallenen Viehs durch zwei Taxatoren festgestellt, so erfolgt die Auszahlung der Entschädigungssumme aus der Vereinskasse.

§ 27. — Erweisen sich Thiere einer unheilbaren Krankheit verdächtigt, so kann durch den Vereinsausschuss die alsbaldige Schlachtung des Thieres angeordnet werden. In diesem Falle kann die Entschädigungssumme auf drei Viertel des Werthes festgesetzt werden, dem Eigentümer bleibt hierbei die Wahl, ob er das Fleisch nach einer von zwei Mitgliedern des Vorstandes zu bestimmenden Taxe behalten oder solches dem Vereine belassen will.

In letzterem Falle wird das Fleisch, soweit es polizeilich zulässig ist, von zwei Mitgliedern des Vorstandes in

einem Tage verkauft. Der Erlös fließt in die Vereinskasse und fällt in diesem Falle die Haft dem Vereine zu.

Der Besitzer des Thieres darf eine Nothschlachtung nur mit Genehmigung des Vereinsausschusses vornehmen, dringende Fälle ausgenommen, bei welchen der Vereinsausschuss die Notwendigkeit der Nothschlachtung nachträglich anerkennen muss.

KAPITEL VI. — Beginn des Versicherungsjahres.

§ 28. — Das Versicherungsjahr beginnt mit dem 1. Januar und endigt mit dem 31. Dezember eines jeden Jahres. Die Taxation findet jährlich zweimal statt und zwar durch zwei Mitglieder des Vorstandes.

Zu diesem Behufe behändigt der Vorsteher den Taxatoren ein alphabeticisches Verzeichniß der Mitglieder, deren Vieh versichert ist. Die hierbei ermittelte Abschätzungssumme gilt als diejenige, auf welche die Beiträge und Umlagen des Vereins vertheilt werden.

§ 29. — Im Erkrankungs- und Todesfalle eines Thieres gilt die halbjährige Abschätzungssumme als diejenige, nach welcher die Vergütung im Falle eines Verlustes erfolgt.

§ 30. — Der Rechnungsführer berichtet auf Grund des von den Taxatoren eingereichten Taxationsverzeichnisses die Versicherungsrolle und fertigt die von dem Vorstande festzusetzende Heberolle für die Zahlung der einzelnen Mitglieder an.

KAPITEL VII. — Organe des Vereins.

§ 31. — Die Organe des Vereins sind :

- a) Die General-Versammlung.
- b) Der Vereinsvorstand.

§ 32. — General-Versammlung. — Wenigstens einmal im Jahre findet in dem auf den Schluss des Rechnungsjahres folgenden Monate eine Generalversammlung statt.

Der Präsident kann außerdem die General-Versammlung eigenmächtig, er muss dieselbe auf Verlangen von 5 Vorstandsmitgliedern, oder auf ein von zehn wirklichen Mitgliedern unterzeichnetes und die Gegenstände der Tagesordnung enthaltendes Ersuchen einberufen.

Die General-Versammlungen sind wenigstens acht Tage vor dem für dieselben abgeräumten Tage durch Anschlag ortsüblich bekannt zu machen. — Die Beschlüsse der General-Versammlung werden nach einfacher Stimmenmehrheit der Anwesenden gefasst, ausgenommen wenn über Anträge auf Änderung der Statuten oder Auflösung des Verbandes abgestimmt werden soll.

§ 33. — Befugnisse. — Die ordentlichen General-Versammlungen beschließen über alle Gegenstände, welche denselben zu diesem Behufe von dem Vorstande vorgelegt oder von den Mitgliedern angeregt werden, in letzterem

Falle jedoch nur wenn mindestens 14 Tage vorher dem Vorstande von den zu stellenden Anträgen Mittheilung gemacht worden und solche nicht den Statuten widersprechen. Der Vorsitzende hat in der General-Versammlung über seine Verwaltung während des verflossenen Vereinsjahres einen Rechenschaftsbericht zu erstatten.

Ausserordentliche Versammlungen können nur über solche Angelegenheiten beschlossen, die bei der Einladung als Gegenstand der Berathung bezeichnet worden sind.

Die Protokolle der General-Versammlung müssen zu ihrer Gültigkeit von dem Vorsitzenden, dem Schriftführer und zwei zu solchem Zwecke von der General-Versammlung besonders gewählten Vereinsmitgliedern unterschrieben werden.

§ 34. — Vorstand : Zur Verwaltung der Geschäfte des Vereins wählen die Mitglieder in der jährlichen Generalversammlung, welche im Monat Januar abgehalten wird, in geheimer Abstimmung und mit absoluter Stimmenmehrheit, einen Vorstand, bestehend aus sieben Mitgliedern, nämlich :

- einem Vorsteher ;
- einem Stellvertreter des Vorstehers ;
- einem Rechnungsführer ;
- einem Schriftführer ; und
- drei Mitgliedern.

Die sämtlichen Mitglieder des Vorstandes werden jedesmal auf die Dauer von drei Jahren ernannt. Dieselben verrichten ihre Funktionen unentgeltlich. Ihr Amt ist ein Ehrenamt. Die Remuneration des Rechnungsführers dagegen wird durch die General-Versammlung festgesetzt.

§ 35. — Der Vorsteher besorgt die Gesamt-Geschäfts-führung und vertritt die Gesellschaft in allen Fällen, kann sich aber auch durch den Stellvertreter vertreten lassen

§ 36. — Der Rechnungsführer besorgt die Erhebung aller Einnahmen und die Auszahlung der auf die Vereinskasse angewiesenen Ausgaben auf Grund der Anweisung des Vorstehers.

Am Ende des Geschäftsjahres legt der Rechnungsführer vollständige Rechnung ab über die Einnahmen und Ausgaben, welche in der im Monat Januar stattfindenden General-Versammlung vorgelegt wird. Der Vorsteher beaufsichtigt das Kassenwesen.

§ 37. — Der Vorstand wird zur Wahrnehmung aller ihm durch das Statut ertheilten Rechte und Pflichten durch die bloße Wahl berechtigt.

§ 38. — Schiedsgericht. — Alle im Schosse der Gesellschaft entstehenden Streitigkeiten werden nach Art. 3 des Gesetzes vom 11. Juni 1891 stets durch zwei von den beteiligten Parteien zu ernennenden Schiedsrichter geschlichtet.

Unterlässt eine der Parteien diese Ernennung, so kann per Vorsteher des Vereins dieselbe vornehmen. Sind die beiden Schiedsrichter getheilter Ansicht, so ziehen sie einen dritten zu, welcher zu entscheiden hat und dessen Entscheidung entgültig ist.

§ 39. — Die Abänderung gegenwärtiger Statuten kann nur durch eine Generalversammlung geschehen, deren Zusammenberufung und Verhandlungen in der statuten-gemäss vorgeschriebenen Form stattzufinden haben.

Zur Gültigkeit der Beschlüsse dieser Versammlung ist erforderlich, dass wenigstens die Hälfte der Mitglieder dabei anwesend sind und wenigstens drei Viertel der anwesenden Stimmen sich dafür aussprechen, und dass dieselben durch die Regierung nach Vorschrift des Reglementes für die auf Gegenseitigkeit beruhenden Hilfskassen vom 22. Juli 1891 gutgeheissen werden.

Die Auflösung kann nur in einer speziell zu diesem Zwecke wenigstens zwei Monate im Voraus durch Einzelbriefe mit ausdrücklicher Angabe der Tagesordnung ein-

berufenen Versammlung beschlossen werden, in welcher wenigstens drei Viertel der Vereinsmitglieder vertreten sein müssen. — Dieser Beschluss muss mit drei Viertel der anwesenden Stimmen gefasst sein. — Die Auflösung ist nur mit Gutheissung der Regierung gültig. — Im Falle der Auflösung hat die Liquidirung gemäss den Bestimmungen des Art. 9 des Grossh. Beschlusses vom 22. Juli 1891 stattzufinden.

§ 40. — Durch Beschluss des Vorstandes können gegenwärtige Statuten gedruckt und zum Kostenpreise an die Mitglieder überlassen werden. In derselben Weise können Quittungs- und Notationsregister beschafft werden.

§ 41. — Die Unterschrift unter die gegenwärtigen Statuten gilt als Anerkenntnis derselben und als verbindliche Erklärung, der Gesellschaft beitreten zu wollen.

Berathen und angenommen zu Niederranven, am 4. April 1901.

(Folgen die Unterschriften.)

Avis. — Administration communale.

Par arrêté grand-ducal du 6 juillet ct. M. Mathias *Mark*, négociant à Differdange, a été nommé bourgmestre de la commune de Differdange.

Luxembourg, le 8 juillet 1901.

*Le Directeur général de l'intérieur,
H. KIRPACH.*

Bekanntmachung. — Gemeindeverwaltung.

Durch Grossh. Beschluß vom 6. Juli c. ist Hr. Mathias *Mark*, Handelsmann zu Differdingen, zum Bürgermeister der Gemeinde Differdingen ernannt worden.

Luxemburg, den 8. Juli 1901.

*Der General-Director des Innern,
H. Kirpach.*

Avis. — Société anonyme luxembourgeoise des chemins de fer et minières Prince-Henri.

MM. les actionnaires sont convoqués à l'assemblée générale extraordinaire qui aura lieu le samedi, 3 août 1901, à 10 heures du matin, au siège de la société, avenue de la Porte-Neuve, à Luxembourg.

Ordre du jour : 1^o modification de l'art. 24 des statuts ; 2^o fixation de l'indemnité à allouer au président du Conseil d'administration.

Pour assister à l'assemblée générale, MM. les actionnaires doivent se conformer aux prescriptions de l'art. 39 des statuts et déposer leurs actions dix jours au moins avant la date fixée ci-dessus : 1^o à Luxembourg : au siège de la société, avenue de la Porte-Neuve ; à la Banque Internationale et à la Banque Werling, Lambert et Cie ; 2^o à Bruxelles : à la Banque de Bruxelles, rue Royale, 62 ; 3^o à Berlin : à la Berliner Handelsgesellschaft, chez MM. S. Bleichroder et C. Schlesinger-Trier et Cie ; 4^o à Francfort s/M. : à la Mitteldeutsche Creditbank et chez MM. Bass et Herz.

Luxembourg, le 13 juillet 1901.

Marktpreise. — 1. Hälfte des Monats Mai 1901.

Bezeichnung der Lebensmittel u. dgl.	Maße oder Gewicht.	Mittelpreise der verkauften Lebensmittel auf den Märkten von								
		Luxem- burg.	Die- kirch.	Wilz.	Ettel- brück.	Echter- nach.	Nemich	Mersch.	Greven- macher.	Esch a. d. A.
Weizen	Helkoliter	16 00	17 25	17 50	18 00	17 00	17 00	"	"	"
Mischelfrucht . .	—	15 00	16 00	15 00	16 50	"	16 00	"	"	"
Roggen	—	13 00	14 50	12 50	14 00	"	"	"	"	"
Gerste	—	14 00	9 25	"	"	"	"	"	"	"
Spelz	—	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Heidekorn	—	"	"	"	12 00	"	"	"	"	"
Hafer	—	9 50	9 25	7 75	9 00	9 50	9 00	"	"	"
Erbse	—	15 00	"	"	"	"	17 00	"	"	"
Bohnen	—	14 00	"	"	"	"	"	"	"	"
Linsen	—	25 00	"	"	"	"	"	"	"	"
Kartoffeln	—	4 00	3 50	3 00	3 00	5 00	5 00	"	"	4 875
Weizen-Mehl . .	Kilogr.	0 45	0 40	0 45	0 48	0 35	0 34	"	0 40	"
Mischel-Mehl . .	—	0 375	0 38	0 37	0 38	0 32	0 32	"	0 36	"
Roggen-Mehl . .	—	0 35	"	0 32	0 32	"	"	"	"	"
Geschälte Gerste .	—	0 70	"	"	"	"	"	"	"	"
Butter	—	2 78	2 50	2 50	2 34	2 70	2 80	2 50	2 60	3 25
Eier	Dutzend.	0 83	" 73	0 70	0 70	0 80	0 80	0 75	0 75	1 00
Heu	500 Kilo.	56 20	"	"	40 00	"	"	"	"	"
Stroh	—	33 80	"	"	25 00	"	"	"	"	"
Buchenholz . . .	Stere.	15 00	"	"	15 00	"	20 00	"	"	"
Eichenholz . . .	—	10 00	"	"	8 00	"	16 00	"	"	"
Weichholz . . .	—	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Ochsenfleisch . .	Kilogr.	2 00	1 55	1 50	1 60	1 60	"	1 50	"	1 50
Kuh- od. Rindfleisch	—	1 70	1 60	1 50	1 50	1 50	1 60	1 50	1 50	1 50
Kalbfleisch . . .	—	1 64	1 50	1 70	1 70	1 60	1 50	1 60	1 60	1 85
Hammelfleisch . .	—	1 70	1 70	1 80	1 90	2 00	1 80	1 60	"	1 30
Schweinefleisch	—	1 80	1 70	1 70	1 60	1 60	1 50	"	1 50	1 85
id. geräuchert.	—	2 50	"	"	2 00	"	"	"	"	"

Marktpreise. — 2. Hälfte des Monats Mai 1901.

Bezeichnung der Lebensmittel u. dgl.	Maße oder Gewicht.	Mittelpreise der verkauften Lebensmittel auf den Märkten von								
		Luxem- burg.	Die- fisch.	Wilh.	Ettel- brück.	Echter- nach.	Nemich	Mersch.	Greven- macher	Eich- a. d. R.
Weizen	Hectoliter	16 00	17 125	17 50	"	17 50	17 00	"	"	"
Mischelfrucht . .	—	15 00	16 00	15 00	"	16 00	16 00	"	"	"
Roggen	—	13 00	14 125	12 50	"	"	"	"	"	"
Gerste	—	14 00	"	"	"	"	"	"	"	"
Spelz	—	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Heidekorn	—	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Hafer	—	9 25	9 25	7 75	9 00	"	9 00	"	"	"
Erbse	—	15 00	"	"	"	"	17 00	"	"	"
Bohnen	—	14 00	"	"	"	"	"	"	"	"
Linsen	—	25 00	"	"	"	"	"	"	"	"
Kartoffeln	—	3 25	3 25	3 00	3 00	"	5 00	"	3 50	4 125
Weizen-Mehl . .	Kilogr.	0 45	0 40	0 45	0 48	0 36	0 34	"	0 40	0 50
Mischel-Mehl . .	—	0 375	0 38	0 37	0 38	0 32	0 32	"	0 36	0 40
roggen-Mehl . .	—	0 35	"	0 32	0 32	"	"	"	"	"
Geschälte Gerste .	—	0 70	"	"	"	"	"	"	"	"
Butter	—	2 50	2 40	2 00	2 20	2 59	2 80	2 80	2 60	2 50
Eier	Dutzend.	0 825	0 75	0 75	0 75	0 80	0 90	0 70	0 85	1 00
Heu	500 Kilo.	47 50	"	"	40 00	"	"	"	"	"
Stroh	—	34 00	"	"	25 00	"	"	"	"	"
Buchenholz . . .	Stere.	15 00	"	"	15 00	"	20 00	"	"	"
Eichenholz . . .	—	10 00	"	"	8 00	"	16 00	"	"	"
Weichholz . . .	—	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Ochsenfleisch . .	Kilogr.	2 00	1 40	1 50	1 00	1 60	"	1 50	"	1 50
Kuh- od. Rindfleisch	—	1 70	1 30	1 50	1 50	1 50	1 60	1 50	1 50	1 50
Kalbfleisch . . .	—	1 65	1 60	1 70	1 70	1 60	1 60	1 60	1 60	1 90
Hammelfleisch . .	—	1 70	1 50	1 80	1 90	2 00	1 80	1 60	"	1 35
Schweinfleisch . .	—	1 80	1 40	1 70	1 60	1 50	1 50	"	1 60	1 85
Wd. geräuchert.	—	2 50	"	"	2 00	"	"	"	"	"

Marktpreise. — 1. Hälfte des Monats Juni 1901.

Bezeichnung der Lebensmittel u. dgl.	Maße oder Gewicht.	Mittelpreise der verkauften Lebensmittel auf den Märkten von							
		Luxem- burg.	Die- kirch.	Wilz.	Ettel- brück.	Echter- nach.	Nemich	Mersch.	Greven- macher.
Weizen	Hectoliter	16 00	17 00	17 50	16 50	"	17 00	"	"
Mischelfrucht . . .	—	13 00	16 00	15 00	13 00	16 60	16 00	"	"
Roggen	—	13 00	14 25	12 50	14 00	"	"	"	"
Gerste	—	14 00	"	"	"	"	"	"	"
Spelz	—	"	"	"	"	"	"	"	"
Heideform	—	"	"	"	12 00	"	"	"	"
Hafer	—	9 73	9 50	7 75	9 50	"	9 00	"	"
Erbse	—	13 00	"	"	"	"	17 00	"	"
Bohnen	—	14 00	"	"	"	"	"	"	"
Linsen	—	25 00	"	"	"	"	"	"	"
Kartoffeln	—	3 00	3 00	3 00	2 65	3 75	5 00	"	5 75
Weizen-Mehl . . .	Kilogr.	0 45	0 40	0 45	0 48	0 36	0 34	"	0 40
Mischel-Mehl . . .	—	0 375	0 38	0 37	0 38	0 32	0 32	"	0 36
Roggen-Mehl . . .	—	0 35	"	0 32	0 32	"	"	"	"
Geschälte Gerste . . .	—	0 70	"	"	"	"	"	"	"
Butter	—	2 24	2 30	2 00	2 05	2 02	2 30	2 10	2 60
Eier	Dutzend.	0 89	1 40	0 80	0 75	0 87	0 85	0 75	1 45
Heu	500 Kilo.	46 00	"	"	40 00	"	"	"	"
Stroh	—	33 60	"	"	25 00	"	"	"	"
Buchenholz	Stere.	15 00	"	"	15 00	"	20 00	"	"
Eichenholz	—	19 00	"	"	15 00	"	16 00	"	"
Weichholz	—	"	"	"	8 00	"	"	"	"
Ochsenfleisch . . .	Kilogr.	2 04	1 40	1 50	1 70	1 50	"	1 50	"
Kuh- od. Kindfleisch . . .	—	1 735	1 35	1 50	1 60	1 40	1 60	1 40	1 60
Kalbfleisch	—	1 78	1 60	1 70	1 80	1 60	1 50	1 50	1 60
Hammelfleisch . . .	—	2 04	1 50	1 80	1 90	2 00	1 80	1 60	"
Schweinfleisch . . .	—	1 88	1 40	1 70	1 60	1 60	1 50	"	1 60
Id. geräuchert . . .	—	2 50	"	"	2 00	,	"	"	"

1

MEMORIAL
DU
Grand-Duché de Luxembourg.



Rémemorial
des
Großherzogthums Luxemburg.

ANNEXE au N° 48 de 1901.

RAPPORT GÉNÉRAL

SUR LA

Situation de l'Industrie et du Commerce
pendant l'année 1900.

Considérations générales.

Il n'y a pas un an que nous écrivions à l'occasion de la publication de notre Rapport annuel : « Cette tendance de hausse continue et exagérée jette cependant une ombre sur la situation brillante de nos jours : arrivée au point culminant, le mouvement rétrograde doit être devant les portes. Espérons qu'il se dessinera lentement et qu'il ne compromettra pas, par une baisse ou une dépréciation trop brusque, les beaux résultats acquis jusqu'ici. »

Le danger de cette crise a pu être conjuré pendant le premier trimestre 1900 ; mais bientôt après des points noirs apparaissaient à l'horizon, des symptômes infaillibles annonçaient le revirement redouté : le ralentissement de la vente, la dépréciation des prix, les difficultés de l'écoulement des marchandises.

C'est qu'entretemps les fautes économiques accumulées pendant l'époque de prospérité criaient vengeance et demandaient réparation : comme d'ordinaire, tout ce qui pouvait contribuer à compromettre la situation coincidait et apportait son concours à la dépréciation.

L'exagération de la production était due à de nombreux établissements nouveaux qui, de toutes parts, surgissaient de terre avec une rapidité et une puissance de fonctionnement effrayantes. En même temps l'exagération des prix, que maintenaient artificiellement les puissants syndicats, devait, tôt ou tard, paralyser l'esprit d'entreprise et provoquer la concurrence étrangère. Cette concurrence étrangère menacait et menacera toujours davantage l'avenir du marché allemand.

Le ralentissement dans les travaux de construction était dû à l'ébranlement de la confiance dans les caisses hypothécaires, dont quelques-unes ont montré aux capitalistes effrayés, les écarts dangereux et les suites funestes d'une administration légère et trop entreprenante ; les capitalistes n'achetaient plus les lettres de gage et les caisses hypothécaires se voyaient ainsi privées des moyens d'avancer au public et aux entrepreneurs les fonds nécessaires aux constructions projetées. Ces constructions, un des facteurs des plus importants pour l'alimentation de la métallurgie, faisaient dès lors défaut.

Ajoutons à ces causes multiples les difficultés d'exportation, ou plutôt l'impossibilité d'exporter des marchandises dans ceux des pays d'outre-mer que l'esprit d'entreprise avait choisis comme terrain d'opération ; les troubles en Chine et la guerre du Transvaal non seulement arrêtaient les grandes entreprises, mais absorbaient aussi des capitaux énormes dont le drainage se faisait vivement sentir en Europe.

Si tous ces troubles économiques influençaient ayant tout la métallurgie, ils ne manquaient pas non plus d'étendre leurs effets désastreux sur toutes les branches de l'activité économique.

Ce sont, en première ligne, les industries directement tributaires de la sidérurgie qui ressentaient simultanément la même secousse ; toutes les autres entreprises industrielles se ressentaient également, par ricochet, de cet arrêt brusque. La métallurgie forme le centre vers lequel convergent toutes les autres entreprises, qui prospèrent et baissent en même temps qu'elle se développe ou décline.

Et cette crise n'a-t-elle pas éprouvé plus durcement encore toutes les autres industries qui furent surprises par une forte baisse des prix des produits fabriqués, alors que les matières premières, acquises par des contrats à long terme, écrasaient leurs prix de revient ! Le prix élevé des charbons, les soulèvements dans les prix des laines, à quel point ne devaient-ils pas contribuer au recul d'un grand nombre de nos industries nationales !

Heureusement, d'autres entreprises industrielles ont pu résister à ce courant économique contraire : les brasseries, les fabriques de tabacs, etc., ont continué leur marche ascendante.

Mais notre commerce indigène, — et nous ne pouvons parler que de celui-là, puisque nos ventes commerciales ne franchissent toujours pas nos frontières, — devait souffrir à son tour du mouvement rétrograde de notre activité industrielle. Comment pourrait-il en être autrement, alors que, par suite du ralentissement de notre production industrielle, les ouvriers doivent quitter en masse, que les salaires de ceux qui restent sont réduits et que la modicité des bénéfices réalisés recommande l'économie plutôt que la dépense ?

Loin de nous cependant l'idée de vouloir affirmer que l'état actuel de notre situation économique donne lieu à de sérieuses préoccupations. Pour nous convaincre du contraire nous n'avons qu'à consulter l'augmentation constante des réserves de notre Caisse d'épargne, les relations saines et solides de notre commerce avec nos établissements financiers, le nombre peu considérable des faillites et concordats préventifs.

Avant de clôturer ce court exposé général de la situation, nous croyons devoir émettre le vœu que la crise ne soit que passagère et qu'elle ne laisse sur ses pas aucune trace inquiétante.

Travaux de la Chambre de commerce.

Parmi les travaux qui ont occupé les séances que la Chambre de commerce a tenues en 1900, nous signalerons plus particulièrement :

a) *Nouveau tarif douanier.*

Les préoccupations économiques de l'année étaient dominées par une question grosse de conséquences, le renouvellement des traités de commerce du Zollverein. Quoique les traités existants ne viennent à échéance qu'en 1903, les Chambres de commerce du Zollverein ont mis à l'étude la préparation du nouveau tarif douanier dès le mois de février 1900.

A cette époque, le « Reichsschatzamt » sollicitait l'attention de l'industrie et du commerce par la publication du « Entwurf einer neuen Anordnung des deutschen Zolltarifs ». Il ne s'agissait, pour le moment, que d'un projet relatif à une nouvelle classification du tarif douanier du Zollverein ; mais, dès le début, il était manifeste que l'ensemble des nouveaux traités de commerce serait discuté à cette occasion. Sur l'invitation du Gouvernement, notre Chambre de commerce examina, au point de vue des intérêts luxembourgeois, cette question aussi vaste que compliquée. Le public n'ayant pas répondu à son appel, elle transmit au Gouvernement, le 21 juillet, les désiderata de ses membres concernant la métallurgie, la tannerie et la ganterie. Imitant l'exemple qui lui venait de toutes parts du Zollverein, la Chambre de commerce n'avait pas limité son examen à la classification nouvelle du tarif douanier, mais elle avait saisi cette occasion pour anticiper sur la question des droits d'entrée. Il eût été difficile d'ailleurs de séparer ces deux questions qui sont étroitement liées.

Notre industrie principale, la métallurgie, avait surtout à cœur de ne pas présenter des désiderata isolés qui eussent été noyés dans l'ensemble des vœux exprimés par les divers centres métallurgiques. Comme les destinées de la métallurgie luxembourgeoise coïncident avec celles de la métallurgie lorraine et que les conditions économiques sont similaires dans les deux régions, il s'agissait de grouper les désiderata, de se prêter mutuellement appui et de faire converger les vœux et les revendications vers un but commun afin de produire un maximum d'effet, en se faisant l'expression d'un puissant centre de production. Les vues de la Chambre de commerce s'identifient donc avec celles des métallurgistes lorrains. Un accord général s'était établi d'ailleurs, vers le commencement de l'année, entre les principaux centres métallurgiques du Zollverein, pour fixer l'attitude commune à prendre au sujet des traités de commerce.

Dans le mémoire qu'elle a adressé au Gouvernement, la Chambre de commerce déclare se ranger aux propositions du « Verein deutscher Eisen- und Stahl-Industrieller », relatives à la nouvelle classification du tarif douanier. Elle se déclare encore satisfaite des droits existants, quoique ceux-ci n'aient pas empêché l'importation de fonte brute et de demi-fabricats de France et d'Angleterre. Ces droits nous assurent une protection suffisante contre la concurrence européenne et il serait imprudent de les éléver, de peur de représailles de la part des autres États. Leur élévation n'est nullement désirée par la métallurgie.

Il serait fort difficile cependant de se faire une idée bien nette de la tournure que prendra l'exportation américaine d'ici quelques années et de déterminer l'influence qu'elle pourra exercer sur notre marché. Cet aléa nous impose quelque réserve, car l'évolution que poursuit l'industrie du fer est loin d'être terminée dans ce pays.

Parmi les desiderata présentés par la tannerie et la ganterie, et qui concernent quelques articles spéciaux, il faut relever une observation de cette dernière industrie sur le jaune d'œuf, dont elle fait une consommation énorme et qui, par conséquent, forme un facteur essentiel du prix de revient des gants. Les droits d'entrée sur cette matière se justifient difficilement. L'agriculture indigène, d'une part, ne pourra jamais satisfaire à la consommation qu'en fait l'industrie gantière ; d'autre part, on ne saurait considérer le jaune d'œuf additionné de 10 à 30 pCt. de sel et de 4 à 5 pCt. de borax comme une denrée alimentaire. Ce produit devrait donc entrer en liberté.

Enfin, la Chambre de commerce s'est prononcée contre l'augmentation des droits d'entrée sur le papier en faveur de laquelle une campagne, qui est menée par le syndicat des fabricants de papier, se poursuit en Allemagne. Le Grand-Duché tire une grande partie du papier qu'il consomme de Belgique, et une élévation des droits d'entrée sur cet article porterait un grave préjudice à l'imprimerie.

b) *Chemins de fer.*

La création d'un train express sur la ligne de Trèves a fourni à la Chambre de commerce l'occasion de signaler au Gouvernement l'infériorité dans laquelle se trouve la ligne du Nord vis-à-vis de nos autres grandes lignes sous le rapport des communications rapides. Alors que toutes les autres lignes principales sont desservies par des trains rapides, la ligne du Nord qui défraye, avec ses embranchements, la plus grande partie de l'intérieur du pays, en est privée.

Elle a attiré ensuite l'attention du Gouvernement sur la situation défavorable dans laquelle l'horaire en vigueur sur cette ligne, la place quant aux correspondances du matin à la gare de Luxembourg. Quiconque désire prendre une de ces correspondances pour Metz, Trèves ou la Belgique, partant de Luxembourg entre 11 heures et midi, est forcé de prendre le premier train du matin qui arrive en gare de Luxembourg à 8 heures 31. En prenant le deuxième train du matin, qui arrive à midi 5 m., et en utilisant les correspondances qui s'y rattachent, il sera rendu à destination trop tard dans l'après-midi pour tirer quelque parti de sa journée.

L'insuffisance des installations de la gare de Rodange se faisant plus vivement sentir depuis l'ouverture de la nouvelle ligne Luxembourg-Petange, la Chambre de commerce a encore appelé l'attention du Gouvernement sur les ennuis qui résultent pour le public de la circonstance que cette station, où se fait la visite de la douane, n'offre aucun abri contre les inclemences de la saison.

Sur la demande du « Verein zur Wahrung der wirtschaftlichen Interessen der Eisen- und Stahl-Industrie für Elsass-Lothringen und Luxembourg », elle s'est employée auprès du Gouvernement en faveur de la création d'un train express de nuit Metz-Trèves-Coblence, partant de Metz vers 10 h. 36. Quoique n'empruntant notre territoire sur aucune partie de son parcours, ce train créerait certaines correspondances nouvelles, très appréciables pour le Grand-Duché. Il pourrait recueillir, à Thionville, les voyageurs du train n° 342 (départ Luxembourg à 10 h. 20 ; arrivée à Thionville à 11 h. 15), et surtout à Trèves, les voyageurs du train n° 959 (départ Luxembourg à 8 h. 47 ; arrivée à Trèves à 10 h. 22), ainsi que ceux du train n° 75 (départ de Diekirch à 7 h. 57 ; arrivée à Wasserbillig à 9 h. 42).

c) Telephones.

Le Grand-Duché a organisé, depuis quelques années, un service téléphonique avec la Belgique, et récemment encore, il a créé un autre service téléphonique avec la France. Voilà sans doute un progrès, dont l'importance ne saurait être contestée et que le commerce et l'industrie ont accueilli avec une satisfaction des plus vives, mais c'est précisément ce progrès dans nos relations téléphoniques internationales qui fait éprouver plus sensiblement l'absence d'un service téléphonique avec les pays du Zollverein. La Chambre de commerce a donc recommandé à la sollicitude du Gouvernement la création de communications téléphoniques avec l'Allemagne. Nos transactions avec les régions cis-rhénanes, avec les bassins de la Moselle et de la Sarre en particulier, se développent sans cesse. L'organisation d'un service téléphonique avec ces régions peut donc être considérée comme une des aspirations des plus légitimes de l'industrie et du commerce luxembourgeois.

d) Monnaie.

Le Gouvernement ayant demandé l'avis de la Chambre de commerce sur la question de savoir « quels seraient les types de monnaie à adopter pour le cas où il pourrait être donné suite au désir qui a été évidemment manifeste de changer notre billet de cuivre en monnaie de nickel », celle-ci s'est prononcée, à l'unanimité, en faveur de l'adoption pure et simple des types de monnaie de nickel belges. Ainsi, nos monnaies se repandraient sans doute en Belgique, et si, comme il est permis de supposer, la France finira par adopter une monnaie similaire dans un avenir rapproché, le nickel luxembourgeois, grâce à cette tolérance large dont le commerce est coutumier, ne serait pas condamné à la circulation intérieure exclusive, mais trouverait fort probablement un débouché facile en France aussi bien qu'en Belgique.

e) Livrets ouvriers.

La Chambre de commerce a attiré l'attention du Gouvernement sur un abus qui s'est introduit dans l'interprétation des art. 4 et 5 de l'arrêté du 30 juin 1861, concernant l'exécution de la loi sur les livrets ouvriers. L'idée qui a inspiré ces dispositions était manifestement d'établir, à l'aide du livret, une filière permettant de suivre l'itinéraire de l'ouvrier à travers les ateliers et les usines depuis le jour de son entrée en condition.

Il est regrettable que les garanties dont ces dispositions entourent la délivrance de nouveaux livrets, soient, fort souvent, purement théoriques. La pratique en fait bon marché. Un ouvrier désire quitter subitement, mais il éprouve certaines hésitations à affronter son patron pour obtenir la résiliation brusque de son contrat de travail. Il quitte discrètement en abandonnant son livret et en achète un autre, qu'il garde aussi longtemps que bon lui semble, pour l'abandonner de nouveau quand l'occasion s'en présentera. Cette pratique est absolument contraire à l'esprit de l'arrêté du 30 juin 1861 et cause un préjudice réel à l'industrie.

f) Concurrence déloyale.

L'influence desorganisatrice que la concurrence déloyale exerce, avec une intensité croissante, sur le commerce solide a vivement frappé la Chambre de commerce, elle a donc appelé l'attention toute particulière du Gouvernement sur ces manœuvres illicites qui menacent les deux éléments essentiels de tous les rapports d'affaires : l'honnêteté et la confiance.

Certes, la concurrence doit être considérée comme le grand ressort moral du commerce et de l'industrie. La supprimer, ce serait supprimer le progrès. Mais l'expérience a démontré que la liberté économique doit subir certaines restrictions qu'imposent l'intérêt de l'Etat et l'ordre social. A la faveur de cette liberté large, la mauvaise foi et la malhonnêteté se sont introduites dans toutes les branches de l'activité économique sous mille formes diverses, en évitant celles que la loi condamne : elles ont emprunté les déguisements les plus ingénieux pour frustrer le commerce loyal du fruit de ses labours.

Les lois sur le colportage et sur les marques de fabrique ont apporté certaines garanties au commerce solide, mais ces garanties ne concernent que diverses manifestations de la concurrence déloyale. D'autres leur échappent.

Parmi telles-ci il faut citer en premier lieu les graves atteintes qu'elle porte à l'industrie en attirant, au moyen de dons ou promesses, les ouvriers d'un concurrent. La liberté économique bien comprise implique pour un chef d'établissement industriel ou commercial le droit au secret en ce qui concerne l'organisation de sa maison et de tout ce qui s'y passe. Nul ne devrait, sans son consentement, prendre connaissance de sa clientèle, des procédés de fabrication qu'il emploie, des opérations auxquelles il se livre. Lorsqu'un ouvrier le quitte, cet ouvrier devrait être tenu de ne point dévoiler ni utiliser les secrets auxquels il a été initié.

D'autres aspects de la concurrence déloyale consistent à tromper le public par l'emploi frauduleux, mis en service d'une réclame habilement menagée, d'un nom de provenance d'un produit, ou de se dire l'ancien ouvrier de tel industriel, lorsqu'il est à craindre que le public inquiet en erreur par l'énonciation de ces qualités ne confonde entre elles deux maisons rivales. On pourrait y joindre le genre tout particulier de commerce, dit « Schleudergergeschäft », qui s'est prodigieusement développé par le temps qui court.

Protéger le commerce honnête contre les empiétements de la mauvaise foi s'impose impérieusement. Il faut, dans l'intérêt des relations d'affaires et du bien-être général, que le droit s'érigé en gardien de la bonne foi. Par l'emploi de manœuvres illicites, le commerçant malhonnête lèse les intérêts de ses concurrents ainsi que de ses co-contractants : il jette un poids faux dans la balance des relations d'affaires et obtient ainsi un avantage illicite sur ceux qui ne prennent comme contrepoids que des prestations d'une valeur réelle.

La jurisprudence a donc cherché un peu partout à enrayer les abus de la concurrence. L'Angleterre, la France, les Etats-Unis, l'Italie ont pris des mesures énergiques contre les atteintes à la bonne foi dans les relations d'affaires. Cet exemple a été suivi par l'Allemagne qui a édicté, le 27 mai 1896, une loi contre la concurrence déloyale dont les bons effets n'ont pas tardé à se faire sentir.

Entrepôt public.

Il y a deux ans, la Chambre de commerce avait institué une Commission chargée d'étudier la question de la création sur les terrains du Fort Bourbon d'un entrepôt public, relié par des rails à la gare centrale. Cette Commission s'est réunie deux fois dans le courant de l'année. Elle a présenté à la Chambre de commerce le résultat de ses observations en un rapport détaillé où la question de l'entrepôt public est envisagée sous ses divers aspects. Ce rapport, cependant, ne doit être considéré que comme provisoire : la Commission continuera à fonctionner et à suivre de près cette intéressante question.

Minières.

L'année 1900 est marquée par une augmentation de l'extraction de 173,817 tonnes. Comme la valeur de la tonne a augmenté, en même temps, de 10 centimes la production minière du Grand-Duché accuse une plus-value totale de 1,058,009 fr. Le nombre des exploitations a augmenté de 4 : de 72 il est monté à 76.

Cette prospérité croissante porte exclusivement sur les neuf premiers mois de l'année ; un ralentissement général se faisait sentir vers la fin de la campagne. Alors que la production des mines de la région d'Esch est restée à peu près stationnaire, celle du bassin de Differdange-Lamadelaine a légèrement diminué. L'extraction n'a été réellement en progrès que dans la seule région de Dudelange. C'est en particulier cette région qui est en situation d'exporter de préférence de la minette, et qui sera atteinte, la première, par la crise du marché minier. Pour le premier trimestre de l'année 1901, le nombre des ouvriers y est en diminution de 22 pCt.

Le nombre des accidents déclarés à l'administration des mines a été de 166, dont 43 dans les exploitations à ciel ouvert. Il y a eu 24 accidents mortels dans les galeries et 6 dans les exploitations superficielles, ce qui porte à 5,5% le pourcentage de la première, et à 2,5% celui de la dernière catégorie d'exploitations.

L'augmentation du prix de revient de la minette en 1900 est due à la cherté croissante de la main-d'œuvre et à l'élévation du bois de mines qui se vendait de 5 à 8 pCt. plus cher qu'en 1899.

Statistiques :

	Année 1899.	Année 1900.
Nombre des sièges d'exploitation	72	76
Production totale t. 5,995,412		fr. 6,171,229
Valeur de la production totale fr. 16,225,280		fr. 17,283,289
Prix de la tonne. fr. 2,70		fr. 2,80
Nombre des ouvriers occupés	6,043	sous terre . . . 3,857 / 6,207
		à ciel ouvert . . . 2,350 /
Population ouvrière (femmes et enfants)	14,945	13,406.

Le tableau ci-après donne la progression qu'a suivie la valeur de la production des minières depuis 1895 :

	Production.	Valeur totale.	Prix de la tonne.
1895 t. 3,913,076	fr. 9,590,443	fr. 2,45	
1896 » 4,758,741	» 11,832,528	» 2,49	
1897 » 5,349,009	» 13,980,580	» 2,61	
1898 » 5,348,951	» 13,934,186	» 2,60	
1899 » 5,995,412	» 16,225,280	» 2,70	
1900 » 6,171,229	» 17,283,289	» 2,80	

*Comparaison entre la production du Grand-Duché et celle de l'Allemagne pour l'année 1899 *)*

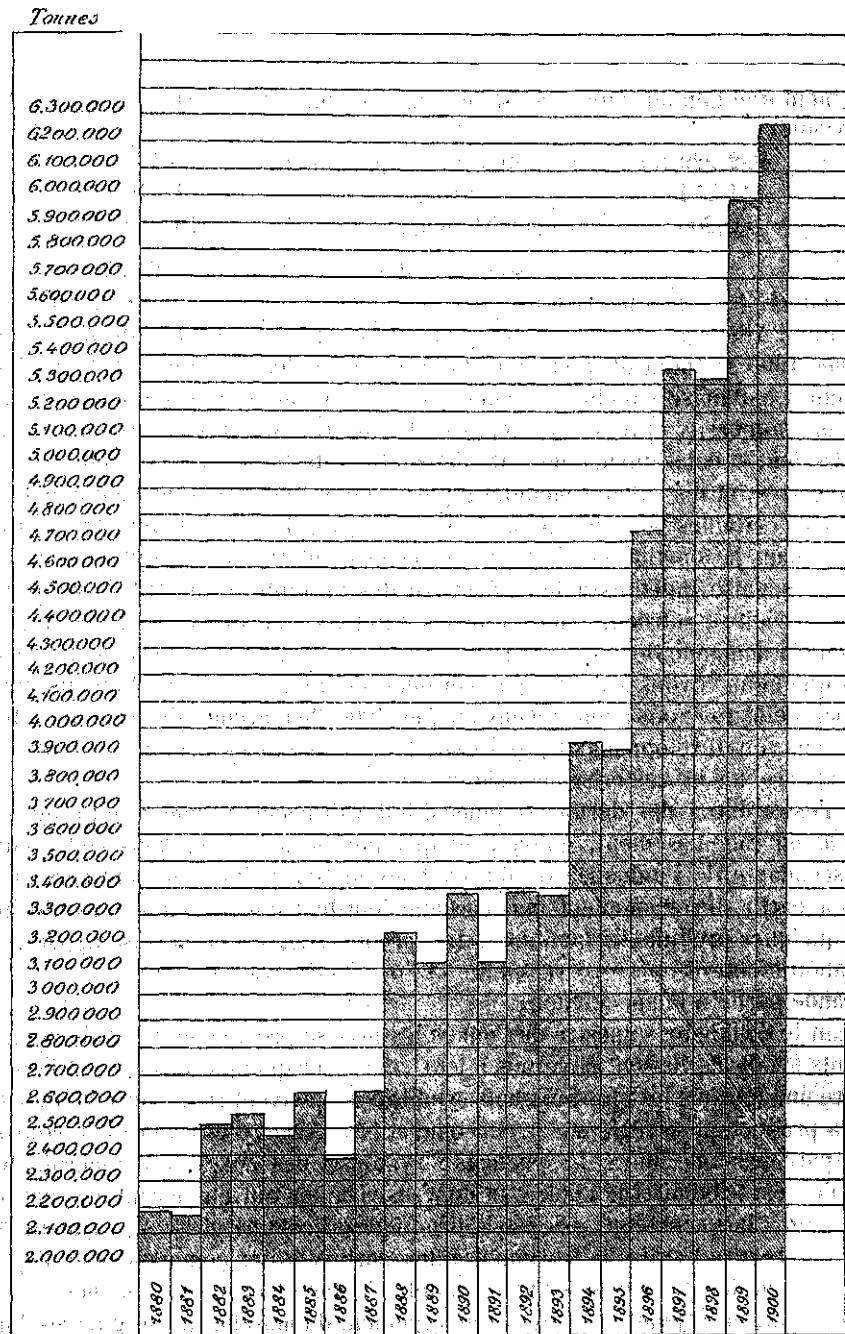
	Sieges d'exploitation	Nombre des ouvriers	Production	Valeur totale	Prix de la tonne
Allemagne . .	663	34,860	1. 11,973,244	11. 71,473,000	fr. 5,96
Luxembourg. .	72	6,057	» 6,014,394	» 16,237,500	» 2,70

Le tableau statistique suivant donne la production des minères du Grand-Duché depuis 1868 ; le tableau graphique ci-contre donne la même production depuis 1880.

Année	Tonnes	Année	Tonnes
1868	722,039	1885	2,648,449
1869	924,382	1886	2,361,372
1870	944,695	1887	2,649,710
1871	990,499	1888	3,261,925
1872	1,174,334	1889	3,102,753
1873	1,331,743	1890	3,359,443
1874	1,442,668	1891	3,102,478
1875	1,090,845	1892	3,370,352
1876	1,196,729	1893	3,351,938
1877	1,262,825	1894	3,958,280
1878	1,407,617	1895	3,943,076
1879	1,613,392	1896	4,788,744
1880	2,173,463	1897	5,349,009
1881	2,161,881	1898	5,348,954
1882	2,539,295	1899	5,995,412
1883	2,551,090	1900	6,171,220
1884	2,447,634		

*) Les chiffres concernant l'Allemagne sont empruntés aux publications de l'Office impérial de statistique de Berlin.

TABLEAU GRAPHIQUE de la Production des Minières depuis 1880.



Industrie métallurgique.

De toutes nos industries, la métallurgie est sans doute celle qui a pris le plus prodigieux développement que l'on ait jamais constaté dans un temps aussi restreint. En 1899, le Grand-Duché a produit :

982,929 tonnes de fonte brute, représentant	fr.	55,740,319
11,154 " " 2 ^e fusion, "	"	1,816,839
166,206 " d'acier Thomas, "	"	18,719,511
soit ensemble . . .	fr.	76,276,669.

La production de nos hauts-fourneaux a atteint, cette année, la septième partie de la production de l'Allemagne et la huitième partie de la production totale du Zollverein.

L'année 1900 s'annonçait, pour la métallurgie, sous des auspices plus favorables encore. La production battait son plein, sollicitée par une demande inusitée, et ne parvenait pas à satisfaire aux nombreux ordres. Les délais de livraison devaient être prolongés. Les prix de vente subissaient la conséquence de cette demande fantastique que la production s'efforçait en vain de suivre, et les valeurs métallurgiques s'enlevaient avec une facilité extrême.

Mais dans certaines périodes de la vie économique, il y a des temps d'arrêt forcés : une perturbation dans la fonction générale des échanges fait tressaillir tout l'organisme économique d'une malaise indéfinissable ; l'échange des produits se ralentit, la consommation se dégrise et le crédit se rétrécit, tandis que les capitaux s'accumulent et que la production, outillée pour la demande des années prospères, doit travailler en stock. Voilà le diagnostic des crises que nous voyons s'abattre par périodes régulières de sept à huit ans sur le marché de l'Europe. Celle que nous avons vu envahir, en 1900, le marché sidérurgique, offre, dans sa genèse et dans son développement progressif, toutes les causes occultes et toutes les manifestations apparentes de ces crises classiques.

Avec l'essor inouï des dernières années, il devait nécessairement se produire un arrêt, ou du moins un ralentissement, qu'on peut qualifier de salutaire, dans cette industrie. La marche ascendante de l'industrie du fer avait atteint son point culminant vers mars et avril derniers ; à partir de ce moment une certaine lourdeur commença à se manifester dans la vente de quelques produits de laminoirs. Les premiers signes de la crise apparaissaient : la consommation montrait une réserve subite, et l'on s'apercevait que la pléthora d'ordres était due en grande partie à la spéculation.

Pendant le deuxième semestre de l'année les prix se précipitaient rapidement, sans que les puissants syndicats fussent parvenus à leur conserver quelque fermeté, et l'on a pu constater encore une fois que les plus puissants syndicats ne peuvent rien contre la loi naturelle qui veut que la production se règle sur la consommation. Avant d'être livré à la consommation, le fer doit parcourir une filière de syndicats : syndicats des cokes, du minerai, des fontes, etc., dont l'un est tributaire de l'autre, et dont les rivalités ont été accentuées par la dégringolade des prix. Les acheteurs — c'est-à-dire le grand commerce — se voyaient dans l'impossibilité de prendre livraison des importantes parties de fer commandées à l'époque de la hausse, et les marchandises laissées pour compte s'entassaient dans les usines.

Dès le début, on rejettait volontiers l'engorgement du marché sur les guerres dans le Sud-Africain et en Chine. La métallurgie paraissait ignorer que la stagnation était due à la sur-

production, puisqu'elle n'arrivait pas à couvrir la demande de l'intérieur et que l'importation de fonte étrangère était assez considérable. Entretemps, l'incertitude du marché augmentait. Toutes les maisons ont eu à souffrir de cet état des choses, mais celles-là ont été le plus durement éprouvées qui n'étaient pas en relations directes avec les consommateurs et qui étaient obligées de se laisser imposer des marchés à longs termes.

La mévente des produits exerçait immédiatement ses effets. Tel établissement se voyait contraint à un chômage forcé, partiel ou moins, d'une branche de sa fabrication pour travailler ensuite en stock. Tel autre profitait du ralentissement des affaires pour faire des réparations qu'en temps normal on aurait différées le plus possible. D'autres usines réduisaient le nombre des jours de travail et étendaient le chômage. Ailleurs on diminuait le nombre des ouvriers. Enfin, les travaux en cours furent ralenti ou même suspendus.

Malgré son commencement extrêmement prospère, la production de fonte de 1900 marque un recul de 12,044 tonnes, alors que les fonderies renseignent une légère augmentation et que les aciéries, dont le nombre, par suite de la création des deux nouveaux ouvrages de Differdange et de Hollerich, est monté à trois, accuse une augmentation de 18,508 tonnes.

Quelles sont maintenant les causes qui ont provoqué cette crise du marché sidérurgique ? En voici quelques-unes : les évènements politiques extérieurs (guerre du Transvaal, de Chine), l'agitation qui précédait l'élection présidentielle aux États-Unis, la réserve craintive de la construction par suite de la cherté de l'argent. Ajoutons-y la surproduction énorme et trop rapide des hauts-fourneaux et aciéries américains, qui, ne trouvant plus preneur chez eux aux prix élevés qui s'étaient établis entretemps, ébranlèrent le marché international en l'inondant de leurs produits.

L'évolution de la sidérurgie en Amérique mérite tout particulièrement de fixer notre attention. L'Amérique qui a augmenté rapidement sa production, cherchera d'abord à pénétrer sur le marché anglais, qui n'est pas suffisamment protégé par des tarifs douaniers. Le marché du Zollverein qu'une barrière de douane assez faible, mais suffisante pour les circonstances actuelles, protège contre la concurrence américaine, aura à lutter ensuite contre cette jeune et redoutable rivale.

Il serait osé de dresser un pronostic pour l'avenir. La puissance d'absorption est actuellement moindre que la puissance de production, quoique les besoins de la consommation soient plus réels qu'ils ne paraissent. Déprimés pendant un certain temps, le commerce reprendra de l'activité, la consommation se montrera plus hardie, la construction sortira de sa torpeur, et le capital, timoré en ce moment, quittera sa réserve pour féconder à nouveau les entreprises industrielles. Quand les guerres du Transvaal et de Chine seront terminées, les affaires reprendront probablement leur cours normal et une nouvelle ère de prospérité pourra s'ouvrir alors à la sidérurgie.

La crise qui s'est appesantie en ce moment sur elle, est une de ces révolutions économiques qui ne présente rien d'anormal et qui se résoudra régulièrement, paisiblement. Espérons que les nouveaux traités de commerce contribueront à faire disparaître les difficultés de l'heure présente.

Statistiques.

a) *Hauts-Fourneaux.*

	Année 1899.	Année 1900
Le nombre des fours en feu a été de	28	28
ayant marché semaines	1,406	1,382
La production se répartit ainsi :		
1 ^o fonte d'affinage	1. 137,362. ¹⁸²	T. 117,479. ⁷⁵²
2 ^o " Thomas	" 692,966. ¹⁰⁷	" 750,815. ⁰⁴⁵
3 ^o " de moulage	" 152,601. ⁵⁰⁰	" 101,853
divers	" "	" 737. ⁵⁰⁰
ensemble	1. 982,929. ⁷⁸⁹	T. 970,885. ²⁹⁷
représentant :		
1 ^o pour la fonte d'affinage	fr. 7,793,303	fr. 8,011,978
2 ^o " " Thomas	" 39,163,438	" 37,889,760
3 ^o " " moulage	" 8,781,576	" 8,281,737
divers	" "	" 50,703
soit une valeur totale de	fr. 55,740,319	fr. 74,234,178
Prix de la tonne	" 56.70	" 76.46
Consommation de mineraux	T. 3,254,114	T. 3,198,299
Nombre des ouvriers occupés	3,737	3,274
Population ouvrière (femmes et enfants)	8,899	9,131

Le tableau ci-après donne la progression qu'a suivie la valeur de la production de fonte depuis 1895 :

	Production	Valeur totale	Prix de la tonne.
1895	T. 694,813	fr. 32,471,540	fr. 46,30
1896	" 808,898	" 41,435,505	" 51,74
1897	" 872,457	" 49,317,477	" 56,53
1898	" 948,866	" 52,463,475	" 55,46
1899	" 982,929	" 55,740,319	" 56,70
1900	" 970,885	" 74,234,178	" 76,46

Comparaison entre la production du Grand-Duché et celle de l'Allemagne pour l'année 1899.)*

Nombré des ouvriers.	Production.	Valeur totale	Prix de la tonne.	Mineraux consommé
Allemagne	T. 32,597	fr. 514,103,750	fr. 71.80	T. 19,624,976
Luxembourg	3 737	" 982,929	" 56.70	" 3,254,114

* Les chiffres concernant l'Allemagne sont empruntés aux publications de l'Office impérial de statistique de Berlin.

b) *Fonderies.*

	Année 1899.	Année 1900.
Nombre des fonderies en marche	8	9
Production totale t.	11,154.²⁵⁷	t. 11,293.⁵¹⁰
Valeur de la production fr.	1,816,839	fr. 1,856,965
Prix de la tonne »	162 89	» 164 43
Nombre des ouvriers occupés	310	352
Population ouvrière (femmes et enfants) . .	721	890
Consommation de matières premières . . . t.	11,778.⁵⁰⁰	t. 11,978

Le tableau ci-après donne la progression qu'a suivie la valeur de la production des fonderies depuis 1895.

	Production.	Valeur totale.	Prix de la tonne.
1895 t.	8,747	fr. 1,317,975	fr. 150,67
1896 »	9,307	» 1,370,596	» 147,26
1897 »	9,874.⁹⁵⁰	» 1,370,888	» 139, »
1898 »	9,358.⁴³²	» 1,459,815	» 155,99
1899 »	11,154.²⁵⁷	» 1,816,839	» 162,89
1900 »	11,293.⁵¹⁰	» 1,856,965	» 164,43

c) *Aciéries.*

	Année 1899.	Année 1900.
Nombre des aciéries.	1	3
Production t.	166,206.⁷⁹⁸	t. 184,714.¹⁹¹
Valeur de la production totale fr.	18,719,511	fr. 24,469,184
Consommation de fonte de toute espèce . . . t.	222,685	t. 277,376
Nombre des ouvriers occupés	1,005	966
Population ouvrière (femmes et enfants) . . .		3,590

La production de 1900 se répartit ainsi :

a) demi-fabricats (blooms, billettes, platines, etc.)			
destinés à la vente t.	113,907.¹⁹¹	fr. 13,706,040	
b) produits finis, savoir :			
1 ^e rails et éclisses t.	21,339	fr. 3,200,850	
2 ^e traverses »	8,067	» 1,159,631	t. 68,807
3 ^e matériel roulant pour chemins de fer, roues, essieux etc. »	31,401	» 6,402,663	

Rappel de la production des Hauts-Fourneaux depuis 1868

Année	Tonnes	Nombre des Hauts- Fourneaux	Année	Tonnes	Nombre des Hauts- Fourneaux
1868	93,408	13	1885	419,610	21
1869	122,554	14	1886	400,644	21
1870	128,300	14	1887	492,038	21
1871	142,897	14	1888	523,776	20
1872	184,573	16	1889	561,733	21
1873	256,449	18	1890	558,912	21
1874	246,600	19	1891	544,994	21
1875	270,377	21	1892	586,515	22
1876	230,500	21	1893	558,289	23
1877	215,388	20	1894	679,816	23
1878	248,377	19	1895	694,813	23
1879	261,236	17	1896	898,000	25
1880	260,666	18	1897	872,457	27
1881	293,643	18	1898	945,866	28
1882	376,587	18	1899	982,929	28
1883	334,688	18	1900	970,883	28
1884	365,997	18			

se répartissant ainsi :

FONTE D'AFFINAGE.				FONTE DE MOULAGE.				FONTE THOMAS.			
Année	Tonnes	Année	Tonnes	Année	Tonnes	Année	Tonnes	Année	Tonnes	Année	Tonnes
1868	93,408	1885	201,702	1880	16,926	1881	29,219				
1869	122,554	1886	148,089	1881	29,133	1882	77,159				
1870	128,300	1887	196,184	1882	38,936	1883	78,855				
1871	142,897	1888	199,151	1883	49,406	1884	91,145				
1872	184,573	1889	198,033	1884	76,662	1885	108,237				
1873	256,449	1890	191,056	1885	109,680	1886	176,599				
1874	246,600	1891	124,233	1886	73,956	1887	220,232				
1875	270,377	1892	118,222	1887	73,622	1888	249,496				
1876	230,500	1893	122,679	1888	73,129	1889	279,118				
1877	215,388	1894	129,533	1889	84,582	1890	300,066				
1878	248,377	1895	94,282	1890	67,790	1891	321,078				
1879	261,236	1896	140,293	1891	99,683	1892	344,986				
1880	243,740	1897	118,950	1892	123,307	1893	348,242				
1881	235,263	1898	143,753	1893	87,367	1894	438,265				
1882	260,492	1899	152,601	1894	112,018	1895	458,912				
1883	206,726	1900	118,247	1895	141,618	1896	551,904				
1884	198,190			1896	116,699	1897	585,969				
				1897	165,454	1898	651,403				
				1898	150,711	1899	692,966				
				1899	137,362	1900	750,815				
				1900	101,853						

Rappel de la production des Fonderies depuis 1868.

Annee	Tonnes.	Annee.	Tonnes.
1868	1,200	1885	1,440
1869	1,011	1886	2,585
1870	1,141	1887	3,644
1871	1,536	1888	4,615
1872	1,615	1889	4,642
1873	1,413	1890	5,909
1874	1,310	1891	7,062
1875	1,341	1892	6,281
1876	1,370	1893	7,764
1877	1,269	1894	8,328
1878	1,394	1895	8,747
1879	1,205	1896	3,307
1880	1,701	1897	9,874
1881	1,579	1898	9,358
1882	1,726	1899	11,154
1883	1,827	1900	11,293
1884	1,670		

Rappel de la production des Aciéries depuis 1886.

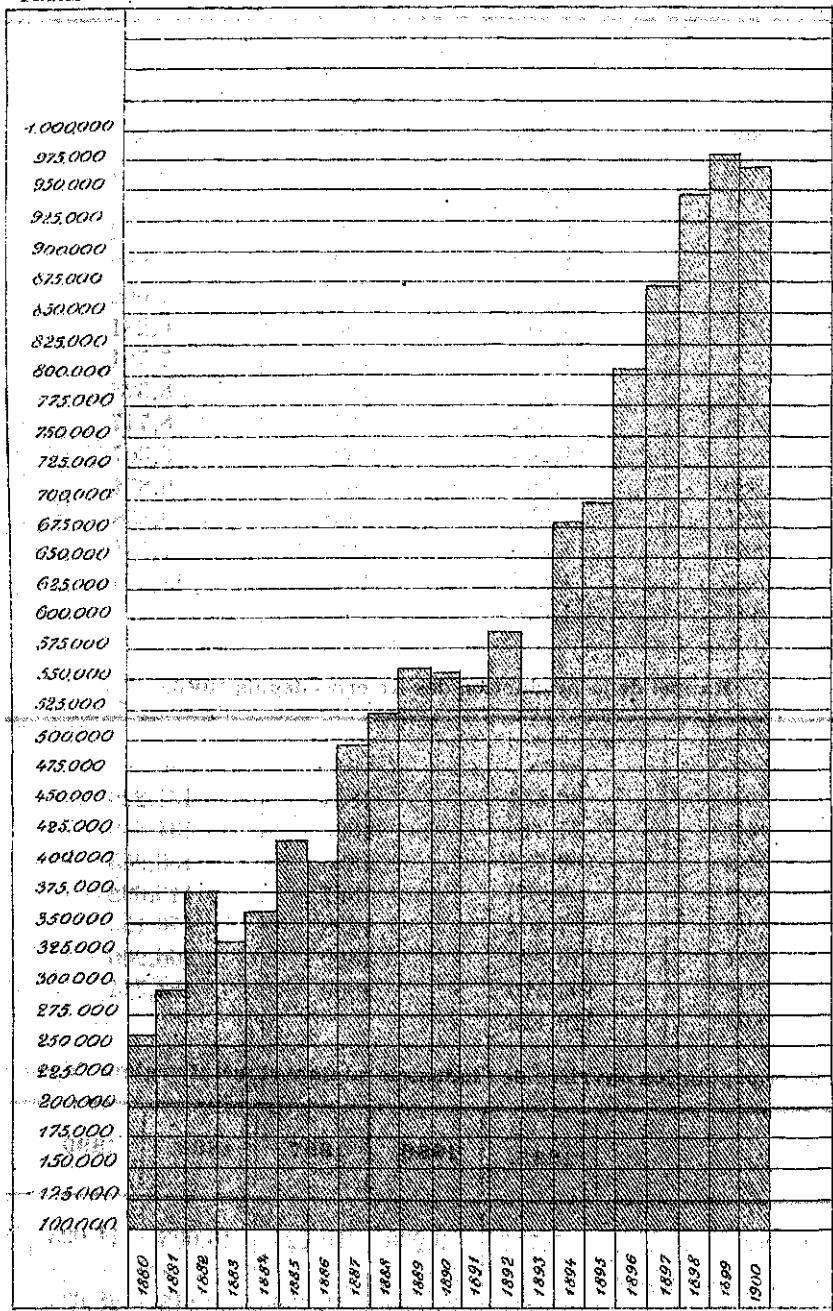
Annee.	Tonnes.	Annee.	Tonnes.
1886	20,554	1894	131,220
1887	57,346	1895	134,539
1888	69,739	1896	136,955
1889	97,900	1897	143,692
1890	97,462	1898	170,153
1891	110,920	1899	166,206
1892	103,310	1900	184,714
1893	129,123		

Mouvement de la population ouvrière de l'industrie minière et métallurgique depuis 1895.

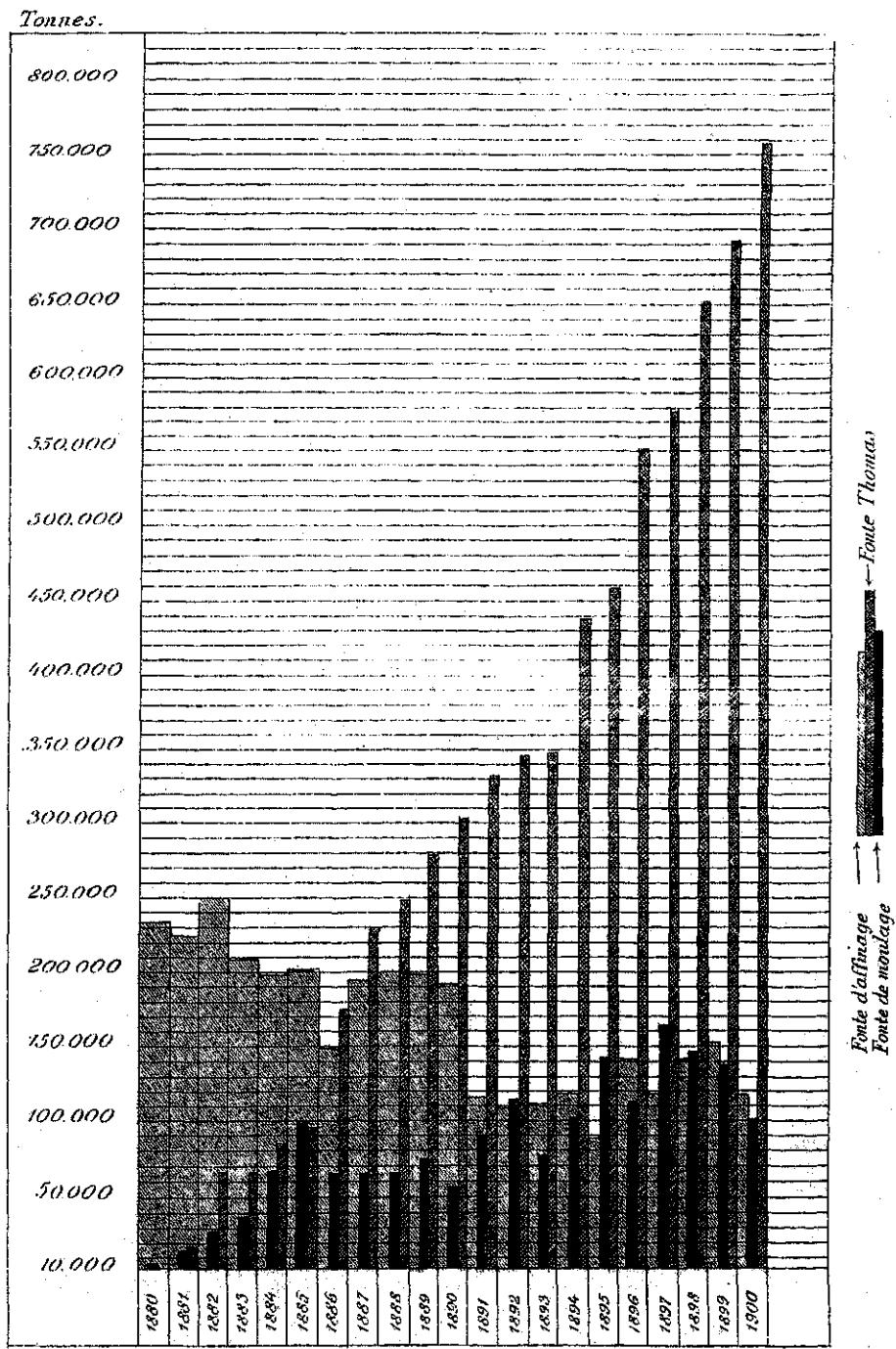
	1895.	1896	1897.	1898.	1899.	1900.
Nombre des ouvriers	7,757	9,238	10,224	10,603	11,095	10,799
Population ouvrière (femmes et enfants)	23,271	24,602	25,772	30,118	28,634	27,017

I. FONTE. — Total de la Production des Hauts-Fourneaux.

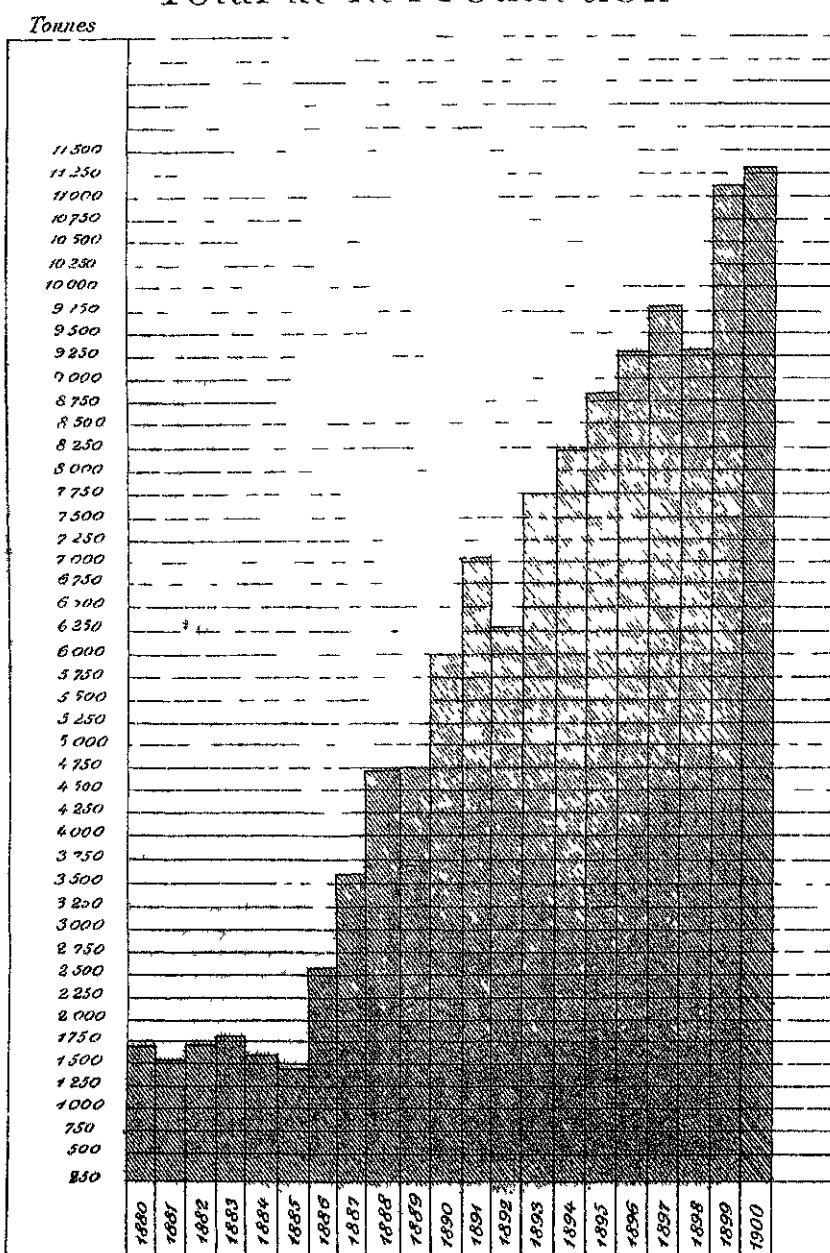
Tonnes.



II. PRODUCTION DE FONTE D'AFFINAGE DE MOULAGE & THOMAS

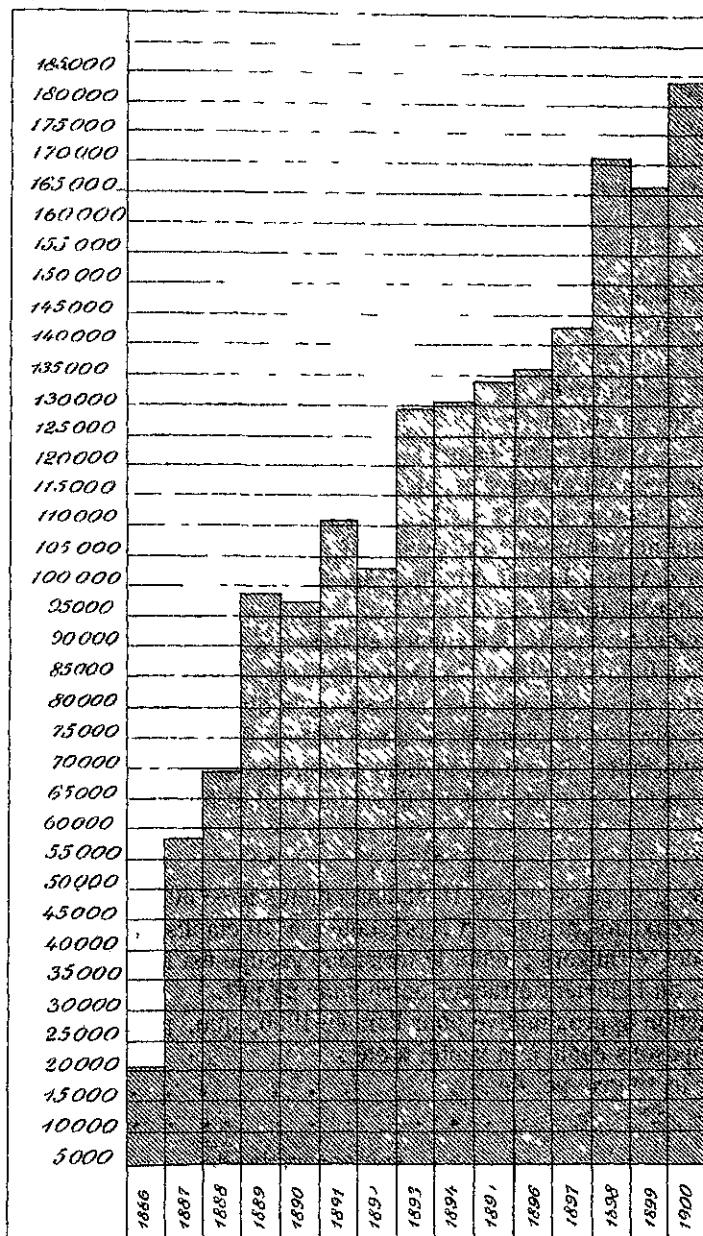


III. FONDERIES. Total de la Production



IV. PRODUCTION DE L'ACIER THOMAS.

Tonnes



Ateliers de construction.

Un aperçu de la situation des ateliers de construction, s'appuyant exclusivement sur les données de la statistique, serait difficile à établir, pour ne pas dire impossible. Ces industriels ne consentiraient pas à livrer au public des détails, même approximatifs, sur la production, la vente, les débouchés et les moyens de production de leur industrie, sur la perspective qui s'ouvre à elle, ainsi que sur l'extension dont elle est susceptible. Ils considèrent ces renseignements comme leur secret, qu'ils gardent avec un soin jaloux. La Chambre de commerce s'est donc bornée à leur demander une statistique des ouvriers qu'ils ont employés en 1900.

Pour l'intelligence du présent aperçu, nous diviserons les ateliers de construction en trois groupes, savoir :

1^{er} groupe — comprenant les grands ateliers qui occupent au-delà de 25 ouvriers, avec ou sans fonderie annexée, qui achètent les produits bruts qu'ils revendent transformés en fabricats destinés au commerce ;

2^e groupe — comprenant les petits ateliers qui présentent exactement le même genre de fabrication que ceux du premier groupe, mais qui occupent moins de 25 ouvriers ; enfin

3^e groupe — comprenant tous les ateliers sans distinction du nombre d'ouvriers qu'ils emploient et qui ne produisent que pour leur propre consommation, comme les ateliers des chemins de fer d'Alsace-Lorraine et du Prince-Henri, ainsi que ceux des hauts-fourneaux de Dudelange, Differdange, etc.

Ce groupement ne porte que sur les ateliers qui rangent parmi les industries proprement dites : ceux qui tiennent plutôt du métier n'entrent pas en ligne de compte. Par industries proprement dites nous désignons les ateliers où la division du travail est pratiquée : c'est-à-dire où chaque ouvrier ne participe à la production d'un fabricat que par l'exécution d'une partie, d'une spécialité. Parmi les métiers nous rangeons tous les ateliers où chaque ouvrier fabrique indistinctement toutes les parties d'un produit fini.

Le premier groupe embrasse 10 établissements avec 500 ouvriers, dont 20 pCt. sont des étrangers ; le deuxième groupe est représenté par 70 établissements avec 450 ouvriers, dont 10 pCt. sont des étrangers ; enfin le troisième groupe est formé par 11 établissements avec 1350 ouvriers, où l'élément étranger entre pour 24 pCt.

La production approximative pour l'année 1900, que, pour les besoins de notre estimation, nous supposons égale à la vente, a été :

pour le 1 ^{er} groupe, de	fr. 4,000,000
» 2 ^e »	» 2,500,000
soit ensemble, de	fr. 6,500,000

Dans ce chiffre d'affaires

la consommation étrangère participe pour	fr. 3,300,000
et la consommation intérieure, pour	» 3,200,000

De la part de la production qui n'entre pas dans la consommation du Grand-Duché, et qui s'élève à 3,300,000 fr., le Zollverein absorbe pour une valeur approximative de 1,710,000 fr. Le reste de notre exportation, qui s'élève à 1,590,000 fr., se répartit sur les autres États de l'Europe et les pays d'outre-mer.

Nous avons négligé à dessein, dans cette évaluation, la production du troisième groupe, ses fabricats n'entrant pas dans le commerce.

Comparée à 1899, l'année 1900 marque un recul considérable. Si la plupart de nos ateliers de construction n'avaient pas eu en portefeuille un stock important d'ordres que la surabondance de la demande de l'année précédente ne leur avait pas permis d'exécuter pendant cette période, la faiblesse générale de la situation du marché se serait fait sentir dès le début de l'année.

A cette époque, la prospérité sans exemple de l'industrie touchait à son point culminant. Le délice de la hausse avait entraîné les partisans les plus enracinés d'une marche d'affaires, à la fois saine et solide, à des imprudences. Même les conservateurs à outrance avaient cédé à l'emballage général. Les syndicats et le commerce de gros, conscients de la situation, jouaient au plus fin. Dès le printemps de l'année 1900, ils s'efforçaient d'engager les ateliers, auxquels sont annexés des fonderies, à faire incessamment leurs provisions de fonte brute, sous prétexte que, malgré tous les efforts réalisés, la demande dépasserait de beaucoup l'offre et que les consommateurs risqueraient d'être pris au dépourvu, si — ce qu'ils annonçaient comme inévitable — le marché des fontes brutes se rétrécissait. Ils y ajoutaient la perspective d'une hausse constante des prix. Nos ateliers de construction — presque sans exception — se laissaient prendre à ces manœuvres et firent ample provision de fonte brute pour les années 1900 et 1901.

Vers la seconde moitié d'avril un désarroi subit se manifesta, lorsque la concurrence américaine se dressait redoutable à l'horizon et menaçait de paralyser le marché sidérurgique de la vieille Europe. Mais cette menace aurait pu difficilement produire ce frisson subit de découragement, qui secouait notre marché, si des doutes latents sur la continuation d'une situation trop brillante n'avaient germé et ne s'étaient développés à la faveur même de cette situation exceptionnelle. La consommation, à cette époque, avait déjà donné des signes infaillibles de sursaturation. La gestation de la crise se terminait. Conscientes d'un recul prochain, la spéculation et la Bourse avaient hâte de presser la dernière goutte du fruit qui se desséchait. Il suffisait d'une alerte venue d'Amérique pour précipiter la dégringolade des prix.

Les troubles en Chine et la guerre du Transvaal ont certainement contribué à paralyser la marche des affaires ; on aurait tort cependant de leur attribuer une influence décisive, comme d'aucuns l'ont fait.

A en juger par les informations qui sont parvenues à la Chambre de commerce, la hausse du charbon n'a pas eu un effet particulièrement sensible sur nos ateliers de construction. La rareté du combustible n'a formé l'objet d'aucune plainte bien grave.

Nous ferons remarquer encore que les stocks en magasin qu'a laissés l'année 1900, ont été plus considérables qu'à l'ordinaire par suite de l'engorgement du marché. Pour beaucoup

de nos ateliers, la perte résultant de la baisse des prix sur ces stocks en magasin aura été assez forte. Les établissements, auxquels sont annexés des fonderies, ont fait, par dessus le marché, des achats considérables de fonte brute, dépassant généralement leurs besoins, à des conditions très onéreuses. Jamais, les conditions dans lesquelles travaillent nos ateliers de construction n'ont été plus défavorables, d'autant plus qu'ils ont à lutter encore contre une dépression générale des affaires.

Les salaires dans nos ateliers de construction sont en moyenne :

pour les serruriers, de	fr. 4.25
» forgerons »	» 5.—
» tourneurs »	» 4.50
» menuisiers »	» 4.—
» mouleurs »	» 5.—
» hommes de peine, de	» 2.90

et s'entendent d'une journée de travail de 11 heures. Les travaux à la pièce ou à forfait donnent des journées supérieures de 25 p.c.t. à celles qui précèdent.

Pendant les douze dernières années, c'est-à-dire depuis que l'essor continu des affaires, secondé par des années excellentes pour l'agriculture, s'est accentué, le récrutement des ouvriers pour les ateliers de construction présentait de grandes difficultés, demandait même des sacrifices d'argent assez considérables. La grande industrie, en poursuivant son développement extraordinaire, manquait de main-d'œuvre apprise, qu'elle eulevit invariablement à la petite industrie. Rares sont les ateliers qui n'ont pas été contraints d'abandonner à la grande industrie les meilleurs ouvriers qu'ils avaient formés eux-mêmes.

L'attrance que la grande industrie exerçait, et exerce encore, sur notre population ouvrière, est curieuse à constater. Elle s'explique difficilement par le léger écart de salaire, car le prix de la vie dans les grands centres industriels a subi une plus-value correspondante à celle des bénéfices du travail. La perspective d'une vie plus libre, plus mouvementée et moins rangée probablement, est pour beaucoup dans l'exode de ces déracinés vers les centres industriels.

Un grand obstacle à la formation de nos jeunes ouvriers et artisans réside dans l'absence complète d'une législation réglant l'apprentissage dans le Grand-Duché. L'arbitraire y règne en maître souverain. Des contrats d'apprentissage écrits, définissant nettement les droits et les devoirs des patrons et ouvriers, n'existent pas chez nous. Les conditions sont débattues et arrêtées verbalement dans la plupart des cas et aucune des deux parties contractantes ne se considère comme sérieusement liée par cette convention verbale.

L'apprentissage est peu sérieux comme le contrat qui le règle. Le patron, — sauf quelques exceptions aussi honorables que rares, — cherche généralement à retirer le plus de profit possible du jeune homme qui lui est confié, sans se soucier autrement de ses progrès. Au lieu d'agir en père de famille et de faire son éducation morale aussi bien que professionnelle, il exploite sa force musculaire. Du côté de l'apprenti et de ses parents nous observons une liberté sans règle, de la licence même. Ceux-ci interprètent leurs devoirs de la même manière que le patron : peu leur importe que l'apprentissage soit sérieux ou non, pourvu

qu'il leur rapporte. Exploité par ses parents et par son patron, l'apprenti pousse en sauvageon. Il quittera son patron quand bon lui semble, sans congé d'acquit ; il rompra purement et simplement son contrat d'apprentissage pour entrer quelque part comme compagnon ou ouvrier.

Il est donc urgent d'entourer l'apprentissage de certaines garanties. Les pays voisins nous ont devancé dans cette voie. En Allemagne, où florissent déjà des écoles professionnelles obligatoires pour artisans, on s'occupe activement de la réorganisation de l'apprentissage du métier. On a créé des Chambres d'artisans qui ne s'occupent pas seulement de la direction de l'apprentissage, mais aussi de la situation des compagnons et des patrons. Chose curieuse et qui prouve que nos institutions sociales ne sont qu'un éternel recommencement : pour réformer l'apprentissage du métier on a retiré de la poussière séculaire du moyen-âge les épreuves que demandaient les corporations aux apprentis avant de les recevoir maîtres. Cet exemple est à méditer.

Fabrication de lits et meubles en fer.

La production de la maison *Berl & C°*, de Luxembourg-gare, s'est élevée, en 1900, à 800 tonnes de lits et meubles en fer. Cette production a été placée en majeure partie dans les pays du Zollverein. Alors que l'établissement a vu augmenter sa fabrication pendant le premier semestre, il a enregistré une diminution pour le second semestre de l'année. La cause de ce ralentissement dans la fabrication vers la fin de l'année doit être cherchée dans la crise générale qui commençait à s'appesantir alors sur l'industrie du fer.

Cette maison occupe 100 ouvriers de tout âge, dont 93 sont Luxembourgeois. Aucune variation sensible ne s'est produite dans le prix de la main-d'œuvre.

Fabrication de coffres-forts.

La fabrique de coffres-forts et de cuisinières économiques *Jos. Bodeving*, à Luxembourg-gare, nous signale une légère diminution dans sa fabrication pour l'année 1900, en même temps qu'une hausse des prix de production et de vente. Ce ralentissement, sans importance d'ailleurs, est dû à la crise qui affecte plus ou moins toutes les industries qui se rattachent à la métallurgie. Le placement de sa production s'est fait couramment, laissant des soldes peu considérables.

Cette maison fournit un travail régulier à 15 ouvriers, tous Luxembourgeois. Sa production est estimée à 100 tonnes d'articles de fonte, principalement des coffres-forts, système Bodeving, et des cuisinières économiques.

Industrie du bâtiment.

Un ralentissement sensible se fait remarquer dans l'activité fébrile qui régnait dans le bâtiment sur le territoire proprement dit de la ville de Luxembourg. On peut en juger par le recul que marquent les recettes de l'octroi sur les matériaux de construction : de 33,671 fr. qu'elles étaient en 1899, elles sont descendues à 30,776 fr. en 1900. Ce recul de 2,895 fr.

porte presque exclusivement sur le territoire proprement dit de la ville. Le nombre des nouvelles maisons construites en 1900 varie entre 10 et 15.

Sur le territoire du Limpertsberg le bâtiment continue sa marche prospère, et l'on peut évaluer de 15 à 20 le nombre des maisons qui s'y construisent par an. Il faut en chercher la cause dans ce fait qu'on y construit de préférence de modestes habitations pour employés dans les prix doux. Deux circonstances déterminent la modicité du prix de revient des constructions sur le Limpertsberg : d'abord les places à bâtrir n'atteignent que la moitié des prix des terrains domaniaux ; les frais de construction sont moindres ensuite, car l'administration des travaux publics y adoucit ses exigences au point de vue architectural. On y élève d'assez belles maisons familiales dans les prix de 10,000 à 12,000 fr., et des habitations pour deux familles, dans ceux de 14,000 à 16,000 fr., les places à bâtrir comprises, alors que sur les terrains domaniaux de la ville une maison familiale ne saurait être construite au-dessous de 20,000 à 25,000 fr., et une habitation pour deux familles, au-dessous de 25,000 à 30,000 fr.

Dans la banlieue, à Hollerich et à Bonnevoie, le bâtiment a les coudées franches : il se développe à son aise. Là, aucun ralentissement n'apparaît. Les petites maisons proprettes, avec un doigt de prétention architecturale, s'y multiplient et nous n'exagérons pas en évaluant de 30 à 40 le nombre des maisons construites dans ces deux localités pendant l'année dernière. Parmi les nombreuses constructions qui ont été élevées à Hollerich, aux alentours de la nouvelle aciéries et sur le Feldchen, et à Bonnevoie, sur la Bongeschgewann et sur les vastes terrains de l'ancienne ganterie en particulier, les maisons privées et les habitations pour employés forment la grande majorité. Très peu de maisons de commerce ont été bâties sur le territoire de ces deux localités. Le coût de ces constructions, place à bâtrir comprise, s'élève pour les maisons familiales de 8,000 à 10,000 fr., pour les habitations pour deux familles ou pour celles qui se prêtent au commerce, de 12,000 à 15,000 fr.

Dans le bassin minier l'activité prodigieuse de ces temps derniers s'est continuée durant l'année 1900. On peut dire que le mouvement qui régnait dans l'industrie du bâtiment, a été double, voire triple de celui que nous avons remarqué à Luxembourg et dans les environs. À Esch, Differdange et Rumelange surtout on a construit, ces deux années dernières, un nombre considérable d'habitations particulières et de maisons de commerce. Le nombre des « casernes » de rapport n'a guère augmenté pourtant, ces constructions jouissant d'une certaine défaveur, largement méritée d'ailleurs.

C'est en particulier le nombre des habitations pour ménages ouvriers qui a pris un développement énorme à travers cette région trop brusquement industrialisée, où la crise du logement était vivement ressentie par la population ouvrière qui allait toujours augmentant. Rien qu'à Differdange et à Obercorn, la Société des Hauts-Fourneaux de Differdange-Dannebaum a fait construire au-delà de 100 habitations ouvrières. Partout ailleurs dans le bassin minier où se manifestait un manque de logements, à Rodange, Dudelange, Esch et Rumelange, les sociétés des hauts-fourneaux ont cherché à parer à cette situation par la construction de véritables quartiers ouvriers.

Le prix de revient des constructions est, en moyenne, de 10 à 15 pCt. plus élevé dans le bassin minier que dans la région de Luxembourg, à cause de la cherté de la main-d'œuvre et des matériaux de construction. Les loyers répercutent forcément cette situation. Pour les habitations soigneusement construites, les loyers représentent, dans le bassin minier,

6 à 8 pCt. du capital, et pour les maisons plaquées à la hâte sans souci de la solidité et de l'hygiène, et dont l'usure est plus rapide, ils atteignent jusqu'à 10 et même 14 pCt. du capital. Le minimum du rapport dans cette région dépasse donc, en général, le maximum de Luxembourg et banlieue, où ce rapport oscille entre 5 et 6 pCt du prix de revient.

Au point de vue du confort, de l'hygiène et de la salubrité des habitations nouvellement construites, la ville de Luxembourg occupe une place très honorable : toutes ces habitations témoignent d'un bien-être croissant ainsi que d'une conception très moderne des conditions hygiéniques. La banlieue s'efforce de suivre, sous ce rapport, l'exemple de la capitale. Dans le bassin minier l'hygiène des habitations a fait un énorme pas en avant, mais il lui reste encore un certain chemin à faire.

Parmi les industries et métiers tributaires du bâtiment, il y en a quelques-uns qui suivent son développement de bien près. Divers métiers cependant, qui, ailleurs, se sont industrialisés rapidement dans les grands autres, restent fidèles à la tradition. La charpenterie, la menuiserie, la serrurerie et la ferronnerie principalement ont délaissé l'étroit domaine du métier et sont représentées aujourd'hui par un certain nombre de firmes très importantes, véritables industries qui tiennent leur place dans l'économie du pays.

Le nouveau pont à Luxembourg.

Dans le courant de l'année 1900 ont été exécutées les fondations du nouveau pont qui doit relier la ville de Luxembourg à la gare centrale. Cet ouvrage constitue la manifestation la plus imposante de l'industrie de la construction que le Grand-Duché ait vu éclore, et, en même temps, réalise une des conceptions des plus grandioses que puisse produire le progrès dans l'art de l'ingénieur.

Se rapprocher de la gare centrale formait, depuis de longues années, une des aspirations d'avenir de la ville de Luxembourg, qui est trop éloignée de ses moyens de communications. L'emplacement actuel de la gare, en dehors des fortifications, avait été imposé par des raisons stratégiques. Après 1867, les fortifications disparaissaient petit à petit, mais la gare restait et, avec les années, tout un quartier essentiellement commerçant se construisait à ses abords. On redoutait alors un déplacement du centre des affaires, préjudiciable à l'ancienne ville, et l'on envisageait vaguement la question de la construction d'une gare à l'intérieur de la ville. Cette solution fut bientôt reconnue comme peu pratique et la création d'une nouvelle communication plus directe avec la gare se présentait comme la seule solution réalisable.

Entretemps la passerelle devenait insuffisante au trafic, et comme la construction du nouveau chemin de fer secondaire Luxembourg-Echternach nécessitait un pont sur la vallée de la Pétrusse, la construction du nouveau pont, dans sa forme définitive, fut décidée.

L'idée d'un second viaduc n'était pas neuve d'ailleurs : elle remontait à une vingtaine d'années. Nous la rencontrons dans un projet qui a été présenté vers cette époque au Gouvernement par l'administration des Travaux publics. Reprise ces années dernières, elle a abouti à un projet définitif d'une hardiesse incomparable.

Le nouveau pont, qui sera construit exclusivement en pierres du pays, enjambera la

vallée de la Pétrusse d'un seul jet. Il comporte une arche principale de 84 m d'ouverture qui laisse derrière elle les constructions les plus hardies de ce genre, car le pont de Cabin John (Etats-Unis), qu'on citait premier jusqu'à présent, n'a qu'une ouverture de 67 m 10, et le pont de Lavaur (France), qu'on citait second, n'arrive qu'à 61 m 50.

Cet ouvrage grandiose se composera de deux ponts jumeaux, écartés de 6 m, qui seront reliés par une dalle de béton armé, système assez remarquable et inusité pour les grands ouvrages exécutés jusqu'à ce jour. La largeur totale du pont entre les parapets sera de 16 m, c'est-à-dire le double du viaduc qui relie actuellement la ville à la gare.

Pour éléver une construction aussi importante et téméraire, il fallait procéder avec un soin extrême au choix des matériaux présentant les résistances nécessaires. Heureusement, le Grand-Duché offre à profusion d'excellents matériaux de construction. Les carrières de Gilsdorf fournissent les pierres de taille pour la grande voûte. Ernzen, Larochette et Dillingen concourent pour les pierres de taille employées en dehors de la grande voûte. Les moellons ordinaires sont tirés des carrières de l'Etat, à Verlorenkost, qui occupent une moyenne de 20 ouvriers. Pour la composition du mortier on se sert de ciment de provenance française et de laitier granulé de Dommeldange.

La consommation totale en matériaux est évaluée comme suit.

1^e Mâconnerie :

en pierres de Gilsdorf.	3,000 m ³	
» » d'Ernzen	1,800 »	
» » de Dillingen	1,200 »	
en moellons de Verlorenkost	<u>16,000 »</u>	
	ensemble.	22,000 m ³
2^e Bois : pont de service et cintre	800 m³	
3^e Métaux : fer, zinc, cables	45 tonnes.	

Les préparatifs, installation des chantiers et terrassements, ont été commencés en décembre 1899 et poussés activement. Le 14 juillet 1900, la première pierre fut posée solennellement par S. A. R. le Grand-Duc Adolphe, en présence des membres du Gouvernement, ainsi que d'une population enthousiaste.

Pendant la même campagne les cintres ont été montés et les fondations des quatre culées pour les grandes arches ont été achevées à fleur de terre. On a occupé à ces travaux une centaine d'ouvriers, des Français et des Italiens en majeure partie, à cause de la rareté de la main d'œuvre indigène.

Comme les vraies campagnes de production, il faut désigner cependant les années 1901 et 1902 où les chantiers de construction battront leur plein, les travaux préparatoires étant terminés. L'ouvrage sera achevé vers la fin de l'année 1902, de sorte qu'il pourra être livré à la circulation au printemps de l'année 1903.

Le coût total de la construction est évalué à 1,400,000 fr. À la fin de l'exercice 1900, les dépenses effectuées se sont élevées à 400,000 fr. Les moyens de dépense sont fournis exclusivement par l'Etat et prélevés sur les crédits spéciaux affectés à la construction des chemins de fer vicinaux.

Carrières.

Aucun ralentissement ne s'est fait sentir dans l'exploitation des carrières, quoique différentes causes aient déterminé une augmentation des prix de revient. On nous signale une vente courante, facile. Certains exploitants de carrières désireraient une protection plus efficace dans le pays même, protection spontanée que l'initiative privée leur accorderait.

La pénurie d'ouvriers que nous avons signalée dans notre précédent rapport et que les beaux salaires expliquent difficilement, s'est continuée en 1900 et a empêché l'exploitation des carrières de prendre le développement qu'elle comporte. L'écart qui s'est creusé entre l'offre et la demande, a fait hausser considérablement le prix de la main-d'œuvre.

Pour un certain nombre de nos carrières, les difficultés de transport forment une gêne permanente. Une importante maison exprime, à ce sujet, les voeux suivants :

1^o Il serait équitable que les chemins de fer d'Alsace-Lorraine accordassent un tarif direct aux provenances de pierres brutes des carrières de la Sûre ;

2^o Le raccordement de Grundhof aux carrières de Beaufort et de Reisdorf devrait être déclaré d'utilité publique, le Prince-Henri s'offrant à le construire sans indemnité ;

3^o Le projet de prolongement du chemin de fer secondaire Kruchten-Larochette devrait être pris en sérieuse considération.

Ardoisières.

De *Haut-Martelange* on nous signale une diminution de la production allant jusqu'à 20 pCt. La vente avait peu d'activité et, malgré la diminution de la production, les stocks ont été plus considérables qu'en 1899. De sérieuses difficultés s'opposent à l'écoulement des ardoises à l'intérieur même du pays par suite des tarifs exceptionnellement élevés des chemins de fer cantonaux. Le prix de transport de Martelange à Nœrdange revient à 4,35 fr. par tonne, alors que, sur les chemins de fer secondaires allemands, le prix de transport s'élève, en Saxe, p. ex., à 1,50 Mark.

en Bavière » à 2,20 »

C'est donc à un obstacle, comparable à une véritable barrière de douane, que cette industrie se heurte dans le pays même, car ces tarifs exceptionnels pèsent également sur les arrivages de charbon. Cette situation défavorable a été aggravée, en 1900, par la circonstance que la consommation allemande se montrait très réservée par suite d'un ralentissement dans le bâtiment.

La main-d'œuvre est toujours rare et suffit à peine à la demande des exploitants. Cette pénurie d'ouvriers disparaîtra probablement après la construction de la ligne Kœtschette-Grosbous, qui permettra à la population échelonnée le long de son tracé d'aller travailler aux ardoisières. Une grève avait éclaté dans le courant de l'année parmi les ouvriers de la maison Rother frères. Elle avait été provoquée par la décision prise par cette maison d'introduire dans les comptes le système usité généralement dans les ardoisières en France, en Belgique et en Allemagne.

A *Perlé* l'extraction a augmenté, mais les prix obtenus ont été moins rémunérateurs et la vente plus difficile. Les débouchés de l'intérieur, nous écrit-on de cette localité, nous sont presque fermés. La concurrence belge, d'un côté, qui travaille dans des conditions plus favo-

rables que les ardoisières luxembourgeoises s'est accentuée par ces temps de crise ; d'un autre côté, notre industrie trouve une gène continue dans l'élévation des tarifs appliqués aux ardoises par les chemins de fer cantonaux. On espère que la nouvelle ligne Kœtschette-Grosbous apportera une amélioration dans cette situation en rapprochant les ardoisières du centre du pays.

Briqueterie.

La briqueterie traverse depuis quelques années une période de prospérité incontestable. Grâce à la demande active de l'industrie du bâtiment, sa production trouve des stimulants énergiques en même temps qu'un débouché large et rémunératrice. L'année 1900 marque cependant un léger recul.

La production de nos briqueteries peut être évaluée comme suit :

1^o à 4 1/2 millions de briques faites à la machine, se répartissant ainsi sur les principaux centres de production :

2 millions à Bettembourg,
1 1/2 million à Diekirch,
1/2 » à Mersch, et
1/2 » à Echternach

auxquelles il faut ajouter 1/2 million de tuiles pour toitures ;

2^o à 12 millions de briques des champs fabriquées à Luxembourg, Mersch et dans le bassin minier.

La briqueterie luxembourgeoise se plaint de la concurrence acharnée que lui font les fabriques allemandes. Dans les principaux centres et dans presque toutes les gares de quelque importance il a été établi des dépôts de briques étrangères, dont les prix sont tenus aussi hauts que ceux des briques indigènes, mais qui offrent souvent au consommateur l'avantage d'être à sa portée immédiate.

Notre tuilerie ne parvient que difficilement à élargir ses débouchés très restreints. L'ardoise, l'aristocratique rivale de la tuile pour la couverture des toits, reste toujours en faveur.

Industrie des ciments.

L'industrie des ciments est représentée, dans le Grand-Duché, par les trois établissements de Dommeldange, de Rumelange et de Hollerich.

A Dommeldange on fabrique exclusivement du *ciment Portland*. La production de cette usine, qui occupe une centaine d'ouvriers, est de 8 et 10 wagons par jour, soit 80.000 à 100.000 kg.

L'usine de Rumelange ne fabrique que du *ciment laitier*. Comme elle a ralenti sa fabrication pendant le dernier semestre de l'année, sa production, qui est de deux wagons par jour, n'a pu donner son plein, et ne représente qu'une moyenne de 10.000 kg. Elle occupe une vingtaine d'ouvriers.

La succursale de la maison Ways et Freytag, de Hollerich (*Ciment armé*), renseigne une

légère augmentation de sa production pour l'année 1900, en même temps qu'une hausse des matières premières. Elle a occupé, suivant ses besoins et suivant la saison, 50 à 100 ouvriers à ses entreprises de travaux en ciment, comme tuyaux, citernes, etc., ainsi qu'à ses constructions en ciment armé, comme ponts, escaliers, fondations de machines, etc.

Faiencerie.

La marche générale de la faïencerie n'a subi aucun changement notable en 1900. Le personnel employé à la fabrication des faïences et des carreaux de revêtement s'est maintenu à 250 personnes.

Les transports par chemin de fer ont atteint les chiffres suivants :

a) Matières diverses arrivées	2,292,000 kg.
b) Houille	3,780,000 »
Produits expédiés :	1,021,800 kg.

Tannerie.

Cette industrie était représentée en 1900 par 75 établissements qui ont produit un total de 137,000 cuirs, soit 45,000 cuirs forts, 67,000 cuirs du Nord et lissés tant en bandes qu'en croupons, 25,000 croupons en courroies et 322,000 kg. de dépouilles, empeigne, etc., représentant une valeur approximative de 6,280,000 fr. Dans cette production, Wiltz figure pour 97,000, Mersch pour 15,000, et le reste du pays, pour 21,000 cuirs. Les fabriques à tannage rapide renseignent une augmentation de leur production.

Pendant la même période, les 75 tanneries luxembourgeoises ont employé :

3,250,000 kg. d'écorces de chêne,
 560,000 » de bois de Quebracho,
 1,280 fûts d'extrait de chêne, et
 1,000 » d'autres extraits tanniques.

Malgré la surabondance des écorces de chêne qui règne actuellement sur notre marché, une certaine quantité de grosses écorces de chêne (balivaux) nécessaires pour divers usages dans la tannerie a été tirée de l'étranger, puisque, par suite du système d'exploitation de nos forêts et de nos haies à écorce, cette qualité nous fait complètement défaut.

A l'exception des écorces de chêne, toutes les matières premières qu'emploie la tannerie ont subi une hausse assez sensible en 1900. D'autre part, la rareté du charbon qui a fait souffrir d'autres industries, n'a guère affecté la tannerie, car il n'y a encore que trois établissements qui emploient constamment des chaudières à vapeur.

L'industrie du cuir occupe actuellement 480 ouvriers. La durée moyenne de la journée d'un ouvrier tanneur est de 11 heures. Les salaires varient entre 2 fr. 25 et 4 fr. Quelques nouvelles tanneries ont été forcées de former elles-mêmes leurs ouvriers.

La vente des produits de la tannerie s'est effectuée à peu près dans les mêmes conditions qu'en 1899. Il y a toujours disproportion entre les prix des matières premières et ceux du cuir fabriqué. Le cuir fort, tanné à l'ancien système, est de plus en plus négligé par la consommation qui favorise le cuir du Nord et le lissé.

Écorces à tan.

La récolte de 1899 — environ 190,000 bottes à 25 kg. — restait invendue au commencement de 1900. Ce n'est qu'au printemps, vers le mois de mars, qu'une grande fabrique de cuirs de l'Allemagne du Sud a acheté une partie de ces écorces au prix de fr. 2,55 pour la I^e, et de fr. 2,25, pour la II^e qualité. Ces achats ont mis les différents amateurs en mouvement et en quelques semaines toute la récolte, sauf 30,000 bottes, était vendue.

La récolte de 1900 a eu lieu par un temps favorable ; la rentrée s'est bien faite et la qualité des écorces était très bonne. On a écorcé environ 170,000 bottes ; avec les 30,000 bottes invendues de la récolte de 1899 nous arrivons à un stock de 200,000 bottes.

Après les ventes faites au printemps de l'année 1900, la demande a été pour ainsi dire nulle : environ 20,000 bottes ont été vendues en majeure partie à des tanneurs du pays même à raison de fr. 2,50 à 2,60 pour la I^e, et de fr. 2,25, pour la II^e qualité. A la fin de l'année 1900, la vente ne se relevait toujours pas, et il est à présumer que les propriétaires seront obligés à faire de nouvelles concessions.

Ganterie.

L'année 1900 n'a point été favorable à l'industrie gantière luxembourgeoise.

D'un côté, l'Amérique, par ses droits pour ainsi dire prohibitifs, a considérablement limité l'importation des gauts de peau. Puis, l'élection présidentielle aux États-Unis pesait lourdement aussi sur les affaires et, déjà des mois à l'avance, exerçait son influence fâcheuse, sans réaliser, plus tard, l'espoir d'une amélioration à laquelle on s'attendait.

Du côté de l'Angleterre, qui forme encore un débouché très important pour notre industrie gantière, la situation, au lieu de s'éclaircir, est restée déplorable. La guerre du Transvaal et les troubles en Chine avaient paralysé le marché, et les chaleurs excessives de l'été dernier aidant, la consommation de gants de peau a subi une diminution considérable. Conséquence inévitable : d'importants stocks de gants sont restés en magasin.

C'est dans ce moment de stagnation du marché anglais que la plupart des fabricants allemands, qui autrefois livraient en Amérique, se rabattaient à leur tour sur la Grande-Bretagne. Toute proportion entre l'offre et la demande se trouvait aussitôt détruite. Pour pouvoir maintenir la production à niveau, il fallait faire des concessions et chercher, au prix de grands sacrifices, de nouveaux débouchés.

Au commencement du printemps, la matière première, c'est-à-dire les peaux, avaient subi une hausse sensible qui cessait dans la suite pour faire place à une baisse causée par le ralentissement de la demande. Une circonstance qui crée des difficultés incessantes à la ganterie, c'est l'augmentation du prix de toutes les matières premières et, en général, de tous les articles qui entrent dans sa fabrication, sans que cette augmentation soit compensée par une hausse parallèle sur les gants fabriqués.

La production a été la même que celle de l'année précédente : elle peut être estimée à 65,000 douzaines de paires de gants. Ce n'est qu'au prix des plus grands efforts qu'elle a pu être maintenue à ce niveau.

Aucune variation n'est à signaler pour 1900, dans le nombre des ouvriers et le prix de la main-d'œuvre. Cette industrie emploie un nombre considérable de femmes qui font chez

elles la couture et la broderie des gants ; d'autres, moins nombreuses, qui s'occupent du dressage des gants ; d'autres enfin, à divers travaux accessoires qui sont exécutés dans les mêmes conditions. A tous ces travaux la ganterie occupe environ 800 ouvrières travaillant à la maison dans les diverses localités du pays.

Industrie textile.

L'industrie textile comprend six firmes dans le Grand-Duché, qui sont établies dans les localités suivantes : Pulfermühle, Schleifmühle, Laroquette, Wiltz, Oberpallen et Platen, et occupent 850 ouvriers ensemble. Sa production, pour l'année 1900, peut être évaluée comme suit :

a) Draperie	fr. 1,640,000
b) Bonneterie.	» 680,000
c) Tissus coton et mi-laine . .	» 500,000
soit ensemble . . .	fr. 2,820,000

En général, la campagne de 1900 n'a guère été brillante pour cette industrie. La note caractéristique a été : hausse énorme sur presque toutes les matières premières, d'où augmentation considérable du prix de revient de la fabrication, qui n'a pas été compensée cependant par une augmentation simultanée des prix de vente.

La Société anonyme des Draperies luxembourgeoises, de Schleifmühl, nous mande à ce sujet :

Comparés à 1899, les prix des laines ont haussé de 50 à 60 pCt.; ceux des cotons sont encore, à l'heure qu'il est (février), de 30 à 40 pCt. plus élevés que pendant la campagne précédente. Le fait qu'il y a toujours sur le marché actuel de fortes quantités de laines de l'ancienne tonte, porte à croire que les variations dans les prix de la laine sont dues à la spéculation. A l'endroit des cotons on ne saurait se prononcer en parfaite connaissance de cause, mais il paraît qu'il y a effectivement un manque de récolte, dont la spéculation a profité pour hausser le marché.

La fabrication s'est ralentie par suite des fluctuations dans les prix de la matière première ; elle a atteint, en draperie : 1,340,000 fr., et en bonneterie, 580,000 fr. Ajoutons que la hausse survenue dans les prix du charbon a causé, en draperie, une augmentation de 14 centimes par mètre sur le prix de revient.

Pour la draperie, les différents États du Zollverein forment le débouché principal de la production luxembourgeoise, tandis que la Belgique, les Pays-Bas, la Suède, la Norvège, quelques pays de l'Orient et l'Amérique du Sud n'arrivent qu'en seconde ligne. L'article « bonneterie » s'écoule surtout en Allemagne. La Belgique et l'Angleterre participent à cette vente, la première pour 5, et la dernière, pour 18 pCt. Les droits de douane s'opposent à l'exportation de nos produits en France et dans l'Amérique du Nord.

La Manufacture de Laroquette, tout en renseignant une augmentation de sa fabrication, nous signale une situation générale défavorable pour l'industrie textile. Les laines, le charbon et les graisses ont subi une hausse inusitée et les prix de production s'en sont vivement ressentis. Il restait passablement de soldes en articles d'hiver. Vers le mois de décembre, un ralentissement s'imposait dans la fabrication, la saison d'hiver s'étant présentée très mauvaise.

La production de la maison Jos. Glesener, de Wiltz, a été quantitativement la même

qu'en 1899, mais cette maison nous fait observer que la hausse de toutes les matières premières a bouleversé les conditions de production. Au commencement de l'année les laines ont été à des prix exorbitants dus à l'extravagance des marchés à terme, et ce n'est que pendant le 2^e semestre de l'année que les cours ont fléchi. Par contre, au moment de la baisse des laines, les cotons ont subi une hausse subite d'environ 40 pCt., qui se maintient encore actuellement sans qu'on puisse prévoir aucun changement. Quoique les affaires aient été fort difficiles vers la fin de l'année, il n'est pas resté de soldes importants en magasin.

La maison *Ed. Lazard*, d'Oberpallen, nous signale une vente irrégulière et peu satisfaisante. Si le stock que 1900 laissait en magasin, n'a pas été supérieur à celui des années précédentes, c'est à cause de la réduction des heures de travail et du chômage d'un tiers des métiers, ayant pour conséquence un recul de la fabrication. Le placement de la production se fait particulièrement difficile, depuis que certaines maisons qui faisaient autrefois l'exportation, ont lancé leur production totale sur le marché du Zollverein.

Une pénurie d'ouvriers nous est signalée par la maison *Kieffer*, de Platen, qui attribue également à la spéculation les violents soubresauts qui se sont produits dans les prix des matières premières.

Enfin, la maison *Delmarque-Pieret*, de Larochette, renseigne une vente difficile vers la fin de l'année. L'élevation du prix des matières premières n'a pas laissé que d'exercer ses effets sur le tissage du coton.

Industrie du vêtement.

L'essor que l'industrie du vêtement avait pris ces dernières années, et que la cherté de la main-d'œuvre seule empêchait d'être encore plus considérable, a fait place, vers la fin de 1900, à une faiblesse générale.

A ce sujet, la maison *Ch. Jubert*, de Luxembourg, nous mande que la situation prospère signalée dans son rapport pour les années 1898 et 1899, s'est continuée pendant les neuf premiers mois de l'année. Mais la crise métallurgique qui commençait alors à faire sentir ses effets, a ralenti les commandes de la clientèle des centres industriels. Ces commandes sont toujours de plus en plus difficiles à obtenir et de moins en moins rémunératrices, en raison des prix excessivement bas qui sont pratiqués par les fabricants allemands, lesquels obtiennent, pour la couture, une main-d'œuvre d'un bon marché extraordinaire.

La maison *Delmarque-Pieret*, de Larochette, qui fait également la confection pour ouvriers a occupé, en 1900, à cette industrie, 40 machines à coudre, desservies par autant d'ouvrières. Elle signale également un recul sensible dans sa production qu'elle attribue à la crise métallurgique.

Tabacs et cigares.

La production de l'industrie des tabacs a été la même que celle de l'année dernière ; elle s'est élevée à :

28,000 quintaux de tabac à fumer, représentant , fr. 2,500,000
1,000 " " à mâcher et à priser, représentant » 125,000

15 millions de cigarettes.	fr. 600,000
15 " de cigarettes	" 125,000
	<hr/> ensemble . . . fr. 3,350,000

Aucune variation ne s'est produite dans les prix de vente, quoique les salaires aient subi une hausse de 5 à 10 pCt., que la matière première ait atteint des prix inconnus en 1898 et 1899 et qu'enfin tous ces articles, dont cette industrie fait une grande consommation, tels que papiers, étiquettes, boîtes à cigarettes, rubans, emballages, etc., aient augmenté uniformément.

La vente ne manquait pas d'activité. Une stagnation s'étant produite vers la fin de l'année, il s'est formé des stocks assez considérables de cigarettes. L'année 1901 s'annonce sous de mauvais auspices : elle sera improductive en bénéfice pour nos fabricants.

L'usage des rôles noirs pour fumer ainsi que du tabac à priser se perd de plus en plus. Ces fabricats semblent avoir fait leur temps. Par contre, la cigarette, dont nous signalons la vogue croissante dans notre dernier rapport, commence à devenir un article courant.

Notre exportation en dehors du Zollverein est insignifiante, pour ne pas dire nulle. L'Alsace-Lorraine continue à rester notre marché principal pour le tabac à fumer, tandis que nos cigarettes sont écoulées de préférence vers l'Allemagne du Nord, où la main-d'œuvre est plus chère que dans le Grand-Duché. Nos produits commencent à s'y heurter cependant à la concurrence acharnée que leur font les fabriques bavaroises et badoises.

Les douze firmes qui représentent cette industrie occupent 400 à 450 ouvriers et employés, gagnant un salaire de 200,000 à 250,000 fr. Aucun chômage n'est à signaler, le travail de ces ouvriers étant des plus faciles.

Brasserie.

La production des brasseries luxembourgeoises a subi une augmentation assez sensible pendant l'exercice 1900 : de 167,696 hectolitres fabriqués en 1899, elle est montée à 174,733 hectolitres. Elle dépasse de 7,037 hectolitres, soit d'environ 4 pCt., celle de 1899. De cette production, 10,000 hectolitres ont été exportés, tandis que 164,733 hectolitres sont entrés dans la consommation du pays.

Aucune variation appréciable n'est survenue dans les prix de revient : à part la cherté excessive du charbon, le houblon seul accuse une hausse de prix de 12 fr. 50 par 50 kg. qui provient de l'exiguïté de la récolte. La cause de la situation prospère de la brasserie doit être cherchée dans l'activité qui régnait encore dans la métallurgie pendant une bonne partie de l'année et dont les effets se faisaient sentir longtemps après.

La quantité de malt employée à la fabrication de la bière a atteint :

en 1899.	4,192,400 kg.
et en 1900.	4,368,315 "

Les droits d'accise correspondant à la même production ont été :

en 1899, de	fr. 206,537 "
et en 1900, de	" 218,415 75.

Ajoutons que les 12 brasseries en activité dans le Grand-Duché ont occupé 330 ouvriers et environ 200 chevaux.

Distillerie.

Durant la précédente campagne, période de 1898-1899, les distilleries étaient au nombre de 1022 ; durant celle de 1899-1900, leur nombre s'est élevé à 1090, toutes agricoles. Il n'existe donc pas une seule distillerie industrielle dans le pays, 19 distilleries ont travaillé des pommes de terre ; 476 ont travaillé des fruits.

La production, qui a atteint un total de 7884 hectolitres d'alcool pur, se répartit ainsi :

distillation de matières farineuses	7551 hectolitres d'alcool pur,
---	--------------------------------

» fruits	333 » »
--------------------	---------

Il a été employé à la distillation	en 1898-1899: en 1899-1900:
--	-----------------------------

pommes de terre	298,500 kg. 646,500 kg.
---------------------------	-------------------------

grains	3,174,600 kg. 3,290,900 kg.
------------------	-----------------------------

mices de raisins	11,578 hl. 16,235 hl.
----------------------------	-----------------------

fruits	2,814 hl. 8,477 hl.
------------------	---------------------

Le droit d'accise acquitté par la distillerie s'est élevé :

en 1898-1899 . . . à fr. 556,700 00,	
--------------------------------------	--

en 1899-1900 . . . à fr. 616,381 25	
-------------------------------------	--

Le contingent légal du Grand-Duché est de 9791 hectolitres pour une population de 217,583 habitants, alors que la production n'a atteint que 7884 hectolitres d'alcool pur. Par conséquent, les 1907 hectolitres, qui forment l'écart entre le contingent légal et la production indigène, ont été introduits fort probablement de l'étranger, c'est-à-dire de l'Allemagne.

Imprimerie.

Le développement sûr, régulier, de l'imprimerie que nous nous plaisons à constater ici depuis une série d'années, s'est encore accentué pendant l'exercice 1900. A la faveur de cette situation, qui témoigne d'une prospérité saine, durable, le nombre des imprimeries s'est accru de quelques jeunes établissements dans les centres industriels, pendant que les maisons existantes transforment et perfectionnent leur outillage et élargissent leurs moyens de production en général.

Nos vingt-trois imprimeries ont occupé, en 1900, environ 150 personnes, tant compositeurs et conducteurs qu'apprentis. Leur outillage comprenait environ 50 presses à vapeur, à électricité et machines à composer. Les salaires n'ont subi aucun changement, comparés à ceux de l'année précédente : ils ont oscillé entre 3 fr. 50 et 6 fr. En dépit de ces salaires relativement élevés, l'imprimerie luxembourgeoise éprouve toujours de grandes difficultés à recruter les apprentis pour former son personnel ; elle est donc forcée d'occuper un certain nombre d'ouvriers étrangers.

Une branche qui a contribué le plus puissamment au développement de cette industrie, c'est le journal. Le nombre et le tirage de nos journaux vont sans cesse croissants. La suite en est que le débit de la presse étrangère à bon marché se rétrécit dans la même proportion. Ce résultat doit être attribué en une certaine mesure au nouveau tarif postal qui a provoqué une hausse sur les prix d'abonnement des journaux qui s'éditent à l'étranger.

On compte actuellement vingt-quatre journaux dans le Grand-Duché, dont

3 paraissent 6 fois par semaine,
3 » 3 »
10 » 2 »
4 » 1 »

et 4 paraissent 1, 2 ou 3 fois par mois. Ces journaux se publient à Luxembourg, à Diekirch, à Echternach, à Grevenmacher, à Hollerich, à Dudelange, à Remich et à Wiltz.

La demande active qui stimulait le marché du papier pendant cette période, a exercé une influence très heureuse sur la papeterie de Manternach qui renseigne une production pleine, écoulée dans des conditions rémunératrices.

Horticulture.

La « *rosa canina* », servant de porte-greffe aux rosiers nains, est fournie par l'Allemagne au nombre d'environ 2,000,000 pieds par an pour tout le Grand-Duché ; les églantiers-tiges sont tirés du pays même ou des régions limitrophes, principalement de la Belgique, au nombre d'environ 400,000 pieds. De ces chiffres il y a lieu de défaire de 33 à 50 pCt. de déchets pour les repiquages de la première année et les greffages de la seconde année, et de 20 à 25 pCt. des rebuts de vente, ce qui réduit le nombre des plantes vendables à environ 750,000 plantes naines et 150,000 tiges.

La vente de 1900, en ce qui concerne les rosiers-tiges, a été supérieure à celle de 1899 par suite des résultats défavorables que cette production a donnés en Allemagne. Il n'en a pas été de même des rosiers nains dont le placement a été rendu difficile par la surproduction ; leurs prix ne manifestent aucune tendance à se relever et l'année 1900 en a laissé un stock assez considérable en magasin.

Les arbres fruitiers ont été enlevés à des prix fort beaux ; malheureusement, la provision était peu considérable. Les arbustes et les plantes d'ornement ont continué à trouver des débouchés réguliers.

Nos maraîchers dominent complètement les marchés de l'intérieur avec les primeurs et les légumes en général. Leur production a considérablement élargi ses débouchés. Ils n'évincent pas seulement la concurrence étrangère, et notamment celle du pays messin, du marché indigène, mais ils se rendent encore aux marchés des localités frontières voisines pour placer leurs produits, et ils y trouvent facilement preneur.

Le nombre des ouvriers occupés par cette industrie s'élève à environ 500, dont les deux tiers sont des journaliers des deux sexes qui ne sont employés qu'au printemps et à l'automne. Ceux qu'on emploie d'une façon permanente sont presque exclusivement des indigènes. En 1900, l'horticulture a employé une dizaine d'ouvriers étrangers. Les prix de la main-d'œuvre ont été les mêmes qu'en 1899. L'âge de ces ouvriers varie entre seize et quarante ans.

Les machines agricoles américaines ont donné de bons résultats dans les champs de roses et ont remplacé un certain nombre de journaliers, dont le recrutement devient, d'ailleurs, de plus en plus difficile.

Notre importation vers la France accuse une progression ascendante, provoquée par l'adoption du type de 10 kg. pour colis postaux ainsi que par l'admission des colis encombrants pour ce genre d'expéditions. Quelques pays, comme l'Italie, la Hollande, le Portugal et

l'Espagne, n'admettent pas les colis encombrants : une augmentation des affaires avec ces pays est donc impossible, ces marchandises ne pouvant supporter les frais de transport par chemin de fer qui s'appliquent aux petits colis.

Industrie de la chicorée.

L'industrie de la chicorée dans le Grand-Duché semble rester stationnaire, voir même diminuer ; elle fournit principalement à la clientèle des villages et des faubourgs la chicorée humide *en poudre*.

La chicorée humide *en grains*, dite « semoule », est consommée de préférence par les classes aisées et nous vient en majeure partie d'Allemagne. De qualité incontestablement supérieure, elle paraît, malgré son prix élevé, vouloir se substituer petit à petit à la chicorée en poudre fabriquée dans le Grand-Duché. Ce n'est pas à dire, cependant, que sa fabrication présente une difficulté quelconque : l'habitude et la puissance de la marque de fabrique des maisons introduites ont été et sont encore les seuls obstacles à vaincre pour créer et faire prospérer cette branche de fabrication dans le pays même.

Il existe, à côté de ces deux qualités, un produit de qualité tout à fait supérieure, importé par les maisons françaises de Cambrai (Nord), — c'est l'article de luxe : un grain de chicorée rendu gras par une addition de beurre roulé dans une poudre impalpable composée de café ou de cacao, laquelle lui donne une coloration dorée de nuance identique, très belle, et le produit obtenu porte le nom de chicorée blondie ou dorée. Son prix de vente est presque le double de celui de la chicorée en poudre. Le Grand-Duché en consomme environ 10,000 kg. par an. Sa fabrication exige des installations coûteuses et ne paraît pas à recommander.

Il nous a été impossible d'obtenir des renseignements, même approximatifs, sur l'importance de la chicorée « semoule » qui est consommée dans le Grand-Duché. La consommation de chicorée en poudre atteint le chiffre approximatif de 300,000 kg. par an.

Les matières premières employées dans la fabrication des trois espèces de chicorée que nous venons de détailler, se composent exclusivement de racines de chicorée lavées, coupées et séchées, portant le nom de *cossettes*, de provenance belge. Les fabriques françaises, allemandes et luxembourgeoises s'approvisionnent toutes à la même source, dans la Flandre occidentale, où les principaux centres de vente sont les villes de Roulers et de Courtrai ; il s'y tient même des Bourses de cossettes, une fois par semaine, et les cours sont donnés régulièrement par les journaux belges.

Conserveries de légumes.

La fabrique de conserves de légumes *Henri Even* de Beaufort, spécialité de petits pois, haricots verts et fèves des marais, renseigne une production annuelle moyenne qui varie entre 100,000 et 130,000 boîtes-litre de conserves. Ses résultats pour 1900 ont été sensiblement les mêmes que pour l'année précédente. Les neuf dixièmes de cette production sont absorbés par l'Allemagne. Toute la production de l'établissement est vendue, pour une série d'années, à une grande maison allemande.

L'augmentation du prix des conserves pendant 1900 est due à la hausse de certaines matières premières et articles dont cette industrie fait une assez forte consommation, comme le fer blanc et le charbon, ainsi qu'au renchérissement de la main-d'œuvre. Les circonstances qui influent le plus puissamment sur la fabrication des conserves, sont surtout la pluie et le beau temps et la main-d'œuvre nécessaire à une production régulière.

Cette industrie emploie, durant toute l'année, 6 ouvriers à la fabrication des boîtes à conserves. Pendant la campagne de fabrication des conserves, elle emploie environ 18 ouvriers à l'usine, une centaine de journalières dans les champs et un nombre pareil d'ouvrières aux travaux d'épluchage, d'écoissage et de pinçage des légumes. Les prix de la main-d'œuvre n'ont cessé d'augmenter ces années dernières. Environ 40 ouvrières ont dû être embauchées à l'étranger, faute de pouvoir les recruter dans le pays même en dépit de l'élévation des salaires et de la facilité des travaux.

Les droits de douane, dont les conserves sont frappées à l'étranger, gênent notre exportation dans les pays qui n'appartiennent pas au Zollverein.

Mondorf-les-Bains.

La population balnéaire de notre station thermale, malgré l'attraction de l'Exposition universelle de Paris, a continué à suivre, en 1900, une marche progressive, alors que la plupart des autres stations accusaient une diminution notable du nombre des baigneurs. La raison en est bien simple. On va à Mondorf pour rétablir sa santé ; ce soin prime toute autre considération.

Les recettes de l'établissement se sont élevées en 1900 à fr. 37,068.96½ alors que les dépenses se chiffrent à fr. 32,000. L'excédant des recettes sur les dépenses est donc de fr. 6,068.96½.

Les bains, douches, inhalations, électrisations, massages, etc. délivrés gratuitement aux personnes indigentes, représentent une valeur de fr. 13,046.25.

La vente de l'eau minérale a atteint le chiffre de 21,723 bouteilles. Elle a surtout progressé depuis qu'il a été constaté que l'eau de Mondorf est d'une efficacité extraordinaire dans le traitement de l'influenza, et notamment de l'anémie qui en accompagne la convalescence, dans le traitement du diabète ainsi que des affections paludéennes, qui deviennent de plus en plus fréquentes, de nos temps de politique coloniale, et qui sont éminemment justifiables de l'eau de Mondorf. Mais c'est surtout comme laxatif que notre eau minérale est le plus généralement employée à domicile. Elle présente sur les purgatifs salins et notamment sur les purgatifs drastiques : pilules, drogues, elixirs etc., l'immense avantage de n'engendrer aucun malaise, ni crampe, ni colique, et d'exciter régulièrement l'appétit. Une demi-heure après la production de l'effet laxatif, la faim et la soif se font sentir impérieusement. Ces précieuses qualités font que l'eau de Mondorf devient de plus en plus le purgatif des enfants, des vieillards, des personnes faibles, anémiques, dyspeptiques et hémorroïdaires. Elle supporte très bien le transport et conserve toujours intégralement ses propriétés physiologiques et thérapeutiques, ce qui permet aux personnes qui ne peuvent aller à Mondorf, de bénéficier à domicile du traitement hydrominéral.

La colonie thermale a été fréquentée, cette année, par 55 enfants appartenant aux classes

peu aisées et indigentes. Ils ont joui de la gratuité du traitement et de la pension. C'est surtout chez ces pauvres petits êtres, minés par les affections chroniques de l'enfance, que les bienfaits de la cure de Mondorf se produisent d'une manière éclatante. Le budget des dépenses de la colonie s'est élevé à 6000 fr.

En démocratisant, dans la bonne acception du mot, l'unique station balnéaire du pays, nos pouvoirs publics ont fait une belle œuvre dont les classes déshéritées leur seront à jamais reconnaissantes, et qui, à elle seule, justifie déjà l'acquisition des bains de Mondorf et les sacrifices que l'État fait chaque année pour les mettre à la hauteur de l'époque.

L'année 1900, comme les précédentes, est marquée par une série d'améliorations : création de deux nouveaux parcs sur la hauteur de Burmerange, agrandissement de l'ancien parc, établissement d'un nouveau séchoir, etc.

Deux nouvelles villas ont été construites dans le courant de l'année.

Les anciens hôtels de Mondorf, tels que l'Hôtel du Grand-Chef ont été modernisés ; le Grand Hôtel de l'Europe a subi des agrandissements considérables ; l'Hôtel de la Gare s'est également étendu. C'est que la confiance en l'avenir de Mondorf ne fait que croître. Celui-ci ne repose pas, en effet, sur des circonstances variables, sur une vogue factice, mais sur la valeur thérapeutique incontestable de ses eaux qui ne fait que s'affirmer davantage tous les ans.

Mondorf, jadis station balnéaire insignifiante par ses installations et sa clientèle, range aujourd'hui parmi les stations de second ordre. Ce progrès a été réalisé peu à peu, avec prudence et circonspection, et d'après un plan d'ensemble qui s'est continuellement plié aux besoins nouveaux. En 1885, l'établissement ne comptait que 107 baigneurs : aujourd'hui le chiffre de mille est dépassé. Le parc élégant qui fait l'admiration des baigneurs, était auparavant tout simplement un petit terrain boisé ; il a été considérablement agrandi ; deux nouveaux parcs ont été créés à proximité de l'ancien. Le corps principal de bâtiment, dont l'architecture banale marquait une époque où nulle recherche d'art ne présidait à de telles constructions, a été heureusement transformé quant au style et à l'aménagement intérieur ; le nombre des cabines de bains au rez-de-chaussée a été doublé et les installations ont reçu tout le confort désirable ; une construction de date récente en bois, genre chalet, établit la communication entre le premier étage et le bâtiment de la source et a permis d'étendre considérablement les locaux du casino. L'intérieur du bâtiment de la source a été transformé en Trinkhalle ; le réservoir qui reçoit l'eau directement de la source, a été considérablement élargi, ce qui fait que le débit entier de la source est employé aux opérations balnéaires et que l'eau des piscines peut être continuellement renouvelée ; il fut procédé à un nouveau captage de la source pour empêcher les infiltrations d'eau minérale qui se manifestaient au bas de la colline. Un chalet fut adossé contre le bâtiment de la source. Un vaste promenoir d'une longueur de 50 et d'une largeur de 7 mètres, précédé d'une large plate-forme, a été établi au flanc de la colline, à 10 mètres en contre-haut. La petite piscine qui menaçait ruine et faisait tache dans le tableau, a été démolie et remplacée par une grande piscine de natation d'une longueur de 17 et d'une largeur de 7 mètres. Mondorf possède aujourd'hui un système d'inhalation d'eau minérale pulvérisée des plus perfectionnés. L'électrothérapie y est organisée d'après les derniers procédés. Des cabinets de massage ont été établis. L'aménagement intérieur du bâtiment de l'hydrothérapie a été mis en rapport avec les besoins résultant de

l'augmentation du nombre des baigneurs. Les anciennes conduites d'eau minérale ont été remplacées par des conduites nouvelles et toutes les mesures ont été prises pour éviter la déperdition de calorique sur le parcours de l'eau de la source aux installations. Le système primitif employé pour le chauffage de l'eau minérale et pour les sudations a été remplacé par une chaudière à vapeur présentant 40 mètres carrés de surface de chauffe et permettant de chauffer à la vapeur tout l'établissement. Des locaux spéciaux ont été affectés à l'embouteillage de l'eau minérale ; il a été établi une buanderie dans laquelle le lavage du linge se fait à la vapeur, de manière à empêcher toute contamination par le linge ; on y a annexé deux vastes séchoirs à l'air et un autre à la vapeur, pour les temps pluvieux. Il a été construit une seconde conduite d'eau douce, ce qui a permis de fournir une excellente eau alimentaire à tous les habitants et notamment aux hôtels, et d'étendre sur tout le parc un réseau de conduites pour l'arrosage des pelouses. Un choix nombreux des plus belles plantes : palmiers, orangers, lauriers-roses, grenadiers, etc., donnent au parc, aux abords de l'établissement, un cachet de haute élégance. En 1885, Mondorf ne possédait que trois hôtels très primitivement aménagés ; ces hôtels se sont modernisés et considérablement agrandis ; on a construit cinq nouveaux hôtels, confortablement aménagés ; à cela vient s'ajouter l'établissement vaste et confortable des sœurs de S^e Elisabeth, spécialement destiné aux personnes souffrantes qui ont besoin de soins spéciaux et assidus.

Ces nombreuses améliorations sont un signe de prospérité pour le présent et un gage de succès pour l'avenir.

Les moyens de communication ont également été améliorés. Mondorf se trouve relié directement au bassin industriel d'Esch et de Longwy par la ligne d'Aspelt à Bettembourg. Prochainement, le bassin de Thionville sera, lui aussi, mis en communication directe avec Mondorf par une ligne à petite section. Mondorf est appelé, dans ces conditions, à rendre de grands services à la classe ouvrière : les convalescents après maladies, accidents du travail, invalidité, s'y réconforteront sous l'action bienfaisante des eaux de Mondorf.

Pendant les quinze années de l'exploitation des Bains par l'Etat, l'établissement a été fréquenté par 12,444 baigneurs, et la colonie thermale, par 1185 enfants malades.

Le montant des recettes que l'administration a versées dans la caisse de l'Etat, durant ces quinze ans, est de fr. 438,398.84 ; les bains, douches etc., délivrés gratuitement aux indigents, représentent une valeur de fr. 183,182.65.

Si l'on admet que chaque baigneur a dépensé en moyenne 250 fr., on arrive à la somme de fr. 3,111,750, dépensée à Mondorf.

Pendant les quinze années, les frais d'exploitation ont été de fr. 419,000 et comme les recettes ont été de fr. 438,398.84, l'excédant des recettes sur les dépenses est de fr. 10,263.84.

En ajoutant à cette somme la valeur des bains gratuits qui équivalent à un apport de fr. 183,182.65 que l'administration des bains a fournie au budget de l'assistance publique, on arrive à un produit net de l'exploitation de fr. 193,446.50.

Les baigneurs font des visites fréquentes à Luxembourg ; après avoir achevé leur cure, ils font des excursions dans toutes les parties du pays. L'action de l'établissement de Mondorf rayonne sur les différents services : tourisme, commerce, production agricole, etc.

A cela vient s'ajouter que la propriété foncière à Mondorf a aujourd'hui une plus-value très considérable.

Lors du vote de la loi autorisant le Gouvernement à faire l'acquisition des bains de Mondorf, la Chambre a accentué son intention de voir mettre l'établissement au service de l'hygiène et de l'assistance publique et non pas d'un but mercantile. Le Gouvernement ne s'est pas départi de cette manière de voir.

Dans toute entreprise les premiers commencements sont difficiles. Il faut savoir faire des sacrifices pour rendre une affaire viable. Aussi l'Etat continuera-t-il à soutenir Mondorf et l'avenir — nous n'en doutons pas — sera encore plus favorable à notre station balnéaire que le passé. La reprise des bains et l'exploitation en régie de l'établissement n'a pas été une mauvaise entreprise, ni au point de vue des finances de l'Etat, ni à celui de l'hygiène et de l'assistance publique, ni enfin à celui des intérêts de la région.

Vins de Champagne.

E. Mercier & C^e, succursale de Luxembourg.

La succursale de la maison *E. Mercier & C^e*, à Luxembourg, renseigne une augmentation de sa production pour l'année 1900, comparée à 1899 : de

731,300 $\frac{1}{4}$ bouteilles et 135,600 $\frac{1}{2}$ bouteilles,
elle est montée à 1,106,428 $\frac{1}{4}$, bouteilles et 167,648 $\frac{1}{2}$ bouteilles.

Cette production est absorbée exclusivement par les pays du Zollverein. L'écoulement s'en est fait dans les conditions normales et les stocks en magasin se limitent à ceux qu'impose ce genre particulier de fabrication.

Aucune variation sensible ne s'est fait sentir dans les prix de vente. Les vins des années précédentes, expédiés en 1900, se sont maintenus au niveau des prix pour 1899. Ceux de 1900 sont à plus bas prix, la récolte de vins de Champagne ayant été le double de celle de l'année précédente, mais ces vins ne seront employés que cette année-ci ou l'an prochain et n'entreront dans le commerce que dans deux ou trois ans seulement.

La hausse du prix des charbons n'a pas laissé que de faire sentir ses effets sur la fabrication. Pour les établissements de vins mousseux employant, comme celle en question, la force motrice à produire l'électricité pour l'éclairage des caves et celliers, à actionner une machine à rincer, une machine à glace et des foudres servant aux liqueurs de Champagne, l'augmentation des frais, provenant du renchérissement du charbon, a été d'environ 200 fr. par mois.

Cette industrie occupe à la fabrication du Champagne 110 hommes et 60 femmes, auxquels viennent s'ajouter 60 vanniers. La plupart de ces ouvriers sont Luxembourgeois, quelques-uns sont Belges ou Français.

Le recrutement des vanniers présente de sérieuses difficultés. Comme les jeunes gens doivent débuter de bonne heure, la loi sur les heures du travail forme une gêne permanente et considérable. A ce sujet, la maison Mercier fait observer que l'établissement porte ici le nom de fabrique et est régi comme telle, tandis qu'en France les établissements de ce genre sont considérés comme des maisons de commerce. Tel est, p. ex., le cas en Bourgogne et dans le Bordelais.

La vannerie qui constitue une ressource très appréciable pour les campagnes, puisqu'elle permet à l'ouvrier d'être employé toute l'année avec sa famille, mériterait d'être encouragée;

.aussi la maison Mercier a-t-elle demandé l'autorisation de laisser travailler dans ses ateliers de vannerie les jeunes gens au-dessous de l'âge réglementaire. « A notre sentiment, nous mande cette firme, il y aurait lieu d'encourager nos campagnards à cultiver quelques lopins de terre en oseraies, à remplacer les haies d'épines ou d'autres arbustes par des haies de saules qui leur fourniraient la matière première, en cas de chômage dans les usines, pour fabriquer des corbeilles et surtout des paniers à champagne qui se paient très cher par les maisons des bords du Rhin. »

Puis, quand les jeunes gens de nos environs ont atteint l'âge de seize ans, ils entrent dans les ateliers du chemin de fer où ils débutent avec un salaire de 1 fr. 25 par jour. La vannerie de Luxembourg sera donc supprimée. Celle de Kopstal sera augmentée et probablement un nouvel atelier sera-t-il installé sous peu dans un autre village du Grand-Duché.

Enfin, cette maison estime avoir fait plus de 800 apprentis depuis son installation à Luxembourg, dont 150 appartiennent encore à l'établissement. Pendant l'hiver beaucoup de ces gens reviennent chercher du travail dans sa vannerie ; mais malgré tout, pour son approvisionnement, elle a dû faire venir encore plus de 5,000 paniers de France et acheter 30 wagons d'osiers en Belgique.

Signalons encore, en cet endroit, un projet d'impôt de consommation sur les vins mousseux dont le Reichstag est saisi, impôt qui serait de 60 pfennig la bouteille. Il serait fort difficile cependant d'escroquer, dès à présent, la répercussion que cette réforme aura fatallement sur la production luxembourgeoise.

Meunerie.

La production totale de la meunerie industrielle a été de 230,000 sacs environ de 100 kg., celle de la meunerie à petit sac a atteint sensiblement le même chiffre. Cette production a été placée en majeure partie dans le pays même. Notre exportation en Lorraine et dans les régions limitrophes de l'Allemagne est insignifiante en raison de l'élévation des frais de transport ainsi que de la qualité des matières premières qui sont employées par la meunerie indigène.

Les prix des matières premières dessinent une courbe, dont le sommet a été atteint en été. Pendant le premier trimestre les prix ont été assez bas ; ils ont monté progressivement pour redescendre vers le mois de septembre et retomber finalement au cours du commencement de l'année. Au début de la campagne, ainsi qu'à la fin, les blés étaient généralement offerts, et l'abondance de l'offre faisait flétrir les prix ; de mai en septembre, au contraire, les blés indigènes en particulier se faisaient rares. La crise du charbon a augmenté les frais des meuneries à vapeur, sans affecter cependant les prix des farines.

C'est l'industrie sidérurgique qui règle les progrès de la meunerie, et la crise qui commençait à s'appesantir sur la région minière a fait sentir son contre-coup vers la fin de l'année, où la situation exceptionnellement prospère faisait place à un ralentissement de la production.

Peu ou point de modifications sont à enregistrer dans les moyens de production, sinon que les moulins à petit sac procèdent également à l'installation de moulins à cylindre. Les meuneries industrielles occupent environ 150, et les meuneries à petit sac environ 300

ouvriers. Le recrutement des ouvriers meuniers se fait de plus en plus difficile en même temps que leurs aptitudes pour ce métier semblent décroître.

Durant la dernière campagne, la meunerie luxembourgeoise s'est heurtée à une concurrence acharnée de la part des importateurs belges, français et allemands surtout. La vente des résidus, son et remoulage, s'est faite couramment, mais à des prix moins élevés en général que ceux de la concurrence étrangère et peu remunerateurs. On peut escompter la campagne 1901 comme médiocre.

Brosserie.

L'année, en général, n'a pas été particulièrement favorable à la brosserie. La hausse considérable qui a affecté toutes les matières premières, telles que fibres, chiendents, etc., et qui a été énorme sur les soies de porc notamment, a fait monter les prix de revient, alors que les prix de vente n'ont guère varié. Sur les articles fabriqués avec des soies de porc seuls il a été possible d'obtenir une amélioration des prix.

La maison *Eug. Beck*, qui occupe à la fabrication de la brosserie en tous genres 40 personnes au Rollingergrund et à Diekirch (prison), nous signale un ralentissement de sa fabrication vers la fin de l'année, quoique son chiffre d'affaires ait atteint celui de 1899. Elle a travaillé, en 1900, 65,000 kg. de matières premières.

Industrie de l'éclairage.

Usine à gaz de Luxembourg.

Cet établissement a occupé, en 1900, 52 ouvriers auxquels il a été payé en salaires 52,463 fr. 80. Sa production s'est élevée à 1,478,720 mètres cubes. Il a fait une consommation de charbon de 5,031,500 kg.

Poudrerie de Luxembourg.

La fabrique de poudre *Norb. Reuter et C^e*, à Kockelscheuer, signale une majoration de ses prix de revient, due à la rareté du charbon et à l'augmentation qu'a subie la main-d'œuvre. Elle emploie 30 ouvriers en moyenne. Sa production s'est maintenue au niveau de 1899 : elle a été de 500,000 à 600,000 kg. de poudre de mine.

Tramways luxembourgeois.

Bilans de l'exercice 1899-1900, embrassant la période du 1^{er} septembre 1899 au 31 août 1900.

a) TRAMWAYS.

Actif.		Passif.	
	FR. C.		FR. C.
Frais de premier établissement.	142,062 28	Capital-actions.	60,000 »
Matériel	28,377 90	Capital-obligations	82,500 »
Cautionnement à la ville	5,400 »	Réserve.	1,899 67
Fonds d'assurance.	1,150 »	Obligations à rembourser . .	2,718 »
Réfection et entretien de la voie	24,559 94	Intérêts	1,347 50
		Dividende	515 »
		Voitures de place.	43,303 »
		Cautionnements du personnel .	670 »
		Profits et pertes	8,596 95
	201,550 12		201,550 12

b) VOITURES.

Actif.		Passif.	
	FR. C.		FR. C.
Frais de premier établissement.	38,947 17	Capital-actions.	174,300 »
Fort Wedel	39,882 39	Réserve.	3,292 78
Matériel	18,119 25	Dividende	1,732 »
Portefeuille	56,596 68	Cautionnement du personnel .	170 »
Tramways luxembourgeois . .	43,303 »	Banque Nationale.	13,000 »
Actionnaires en retard de verse- ment	1,995 60	Solde.	3,349 31
	195,844 09		195,844 09

Les recettes de l'exploitation se sont élevées : a) pour les tramways, à . fr. 67,421 65

b) pour les voitures, à . . » 27,801 65

soit une recette totale de . . . fr. 95,223 30

La crise du charbon.

Le Grand-Duché consomme surtout du charbon de provenance belge : sa situation géographique, les distances qui le séparent des différents centres de production et la qualité inférieure des charbons de la Sarre, l'y contraignent.

Il a donc souffert pendant l'année 1900 au même titre que la Belgique, et peut-être davantage, du renchérissement extraordinaire du charbon belge pendant cette année, renchérissement atteignant et dépassant même 10 fr. par tonne de 1000 kg., ce qui équivaut à une hausse de fr. 0,50 par quintal de 50 kg.

Il nous a paru intéressant de rechercher les causes de cette hausse excessive, qu'on n'a jamais connue, et qui peut être assimilée à une véritable calamité publique. Ces causes, selon nous, sont au nombre de deux :

- 1^o la rareté du charbon,
- 2^o la panique des acheteurs.

La rareté du charbon nous paraît due, en tout premier lieu, à la situation exceptionnellement florissante des affaires au début de l'année 1900, et notamment à la fin du mois de mars, qui est l'époque du renouvellement de la plupart des marchés. De nouvelles usines sortaient de terre comme par enchantement. L'activité dans toutes les branches de l'industrie atteignait des proportions inconnues jusqu'alors. Conséquence inévitable : la consommation de charbon augmentait dans la même proportion.

Comme deuxième cause de la rareté du charbon nous citerons la diminution du rendement de l'ouvrier houilleur, diminution due au taux élevé des salaires qui, on le sait, montent et baissent avec le prix du charbon. L'ouvrier houilleur, peu économe, gagnait trop ; il se mit à chômer, non seulement les lundis, mais aussi les mardis, ainsi qu'aux innombrables jours de fête des centres houillers, où chaque rue fêta sa ducasse.

Une troisième cause résidait dans la diminution des quantités importées par les centres voisins. L'année 1900 a trouvé l'Angleterre et l'Allemagne extraordinairement occupées, consommant beaucoup plus que d'habitude et exportant moins. L'écart a dû nécessairement être prélevé sur la production indigène belge, lorsque la bienfaisante influence de la concurrence étrangère vint à faire défaut.

Sans aucun doute, les guerres dans le Transvaal et en Chine ont influencé les prix du charbon, mais, d'après notre avis, à un degré moindre qu'on ne pense généralement. Elles n'ont guère enlevé d'ouvriers aux mines anglaises, car les miliciens et réserves de la Grande-Bretagne se récrutent dans les métiers les moins payés. Puis, les navires affrétés pour le transport d'hommes et du matériel de guerre n'ont guère consommé plus de charbons qu'en temps de paix, où ils naviguaient pour d'autres buts.

Ce qui est vrai c'est que ces guerres ont donné une impulsion extraordinaire à nombre d'industries continentales et notamment britanniques, consommant ainsi des quantités, extraordinaires également, de charbon.

Il est vrai encore que l'urgence des besoins créés par ces deux guerres a eu pour effet de vider presque instantanément les stocks disponibles. Le charbon ne constitue pas une marchandise ordinaire, comme le blé ou le coton p. ex. ; il a cela de particulier qu'il est im-

médiatement consommable, sans préparation aucune, et que les demandes sont toujours pressantes et fort inégales. Il s'en suit que le commerce du charbon n'est pas régi par les mêmes lois que celui des autres marchandises : l'influence du moment y joue un rôle beaucoup plus considérable. A des besoins urgents et immédiats correspond toujours une hausse des prix, et inversement, ceux-ci dégringolent dès que les stock se forment. C'est à ce point de vue que les deux guerres précitées ont certainement influencé les existences et les prix des charbons.

La cause essentielle, déterminante de l'élévation extraordinaire du prix du charbon en 1900 résidait, à notre avis, dans la panique des acheteurs ; c'est précisément la panique qui a fait jaillir la crise d'une situation tendue, anormale.

La crise de prospérité que nous venons de traverser a eu une durée extraordinaire et telle que personne n'en prévoyait la fin : les plus timorés se mirent de la partie et tous le monde cherchait à la mettre à profit.

Toutefois le charbon, cette matière de toute première nécessité, se faisait rare. Les charbonnages n'avaient pas réussi à livrer dans les délais stipulés les quantités de l'année 1899 ; ils étaient en retard de fourniture — signe indéniable de la rareté du charbon. Ils hésitaient à s'engager pour l'année 1900 ; ils se firent prier tant et si bien que les consommateurs redoutaient de ne pas trouver du charbon pour leurs besoins.

Une espèce d'affolement, de panique s'en suivit. Les acheteurs se pressaient dans les bureaux des charbonnages, surenchérisant l'un sur l'autre, achetant à tout prix les quantités qu'ils purent obtenir pour couvrir leurs besoins et « se faire une réserve ». Il en est résulté que, sous l'influence de cette panique, les acheteurs ont demandé aux charbonnages, débordés déjà, des quantités plus fortes que les besoins réels et qu'ils étaient dans l'impossibilité de livrer. Il va sans dire que les prix ont dû subir les conséquences de cette demande excessive, déséquilibrée.

Ce sont donc, en réalité, les acheteurs et notamment les gros consommateurs cédant à l'affolement, qui ont produit la hausse inusitée de l'année 1900. Les charbonnages ont simplement accepté les prix qu'on leur offrait. La meilleure preuve à l'appui de notre manière de voir est fournie par ce fait que, les marchés une fois conclus aux prix fabuleux, tout le monde se trouvait avoir du charbon en avance pour un, deux et même trois mois.

On a fait encore au commerce du charbon à tous ses degrés le grief d'avoir abusé de la situation fausse, précaire du marché, d'avoir profité d'une rupture de l'équilibre pour fausser davantage la situation et retirer des profits usuriers.

Nous tenons cependant à ajouter que dans les régions alimentées par les mines belges, les intermédiaires, contrairement à ce qui s'est passé en Allemagne, n'ont exercé aucune influence sur la hausse du prix du charbon, qu'ils ont couru des risques doubles sans voir augmenter leurs bénéfices, qu'ils gardent pour compte de fortes quantités achetées aux prix onéreux de l'année 1900 qu'il leur était impossible d'écouler en raison même de l'élévation de ces prix, et que tout le bénéfice de la hausse a été encaissé par les charbonnages eux-mêmes.

Banque Internationale à Luxembourg.

Au rapport annuel de cet établissement nous empruntons les détails suivants :

L'année 1900 a été favorable sous tous les rapports. L'administration a pu distribuer un dividende de 10 pCt. tout en reportant à nouveau un solde de bénéfices de 231,320 fr. et en maintenant à 400,000 fr. la réserve qui est opérée, depuis quelques années déjà, sur le compte de Fonds publics.

Dans la saine appréciation de la crise industrielle qui se prépare, l'établissement avait augmenté son capital de 5 millions de francs, s'assurant ainsi, en temps utile, les fonds nécessaires pour pouvoir faire face aux exigences plus grandes d'une période de crise.

Les primes encaissées sur les actions ont été portées, pour un total de 2,000,000 fr., à un compte de réserves spécial. Cette somme est destinée avant tout à couvrir les frais d'émission et aussi la plus grosse part des frais de construction du nouvel hôtel, ainsi que les frais de confection des nouveaux billets suivant décision de l'assemblée générale extraordinaire du 16 juillet 1900. Ajoutons que cette assemblée a ratifié également la transaction avec les fondateurs de la Banque, en vertu de laquelle ceux-ci ont renoncé à leurs droits de fondateurs, moyennant cession au pair d'actions nouvelles pour un million de francs.

L'admission des billets de la Banque Internationale aux guichets des chemins de fer d'Alsace-Lorraine dans l'intérieur du pays ne manquera pas d'exercer une influence favorable sur la circulation fiduciaire de l'établissement. Par contre, la faiblesse de sa caisse hypothécaire ne fera que s'accentuer par suite de la création d'un Crédit foncier sous les auspices et la surveillance de l'État. La Banque constate cette faiblesse croissante sans regret, cette caisse lui ayant été imposée comme une sorte de charge et de compensation pour le privilège d'émission qui lui a été concédé.

Le chiffre d'affaires de la Banque Internationale, ainsi que de ses succursales, s'est élevé :

en 1900, à	fr. 1,071,362,602.12
en 1899, à	» 1,177,800,317.74

d'où il ressort une différence en faveur de 1900 de fr. 106,437,715.62

Le compte de portefeuille se présente ainsi :

Existences au 31 décembre 1899 . . .	fr. 6,217,091.20
--------------------------------------	------------------

Entrées (escompte) jusqu'au 31 déc. 1900. . .	» 91,624,718.24
---	-----------------

Ensemble. . .	fr. 97,841,809.44
---------------	-------------------

Sorties pendant la même période . . .	fr. 90,952,253.37
---------------------------------------	-------------------

Bilan au 31 décembre 1900.

(Banque Internationale à Luxembourg et succursales de Metz et de St-Jean-Sarrebruck.)

Actif.	Passif.
Caisse	1,426,552 33
Portefeuille.	6,889,556 07
Fonds publics	5,408,913 41
Reports et avances sur nantissement.	10,849,374 29
Caisse hypothécaire	380,580 82
Immeuble	369,785 18
Commandites	11,495,300 »
Comptes-courants débiteurs	40,215,295 97
Intérêts à régler et différences sur cours	46,263 35
	77,081,621 42
Capital-actions	25,000,000 »
Circulation	1,399,725 »
Comptes-courants créditeurs.	31,912,441 15
Dépôts	1,585,703 70
Réserve statutaire	6,200,000 »
Réserve de la caisse hypothécaire.	16,186 »
Réserve extraordinaire. . .	2,000,000 »
Compte de prévision . . .	1,000,000 »
Effets à payer	5,360,551 21
Dividendes échus et non payés des exercices antérieurs.	2,847 50
Id. pour 1900	2,000,000 »
Tantièmes.	299,021 45
Notes en souffrance et divers	73,824 91
Profits et Pertes	231,320 »
	77,081,621 42

Assurances

Le tableau ci-après donne le mouvement des opérations d'assurances dans le Grand-Duché, pendant les années 1893 à 1899.

Années.	REÇUS.			DEPENSES							Total des dépenses
	Sommes perçues en			Total des recettes	Sommes dépensees pour					Total des dépenses	
	Primes	Intérêts.	Divers.		Restitution de primes	Reassurances.	Pertes	Provisions	Frais d'administration	Divers.	
<i>Incendie.</i>											
1893	675,190	800	2,327	678,317	34,896	118,683	345,726	230,386	68,647	10,578	908,88
1894	684,080	800	2,764	687,644	9,944	122,381	334,330	128,699	82,847	14,848	693,04
1895	736,816	975	4,158	741,949	13,457	129,658	839,719	132,496	89,907	13,155	1,218,43
1896	769,860	975	9,104	779,939	13,689	137,778	361,455	142,099	80,763	13,104	748,88
1897	799,608	3,905	7,789	811,302	9,964	114,130	348,338	142,797	93,411	13,735	724,37
1898	861,598	3,880	10,295	875,773	14,967	118,790	405,929	157,063	89,279	13,623	798,88
1899	904,609	3,880	9,038	917,527	14,692	157,258	540,381	152,705	113,290	13,439	991,78
<i>Vie.</i>											
1893	615,150	34,825	988	650,963	28,847	70,582	252,298	55,130	51,069	80,981	538,90
1894	619,473	37,024	604	637,101	25,374	154,958	302,141	54,196	73,948	86,010	696,01
1895	646,805	35,599	10,244	692,648	27,755	94,396	448,025	61,013	57,930	54,230	743,31
1896	726,783	39,276	632,209	1,398,268	84,615	140,811	256,661	63,748	53,387	730,337	1,329,88
1897	773,962	44,262	661,931	1,480,155	31,249	75,744	337,439	64,572	47,924	732,439	1,288,70
1898	940,347	52,019	744,359	1,736,725	22,343	174,102	261,665	79,686	51,454	871,615	1,460,80
1899	1,041,428	58,354	814,365	1,914,147	54,978	168,430	282,083	88,482	49,057	907,683	1,550,71
<i>Accidents</i>											
1893	171,168	»	3,432	174,800	3,572	5,472	114,678	7,253	4,093	7,266	142,33
1894	209,813	119	3,479	213,411	7,589	5,025	138,761	11,983	25,246	5,686	194,29
1895	221,771	165	4,381	226,267	8,649	4,459	183,077	14,890	27,526	18,980	257,58
1896	226,335	210	57	226,622	3,128	4,421	165,872	63,688	12,313	991	249,81
1897	323,693	238	14,929	338,860	7,584	7,281	213,780	78,233	23,399	43,929	376,20
1898	378,663	290	16,523	395,476	9,536	16,507	304,075	25,483	33,993	66,908	456,50
1899	463,891	328	24,241	488,460	10,296	10,485	258,294	62,128	37,793	75,067	454,00
<i>Transports</i>											
1893	3,342	»	180	3,522	»	1,778	»	134	191	143	2,24
1894	3,962	»	145	4,107	»	2,149	2,318	137	247	86	4,93
1895	3,522	»	86	3,608	»	1,876	»	118	253	91	2,33
1896	4,510	»	114	4,624	»	2,430	7	138	309	112	2,09
1897	5,182	»	112	5,294	63	2,863	20	172	354	123	3,59
1898	450	»	»	450	»	338	»	90	47	»	47
1899	6,884	»	166	7,050	»	3,873	»	232	398	119	4,68

es.	Sommes perçues en			Total des recettes.	Sommes dépensées pour						Total des dépenses.
	Primes.	Intérêts.	Divers.		Restitution de primes.	Réassurances.	Pertes.	Provisions.	Frais d'administration.	Divers.	

Bris de glaces.

13	2,770	»	»	2,770	137	»	705	366	207	34	1,649
14	2,731	»	»	2,731	120	»	657	570	210	40	1,597
15	3,705	»	»	3,705	283	»	2,121	1,375	165	»	3,944
16	4,540	»	»	4,540	350	»	1,983	986	145	7	3,471
17	4,721	»	»	4,721	313	»	1,451	908	162	8	2,842
18	4,306	»	»	4,306	459	»	2,207	825	168	16	3,675
19	3,684	»	»	3,684	483	»	1,369	962	620	8	3,451

Grêle.

13	3,584	104	173	3,863	»	»	1,843	845	386	137	3,211
14	3,922	»	120	4,042	»	396	»	682	889	91	2,031
15	2,874	»	»	2,874	»	»	636	465	575	288	1,964
16	3,143	»	»	3,143	»	»	402	543	629	93	1,367
17	3,493	»	»	3,493	»	»	183	506	349	»	1,038
18	5,774	»	224	5,998	»	»	2,877	979	577	237	4,670
19	7,323	»	»	7,323	»	»	2,079	1,129	733	173	4,416

Relevé des opérations faites pendant les 7 dernières années.

13	1,471,204	35,729	6,802	1,543,735	67,542	196,517	915,250	194,314	124,563	99,141	1,397,327
14	1,323,981	37,948	7,112	1,569,036	48,027	284,882	778,207	196,267	183,387	106,761	1,592,481
15	1,617,493	36,739	18,849	1,673,051	50,144	230,389	1,473,608	210,357	176,356	86,744	2,227,399
16	1,735,191	40,461	641,484	2,417,136	101,782	285,440	786,080	270,602	147,546	744,644	2,336,094
17	1,910,659	48,405	684,761	2,643,825	49,173	200,018	901,231	287,188	168,929	790,254	2,396,793
18	2,191,438	56,189	771,401	3,018,728	47,305	306,737	976,753	264,128	175,520	954,399	2,724,842
19	2,429,819	62,562	847,810	3,340,191	80,449	340,046	1,084,206	305,638	201,900	996,491	3,008,730

Les cautionnements déposés par les diverses Compagnies d'assurances qui opèrent dans le Grand-Duché, se sont élevés, le 31 décembre 1899, à fr. 5,089,379, se répartissant comme suit sur les diverses branches :

Incendie	fr. 1,807,780
Vie	» 2,440,114
Accidents	» 786,258
Transports	» 18,874
Bris de glaces	» 15,403
Grêle	» 20,950

Bourse du travail.

*Le tableau statistique suivant indique les résultats qu'a donnés le fonctionnement de la bourse du travail pendant l'année 1900 *.*

Mois.	Demandes de travail		Offres de travail faites		Résiliations d'offres (cessations)	
	présentées.	réalisées.	par patrons	comportant ouvriers	émanant de patrons.	comportant ouvriers.
Janvier . .	44	25	248	377	168	240
Février . .	17	36	241	385	200	271
Mars . .	25	23	355	345	377	606
Avril . .	29	24	290	513	312	454
Mai . .	18	18	285	454	274	458
Juin . .	16	23	295	493	328	494
Juillet. .	32	18	276	480	254	410
Août . .	21	24	298	460	267	437
Septembre .	18	22	273	481	289	478
Octobre . .	30	17	262	397	279	440
Novembre .	50	18	250	320	227	333
Décembre .	54	36	216	309	279	363
Totaux . .	351	284	3,289	5,214	3,254	4,984

Rappel des transactions de la bourse du travail depuis son origine.

ANNÉES.	Demandes de travail		Offres de travail faites		Résiliations d'offres (cessations)	
	présentées.	réalisées.	par patrons.	comportant ouvriers.	émanant de patrons.	comportant ouvriers.
1892	88	10	55	76	15	43
1893	1,067	898	1,750	2,281	1,674	2,054
1894	749	793	1,821	2,402	1,825	2,360
1895	601	613	2,050	2,895	1,974	2,828
1896	571	680	2,166	3,094	2,309	3,149
1897	420	474	2,261	3,420	2,390	3,444
1898	389	397	2,523	4,370	2,433	4,149
1899	332	309	2,780	4,564	2,658	4,219
1900	351	284	3,289	5,214	3,254	4,984

* Si les chiffres des réalisations dépassent par endroits ceux des demandes et offres faites, la cause en est dans les cessations se rapportant à des demandes ou offres de mois antérieurs qui sont comprises dans ces chiffres.

La comparaison des totaux des transactions de la bourse du travail pour 1900 avec ceux des années antérieures fait ressortir une marche ascendante. Il faut en conclure que cette institution philanthropique, à laquelle semble être réservé un avenir plein de succès, est toujours mieux appréciée. Les étrangers mêmes en profitent dans une large mesure.

Le chiffre des offres de travail a passé de 1,730 resp. 2,281 qu'il était en 1893, première année du fonctionnement de cette institution, à 3,289 resp. 3,214 ; il a donc doublé en quelques années. Il en est de même des réalisations d'offres. La seule partie qui ait diminué, est la demande de travail dont le chiffre, qui était de 1,067 en 1893, se trouve réduit, en 1900, à 931. La cause de cette diminution doit être cherchée dans la circonstance que le nombre des offres de travail va toujours en augmentant et que les domestiques, en consultant la liste de ces offres, trouvent facilement de l'occupation sans faire insérer leurs noms.

En examinant la statistique de 1900, mois par mois, on pourra constater que, sauf quelques légères variations, le nombre des demandes de travail est resté le même pendant toute l'année. Il faut en excepter cependant la mauvaise saison. Pendant les mois d'hiver, — novembre, décembre et janvier, — ces demandes sont plus nombreuses : le travail manque et beaucoup d'ouvriers, mis sur le pavé, se mettent à la recherche d'occupation. Aussi cette situation fait-elle sentir ses effets sur les offres de travail, dont le nombre est alors relativement minime.

Finalement, si l'on prend en considération que le nombre des réalisations (cessations) égale à peu près celui des offres et demandes, il est permis d'en conclure qu'en 1900 la bourse du travail a fonctionné avec beaucoup de fruit.

Enseignement industriel, commercial et professionnel.

A. — École industrielle et commerciale.

Le tableau ci-après indique le nombre et la répartition des élèves qui ont fréquenté l'École industrielle et commerciale depuis sa création :

ANNÉES.	Classes inférieures communes : VI ^{es} , V ^{es} et IV ^{es} .	Section commerciale : III ^e , II ^e et I ^e .	Section industrielle : III ^e , II ^e et I ^e et cours supérieurs.	TOTAUX.
1892—1893	220	16	53	289
1893—1894	232	34	66	329
1894—1895	217	28	77	322
1895—1896	187	21	90	298
1896—1897	209	18	70	297
1897—1898	193	20	77	290
1898—1899	240	16	97	353
1899—1900	275	30	82	387
1900—1901	310	33	76	419

B. — École d'artisans de l'Etat à Luxembourg.

La statistique de fréquentation de cet établissement accuse pour l'année scolaire 1900-1901 une population de 170 élèves, se répartissant comme suit :

	Classe préparatoire.	II ^e professionnelle.	I ^e professionnelle	Elèves libres
Constructions civiles, menuiserie, etc.	10	7	4	3
Ferronnerie artistique	9	5	»	3
Mécaniciens	25	38	26	9
Peintres décorateurs	5	3	2	4
Sculpteurs	4	11	1	1

Rappel par branches de la population de cet établissement depuis sa création :

	1896-1897.	1897-1898	1898-1899	1899-1900.	1900-1901.
Constructions civiles, menuiserie, etc.	»	28	37	25	24
Ferronnerie artistique	»	»	16	18	17
Mécaniciens	»	119	109	103	98
Peintres décorateurs	»	21	22	11	14
Sculpteurs	»	11	20	14	17
Totaux	98	179	204	171	170

C. — Cours professionnels du soir.

Les cours professionnels du soir, annexés à l'école d'artisans, et qui ont pour but de fournir aux jeunes apprentis du métier et du commerce l'occasion de se perfectionner dans le dessin professionnel et de s'approprier les connaissances techniques et les aptitudes pratiques nécessaires, ont été suivis, pendant l'année scolaire 1900-1901, par 278 élèves, qui se répartissent comme suit sur les différentes branches que comporte l'enseignement professionnel du soir :

Constructions civiles.	30	élèves.
Cours de dessin pour mécaniciens	24	»
Dessin à main levée.	43	»
Peinture décorative	12	»
Sculpture et modelage	17	»
Atelier de mécanique	29	»
Ferronnerie artistique	12	»

Atelier de menuiserie	23 élèves.
Cours de langue anglaise	23 »
Comptabilité	30 »
Sténographie	24 »
Calligraphie	11 »

Rappel de la statistique de fréquentation des cours professionnels du soir pour les années 1898 et 1899.

	Année 1898.	Année 1899.
Constructions civiles	27 élèves.	21 élèves.
Cours de dessin pour mécaniciens	43 »	34 »
Dessin à main levée	26 »	27 »
Peinture décorative	13 »	8 »
Sculpture	24 »	20 »
Atelier de mécanique	23 »	21 »
Ferronnerie artistique	12 »	8 »
Atelier de menuiserie	15 »	24 »
Cours de langue anglaise	10 »	24 »
Comptabilité	22 »	26 »
Sténographie	15 »	28 »
Calligraphie	14 »	19 »
Total des élèves.	<u>244</u>	<u>260</u>

Exposition universelle de 1900 à Paris.

Le Grand-Duché a participé officiellement à l'Exposition universelle de 1900 à Paris, ainsi qu'il l'avait déjà fait aux Expositions universelles antérieures tenues dans cette ville en 1867, 1878, et officieusement à celle de 1889.

La Chambre des députés, toujours soucieuse de favoriser l'industrie et le commerce du pays, inscrivit au budget de l'année 1898 un premier crédit de 30,000 fr., crédit destiné à faire face aux dépenses à résulter de cette participation. Un second crédit de 60,000 fr. fut alloué dans le même but au budget de l'année 1900 ; en outre, un reliquat d'environ 13,000 fr. provenant d'un crédit voté pour la participation du Grand-Duché à de précédentes expositions, notamment à celle de Bruxelles en 1897, fut également mis à la disposition du Commissaire général par le Gouvernement. Ces différents crédits, augmentés du montant des intérêts produits en compte-courant, de celui des redevances payées pour la location de certains emplacements destinés à la vente et de la réalisation de vieux matériaux de construction, ont porté le chiffre des ressources disponibles à 110,000 fr. environ.

Sur cette somme il a été dépensé en chiffres ronds pour :

1 ^o Frais de banque et agio	fr. 1,200
2 ^o Frais de bureau et impression	» 1,300
3 ^o Frais de construction du pavillon national du quai d'Orsay	» 79,000

4° Frais d'aménagement et de décor du même	fr. 10,000
5° Frais de transport des objets exposés	» 4,000
6° Frais de gardiennage	» 0,000
7° Frais d'aménagement et de décor de la section minière et métallurgique du Champ-de-Mars	» 4,600
8° Dépenses diverses et imprévues.	» 1,900
	<hr/>
ensemble	fr. 108,000
d'où un excédant de recettes d'environ	fr. 2,000

Pour la première fois depuis qu'il a pris part aux expositions universelles internationales, le Grand-Duché s'est trouvé dans le cas de devoir ériger un pavillon spécial pour y loger ses exposants. La nécessité de procéder à cette construction qui, à elle seule, a absorbé à peu près 89,000 fr. sur la dépense totale de 108,000 fr., s'est imposée à raison du système de classification adopté par le Commissariat général français. Ce système qui avait pour objet principal de faciliter aux visiteurs de l'Exposition l'étude comparative des objets exposés, mais qui n'a peut-être pas tenu tout ce que ses auteurs en attendaient, consistait, comme on se le rappellera, à juxtaposer dans un même groupement les produits et les industries similaires des diverses nations. Les grands pays pouvaient à la rigueur y trouver leur compte, mais, par contre, pour les petits pays, ce système entraînait à un éparpillement qui rendait presque illusoires les avantages que les exposants étaient en droit d'attendre de leur participation à l'Exposition. Pour tous les pays étrangers, grands et petits, la classification adoptée a été la cause d'une notable augmentation des frais d'installation et de gardiennage et d'un surcroît considérable de travail pour les commissions chargées de l'organisation des diverses expositions.

La direction supérieure de l'Exposition, tenant compte de la situation fâcheuse dans laquelle son système de classification plaçait les petits et même les moyens pays, autorisa ceux-ci à grouper leurs produits dans des bâtiments, dits nationaux, à construire par les soins et aux frais de ces différents pays. C'est ainsi qu'un emplacement mesurant 40 m. de long sur 10 m. de large fut alloué au Grand-Duché sur le quai d'Orsay, entre ceux attribués à la Finlande et à la Perse et faisant face à celui de la Belgique. Sur cet emplacement fut élevé un pavillon en pans de bois et plâtre à un étage, construit en partie sur caves. Au rez-de-chaussée se trouvaient réunies les expositions des divers industriels luxembourgeois qui participaient à l'Exposition, tandis que le premier étage était plus particulièrement réservé aux différentes administrations et services de l'Etat. Un buffet-bar avec terrasse, qui avait été organisé par un groupe de cinq brasseries du pays, servait à la dégustation des produits de celles-ci qui ont été fort appréciés par les nombreux visiteurs tant luxembourgeois qu'étrangers qui s'y donnaient rendez-vous.

Le service des Mines et l'Industrie métallurgique du Grand-Duché, vu l'importance des emplacements qu'ils nécessitaient, ne purent pas être logés dans le Pavillon national du quai d'Orsay et trouvèrent leur place parmi les expositions similaires des autres nations réunies dans le Palais des Mines et de la Métallurgie au Champ-de-Mars. L'emplacement attribué à notre pays mesurait 18 m. 50 sur 9 m. ; il était situé entre les sections allemande et italienne.

De plus, deux grands massifs de rosiers variés, établis des deux côtés de l'avenue centrale de l'Esplanade des Invalides, représentaient l'importante industrie rosieriste du Grand-Duché.

Le nombre des exposants luxembourgeois, y compris les diverses administrations publiques, a été de cinquante-neuf, qui se répartissaient comme suit sur les différentes classes :

Désignation des classes.	Nombre des exposants.
1 ^{re} — Enseignement primaire, enseignement des adultes	1
2 ^e — Enseignement secondaire	1
6 ^e — Enseignement spécial industriel et commercial.	1
7 ^e — Peinture, cartons, dessins	2
9 ^e — Sculpture	3
12 ^e — Photographie	2
13 ^e — Reliure (matériel et produits)	1
14 ^e — Cartes et appareils de géographie, topographie.	1
23 ^e — Production et utilisation mécanique de l'électricité	1
24 ^e — Electrochimie	1
25 ^e — Éclairage électrique	1
26 ^e — Télégraphie et téléphonie	2
29 ^e — Modèles, plans et dessins de travaux publics	4
30 ^e — Carrosserie et charonnage	1
32 ^e — Matériel des chemins de fer et tramways.	1
37 ^e — Matériel et procédés des industries agricoles	1
38 ^e — Agronomie, statistique agricole	1
40 ^e — Produits agricoles alimentaires d'origine animale	1
42 ^e — Insectes utiles et leurs produits et insectes nuisibles	2
46 ^e — Arbres, arbustes et plantes d'ornement	3
48 ^e — Graines, semences et plants de l'horticulture	1
56 ^e — Produits farineux et leurs dérivés	1
61 ^e — Sirops, liqueurs et spiritueux divers	3
62 ^e — Boissons diverses, cidres, bières, etc.	6
63 ^e — Exploitation des mines, minières et carrières . ,	2
64 ^e — Grosse métallurgie.	2
65 ^e — Petite métallurgie	1
66 ^e — Décoration fixe des habitations	1
67 ^e — Vitrails	1
69 ^e — Meubles à bon marché et meubles de luxe	1
71 ^e — Décoration mobile et ouvrages du tapissier	1
72 ^e — Céramique	2
74 ^e — Appareils et procédés du chauffage et de la ventilation	1
84 ^e — Dentelles, broderie et passementerie	2
86 ^e — Industries diverses du vêtement, ganterie, etc.	1
89 ^e — Cuir et peaux	2
104 ^e — Syndicats agricoles	1

110° — Initiative publique et privée en vue du bien-être des citoyens	1
111° — Hygiène	1
Total	59

Les exposants luxembourgeois ont obtenu les récompenses suivantes, savoir : 4 grands prix, dont un collectif, 11 médailles d'or, 14 médailles d'argent, 9 médailles de bronze et une mention honorable, en tout 39 récompenses.

Quatre exposants étaient placés hors concours, comme faisant partie du jury international des récompenses. Aux différents concours temporaires de fleurs coupées et de produits alimentaires, trois exposants ont obtenu des premiers prix et un exposant un second prix. De plus, deux médailles d'or, quatre médailles d'argent et une médaille de bronze ont été attribuées à des collaborateurs d'exposants luxembourgeois.

De tous les pays représentés à l'Exposition de 1900, le Grand-Duché a été proportionnellement le plus favorisé au point de vue du nombre et de l'importance des récompenses qui lui ont été attribuées par le jury international. D'un autre côté, on ne peut que regretter que, par suite de l'absence de nombre de nos industries qui auraient pu faire très bonne figure à l'Exposition, la section luxembourgeoise n'ait pas donné une image plus complète des ressources et de l'activité industrielle de notre pays. Sans vouloir nous livrer à l'examen des causes diverses qui ont pu motiver les abstentions regrettables que nous signalons, nous ne pensons pas nous tromper en les attribuant pour une bonne part aux tarifs douaniers protectionnistes en vigueur dans la plupart des pays, tarifs qui ont fait perdre beaucoup de leur intérêt pratique aux Expositions internationales.

**Liste des Récompenses
distribuées aux exposants de la section luxembourgeoise, le 18 août 1900.**

Groupe I. — Éducation et Enseignement.

1^{re} classe. — Éducation de l'enfant. — Enseignement primaire.

Médaille d'argent : M. Théod. Witry, collaborateur.

Médaille de bronze : Bofferding (sœur Marie-Romaine), collaboratrice.

2^{me} classe. — Enseignement secondaire.

Médaille d'or : M. Ferrant.

3^{me} classe. — Enseignement spécial industriel et commercial.

Médaille d'or : Ecole d'artisans de l'Etat.

Médaille d'argent : M. Hirsch, collaborateur.

Groupe II. — Oeuvres d'art.

9^{me} classe. — Sculpture et gravure en médailles et sur pierres fines.

Médaille d'argent : M. P. Federspiel.

10^{me} classe. — Architecture.

Médaille de bronze : M. Vaudoyer (architecte du Pavillon luxembourgeois).

Groupe III. — Instruments et procédés généraux des lettres, des sciences et des arts.

12^{me} classe. — Photographie.

Médaille d'or : M. Bernhoeft.

Médaille d'argent : *Cercle luxembourgeois des amateurs photographes.*

14^{me} classe. — Cartes et appareils de géographie et de cosmographie. — Topographie.

Médaille d'argent : M. J. Hansen.

Groupe V. — Électricité.

23^{me} classe. — Production et utilisation mécaniques de l'électricité.

Médaille de bronze : M. Lecorsais.

24^{me} classe. — Electro-chimie.

Médaille d'argent : M. Hoffmann.

25^{me} classe. — Éclairage électrique.

Médaille d'argent : M. Mersch.

26^{me} classe. — Télégraphie et Téléphonie.

Médaille d'or : *Administration des Postes et Télégraphes à Luxembourg.*

Groupe VI. — Génie civil. Moyens de transport.

29^{me} classe. — Modèles, plans et dessins de travaux publics.

Médaille d'or : *Administration des travaux publics à Luxembourg.*

Id. M. Séjourné, collaborateur.

32^{me} classe. — Matériel des chemins de fer et tramways.

Mention honorable : MM. Cito et Funck.

Groupe VII. — Agriculture.

37^{me} classe. — Matériel et procédés des industries agricoles.

Médaille d'argent : M. A. Dauphin.

38^{me} classe. — Agronomie. Statistique agricole.

Grand Prix : *Administration du service agricole.*

Médaille d'or : M. Enzweiler, collaborateur.

40^{me} classe. — Produits agricoles alimentaires d'origine animale.

Médaille d'argent : *Syndicat général des laiteries coopératives du Grand-Duché.*

Groupe VIII. — Horticulture.

46^{me} classe. —

Membres du jury. — Exposants hors concours :

MM. Charles Gemen et Jean Soupert.

48^{me} classe. —

Médaille d'argent : M. Fr. Reisen.

Groupe X. — Aliments.

56^{me} classe. — Produits farineux et leurs dérivés.

Médaille d'argent : MM. *Wagener frères* (F. et J.).

61^{me} classe. — Sirops et liqueurs ; spiritueux divers ; alcools d'industrie.

Médaille d'or : MM. *Nelles et Heck*.

Médaille d'argent : *Cercle grand-ducal d'agriculture et d'horticulture à Luxembourg*.

Médaille de bronze : M. *Buff Louis*.

62^{me} classe. — Boissons diverses.

Membre du jury : M. *Emile Mousel*.

Grand Prix : *Brasserie luxembourgeoise*.

Médaille d'or : Franz *Demuth* (Brasseurs luxembourgeois), collaborateur.

Groupe XI. — Mines. Métallurgie.

63^{me} classe. — Exploitation des mines, minières et carrières (matériel, procédés et produits).

Médaille d'or : *Service des mines à Luxembourg*.

64^{me} classe. — Grosse métallurgie (matériel, procédés et produits).

Membre du jury : M. *Émile Metz*.

Exposants hors concours : *Hauts-fourneaux et forges de Dudelange*, et
Syndicat lorrain luxembourgeois pour la vente des fontes.

65^{me} classe. — Petite métallurgie.

Médaille de bronze : M. Et. *Galowich*.

Id. MM. *Dehureau, Louvrière & Cie*.

Groupe XII. — Décoration et mobilier des édifices publics et habitations.

66^{me} classe. — Décoration fixe des édifices publics et habitations.

Médaille d'argent : M. P. *Blanc*.

67^{me} classe — Vitrails.

Médaille d'argent : MM. *Linster et Schmit*.

69^{me} classe. — Meubles à bon marché et meubles de luxe.

Médaille de bronze : M. Henry *Jolly-Huebsch*.

71^{me} classe. — Décoration mobile et ouvrages de tapissiers. — Décoration extérieure de la rue.

Médaille d'argent : M. Henry *Jolly-Huebsch*.

72^{me} classe. — Céramique.

Médaille de bronze : *Villeroy & Boch*.

Groupe XIII. — Fils. Tissus. Vêtements.

84^{me} classe. — Dentelles, broderies, passementerie.

Médaille d'or : M. *Dasbourg-Colling*.

Médaille d'argent : M. *Bomb*.

86^{me} classe. — Industries diverses du vêtement.

Médaille d'or : M. A. Reinhard, Luxembourg.

Groupe XIV. — Industrie chimique.

89^{me} classe. — Cuirs et peaux.

Grand Prix : M. A. Reinhard, Luxembourg.

Médaille d'or : Société anonyme de tannerie luxembourgeoise.

Id. M. Jean Gillen, collaborateur (A. Reinhard).

Id. M. Antoine Job, id.

Groupe XVI. — Économie sociale. Hygiène. Assistance publique.

103^{me} classe. — Grande et petite industrie. — Associations coopératives de production ou de crédit. — Syndicats professionnels.

Grand Prix : Administration des Postes et Télégraphes (Bourse du travail).

104^{me} classe. — Grande et petite culture. — Syndicats agricoles. — Crédit agricole.

Médaille d'or : Administration du service agricole.

111^{me} classe. — Hygiène.

Médaille d'argent : Établissement thermal de Mondorf.

Principaux résultats du recensement du 1^{er} décembre 1900.

Le recensement du 1^{er} décembre 1900 accuse pour le Grand-Duché une population de 236,543 habitants, dont 122,002 du sexe masculin et 114,541 du sexe féminin, soit une augmentation de 18,960 habitants sur la période correspondante de 1895. La population du Grand-Duché qui représentait, en 1895, 4.14% de la population totale du Zollverein, en représente aujourd'hui 4.18%.

Au point de vue de la nationalité cette population se répartit ainsi :

Luxembourgeois	207,847
Allemands	14,603
Italiens	7,465
Belges	3,891
Français	1,837
Autrichiens	480
Suisses	122
Hollandais	96
Anglais	43
Divers pays	159

Taxes communales d'octroi à Luxembourg.

L'octroi a produit du chef des		en 1899.	en 1900.
1 ^o boissons et liquides	fr.	48,432 40	52,300 03
2 ^o comestibles	»	122,720 14	125,796 15

3 ^e fourrages	fr.	16,379 46	15,292 50
4 ^e combustibles	»	52,722 42	56,410 42
5 ^e matériaux de construction	»	33,674 71	30,776 13
6 ^e droits d'expédition	»	4,095 00	4,204 60
7 ^e droits d'accise sur les bières fabriquées dans l'intérieur de la ville	»	17,383 38	17,759 93
8 ^e eaux-de-vie fabriquées dans l'intérieur de la ville	»	127 43	134 62
Totaux . . . fr.	295,581 64		302,674 38

Mercuriales.

Le tableau ci-après indique le mouvement des prix pour les denrées alimentaires, les fourrages et les combustibles pendant l'année 1900, sur la base des mercuriales de la ville de Luxembourg.

		Prix fin 1899.	Prix fin 1900	Differences en plus ou en moins
Froment	l'hectolitre.	FR. C.	FR. C.	FR. C.
Méteil	»	15 30	16 00	+ 0 70
Seigle	»	14 00	15 00	+ 1 00
Orge	»	12 50	13 00	+ 0 50
Avoine	»	14 00	14 00	»
Pois	»	9 10	9 00	- 0 10
Fèves	»	15 00	15 00	»
Lentilles	»	14 00	14 00	»
Pommes de terre	»	30 00	20 00	- 10 00
Farine de froment	le kilogr.	3 50	4 00	+ 0 50
» méteil	»	0 45	0 45	»
» seigle	»	0 37½	0 37½	»
Orge perlé	»	0 35	0 35	»
Beurre	»	0 70	0 70	»
Oeufs	la douzaine.	2 70	2 80	+ 0 10
Foins	les 500 kilogr.	1 46	1 65	+ 0 19
Pailles	»	32 00	66 25	+ 34 25
Bois de hêtre	le stère.	16 00	26 25	+ 10 25
» chêne	»	14 00	15 00	+ 1 00
Viande de bœuf I ^e qualité	le kilogr.	10 00	10 00	»
» » II ^e »	»	2 00	2 00	»
» veau	»	1 70	1 60	- 0 10
» mouton.	»	1 60	1 55	- 0 05
Porc frais	»	1 54	1 55	+ 0 01
» fumé	»	1 70	1 80	+ 0 10
		1 80	2 00	+ 0 20

Abattoir de Luxembourg.

L'abattoir de la ville de Luxembourg est en exploitation depuis 27 ans. De même que les années précédentes, tous les soins ont été prodigues à une exploitation régulière, tant au point de vue sanitaire qu'à celui des intérêts de la ville et des particuliers. Les animaux et la viande étaient l'objet d'une inspection continue.

Le tableau ci-après donne le nombre et le poids des animaux abattus ainsi que les droits d'abatage pour 1900.

Année.	Bœufs.	Taureaux.	Bœufs et taureaux en dessous de 35 kg.	Vaches et génisses.	Veaux.	Porcs.	Moutons et chèvres.	Agneaux et chèvres en-dessous de 25 kg.	Nombre total.	Poids total. Kg.	DROITS D'ABATAGE
	Fr.	Ct.									
1900	655	275	59	1211	7896	7330	5286	51	22,763	1,811,714	46,791 77

En comparant le nombre des abatages de l'année 1900 à ceux de l'exercice précédent, on trouve une augmentation de 1,707 têtes, correspondant à une augmentation de poids de 164,706 kg. Les recettes pour droits d'abatage accusent une augmentation de fr. 4,057.17.

L'état d'embonpoint des animaux destinés à l'abatage, ainsi que la qualité des viandes ne laissaient rien à désirer. On peut admettre que tous ces animaux ont été élevés dans le pays.

Ont été exclus de l'abatage 8 veaux, 2 porcs et 1 vache pour maigreur ; on a saisi, en outre, une certaine quantité de viandes, de préparations de charcuterie, d'issues et de gibier gâtés et corrompus.

Foires.

Le tableau ci-après indique, par mois, le nombre des foires qui se sont tenues dans le Grand-Duché, pendant l'année 1900, pour le commerce des chevaux et du bétail :

Janvier	5	Avril	17	Juillet	10	Octobre	14
Février	13	Mai	14	Août	20	Novembre	12
Mars	18	Juin	22	Septembre	15	Décembre	9

Transactions qui se sont faites à nos foires pendant les six dernières années :

	avec l'intérieur :	avec l'extérieur :	Totaux.
1895	5,285,466	3,471,490	8,736,956
1896	5,692,477	2,796,398	8,488,875
1897	5,813,791	3,445,507	9,259,298
1898	5,939,624	3,526,926	9,466,550
1899	6,009,255	3,070,441	9,079,696
1900	5,208,137	2,975,815	8,183,952

Etat indiquant le nombre et les prix moyens des animaux exposés en vente et vendus sur les foires du Grand-Duché pendant l'année 1900

DESIGNATION des FOIRES	NOMBRE D'ANIMAUX		PRIX MOYENS	DESTINATION		NOMBRE D'ANIMAUX	PRIX MOYENS	DESTINATION	
	exposés en vente	vendus		Inte- rieur	Exte- rieur			Inte- rieur	Exte- rieur
Étalons reproducteurs									
Janvier	»	»	»	»	»	450	195	1100	55
Février	»	»	»	»	»	325	190	1000	81
Mars.	»	»	»	»	»	227	167	830	36
Avril	»	»	»	»	»	70	50	820	10
Mai	»	»	»	»	»	80	60	820	20
Juin	»	»	»	»	»	180	120	840	35
JUILLET	»	»	»	»	»	15	12	820	4
Août.	»	»	»	»	»	187	94	842	63
Septembre. . .	»	»	»	»	»	158	100	800	40
Octobre	»	»	»	»	»	40	8	800	8
Novembre. . .	»	»	»	»	»	78	40	800	30
Décembre . . .	»	»	»	5	»	131	80	800	50
Totaux . . .	»	»	»	»	»	1911	4116		684
Chevaux marchands									
Janvier	243	90	575	40	50	»	»	»	»
Février	204	90	510	50	40	»	»	»	»
Mars.	120	74	500	47	27	»	»	»	»
Avril	194	115	540	65	50	»	»	»	»
Mai	178	95	700	65	30	»	»	»	»
Juin	157	87	475	62	25	»	»	»	»
JUILLET	147	70	510	40	30	»	»	»	»
Août.	296	148	500	110	38	»	»	»	»
Septembre. . .	40	30	500	30	»	»	»	»	»
Octobre	102	50	440	30	20	»	»	»	»
Novembre. . .	68	24	400	24	»	63	30	310	30
Décembre . . .	3	3	425	3	»	»	»	»	»
Totaux . . .	1752	876		566	310	63	30		30
Chevaux ordinaires.									
Poulains.									
Janvier	243	90	575	40	50	»	»	»	»
Février	204	90	510	50	40	»	»	»	»
Mars.	120	74	500	47	27	»	»	»	»
Avril	194	115	540	65	50	»	»	»	»
Mai	178	95	700	65	30	»	»	»	»
Juin	157	87	475	62	25	»	»	»	»
JUILLET	147	70	510	40	30	»	»	»	»
Août.	296	148	500	110	38	»	»	»	»
Septembre. . .	40	30	500	30	»	»	»	»	»
Octobre	102	50	440	30	20	»	»	»	»
Novembre. . .	68	24	400	24	»	63	30	310	30
Décembre . . .	3	3	425	3	»	»	»	»	»
Totaux . . .	1752	876		566	310	63	30		30

DÉSIGNATION des FOIRES.	NOMBRE D'ANIMAUX		PRIX MOYENS.	DESTINATION.		NOMBRE D'ANIMAUX		PRIX MOYENS.	DESTINATION.	
	exposés en vente.	vendus.		Inte- rieur.	Exte- rieur.	exposés en vente.	vendus.		Inte- rieur.	Exte- rieur.
Taureaux reproducteurs.										
Janvier	2	1	375	1	»	12	10	565	7	3
Février	16	11	285	11	»	54	38	470	26	12
Mars.	41	32	293	22	10	58	44	440	42	2
Avril	28	16	315	14	2	37	27	375	19	8
Mai	3	2	312	2	»	60	40	435	30	10
Juin	8	4	300	4	»	61	44	480	32	12
Juillet	15	11	275	11	»	16	11	425	9	2
Août.	7	3	250	3	»	42	29	415	25	4
Septembre. . .	18	14	300	14	»	24	16	435	10	6
Octobre	13	6	325	6	»	35	27	430	23	4
Novembre . . .	17	6	300	6	»	42	26	475	18	8
Décembre . . .	8	3	300	3	»	26	20	500	16	4
Totaux . . .	176	109		97	12	467	332		257	75
Taureaux réformés.										
Janvier	14	15	445	12	3	52	24	438	16	8
Février	9	7	300	7	»	326	168	425	160	8
Mars.	22	20	400	10	10	680	428	430	281	147
Avril.	33	22	326	18	4	134	68	435	38	30
Mai	21	19	320	18	1	261	132	415	86	46
Juin	23	16	430	10	6	356	186	423	124	62
Juillet	21	19	32,	17	2	156	71	405	50	24
Août.	31	29	366	27	2	768	280	415	252	28
Septembre. . .	20	13	300	19	»	176	86	415	74	12
Octobre	24	20	370	20	»	267	120	405	86	34
Novembre . . .	31	24	370	22	2	318	148	380	116	32
Décembre . . .	25	22	420	21	1	196	80	390	70	10
Totaux . . .	277	232		201	31	3690	1794		1353	438

DÉSIGNATION des FOIRES.	NOMBRE D'AVAILLAUX		PRIX MOYENS	DESTINATION.		NOMBRE D'AVAILLAUX		PRIX MOYENS	DESTINATION	
	exposés en vente.	vendus		Inte- rieur.	Exte- rieur	exposés en vente.	vendus		Inte- rieur.	Exte- rieur
Bœufs de labour de petite taille.										
Janvier	14	6	450	6	"	51	31	130	31	"
Février	317	141	295	119	22	81	51	150	41	10
Mars	682	439	275	343	96	141	76	145	49	27
Avril	220	117	270	99	18	89	59	140	39	20
Mai	308	158	245	132	26	106	73	135	53	20
Juin	466	234	250	199	35	53	32	160	32	"
JUILLET	232	128	275	118	10	98	66	135	66	"
Août	792	374	205	354	20	270	161	160	161	"
Septembre . . .	336	185	195	177	8	328	216	130	166	50
Octobre	470	231	190	207	24	119	83	145	83	"
Novembre . . .	469	250	233	218	32	61	35	140	33	2
Décembre . . .	270	124	235	113	11	36	31	150	31	"
Totaux . . .	4576	2387		2085	302	1433	914		783	129
Vaches fraîches laitières.										
Janvier	275	147	370	71	76	149	109	250	54	56
Février	480	335	332	200	135	555	337	230	257	80
Mars	530	377	330	263	114	555	354	225	274	80
Avril	544	368	320	185	183	626	323	240	247	76
Mai	706	378	300	263	115	621	336	215	232	104
Juin	701	477	310	284	193	661	384	200	269	115
JUILLET	385	255	315	184	71	538	324	225	233	91
Août	771	536	290	444	92	927	495	220	416	79
Septembre . . .	482	333	300	199	134	585	318	203	254	64
Octobre	469	320	300	222	98	567	317	210	257	60
Novembre . . .	482	306	312	167	139	482	228	208	198	30
Décembre . . .	298	192	312	92	100	361	168	220	99	69
Totaux . . .	6123	4024		2574	1450	6627	3693		2790	903

DÉSIGNATION des FOIRES.	NOMBRE D'ANIMAUX		PRIX MOYENS.	DESTINATION.		NOMBRE D'ANIMAUX		PRIX MOYENS.	DESTINATION.	
	exposés en vente.	vendus.		Inté- rieur.	Exté- rieur.	exposés en vente.	vendus.		Inté- rieur.	Exté- rieur.
Génisses.										
Janvier	118	72	240	46	26	289	289	45	167	122
Février	241	139	166	101	38	525	503	47	342	161
Mars	424	245	150	180	65	533	503	45	341	162
Avril	401	238	165	136	102	512	478	45	350	128
Mai	395	239	165	169	70	627	581	46	424	157
Juin	338	213	160	156	57	651	588	45	377	211
JUILLET	256	147	155	127	20	508	495	45	313	182
Août	855	504	140	383	121	791	764	46	521	243
Septembre . . .	595	380	140	323	57	526	502	48	389	113
Octobre	543	310	138	246	64	375	344	46	277	67
Novembre . . .	327	187	140	145	42	408	398	46	292	106
Décembre . . .	234	138	145	95	43	425	405	43	296	109
Totaux . .	4727	2812		2107	705	6170	5850		4089	1761
Moutons.										
Brebis.										
Janvier	260	100	33	100	»	200	150	20	150	»
Février	250	»	»	»	»	450	250	21	250	»
Mars	75	75	34	75	»	»	»	»	»	»
Avril	380	150	35	150	»	200	»	»	»	»
Mai	650	440	35	450	»	500	200	22	200	»
Juin	690	230	32	230	»	560	300	23	300	»
JUILLET	275	275	30	275	»	285	134	17	134	»
Août	221	219	31	219	»	266	107	18	107	»
Septembre . . .	740	450	30	440	»	1040	380	19	380	»
Octobre	600	400	33	400	»	496	250	20	250	»
Novembre . . .	900	475	30	375	100	455	280	18	280	»
Décembre . . .	200	60	35	60	»	220	100	20	180	»
Totaux . .	5241	2874		2864	100	4672	2451		2151	»

DÉSIGNATION des FOIRES.	NOMBRE D'ANIMAUX		PRIX MOYENS.	DESTINATION.		NOMBRE D'ANIMAUX		PRIX MOYENS.	DESTINATION.	
	exposés en vente	vendus.		Inte- rieur.	Exte- rieur.	exposés en vente	vendus.		Inte- rieur.	Exte- rieur.
Moutons et brebis antennais.										
Janvier	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Février	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Mars.	»	»	»	»	»	100	33	16	33	»
Avril.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Mai	120	100	22	100	»	»	»	»	»	»
Juin	200	200	25	200	»	2	»	»	»	»
JUILLET	100	100	20	100	»	150	100	17	100	»
Août.	120	120	20	120	»	806	306	40	306	»
Septembre. . .	900	600	21	600	»	1602	832	14	832	»
Octobre	300	150	22	150	»	973	442	16	142	»
Novembre. . .	525	250	22	250	»	700	410	17	210	200
Décembre . . .	200	»	»	»	»	150	100	15	100	»
Totaux	2465	1520		1520	»	4483	1923		1723	200
Porcs gras.										
Janvier	373	359	150	122	237	686	430	43	178	252
Février	528	379	95	162	217	1324	788	40	468	320
Mars.	654	560	95	185	375	1428	991	40	576	415
Avril.	453	385	90	270	115	1263	442	40	295	147
Mai	276	254	100	143	111	1239	791	40	471	320
Juin	121	95	100	39	56	1098	800	43	459	341
JUILLET	48	40	85	24	16	1114	751	41	343	408
Août.	295	272	115	101	171	946	677	40	381	296
Septembre. . .	291	274	100	141	183	1141	627	41	380	247
Octobre	308	275	100	109	166	1296	875	45	495	380
Novembre. . .	450	435	120	214	221	1215	755	41	331	424
Décembre . . .	644	614	134	253	361	789	500	41	265	235
Totaux	4441	3942		1763	2179	13509	8427		4642	3785

DESIGNATION des FOIRES.	NOMBRE D'ANIMAUX		PRIX MOYENS	DESTINATION		NOMBRE D'ANIMAUX		Prix moyens	DESIGNATION	
	exposés en vente	vendus		Inte- rieur	Exte- rieur	exposés en vente	vendus		Inte- rieur	Exte- rieur
Porcelets										
Janvier	4630	4020	15	1720	2300	»	»	»	»	»
Février	10800	7773	17	4015	3760	»	»	»	»	»
Mars	10839	7685	17	2695	4990	3	2	24	2	»
Avril	10575	5463	19	2845	2620	2	2	21	2	»
Mai	11275	8630	19	4140	4490	4	3	24	3	»
Jun	13669	9770	16	4180	5590	»	»	»	»	»
Jullet	6995	5713	18	2265	3450	3	3	22	2	»
Août	11660	9785	13	4860	5923	2	2	23	2	»
Septembre . . .	9311	7120	12	4045	3075	3	2	24	2	»
Octobre	9290	7103	12	3345	3760	1	1	19	1	»
Novembre . . .	9710	6280	11	2750	3530	1	1	22	1	»
Décembre . . .	5890	4220	13	2080	2140	2	2	23	2	»
Totaux	114644	83370		38940	44630	23	18		18	»
Chèvres										
Janvier	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Février	51	30	23	30	»	»	»	»	»	»
Mars	109	64	22	60	4	12	10	3	10	»
Avril	208	124	27	114	10	62	45	3	45	»
Mai	232	133	24	123	10	70	63	4	63	»
Jun	153	91	27	91	»	10	5	4	5	»
Jullet	158	92	23	92	»	»	»	»	»	»
Août	159	89	23	89	»	5	5	4	5	»
Septembre . . .	116	67	20	67	»	»	»	»	»	»
Octobre	69	40	24	40	»	2	2	7	2	»
Novembre . . .	84	41	22	41	»	»	»	»	»	»
Décembre . . .	45	8	21	8	»	»	»	»	»	»
Totaux	1354	779		755	24	161	130		130	»

Récapitulation.

	Nombre d'animaux				Prix moyens.
	exposés en vente.	vendus	à l'intérieur.	à l'extérieur.	
1^{er} groupe : Chevaux.					
1. Étalons	»	»	»	»	»
2. Chevaux marchands	1,911	1,116	432	684	856
3. Chevaux ordinaires	1,752	876	566	310	481
4. Poulains	63	30	30	»	310
2^e groupe : Espèce bovine.					
5. Taureaux reproducteurs	176	109	97	12	303
6. » réformés	277	232	201	31	364
7. Bœufs gras	467	332	257	75	454
8. » de labour de grande taille . . .	3,690	1,794	1,353	438	415
9. » petite taille	4,576	2,387	2,085	302	259
10. Taurillons	1,433	914	785	129	143
11. Vaches fraîches laitières	6,123	4,024	2,574	1,450	316
12. » non laitières	6,627	3,693	2,790	903	220
13. Génisses	4,727	2,812	2,107	705	158
14. Veaux	6,170	5,850	4,089	1,761	46
3^e groupe : Bêtes à laine.					
15. Moutons	5,241	2,974	2,874	100	32
16. Brebis	4,672	2,151	2,151	»	20
17. Moutons et brebis antenais	2,465	1,520	1,520	»	32
18. Agneaux	4,483	1,923	1,723	200	15
4^e groupe : Espèce porcine.					
19. Porcs gras	4,441	3,942	1,763	2,179	107
20. » maigres	13,509	8,427	4,642	3,785	41
21. Porcelets	114,644	83,570	38,940	44,630	15
5^e groupe : Espèce caprine.					
22. Boucs	23	18	18	»	22
23. Chèvres	1,354	779	755	24	23
24. Chevreaux	161	130	130	»	4

Résultat financier des ventes aux foires, par nature des animaux vendus.

	pour l'intérieur.	pour l'extérieur.
	fr.	fr.
Chevaux marchands	369,792	585,504
id. ordinaires	272,246	149,110
Poulains	9,300	»
Taureaux reproducteurs	29,391	3,636
id. réformés	73,164	11,284
Boeufs gras	116,678	34,050
id. de labour de grande taille	561,495	181,770
id. id. petite taille	540,015	78,218
Taurillons	112,255	18,447
Vaches fraîches laitières	813,384	458,200
id. id. non laitières	613,800	198,660
Genisses	332,906	111,390
Veaux.	188,094	81,006
Moutons	91,968	3,200
Brebis	48,020	»
Moutons et brebis antenais.	33,440	»
Agneaux	26,845	3,000
Porcs gras	188,641	233,153
id. maigres	190,322	135, 83
Porcelets.	584,100	669,450
Boucs.	396	»
Chèvres	17,365	552
Chevreaux	520	»
	5,208,137	2,975,815
Total	fr. 8,183,952	

Bétail.

Résultats des recensements des bestiaux faits en 1900 :

<i>Chevaux</i>			
de 3 ans et au-dessous :			
entiers	127		
juments	8,570	15,192	
hongres	6,495		
de 6 mois jusqu'à 3 ans :			
entiers	515		
juments	1,458	2,880	19,557
hongres	907		
poulains au-dessous de 6 mois :			
entiers	688		
juments	797	1,485	
<i>Bêtes à cornes</i>			
de 3 ans et au-dessous :			
taureaux	446		
vaches	53,193	57,585	
bœufs	3,946		
de 3 mois jusqu'à 3 ans :			
taureaux	2,325		
vaches	22,543	28,745	94,849
bœufs	3,877		
au-dessous de trois mois :			
destinées à la boucherie	1,831		
» à l'élève	6,688	8,519	
<i>Bêtes à laine</i> :			
béliers		215	
moutons		5,074	
brebis		8,346	19,689
agneaux		6,054	
<i>Porcs</i>			
au-dessus de 3 mois destinés à la reproduction :			
verrats		485	
truies		14,749	
au-dessus de trois mois destinés à l'engraissement		62,550	109,355
au-dessous de 3 mois		31,571	
<i>Chèvres</i>		13,277	
<i>Boucs</i>		237	13,514

STATISTIQUE DOUANIÈRE

Waaren-Einfuhr

aus dem

Zollvereins-Auslande für den Verbrauch und Handel des Grossherzogthums Luxemburg über die Zollämter desselben

Waarengattung.	Land aus welchen die Waaren eingefuhrt wurden.	Mengen in Kilogramm.
1. Abfälle.		5,745,980
Leimleder von Gerbereien	Belgien.	531
Thierischer Dünger	Frankreich.	196
Guano	Belgien.	5,096
Kleie und Malzkeime	Italien.	27,473
id. id.	Belgien.	4,822,596
id. id.	Amerika.	191,951
id. id.	Oestr.-Ungarn.	69,300
id. id.	Nederland.	348,154
id. id.	Rumanien.	108,390
id. id.	Frankreich.	38,180
Thierknochen	Belgien.	7,085
id.	Frankreich.	34,720
Asche.	Belgien.	42,907
Lumpen	id.	41,275
Makulatur	id.	8,126
2. Baumwolle und Baumwollenwaaren.		107,412
Rohe Baumwolle	England.	1,423
Baumwollabfälle	Belgien.	48,786
id.	Frankreich.	12,555
id.	England.	6,402
id.	Amerika.	1,530
Baumwollwatte	Belgien.	1,543
id.	Frankreich.	9
Rohes Baumwollengarn	Belgien.	24,927
id. id.	England.	399
Gefärbtes id.	id.	774
id. id.	Belgien.	2,856
id. id.	Frankreich.	15
Accommodirter baumwollener Zwirn	id.	1,537

Waarengattung.		Land aus welchem die Waaren eingefuhrt wurden	Mengen in Kilogramm
Accommodirter baumwollener Zwirn		Belgien.	54
Rohe, dichte Baumwollgewebe		id.	94
id. id.		England.	26
Roher, ungemusterter Tull		Frankreich.	28
Gebleichtes, dichtes Baumwollenzeug		id.	282
id id.		Belgien.	126
id. id.		Oestr. Ungarn.	24
id. id.		England.	66
Baumwollener Sammet.		Belgien.	36
id. id.		Frankreich.	174
Gefarbtres, dichtes Baumwollenzeug		Belgien.	401
id. id.		Frankreich.	1,145
id. id.		Oestr.-Ungarn.	52
id. id.		England.	149
id. id.		Nederland.	62
Baumwollene Posamentierwaaren.		Belgien.	235
id. id.		Frankreich.	332
id. Strumpfwaaren		Belgien.	94
id. id.		Frankreich.	427
id. id.		Oestr.-Ungarn.	16
id. id.		Italien.	116
id. id.		England.	19
Rohe, undichte Baumwollengewebe		Belgien.	59
Gardinenstoffe, baumwollene		England.	32
id. id.		Belgien.	21
id. id.		Frankreich.	86
Gebleichte, gefarbte, undichte Baumwollengewebe		Belgien.	67
id. id.		Frankreich.	214
id. id.		England.	66
Baumwollene Spitzen.		Belgien.	7
id. id.		Frankreich.	46
id. id.		England.	19
id. Stickereien		Oestr.-Ungarn.	10
id. id.		Schweiz.	56
id. id.		Belgien.	16
id. id.		Frankreich.	71
Ganz grobe Gewebe aus rohem Gespinnst		Belgien.	67
Schmiergeltuch		id.	76
id.		Frankreich.	88

Waarengattung.	Land aus welchem die Waaren eingeführt wurden.	Mengen in Kilogramm
3. Blei und Bleiwaaren.		287,946
Rohes Blei, Bruchblei etc.	Belgien	276,219
Bleiglatte.	id	65
Gewalztes Blei	id.	54
Buchdruckerschriften.	id	506
id.	Frankreich.	39
Cliches	id.	31
id.	Belgien.	67
Rohren aus Blei, unlackierte	id.	693
id. id.	Frankreich.	109
Grobe Bleiwaaren	id.	7,743
id.	Belgien.	942
Feine id.	id.	1,430
id.	Frankreich.	40
Spielzeug aus Blei.	id.	8
4. Bürsten- und Siebmacherwaaren.		2,918
Grobe Bürsten und Besen aus Bast, Stroh, etc. . .	Belgien.	929
id. id. id . . .	Frankreich.	592
id. id. aus Borsten, etc. . .	id.	131
id. id. id . . .	Belgien.	107
Grobe Bürstenbinderwaaren	id.	83
id. id.	Frankreich.	767
id. id.	England.	90
id. id.	Nederland.	126
Feine Bürstenbinderwaaren.	Belgien.	29
id. id	Frankreich.	94
5. Drogerie, Apotheker- und Farbwaaren.		3,146,135
Aether aller Art	Belgien.	9
Blei-, Farben, etc. Stifte und Zeichenkreide . . .	id.	8
id. id	Frankreich.	135
Essenzen, Extrakte und Tinturen.	id.	195
id. id	Schweiz.	35
id. id	Belgien.	103

Waarengattung.	Land aus welchem die Waaren eingeführt wurden.	Mengen in Kilogramm.
Kartoffelfuselöl	England.	1,234
id.	Frankreich.	79
Lacke, Lackfornisse	id.	80
id.	England.	127
id.	Schweiz	3
id.	Nederland.	3,944
id.	Belgien.	5,000
Maler- und Waschfarben.	id.	771
id. id.	Oestr -Ungarn.	48
id. id.	Nederland.	48
id. id.	Frankreich.	747
Ultramarin	Belgien.	35
Zündhölzer, Zündkerzen	id.	173
id. id.	Frankreich.	10
Oelfirniß.	id.	428
id.	Nederland.	777
id.	Belgien.	2,218
Blausauers Natron.	id.	160
Aetzkali	id.	3,257
id.	England.	840
Aetznatron	id.	8,456
id.	Belgien.	52
Alaun.	id.	97
id	England.	100
id	Frankreich.	47
Buchdruckerschwarze	England.	10
id.	Belgien.	304
Chlorkalk	id.	1,493
id.	England.	277
Farbholzextrakte	Frankreich.	8,016
id.	Belgien.	282
Gelatine	id.	28
id.	Oestr.-Ungarn.	3
id	Frankreich.	235
Kitte	id.	3,721
id.	Belgien.	12,048
Leim	id.	6,297

Waarengattung.	Land aus welchen die Waaren eingeführt wurden.	Mengen in Kilogramm.
Leim	Oestr.-Ungarn.	226
id.	Schweiz.	118
id.	Amerika.	124
id.	Frankreich.	2,054
Russ	id.	12
id.	Belgien.	579
Siegellack	id.	126
id.	Frankreich.	566
Sprengstoffe.	Belgien.	3,594
Tinte, Tintenpulver	id.	137
id.	Oesterreich.	10
id.	England.	437
id.	Amerika.	1,084
id.	Frankreich.	2,034
Wagenschmiere	Belgien.	875
Wichse	id.	193
id.	Oestr.-Ungarn.	43
id.	Frankreich.	1,647
Zündwaaren, nicht besonders genannt	Belgien.	5,909
Doppelkohlenaures Natron.	Italien.	10,490
Soda, kalzinirte	Frankreich.	545
id.	Belgien.	227
Pottasche	id.	535
Soda, rohe	id.	2,492
id.	Frankreich.	150
Wasserglas	Belgien.	9
Ammoniak, kohlenaures	id.	12,710
Ammoniak, schwefelsaures	Belgien.	2,294
Anilinöl	id.	2,412
Anilin.	id.	123
id	Frankreich.	14
Bleiweiss.	id.	66
id.	Belgien.	862
Calciumcarbid, Canthariden.	id.	354
id. id.	Frankreich.	554
Chinarinde	Belgien.	2,945
Chlorkalium	England.	353

Waarengattung.	Land aus welchem die Waaren eingefuhrt wurden.	Mengen in Kilogramm.
Chlormagnesium	Frankreich.	400
Chlorsaures Kali und Natron	England.	483
Chromsaures Kali.	id	1,310
id. Natron	id	357
id. id.	Belgien.	292
Dividivi	Mexiko.	50,155
Eisenoxyd, rothes.	Frankreich.	160
id.	Belgien	538
Rohe Erzeugnisse zur Bürstensfabrikation, pp. .	id	488
id. id.	Mexiko.	50
id. id.	Br Indien.	30
id. id.	Frankreich.	222
Farbhölzer (blau, gelb und roth)	Amerika.	3,506
id. id.	Haiti.	2,450
id. id.	Oesterreich.	1,297
id. id.	Belgien.	4,512
Quebrachoholzextrakt	id.	414,094
Andere Gerbstoffextrakte	id.	36,312
id.	Italien.	22,546
id.	Oesterreich.	147,476
id.	Frankreich.	378,245
Glycerin, rohes.	Oesterreich.	523
Gummi	Belgien.	53
id.	Frankreich.	513
Indigo	Belgien.	465
Indigokarmin	id.	14
Insektenpulver	Oestr.-Ungarn.	211
Moos	England.	50
Knochenasche	Belgien.	7
Knochenmehl	Argentinien.	157
Knopfern, etc.	As. Türkei.	99,910
id.	Belgien.	5,594
Lakritzensaft	Frankreich.	428
id.	Italien.	96
Magnesia	Belgien.	79
Mineralwasser	England.	234
id.	Frankreich.	5,130

Waarengattung.	Land aus welchem die Waaren einfuhrt wurden.	Mengen in Kilogramm.
Mineralwasser	Nederland.	18
id.	Belgien.	2,079
Naphthalin.	id.	4,371
id.	Frankreich.	140
Schwefelsaures Natron	Belgien	9,834
Kalisalpeter	id.	246,792
id.	Chile.	372,015
Kalisalpeter	Belgien.	566,965
Salpetersäure	id.	9,947
Salzsäure	id.	1,987
Schiesspulver	id.	6,392
id.	Fraukreich.	373
Schwefel	id.	1,134
id.	Belgien.	118,863
Schwefelsäure	id.	9,161
id.	Frankreich.	13,420
Seegras	id.	42,258
id.	Belgien.	887
Steinkohlentheeröle, leichte	id.	265
id.	Nederland.	12,600
Superphosphat	Belgien.	79,487
Terpentinöl und anderes Harzöl	id.	3,197
id.	Amerika.	6,982
id.	Frankreich.	394
Blauer Vitriol	id.	99
id.	England.	520
id.	Amerika.	5,408
id.	Belgien.	25,568
Grüner Vitriol	id.	6,767
id.	Frankreich.	167
Weisser Vitriol.	Belgien.	101
Weinstein	Frankreich.	39
Weinsäure	id.	40
Wermuth, getrocknet	Italien.	72
Zinkasche, Zinkweiss	id.	9,800
id.	Schweiz.	11,799
id.	Belgien.	153

Waarengattung.	Land aus welchem die Waaren eingefuert wurden.	Mengen in Kilogramm.
Zinnsalze, etc.	Belgien.	737
Bronze- und Druckfarben, pp.	id.	3,569
Bronze- und Druckfarben, pp.	Columbien.	868
id. id.	Frankreich.	2,420
Rohe Erzeugnisse, anderweit nicht genannt . . .	id.	329
id. id.	Oestr.-Ungarn.	38
id. id.	Schweiz.	10
id. id.	Amerika.	312
id. id.	Belgien.	1,647
id.	id.	7,657
Pharmaceutische Fabrikate, etc.	Italien.	8
id.	Oesterreich.	7
id.	Schweiz.	37
id.	Frankreich.	1,273
Geschlemmte Kreide	id.	72,187
id.	Belgien.	28
6. Eisen und Eisenwaaren.		4,327,761
Brucheisen	Belgien.	35,242
id.	Frankreich.	300
Roheisen	id.	532,975
id.	England.	1,023,695
id.	Belgien.	31,169
Eck- und Winkeleisen	id.	258,697
Eisenbahnlaschen, Schwellen- und Unterlagsplatten	id.	94,432
id.	Frankreich.	110,984
Eisenbahnschienen	id.	2,448
id.	Belgien.	28,648
Stabeisen	id.	101,897
id.	Norwegen.	53
id.	England.	3,660
id.	Schweden.	858
id.	Frankreich.	8,781
Luppeneisen, Ingots.	id.	4,312
id.	Belgien.	20,462
Rohe Platten und Bleche aus schmiedb. Eisen . .	id.	4,548

Waarengattung.	Land aus welchem die Waaren eingefuert wurden.	Mengen in Kilogramm
Rohe Platten und Bleche aus schmiedb. Eisen.	Frankreich.	1,525
Desgl., polirte, etc	Schweden.	437
Weissblech .	England.	19,909
id.	Frankreich.	14
id.	Belgien.	19
Eisendraht, roh .	id.	43
id.	Frankreich.	144
id. verkupfert, etc.	Belgien.	539
Ganz grobe, rohe Eisengusswaaren .	id.	149,197
id.	Amerika.	1,122
id.	England.	84
id.	Frankreich.	292,703
Ambosse, Brecheisen, Hackennägel, etc .	id.	225
id.	Schweiz.	26,625
id.	Belgien.	138,031
Anker, Ketten .	Belgien.	4,189
Brückenbestandtheile .	id.	330
Drahtseile .	id.	956
id.	Frankreich.	614
Eisen zu groben Bestandtheilen von Maschinen .	Belgien.	745
Eisenbahnlaschen und Räder, etc .	id.	83,131
id.	Amerika.	4,423
id.	Nederland.	3,715
id.	Frankreich.	14,238
Gewalzte und gezogene Röhren aus schmiedbarem Eisen.	id.	1,105
id.	Belgien.	39,708
Grobe unabgeschliffene pp. Eisenwaaren .	id.	890,120
id.	England.	4,478
id.	Brit. Indien.	649
id.	Schweiz.	56
id.	Amerika.	172
id.	Oesterreich.	411
id.	Nederland	172
id.	Schweden.	18
id.	Italien.	487
id.	Frankreich.	167,939

Waarengattung.	Land ins welches die Waren eingeführt wurden	Mengen in Kilogramm
Drahtstifte	Frankreich.	828
id	Belgien	235
Schrauben, Schraubbolzen, etc	id	26,300
id. id.	Italien	94
id. id.	Frankreich	10,818
Große, blos abgeschliffene pp Eisenwaaren . . .	id	73,831
id	Schweden	207
id	Oesterreich	573
id.	England	1,159
id.	Nederland	244
id.	Belgien.	68,760
Große eiserne Werkzeuge, abgeschliffene . . .	Amerika	641
id.	England	374
id.	Belgien	2,180
id.	Frankreich	3,168
Feine Eisenwaaren	England	306
id	Schweiz.	72
id.	Oesterreich.	1,791
id.	Amerika	614
id.	Schweden	4
id.	Frankreich	14,296
id.	Belgien	8,212
Strassendräsinen.	id.	Stück 52
id.	Frankreich	id. 24
Spielzeug aus Eisen	id.	1,188
id.	Belgien.	43
Jagd- u. Luxusgewehre.	id.	564
id.	Frankreich.	118
Schreibfedern aus Stahl.	id.	12
id.	England.	10
id.	Belgien.	12
Uhrfournituren	id.	46
7 Erden, Erze, edle Metalle.		174,540,720
Ungereinigter Bauxit	Frankreich.	26,260
Bimstein.	id.	202

Waarengattung.	Land aus welchem die Waaren eingefuhrt wurden.	Mengen in Kilogramm.
Bimsstein	Belgien.	3,523
Tuffstein und andere hydraulische Zuschlage . . .	Frankreich.	4,900
Cement	id.	1,772,812
id.	Belgien.	1,396,502
Sand, etc	id	62,947,812
id	Frankreich.	3,781,600
Farbenerde	Belgien.	6,348
Gips	id.	62,002
id.	Frankreich.	121,923
Graphit	id.	98
id	Belgien.	233
Gebrannter Kalk	id.	45,639,606
id	Frankreich.	58,635
Kaolin	id.	281,750
id.	Belgien.	794,491
Rohe, weisse Kreide	id.	5,597
Kryolith	Frankreich.	5,579
id.	id.	981
Schwerspath und Witherit	id.	1,052
Erden, nicht besonders	Belgien.	108,498
id.	Italien.	626
id.	Frankreich.	194
Eisenerze	id.	1,824,246
id.	Italien.	149
id.	England.	98
id.	Spanien.	795,420
id.	Russland.	1,325,800
id.	Belgien.	40,017
Manganerze	Brit. Ost.-Indien.	7,266,780
id.	Schweden.	142,600
id.	Türkei.	3,073,240
id.	Spanien.	11,389,617
id.	Russland.	18,348,405
id.	Griechenland.	2,841,310
Schlacken von Erzen	Belgien.	50,500
id. id.	Frankreich.	56,761,900
Gemahlene Thomasschlacken	id.	2,914,211

Waarengattung.	Land aus welchem die Waaren eingeführt wurden.	Mengen in Kilogramm.
Gemahlene Thomasschlacken	Belgien.	747,998
Asbestpappe, ungeformt	id.	33
Asbestpappe, geformt	id.	15
Asbestwaaren	id.	30
id.	Oesterreich.	89
id.	Frankreich.	4
8. Flachs und andere vegetabilische Spinnstoffe.		2,119
Hant	Belgien.	49
Manilahanf, etc.	id.	506
id.	Brit. Ost-Indien.	792
id.	Mexiko.	347
id.	Niederl. Indien.	312
id.	Nederland.	413
9. Getreide und andere Erzeugnisse des Landbaues.		21,143,870
Weizen	Belgien.	52,632
id.	Russland.	869,000
id.	Amerika.	1,943,900
id.	Argentinien.	3,978,318
id.	Rumanien.	1,403,900
id.	Brit. Australien.	40,400
id.	Frankreich.	232
Roggen	id.	10,451
id.	Russland.	50,465
id.	Amerika.	30,300
id.	Bulgarien.	15,150
id.	Belgien	118,377
Hafer	id.	107,099
id.	Amerika.	303,677
id.	Russland.	1,218,482
id.	Frankreich	254
Trockene Bohnen	id.	2,176
id.	Oester.-Ungarn.	29,397
id.	Rumanien.	14,020

Waarengattung.		Land aus welchem die Waaren eingefuert wurden.	Mengen in Kilogramm.
Trockene Bohnen		Russland.	46,000
id.		Belgien.	5,434
Erbosen und Wicken		id.	8,417
id.		Nederland.	1,000
id.		Oester.-Ungarn.	1,000
id.		Frankreich.	7,806
Linsen		Belgien.	2,500
Lupinen		id.	470
Hirse		id.	101
id.		Russland.	400
Gerste		id.	143,304
id.		Frankreich.	254,520
id.		Rumänien.	61,452
id.		Amerika.	25,388
id.		Belgien.	37,542
Raps-, Rübsaat, etc.		id.	20,796
Leinsaat		id.	3,444
id.		Argentinien.	1,090
id.		Amerika.	990
Mais und Dari		id.	2,503,968
id.		Rumänien.	30,300
id.		Argentinien.	2,643,259
id.		Russland.	242,960
id.		Belgien.	139,046
Malz		id.	189,785
id.		Oester.-Ungarn.	40,500
Frische Tafeltrauben		id.	67
id.		Italien.	10
id.		Frankreich.	3,089
id.		Belgien.	1,747
Getrocknete Cichorien		id.	336,933
id. Blumen, Blüthen, etc		id.	922
id. id.		Oester.-Ungarn.	24
id. id.		Frankreich.	210
Eicheln		Belgien.	10,980
Futtergewächse, nicht besonders genannt		id.	387,510
id.		Nederland.	20,000

Waarengattung.		Land aus welchem die Waaren eingefuert wurden.	Mengen in Kilogramm.
Futtergewachse, nicht besonders genannt		Frankreich.	2,090
Lebende Gewachse, Blumenzwiebeln, etc.		id.	15,991
id. id. 		Nederland.	782
id. id. 		England.	44
id. id. 		Belgien.	89,880
Grassaat, Timotheesaat		Frankreich.	413
id. 		England.	3,807
id. 		Belgien.	4,009
Hanfsaat		Russland.	2,046
id. 		Belgien.	1,082
Frische Kartoffeln.		id.	2,850,794
id. 		Frankreich.	26,118
Kleesaat, etc		id.	29,124
id. 		England.	1,894
id. 		Belgien.	26,012
Küchengewachse, frische, nicht besonders genannt.		id.	160,217
id. 		Egypten.	16,601
id. 		Nederland.	4,988
id. 		Frankreich.	26,947
Frisches Obst		id.	13,961
id. 		Oester.-Ungarn.	65
id. 		Italien.	263
id. 		Belgien.	22,546
id. 		Schweiz.	20,496
Ungefarbtes Stroh.		Nederland.	10,000
id. 		Belgien.	230,556
id. 		Frankreich.	51,700
Samereien, anderweit nicht genannt		id.	6,077
id. 		Russland.	490
id. 		Eur. Turkei.	1,937
id. 		Belgien.	88,413
Erzeugnisse des Landbaues, nicht besond. genannt.		id.	76,530
id. 		Frankreich.	3,687
10. Glas und Glaswaaren.			60,884
Gemeines Hohlglas		Belgien.	564
id. 		Frankreich.	5,633

Waarengattung.	Land aus welchem die Waaren eingeführt wurden.	Mengen in Kilogramm.
Email- und Glasermasse	Oester.-Ungarn.	1,100
id.	Belgien.	779
Ungemustertes, weisses Hohlglas	Belgien.	956
id.	Frankreich.	757
Spielzeug aus Glas.	id.	34
Fensterglas in seiner natürlichen Farbe	id,	437
id.	Belgien.	33,330
Belegtes Tafel- und Spiegelglas	id.	1,006
id.	Frankreich.	537
Unbelegtes	id.	1,199
id.	Italien.	33
id.	Nederland.	40
id.	Amerika.	89
id.	Belgien.	1,665
Gepresstes pp. weisses Glas	id.	1,362
id.	Oester.-Ungarn.	73
id.	Frankreich.	2,637
Glasplättchen, Glasperlen, etc	id.	23
Brillengläser, ungefasste.	id.	40
Farbige Glaswaaren, auch gepresst, etc	id.	432
id.	Amerika.	38
id.	Oesterreich.	237
id.	Belgien.	311
Glaswaaren in Verbг. mit andern Materialien	id.	4,563
id.	Schweiz	15
id.	Italien.	24
id.	Frankreich.	2,937
Milch- und Alabasterglas	Belgien.	33
11. Haare von Pferden und Menschen, sowie Waaren daraus.		4,179
Rohre Bettfedern	Oester.-Ungarn.	24
id.	Belgien.	32
Borsten und Borstensurrogate	id.	56
id.	Frankreich.	49
Pferdehaare, rohe, gehechelt, etc	id.	1,988
id.	Belgien.	1,184

Waarengattung.	Land aus welchen die Waaren eingeführt wurden	Mengen in Kilogramm.
Gewebe von Pferdehaaren	Frankreich.	13
Federspulen, rohe.	id.	20
Bettfedern, gereinigte	id.	85
id.	Oester.-Ungarn.	72
id.	Belgien.	648
Zugerichtete Schmuckfedern	Frankreich.	8
12. Häute und Felle.		1,571,486
Rohe Hasen- und Kaninchenfelle	Frankreich.	34
Kalbfelle, gesalzene und trockene	id.	4,162
id. id.	Belgien.	2,457
Rindshäute, gesalzene und grüne	nd.	83,551
id. id.	Schweiz.	33,997
id. id.	Nederland.	23,017
id. id.	Amerika.	68,873
id. id.	Argentinien.	653,451
id. id.	Brasilien.	453
id. id.	Brit.-Australien.	1,358
id. id.	Brit.-Indien.	6,319
id. id.	Frankreich.	409,304
Rindshäute, gekalkte und trockene	China.	1,208
id. id.	Brit.-Indien.	1,812
id. id.	Nederland.	2,431
id. id.	Brit.-Australien.	4,599
id. id.	England.	27,943
id. id.	Argentinien.	129,201
id. id.	Amerika.	21,969
id. id.	Belgien.	22,673
id. id.	Frankreich.	18,281
Rosshaute, gesalzene und grüne	id.	4,567
id. id.	Belgien.	146
Rohe, behaarte Schaf- und Ziegenfelle	id.	44,508
id. id.	Schweiz.	27
id. id.	England	304
id. id.	Frankreich.	29,502
Rohe, enthaarte Ziegenfelle	Belgien.	2,900

Waarengattung.	Land aus welchem die Waaren eingefuhrt wurden.	Mengen in Kilogramm
Rohe Häute und Felle, nicht besonders genannt .	Belgien.	1,973
id. id. .	Frankreich.	40
id. zur Pelzwerkbereitung .	id.	405
id. id. .	Belgien.	19
13. Holz und Holzwaaren.		8,366,185
Brennholz, Reisig, etc.	Frankreich.	277,070
id. id. .	Belgien.	1,555,786
Holzkohlen	id.	794,978
id. Frankreich.	6,500	
Stuhlrohr, ungespaltenes	id.	942
Holzborke, Gerberlohe	id.	351,410
id. Algerien.	15,665	
id. Brit. Ost.-Indien.	1,032	
id. id. Australien.	4,040	
id. Belgien.	48,352	
Quebrachoholz, zerkleinert	id.	873,419
Rohes Bau- und Nutzholz	id.	543,253
id. id.	Festm. 477	
id. Schweden.	10,680	
id. Frankreich.	789,263	
id. id.	Festm. 300	
Desgl. in der Querrichtung mit der Axt oder Säge. bearbeitet	Belgien.	Festm 32
id. id.	28,604	
Fasslauben, eichene, ungefärzte	Frankreich.	290
Ungeschälte Korbweiden, Reifenstäbe	id.	14,884
id. Belgien.	116,105	
Bau- und Nutzholz in der Laugsachse blos gesägt.	id.	237,113
id. id.	Festm. 276	
id. Frankreich.	Festm. 34	
id. Norwegen.	28,939	
id. Frankreich.	212,700	
id. Russland.	307,841	
id. Schweden.	946,319	
id. Amerika.	1,004,946	

WaarenGattung.	Land aus welchem die Waaren eingeführt wurden.	Mengen in Kilogramm.
Große, rohe Böttcherwaaren	Belgien.	432
id. Korbblechterwaaren	id.	4,370
id. id.	Frankreich.	20,099
Geschalte Korbweiden und Reifenstäbe	id.	3,391
id. id.	Belgien.	6,111
Große, ungenarbte Holzwaaren	id	25,304
id. id.	Amerika.	4,301
id. id.	Nederland.	5,510
id. id.	Frankreich.	35,828
Rohe Parquetbodentheile u. geschnitt. Fournire .	id.	1,193
Große, blos gefarbte Holzwaaren	id	914
id. id.	Amerika.	70
id. id.	Belgien.	549
id. Korbblechterwaaren	id.	24
id. id.	Frankreich.	1,031
Große Korbwaaren	id.	174
Getarbte Möbel und Möbelbestandtheile	id.	25,084
id.	Nederland	528
id.	England.	1,183
id.	Amerika.	7,306
id.	Oester.-Ungarn.	3,648
id.	Italien.	1,165
id.	Belgien.	38,214
id.	id.	212
id.	Oester.-Ungarn.	117
Feine Holzwaaren	id.	5,085
id.	England.	138
id.	Nederland.	165
id.	Amerika.	51
id.	Italien.	463
id.	Frankreich.	7,004
id.	Belgien.	6,392
Feine Korbblechterwaaren	id.	172
id.	Frankreich.	413
Korkwaaren	id.	14,897
id.	Belgien.	86
Gefärbtes Kinderspielzeug aus Holz	id.	98
id.	Frankreich.	1,028

Waarengattung.		Land aus welchem die Waaren eingeführt wurden.	Mengen in Kilogramm.
Waaren aus anderen Schnitzstoffen		Frankreich.	2,198
id. id.		Oesterreich.	30
id. id.		Italien.	22
id. id.		England.	26
id. id.		Belgien.	549
Geebnete Hornstäbe		id.	5
Gepresste Hornknöpfe		Frankreich.	23
Gepolsterte Möbel ohne Ueberzug		id.	63
id. id.		Belgien.	192
id. mit id.		id.	1,041
id. id.		Frankreich.	1,907
14. Hopfen.			496
Hopfen		Oester.-Ungarn.	336
id.		Frankreich.	160
15. Instrumente, Maschinen und Fahrzeuge.			2,864,027
Claviere, Harmoniums etc		Frankreich.	132
Musikalische Instrumente, auch Theile davon . .		id.	250
id.		Oesterreich.	59
id.		Schweiz.	49
id.		Italien.	43
id.		Nederland.	136
id.		Belgien.	337
Astronomische, chirurgische etc. Instrumente .		id.	5
id. id.		Frankreich.	81
Lokomotiven, Lokomobilen		id.	1,805
id.		Schweiz.	27,760
id.		England.	25,643
id.		Belgien.	276,850
Maschinen, auch Theile davon, überwiegend oder ganz Holz		id.	7,054
id. id.		Schweiz.	1,446
id. id.		England.	3,455
id. id.		Nederland.	1,490
id. id.		Amerika.	13,022

Waarengattung.		Land aus welchem die Waaren eingefuhrt wurden.	Mengen in Kilogramm.
Maschinen, auch Theile davon, überwiegend oder ganz Holz.	.	Br. Indien.	810
id.	id.	Frankreich,	9,341
Desgl.	id. Gusseisen	id.	97,285
id.	id. id.	Nederland.	20,738
id.	id. id.	Amerika.	242,087
id.	id. id.	England.	142,838
id.	id. id.	Schweden.	15,176
id.	id. id.	Belgien.	1,206,166
Nähmaschinen	id. id.	id.	561
id.	id. id	Frankreich.	93
Dampfkessel.	.	id.	6,025
id.	.	England.	37,537
id.	.	Belgien.	6,560
Maschinen, auch Theile davon, überwiegend oder ganz aus Eisen	.	id.	560,918
id.	id.	Amerika.	417,938
id.	id.	Schweden.	146
id.	id.	Brit. Indien.	1,605
id.	id.	England.	22,355
id.	id.	Frankreich.	10,605
Nähmaschinen	id.	id.	131
id.	id.	Belgien.	139
Maschinen, auch Theile davon, überwiegend aus unedlen Metallen	.	id.	3,526
id.	id.	Amerika.	1,172
id.	id.	England.	472
id.	id.	Frankreich.	280
Eisenbahntahrzeuge, weder mit Leder- noch Polster, je unter 1000 Mk. werth.	.	Belgien.	Stück 5
id.	über	id.	id. 43
id.		Frankreich.	id. 140
id.		Nederland.	id. 48
Wagen und Schlitten mit Leder und Polsterarbeit.	.	Frankreich.	id. 5
id.	id	Belgien.	id. 3

Waarengattung.	Land aus welchem die Waaren eingefuert wurden.	Mengen in Kilogramm.
16. Kalender.		1,270
Kalender.	Belgien.	194
id.	Frankreich.	1,056
id.	Schweiz.	20
17. Kautschuk und Guttapercha, sowie Waaren daraus.		4,737
Kautschukhornmasse	Belgien.	23
Grobe Waaren aus weichem Kautschuk	id.	3,364
id.	Amerika.	23
id.	Frankreich.	821
Hartgummiwaaren.	id.	58
id.	Belgien.	146
Feine Waaren aus weichem Kautschuk	id.	42
id.	Frankreich.	106
Spielzeug aus	id.	46
Gewebe, mit Kautschuk durchtränkt	id.	39
id.	Oester.-Ungarn.	13
id.	Belgien.	31
Posamentierwaaren aus Kautschuk	id.	21
18. Kleider und Leibwäsche, fertige, auch Putzwaaren.		5,425
Spitzenkleider	Frankreich.	16
Seidene Kleider	id.	84
id.	Belgien.	23
Halbseidene Kleider	id.	27
id. id.	Frankreich.	113
Wollene id.	id.	1,894
id. id.	England.	33
id. id.	Oester.-Ungarn.	6
id. id.	Italien.	23
id. id.	Belgien.	1,162
Kleider aus mit Kautschuk getränkten Geweben .	id.	113
id. id.	England.	17
id. id.	Frankreich.	460

Waarengattung.		Land aus welchem die Waaren eingefuert wurden.	Mengen in Kilogramm.
Baumwollene oder leinene Leibwäsche		Frankreich.	256
id. id.		Italien.	21
id. id.		Belgien.	140
Seidene Herrenhüte		Frankreich.	16
Herrenhüte aus Filz		id.	701
id. id.		England.	30
id. id.		Schweiz.	14
id. id.		Belgien.	197
Damenhüte aus Filz oder Zeugstoff, garnirte . . .		Belgien.	Stück 237
id. id.		Oester. Ungarn.	id. 4
id. id.		Frankreich.	id. 1,766
id. id. ungarnirte . . .		id.	id. 390
id. id. id.		Belgien.	id. 295
Herrenhüte und Mützen aus Zeugstoff		id.	id. 728
id. id.		Italien.	id. 67
id. id.		Nederland.	id. 134
id. id.		Oester.-Ungarn.	id. 26
id. id.		Frankreich.	id. 2,908
Künstliche Blumen aus Zeugstoff		id.	74
id. id.		Belgien.	5
19. Kupfer und Kupferwaaren.			54,364
Rohes Kupfer		Belgien.	5,524
id.		Frankreich.	22
Genuütztes Kupfer		id.	2,663
id.		Belgien.	9,212
Messing und Tomack, auch Bruch.		id.	188
id. id.		Frankreich.	980
Nickelmetall.		id.	4
id.		Belgien.	34
Kupferbleche, Kupferstangen, unplattirt.		id.	2,884
id. id.		Frankreich.	1,979
Kupferdraht etc		id.	243
id.		Belgien.	10,503
Telegraphenkabel		id.	104
id.		Frankreich.	385

Waarengattung.		Land aus welchem die Waaren eingefuhrt wurden.	Mengen in Kilogramm.
Siebböden etc.		Frankreich.	149
Grobe Kupfer- und Gelbgießerwaaren		id.	3,311
id.	id.	England.	171
id.	id.	Schweiz.	95
id.	id.	Nederland.	19
id.	id.	Belgien.	3,823
Patronen, etc. aus Kupfer oder Messing.		id.	431
id.	id.	Schweiz.	30
id.	id.	Frankreich.	9
Polirte Waaren aus Kupfer oder Messing		Frankreich.	3,546
id.	id.	Oesterrreich.	74
id.	id.	Schweiz.	17
id.	id.	England.	71
id.	id.	Belgien.	5,029
Feine Kupfer- oder Messingwaaren		id	907
id.	id.	Oester.-Ungarn.	20
id.	id.	Frankreich.	1,916
Waaren aus Aluminium		id.	5
id.		Belgien.	16
20. Kurze Waaren, Quincaillerien, etc.			4,594
Gold- und Silberwaaren		Belgien.	42
id.	id.	Amerika.	6
id.	id.	Nederland.	3
id.	id.	Frankreich.	301
Waaren ganz oder theilw. aus Bernstein, Elfenbein.		id.	758
Celluloid, Gagat, Meerschaum, etc.		Oesterreich.	710
id.		Italien.	10
id.		Belgien.	367
Vergoldete oder versilberte unedle Metallwaaren.		id.	79
id.	id.	Oesterreich.	7
id.	id.	England.	14
id.	id	Frankreich.	770
Fächer		id.	12
Wand-, Wecker-, Stutz-, Control- etc. Uhren		id.	74
id.	id.	Schweiz.	20
id.	id.	Oesterreich.	94

Waarengattung.		Land aus welchem die Waaren eingeführt wurden	Mengen in Kilogramm
Wand-, Wecker-, Stutz-, Kontrol- etc. Uhren . . .		Belgien.	433
Feine bossirte Wachswaaren	id.		20
id.	Frankreich		58
Brillen und Operngucker, etc	id.		9
id.	Schweiz.		8
Regen-und Sonnenschirme	Frankreich.		14
Mit Zeugstoff angekleidete Puppen	id.		272
id.	Belgien.		15
Gespinnstwaaren aus Wolle, Leinen, Seide pp. in wesentlicher Verbindung mit Glas, Holz etc.		Belgien.	134
id.	Schweiz.		18
id.	Oester.-Ungarn.		25
id.	Nederland.		15
id.	Frankreich.		586
Taschenuhren in goldenen Gehäusen	id.	Stück	69
id.	Oesterreich.	id.	5
id.	Schweiz.	id.	199
id.	Belgien.	id.	43
id. in silbernen Gehäusen	id.	id.	25
id.	Italien.	id.	147
id.	Schweiz.	id.	1,329
id.	Oesterreich.	id.	23
id.	Frankreich.	id.	158
Taschenuhren in unedlen Metallgehäusen	id.	id.	50
id.	Schweiz.	id.	524
id.	Italien.	id.	29
id.	Oesterreich.	id.	7
id.	Belgien.	id.	21
Goldene Gehäuse für Taschenuhren	Schweiz.	id.	8
21. Leder und Lederwaaren.			29,712
Ungefärbes, lohgares Leder		Frankreich.	422
id.	Belgien.		2,520
Handschuhleder		id.	3,487
id.	Frankreich.		2,745
Sohlleder		Belgien.	728
Große Lederwaaren		id.	3,967

Waarengattung.	Land aus welchem die Waaren eingeführt wurden.	Mengen in Kilogramm.
Große Lederwaaren	Amerika.	225
id.	Italien	58
id.	Frankreich.	2,237
Große Sattlerwaaren aus Packleinwand	id.	341
id.	Oesterreich.	37
id.	Belgien.	1,430
Feine Lederwaaren	id.	3,844
id.	Oesterreich.	159
id.	England.	231
id.	Schweiz.	100
id.	Frankreich.	6,426
Waaren aus feinem Wachstuch, Ledertuch etc.	id.	322
id.	England.	414
id.	Belgien.	483
Feine lederne Handschuhe	id.	17
id.	Oesterreich.	26
id.	England.	83
id.	Nederland.	6
id.	Frankreich.	34
22. Leinengarn, Leinwand und andere Leinenwaaren.		35,315
Leinengarn, ungebleicht, etc	Amerika.	6,401
id.	Belgien.	2,630
Desgl. gefärbt	id.	241
Accommodirtes Nähgarn.	id.	20
id.	Frankreich.	69
id. Nähzwirn	id.	968
id.	Belgien.	880
Seilerwaaren, gebleicht oder getheert	id.	241
id.	Amerika.	70
id.	Frankreich.	25
Andere Seilerwaaren	id.	301
id.	Amerika.	1,518
id.	Belgien.	198
Juteleinwand, ungefärbt	id.	258

Waarengattung.	Land aus welchem die Waaren eingeführt wurden	Mengen in Kilogramm
Fussdecken aus Jutefasern, ungefarbt	Belgien.	564
id. id. gefärbt	id.	2,123
id. id. id.	Frankreich.	206
Leinwand, Zwillich, Drillich, ungefarbt	id.	516
id. id.	England.	403
id. id.	Belgien.	12,249
Dergl. gefärbt	id.	2,555
id. id.	England.	1,648
id. id.	Frankreich.	1,115
Leinener Damast	id.	163
id.	Belgien.	42
Verarbeitetes Tisch-, Bett- und Handtücherzeug .	id.	14
id. id.	Frankreich.	46
Leinene Bander, Borten, Fransen, Gaze etc.	id.	19
id. Zwirnspitzen.	id.	20
id. id.	Belgien.	10
23. Lichte.		14,034
Lichte	Belgien.	9,413
id.	England.	334
id.	Nederland.	3,497
id.	Frankreich.	790
24. Literarische und Kunstgegenstände.		47,851
Gedruckte Bücher, Musikalien etc.	Oester.-Ungarn.	1,038
id. id.	Belgien.	21,550
id. id.	Nederland.	3,497
id. id.	Italien.	121
id. id.	England.	104
id. id.	Schweiz.	382
id. id.	Frankreich.	13,574
Farbendruckbilder, Photographien etc.	id.	2,326
id. id.	Nederland.	299
id. id.	Italien.	44
id. id.	Amerika.	27
id. id.	England.	38
id. id.	Oester.-Ungarn	88

Waarengattung.	Land aus welchem die Waaren eingefuhrt wurden.	Mengen in Kilogramm.
Farbendruckbilder, Photographien etc.	Belgien.	1,353
Gemälde, Zeichnungen	id.	853
id. id.	Russland.	31
id. id.	England.	42
id. id.	Nederland.	749
id. id.	Oester.-Ungarn.	206
id. id.	Frankreich.	936
Statuen, Medaillen, Schaumünzen.	Italien.	389
25. Material-, Spezerei- und Konditorwaaren.		3,189,307
Bier in Fässern	England.	2,038
id.	Belgien.	3,137
Bier in Flaschen	id.	593
Liköre	id.	22
id.	Oester.-Ungarn.	98
id.	Nederland.	811
id.	Frankreich.	2,021
Branntwein in Fässern	id.	59,743
id.	Nederland.	741
id.	Schweiz.	139
id.	England.	290
id.	Belgien.	139
Branntwein in Flaschen.	id.	100
id.	England.	49
id.	Italien.	41
id.	Frankreich.	1,439
id.	Schweiz.	4
Bierhefe	Belgien.	164
Essig in Fässern	id.	32
id.	Frankreich.	6,249
Essig in Flaschen.	id.	49
Cider in Fässern	id.	331
Wein und Most in Fässern.	id.	345,638
id.	Griechenland.	5,628
id.	Algerien.	1,050
id.	Spanien.	15,525
id.	Türkei.	2,391

Waarengattung.	Land aus welchem die Waaren eingehürt wurden.	Mengen in Kilogramm.
Wein und Most in Fassern	Niederland.	206
id.	Oester.-Ungarn.	1,438
id.	Italien.	13,773
id.	Portugal.	2,130
id.	Belgien.	2,301
Verschnittwein	Italien.	56,524
id.	Griechenland.	30,157
id.	Spanien.	10,744
Schaumwein.	Belgien.	54
id.	Frankreich.	24,383
Stiller Wein in Flaschen	id.	5,303
id.	Russland.	650
id.	Spanien.	79
id.	Italien.	393
id.	Belgien.	1,284
Frische Milchbutter	id.	246
id.	Frankreich.	194
id. in Freimengen eingebracht .	Belgien.	6,999
Frisches Fleisch	id.	3,385
id.	Amerika.	487
id.	Frankreich.	26,830
Frisches Fleisch in Freimengen eingebracht .	id.	1,497
id. id.	Belgien.	26,029
Getrocknetes Fleisch	id.	9,355
id.	Italien.	1,610
id.	Amerika.	98,516
id.	Niederland.	256
id.	Frankreich.	2,327
Getrocknetes Fleisch, in Freimengen eingebracht.	id.	308
id. id.	Belgien.	9,489
Fleischextrakt	id.	17
id.	Frankreich.	41
Frische Fische	id.	53
id.	Niederland.	2,421
id.	Belgien.	14,733
Stockfische	id.	933
id.	Norwegen.	3,531

Waarengattung.	Land aus welchem die Waaren eingeführt wurden.	Mengen in Kilogramm.
Stockfische	Nederland	2,870
id.	Frankreich.	27
Gesalzene Fische, nicht Heringe	id.	14,881
id.	England.	2,502
id.	Norwegen.	251
id.	Nederland.	71,193
id.	Belgien.	13,691
Mit Essig, Oel etc. hermetisch eingemachte Fische.	id.	1,719
id.	Spanien.	6,206
id.	Italien.	235
id.	Frankreich.	196
Federvieh, nicht lebendes	id.	844
id.	Oester.-Ungarn.	2,478
id.	Italien.	809
id.	Belgien.	10,161
Federwild id.	id.	762
id.	Oester.-Ungarn.	887
id.	Italien.	88
id.	Frankreich.	364
Frische Südfrüchte	id.	2,240
id.	Spanien.	83,861
id.	Italien.	3,140
id.	Algier.	66
id.	Oester.-Ungarn.	98
id.	Belgien.	1,499
Getrocknete Feigen	id.	47
id.	Italien.	6,726
id.	Portugal.	1,275
id.	Algerien.	119
id.	Spanien.	1,963
id.	Frankreich.	14
Korinthen	As Türkei.	29,039
id.	Griechenland.	2,450
Rosinen	As. Türkei.	78,464
id.	Spanien.	816
id.	Frankreich.	72
Getrocknete Datteln	Algier.	24

Waarengattung.	Land aus welchem die Waaren eingefuhrt wurden.	Mengen in Kilogramm.
Getrocknete Datteln	Persien.	3,158
id.	As. Turkei.	379
id.	Belgien.	39
Getrocknete Mandeln.	id.	25
Getrocknete Gewürze zum Genuss	id.	25
id.	England.	752
id.	Niederl.-Indien.	633
id.	Brit. Ost-Indien.	962
id.	Amerika.	3,878
id.	Italien.	296
id.	Frankreich.	12
Gesalzene Heringe in Fässern (Tonnen).	id.	Tonnen 122
id.	Nederland.	id. 1,152
id.	Belgien.	id. 76
id. in nicht handelsüblicher Verpackung	id.	167
id.	Nederland.	243
Honig.	Oester.-Ungarn.	13
id.	Frankreich.	44
id.	Belgien.	23
Roher Kaffee	id.	9,059
id.	Java.	588
id.	Nederland.	10,219
id.	Brasilien	75,535
id.	Niederl.-Indien.	7,978
id.	Amerika.	2,214
id.	Venezuela.	814
id.	Guatemala.	644
id.	Frankreich.	12,060
Kaffeesurrogate.	Belgien.	33
Gebrannter Kaffee.	id.	2,334
id.	Nederland.	2,296
id.	Frankreich.	26
Káse aller Art	id.	1,445
id.	Italien.	4,912
id.	Schweiz	15,630
id.	Oester.-Ungarn.	18
id.	Nederland.	854

Waarengattung.	Land aus welchem die Waaren eingeführt wurden.	Mengen in Kilogramm
Käse aller Art	Belgien.	3,029
Konditorwaaren	id.	890
id.	Oester.-Ungarn.	29
id.	England.	286
id.	Niederland.	34
id.	Italien.	69
id.	Frankreich.	4,221
Oliven	id.	47
Gegenstände des feineren Tafelgenusses	id.	744
id.	England.	605
id.	Italien.	42
id.	Belgien.	763
id.	Oester.-Ungarn.	46
Gemahlene Cichorien.	Belgien.	18,486
id.	Frankreich.	12,501
Johannissbrot	Spanien.	50
Reife Nüsse, Kastanien etc	id.	5,642
id. id.	Schweiz.	290
id. id.	Italien.	1,044
id. id.	Belgien.	160
id. id.	Frankreich.	743
Obst zum Genuss, getrocknet	id.	862
id. id.	Amerika.	12,516
id. id.	Oester.-Ungarn.	14,024
id. id.	England.	83
id. id.	Spanien.	721
id. id.	Schweiz.	54
id. id.	Italien.	941
id. id.	Belgien.	6,154
Obstmus	id.	445
id.	Frankreich.	91
Getrocknete Sämereien und Küchengewächse . . .	id.	195
id.	Belgien.	165
Frische Südfruchtschalen	id.	46
id.	Spanien.	36
id.	Niederland.	74
Chokolade und Chokoladesurrogate	id.	2

Waarengattung.		Land aus welchem die Waaren eingeführt wurden.	Mengen in Kilogramm.
Chokolade und Chokoladesurrogate		Schweiz.	32
id. id.		Frankreich.	1,312
id. id.		Belgien.	373
Kakaopulver.		Frankreich.	9
Kakaomasse.		Belgien.	39
Dextrin, Kleber.		id.	444
Kartoffelnehl, Kartoffelstärke		id.	33
id. id.		Frankreich.	64
Sago, Tapioka		Belgien.	19
Stärke, Kraftmehl, Puder		id.	223
id.		Frankreich.	366
Nudeln, Maccaroni		id.	1,123
id.		Italien.	53
id.		Belgien.	1,102
Gewöhnliches Backwerk		id.	3,879
id.		Frankreich.	243
id. in Freimengen eingebracht.		Belgien.	11,273
Mehl aus Getreide id.		id.	117,571
Mehl aus Getreide		id.	517,938
id.		Frankreich.	202,869
Ausgeschälte Muscheln (Seekräbben)		Belgien.	461
Frische Austern		id.	4,942
id.		Frankreich.	1,683
Frische Hummern		id.	488
id.		Belgien.	1,230
Geschälter Reis		id.	311,659
id.		Nederland.	33,305
id.		England.	4,000
id.		Brit. Ost.-Indien.	2,500
Salz		Belgien.	44,189
Sirup		id.	11
id.		Schweiz.	350
id.		Frankreich.	32
Stärkezucker		id.	111
id.		Italien.	22
Unbearbeitete Tabakblätter		Amerika.	255,919
id.		Niederl., Indien.	61,723

Waarengattung.	Land aus welchem die Waaren eingeführt wurden.	Mengen in Kilogramm.
Unbearbeitete Tabakblätter	Brasilien.	16,306
id.	Haiti.	12,528
id.	Russland.	586
id.	Eur. Türkei.	5,221
id.	Philippinen.	2,869
id.	China.	717
id.	Algerien.	4,605
id.	Columbien.	246
id.	Paraguay.	24,046
id.	Niederland.	41,872
id.	Cuba. Portorico.	556
id.	Mexiko.	896
id.	Griechenland.	499
id.	Belgien.	1,891
Tabaksaucen	Schweiz.	1,694
id.	Amerika.	336
Cigaretten	Cuba. Portorico.	14
id.	Frankreich.	1,340
id.	Algerien.	308
id.	Egypten.	79
id.	England.	10
id.	Belgien.	400
Cigarren.	id.	3,492
id.	Schweiz.	993
id.	Niederland.	718
id.	Cuba. Portorico.	216
id.	England.	19
id.	Italien.	67
id.	Frankreich.	22
Kautabak.	Belgien.	17
Schnupftabak	id.	7
Rauchtabak	id.	362
id.	Niederland.	24
id.	Italien.	9
id.	Schweiz.	110
id.	Frankreich.	235
Thee	id.	68

Waarengattung.	Land aus welchem die Waaren eingeführt wurden.	Mengen in Kilogramm.
Thee	China.	120
id.	Russland.	33
id.	England.	139
id.	Nederland.	93
id.	Belgien.	117
Raffiinirter Zucker	id.	40,801
id.	Frankreich.	34,938
26. Oel, anderweit nicht genannt und Fette.		759,920
Oel- nicht Speiseöl- in Flaschen	Belgien.	1,020
id.	Frankreich.	466
Speiseöl in Flaschen	id.	5,100
id.	Italien.	57
id.	Belgien.	804
Oliven- und Baumwollensamenöl in Fässern	id.	2,025
id.	Frankreich.	1,746
Andere Oele in Fässern.	id.	3,665
id.	Belgien.	2,514
Baumwollensamenöl in Fässern, amtlich denaturirt.	Nederland.	11,990
id.	England.	46,190
id.	Amerika.	22,662
id.	Frankreich.	40,000
Leinöl in Fässern.	id.	15,830
id.	Russland.	202
id.	Nederland.	839
id.	Belgien.	58,659
Oelsäure.	id.	19,442
id.	Amerika.	8,216
id.	Frankreich.	15,830
Palm- und Kokosnussöl.	Brit. Indien.	6,970
Rüb- und Rapsöl in Fässern	Amerika.	1,216
id.	Frankreich.	1,867
id.	Belgien.	73,255
Rückstände fetter Oele	id.	10,054
id.	Amerika.	17,050
id.	Frankreich.	42,094

Waarengattung.		Land aus welchem die Waaren eingeführt wurden.	Mengen in Kilogramm.
Schmalz		Frankreich.	382
id.		Amerika.	331,297
id.		Belgien.	5,122
Stearin- etc. Säure		id.	8,012
Fisch- und Robbenspeck, Thran.		id.	2,392
id.	id.	Niederland.	24
id.	id.	Amerika.	635
id.	id.	Norwegen.	1,226
id.	id.	Frankreich.	2,849
Talg		id.	2,697
id.		Belgien.	732
id.		England.	17,745
Knochenfett etc.		Belgien.	3,130
id.		Frankreich.	270
Bienen- etc. Wachs		id.	118
id.		Belgien.	700
Erdwachs		id.	106
id.		Oester.-Ungarn.	598
id.		Niederland.	98
id.		Frankreich.	27
27. Papier und Papierwaaren.			120,570
Dachpappe		Belgien.	5,612
Faser- etc. Stoff zur Papierfabrikation		id.	10,200
id.	id.	Schweden.	20,320
Holzstoff zur	id.	id.	10,470
Pappen, nicht besonders genannt		Belgien.	255
Schleif-, Rost-, Polir- etc. Papier		id.	80
Pack-Papier, ungeglättet		id.	49
id.	id.	Frankreich.	2,735
id.	geglättet	id.	8
id.	id.	Belgien.	90
Photographisches Papier		id.	41
id.	id.	Oester.-Ungarn.	23
id.	id.	Frankreich.	106
Buntes Papier		id.	111
id.		Schweiz.	55

Waarengattung.	Land aus welchem die Waaren eingeführt wurden.	Mengen in Kilogramm.
Buntes Papier	England.	416
id.	Belgien.	254
Löschpapier	id.	300
id.	England.	283
id.	Frankreich..	318
Schreibpapier	id.	21,195
id.	England.	58
id.	Schweiz.	50
id.	Belgien.	3,681
id.	id.	1,613
Druckpapier	England.	2,476
id.	Nederland.	2,213
id.	Frankreich.	797
id.	id.	218
Zeichenpapier	Belgien.	29
id.	id.	1,822
Anderes Papier	Frankreich..	48
id.	id.	138
Decken aus Linoleum etc	England.	4,391
id.	Nederland.	153
id.	Belgien.	202
id.	Frankreich.	46
Spielzeug aus Papier.	id.	5,175
Papierwaaren	Nederland.	4,602
id.	Schweiz.	54
id.	England.	461
id.	Oester.-Ungarn..	222
id.	Belgien.	5,591
Papiertapeten	id.	3,710
id.	England.	514
id.	Nederland..	222
id.	Frankreich.	9,973
Patronen aus Papier.	id.	47
id.	England..	572
id.	Belgien.	1,125
Papierwaaren in Verbg. mit anderen Materialien	id.	291
id.	Oester.-Ungarn..	13
id.	Frankreich.	500

Waarengattung.	Land aus welchem die Waaren eingeführt wurden.	Mengen in Kilogramm.
28. Pelzwerk (Kürschnerarbeiten).		239
Ueberzogenes Pelzwerk	Frankreich.	163
Fertige, nicht überzogene Schafpelze	id.	45
id.	Belgien.	31
29. Petroleum.		4,673,023
Petroleum	Russland.	39,712
id.	Amerika.	3,733,247
id.	Belgien.	64,043
Petroleumdestillate	id.	13,440
id.	Frankreich.	629
Mineralische Schmieröle	id.	1,408
id.	Schweiz.	1,218
id.	Amerika.	291,432
id.	Russland.	330,573
id.	Belgien.	196,854
Steinkohlentheeröle, schwere	id.	467
30. Seiden und Seidenwaaren.		2,034
Nähseide.	Frankreich.	31
id.	Schweiz.	124
Seidene Bänder	Frankreich.	15
id. Posamentierwaaren	id.	30
id. Spitzen etc	id.	32
Dichtes Seidenzeug	id.	694
id.	Schweiz.	71
id.	Belgien.	31
Halbseidene Spitzen	Frankreich.	97
Seidene Gaze, Kreppe, Flor	id.	138
id.	England.	17
Halbseidene Bänder	Frankreich.	81
id. Posamentierwaaren	id.	26
Dichtes Halbseidenzeug.	id.	524
id. id.	Schweiz.	8
id. id.	Belgien.	115

Waarengattung.	Land aus welchem die Waaren eingeführt wurden.	Mengen in Kilogramm.
31. Seife und Parfümerien.		43,321
Schmierseife	Belgien.	13,784
Gemeine feste Seife	id.	1,696
id.	Nederland.	1,597
id.	Frankreich.	24,469
Feine Seife in Täfelchen	id.	717
id.	England.	64
id.	Belgien.	181
Wohlriechende, nicht alkoholh. Wasser	Frankreich.	50
Alkoholhaltige Parfümerien	id.	713
id.	England..	38
id.	Belgien.	15
32. Spielkarten.		
33. Steine und Steinwaaren.		26,555,540
Rohe Alabaster- und Marmorsteine.	Belgien.	52,967
id. Werksteine, Rohblöcke und Pflastersteine	id.	3,418,107
id.	Frankreich.	19,486,687
Mühlsteine	id.	6,362
Schleif- und Wetzsteine.	id.	4,069
id.	Italien.	179
id.	Schweiz.	44
id.	Oester.-Ungarn.	14,786
id.	Belgien.	14,435
Grobe, ungeschliffene Steinmetzarbeiten.	id.	87,633
Dachschiefer.	id.	2,462,774
id.	Frankreich.	804,627
Ungeschliffene Steinarbeiten aus Marmor etc	id.	1,900
id.	Belgien.	179,985
Alabaster-, Marmor-, Granit- etc. Waaren in Verbg. mit unpolirtem, unlackirtem Holz oder Eisen	id.	8,922
id.	Frankreich..	3,203
Andere Steinwaaren	id.	1,264
id.	Oester.-Ungarn.	236
id.	Amerika..	503
id.	Belgien.	2,713

Waarengattung.	Land aus welchem die Waaren eingeführt wurden.	Mengen in Kilogramm.
Andere Steinwaaren in Verb. mit lackirtem, polirtem Eisen oder Holz.	Belgien.	3,402
id.	Frankreich.	750
34. Steinkohlen, Koks etc.		473,982,200
Koks	England.	8,576,420
id.	Belgien.	206,686,740
Steinkohlen	id.	213,816,350
id.	England.	867,397
Torf	Belgien.	20,000
Torfstreu	Nederland.	180,000
Presskohlen.	Belgien.	43,835,293
25. Stroh- und Bastwaaren.		26,425
Matten aus Stroh, Schilf, Gras etc.	China.	22
id.	Belgien.	358
Ordinäre Waaren aus id.	id.	702
id.	Italien.	157
id.	Frankreich.	24
id.	Oester.-Ungarn.	77
Strohbänder.	Frankreich.	6
id.	Italien.	221
id.	China.	11,882
id.	England.	12,312
id.	Belgien.	532
Feine Waaren aus Stroh, Bast etc.	id.	12
id.	Oester.-Ungarn.	23
id.	China.	36
id.	Frankreich.	18
Ungarnirte Strohhüte	id.	Stück 1,133
id.	Schweiz.	» 2,115
id.	Oester.-Ungarn.	» 61
id.	Italien.	» 241
Garnirte Strohhüte.	Belgien.	» 1,054
id.	id.	» 350
id.	Schweiz.	» 153
id.	Frankreich.	» 1,116

Waarengattung.	Land aus welchem die Waaren eingeführt wurden	Mengen in Kilogramm.
Sparterie.	id.	123
id.	Belgien.	20
36. Theer, Pech, Harze aller Art.		144,839
Asphalt, Harz- und Holz cement. . . . , .	Belgien.	34,228
id.	Frankreich.	28,659
Terpentinharze.	id.	1,433
id.	Amerika.	5,109
id.	Belgien.	38,683
Theer.	id.	21,479
id	Frankreich.	15,548
37. Thiere und thierische Produkte		137,453
Bienenstocke mit lebenden Bienen.	Frankreich.	285
Blasen, Darme nicht zum Genuss	id.	63
id.	Nederland.	953
id.	Amerika.	2,547
id.	Belgien.	2,402
Federvieh, lebendes	id.	617
id.	Frankreich.	487
Flusskrebse und Schnecken . . ,	id.	14
id.	Oester.-Ungarn.	168
id.	Belgien.	37
Unausgeschalte Seemuscheln	id.	14,441
id.	Frankreich.	273
Animalische Waschschwämme.	id.	99
id.	Oester.-Ungarn.	24
id.	Belgien.	112
Lebende Thiere, nicht besonders genannt . . .	id.	737
id.	Nederland.	40
Eier von Geflügel, Eigelb	Belgien.	99,743
id.	China.	4,954
id.	Italien.	930
id.	Frankreich.	8,525
38. Thonwaaren.		3,139,176
Gewöhnliche Mauersteine	Frankreich.	266,825

Waarengattung.	Land aus welchem die Waaren eingeführt wurden.	Mengen in Kilogramm
Gewöhnliche Mauersteine	Belgien.	1,827,590
Unglasirte, nicht feuerfeste Thonröhren.	Frankreich.	21,400
Unglasirtes Töpfergeschirr	Belgien.	7,066
id. id.	Frankreich.	21,308
Unglasirte, feuerfeste Steine	id.	289,532
id. id.	Belgien.	127,870
Glasirte Mauersteine, Klinker etc.	id.	288,650
id. id.	Frankreich.	57,000
Glasirte Thonröhren	id.	11,179
id.	Belgien.	190,237
Glasirtes Töpfergeschirr	id.	3,042
id.	Frankreich.	5,840
Schmelzriegel, Muffeln etc.	id.	539
id. id.	Belgien.	351
Feine Terracottawaaren	id.	80
id.	Frankreich.	2,818
Einfarbige Thonwaaren, polirt etc.	id.	1,308
id. id.	England.	158
id. id.	Belgien.	3,335
Mehrfarbige id.	id.	5,893
id. id.	Nederland.	164
id. id.	England.	57
id. id.	Frankreich.	2,646
Weisses Porzellan	id.	1,246
id.	Oester.-Ungarn.	58
id.	Belgien.	321
Mehrfarbiges Porzellan	id.	740
id.	Oester.-Ungarn.	30
id.	Italien.	70
id.	Nederland.	32
id.	Frankreich.	1,821
39. Vieh.		2,313
Pferde	Belgien.	Stück ½ 1,960
id.	»	251
Kühe	Belgien.	» 70
Jungvieh bis zu 2½ Jahren	id.	» 32

Waarengattung.	Land aus welchem die Waaren eingeführt wurden.	Mengen in Kilogramm.
40. Wachstuch, Wachsmusselin, Wachstaft.		3,723
Grobes, unbedrucktes Wachstuch	Frankreich.	3,000
id. id.	Belgien.	248
Bedrucktes Wachstuch	id.	430
id.	Frankreich.	45
41. Wolle, sowie Waaren daraus.		329,848
Rohe Schafwolle	England.	1,391
id.	Belgien.	189,135
id.	Frankreich.	10,863
Kämmlinge	id.	462
id.	Belgien.	746
Kunstwolle, Wollabfälle	id.	39,336
id.	England.	1,211
id.	Frankreich.	6,156
Gekämmte Wolle	id.	3,581
Hartes Kammgarn, ungefärbt etc.	England.	7,579
id.	Belgien.	385
id. gefärbt	id.	365
Rohes Wollengarn.	id.	443
id.	Frankreich.	14,983
Gefärbtes Wollengarn	id.	38,910
id.	Belgien.	849
Tuchleisten	Frankreich.	215
Gefärbte Fussdecken aus Rindviehhaaren . . .	Belgien.	422
id. Filze	id.	76
Gewehte Fussdecken	id.	488
id.	Belgien.	874
Wollene Strumpfwaaren	id.	74
id.	Italien.	22
id.	Frankreich.	285
id.	England.	10
Unbedrucktes Wollenzeug über 200 gr. etc. . .	id.	2,552
id.	Nederland.	22
id.	Oester.-Ungarn.	20
id.	Belgien.	3,025
id.	Frankreich.	3,364

Waarengattung.	Land aus welchem die Waaren eingeführt wurden.	Mengen in Kilogramm.
Unbedrucktes Wollenzeug über 200 gr. etc.	Frankreich	1,247
Desgl. unter 200 gr. etc.	England.	39
id. id.	Italien.	17
id. id.	Belgien.	143
Wollener Plüscher	id.	25
id. Posamentierwaaren	id.	96
id. id.	Frankreich.	86
Bedrucktes Wollenzeug unter 200 gr. etc.	Belgien.	20
Wollene Spitzen	Frankreich.	12
42. Zink und Zinkwaaren.		4,005
Gewalztes Zink, Blech etc.	Belgien.	224
id. id.	Frankreich.	417
Grobe Zinkwaaren.	id.	145
id.	Belgien.	1,735
Feine Zinkwaaren	id.	230
id.	Frankreich.	1,504
43. Zinn und Zinnwaaren.		1,011
Rohes Zinn, Bruchzinn	Belgien.	54
id. id.	Frankreich.	15
Grobe Zinnwaaren.	id.	241
id.	Belgien.	64
Feine Zinnwaaren.	id.	248
id.	Frankreich.	389

Steuerpflichtige Waaren, welche während des Jahres 1900 aus dem Zollverein nach dem Grossherzogthum Luxemburg eingeführt wurden:

- | | | |
|---|-------|-----------|
| a) Bier*) | Liter | 1,686,547 |
| b) Branntwein mit Uebergangs- u. Versendungsschein etc. — r. Alk. | » | 180,858 |
| c) id: ohne id. id. id. | » | 19,902 |

*) Steuerpflichtig ist nur Bier, welches aus Bayern, einschliesslich der bayerischen Pfalz, Württemberg, Baden und Elsass-Lothringen hier eingeführt wird.

d) Kochsalz	Klg.	1,453,578
e) Unbearbeitete Tabakblätter	"	242,946
f) Vieh- und Gewerbesalz*)	"	498,600

Waaren-Ausfuhr nach dem Zollvereins-Auslande.

Die nachfolgende Statistik bezieht sich nur auf diejenigen Waaren, welche aus Luxemburg über die belgische- und französische Grenze ausgeführt worden sind. Der Durchfuhrverkehr ist, soweit derselbe als solcher sich feststellen liess, nicht berücksichtigt.

Waarengattung.	Ausfuhr nach Ländern, die nicht zum Zollverein gehören **)	Kilogr.
1. Abfälle.		523,621
Lederabfälle	366,119	
Thierischer Dünger	5,930	
Guano	19,898	
Kleie	35,207	
Thierknochen	500	
Asche, Kalkässcher, Knochenschaum etc.	45,028	
Künstliche Dünungsmittel	121	
Lumpen	50,695	
Makulatur	123	
2. Baumwolle und Baumwollenwaaren.		4,631
Baumwollabfälle	192	
Ungewebe Dochte	37	
Vigognegarn	100	
Gebleichte, dichte Baumwollgewebe	31	
Gefärbte id.	1,319	
Baumwollene Strumpfwaaren	2,352	
3. Blei und Bleiwaaren.		293,878
Bleiglätté	10	

*) Das im Grossherzogthum Luxemburg verbrauchte Vieh- und Gewerbesalz wurde auf Grund der vom Haupt-Zollamt ausgestellten Berechtigungsscheine von den Salinen Dieuze, Saaralben & Châtau-Salins in Elsass-Lothringen steuerfrei bezogen.

**) Darunter auch Waaren, welche aus dem Handel mit andern Ländern stammen. — Die Ausfuhr nach den Zollvereinsstaaten lässt sich nicht nachweisen, weil an der Grenze gegen den Zollverein Zollämter nicht bestehen.

Waarengattung.	Ausfuhr nach Ländern, die nicht zum Zollverein gehören Kilogr.
Natron	50
Schiesspulver	1,025
Schwefel	14
Schwefelkalium	5,850
Seegraas	2,052
Superphosphat	6,070
Terpentinöl	194
Zinktasche	1,283
Chemische Fabrikate zu pharmaceutischen Zwecken	378
Geschlemmte Kreide	1,000
6. Eisen und Eisenwaaren.	
Bruch eisen und Eisenabfälle	1,335,969
Roh eisen	6,235,020
Eck- und Winkeleisen	478,240
Unterlagsplatten	50
Eisenbahnschienen	950
Schmiedbares Eisen in Stäben	2,054,508
Luppeneisen etc.	8,629,413
Rohe Platten und Bleche aus schmiedbarem Eisen	49,798
Eisendraht, roh	23,100
Ganz grobe rohe Eisengusswaaren	102,458
Ambosse, Brecheisen etc.	252
Drahtseile	22
Eisenbahnachsen, Eisenbahnradeisen etc.	5,442
Gewalzte und gezogene Röhren aus Eisen, rohe	508
Grobe, nicht abgeschliffene etc. Eisenwaaren	35,670
id. abgeschliffene id. id.	3,226
Feine Eisenwaaren	151,592
Jagd- und Luxusgewehre	10
7. Erden, Erze, edle Metallen etc.	
Tuffsteine und andere hydraulische Zuschläge	900
Cement	189,250
Ungefärbter Sand etc.	2,266,237
Farbenerde	11,700

Waarengattung.	Ausfuhr nach Ländern, die nicht zum Zollverein gehören. Kilogr.
Gips	191,943
Infusorinerde	121
Gebrannter Kalk	4,889,730
Kryolith	9,936
Eisenerze	2,210,033,412
Schlacken von Erzen	16,730,750
Thomasschlacken, gemahlene	20,343,583
Abfälle von der Gold- und Silberverarbeitung	103
 8. Flachs und andere vegetabilische Spinnstoffe.	36
Flachs, gebrochen, gehechelt etc.	36
 9. Getreide und andere Erzeugnisse des Landbaues.	3,112,740
Roggen	297
Hafer	793
Buchweizen	118
Hülsenfrüchte	2,261
Frische Tafeltrauben	25
id. Blumen, Blüthen, Knospen	1,555
Futtergewächse, nicht besonders genannt	17,500
Lebende Gewächse etc.	86,315
Frische Kartoffeln	2,280,182
Kleesaat	537,032
Küchengewächse, frische	50,373
Frisches Obst	22,697
Ungefärbtes Stroh	79,025
Sämereien	3,895
Erzeugnisse des Landbaues, nicht besonders genannt	31,872
 10. Glas und Glaswaaren.	869
Gemeines, naturfarbiges Hohlglas	10
Dachglas	192
Ungemustertes, weisses Hohlglas	436
Belegtes Tafel- und Spiegelglas	54
Farbiges Glas	12
Glaswaaren in Verbindung mit anderen Materialien	165

Waarengattung.	Ausfuhr nach Ländern, die nicht zum Zollverein gehören. Kilogr.
11. Haare von Pferden und Menschen und Waaren daraus.	569
Rohe Bettfedern	7
Borsten	246
Pferdehaare, roh, gesotten etc.	90
Gereinigte Bettfedern	226
12. Häute und Felle.	128,487
Hasen- und Kaninchenfelle, rohe	9
Kalbfelle, gesalzene und trockene	1,543
Rindshäute, id. id.	39,370
Rosshäute	55,063
Schaf- und Ziegenfelle, rohe, behaarte	320
Rohe Häute und Felle zur Lederbereitung	32,182
13. Holz und andere animalische Schnitzstoffe und Waaren daraus.	784,798
Abfälle von animalischen und vegetabilischen Schnitzstoffen	636
Thierhörner, Hufe, Knochen	6,350
Brennholz, Reisig, Lohkuchen etc.	68,313
Holzkohlen.	673
Zerkleinertes Quebrachoholz	159,640
Rohes Bau- und Nutzholz	2,061,455
Desgleichen	Festm. 61
Desgleichen, in der Richtung der Längsachse gesägt	361,726
Grobe, ungefärbte Korbblechterwaaren	4,963
Stuhlrohr, gefärbt, gebeizt etc.	40
Grobe, ungefärbte Holzwaaren	42,669
Rohe, geschnittene Fourniere, Parkethodentheile	7,700
Grobe, gefärbte Holzwaaren	16,271
Gefärbte Fourniere aus Holz.	350
Möbel und Möbelbestandtheile aus Holz, blos gefärbt	39,960
Ungerärbdtes hölzernes Kinderspielzeug	10
Geebnete Fischbeinstäbe	13
Feine Holzwaaren	10,379
id. Korbblechterwaaren	10
Korkstopfen etc.	789

Waarengattung.	Ausfuhr nach Ländern, die nicht zum Zollverein gehören. Kilogr.
Waaren aus anderen animalischen oder vegetabilischen Schnitzstoffen	2,718
Gepolsterte Möbel mit Ueberzug	163
15. Instrumente, Maschinen und Fahrzeuge.	95,117
Claviere aller Art, auch Theile davon	4,851
Ziehharmonikas, Violinen etc.	178
Lokomobilen	490
Maschinen und Theile davon, überwiegend aus Holz	3,235
Desgleichen id. id. Gusseisen	78,734
Nähmaschinen mit Gestell id. id.	778
Maschinen und Theile davon id. id. schmiedb. Eisen	4,729
id. id. id. unedlen Metallen	422
Eisenbahnfahrzeuge, weder mit Leder noch Polsterarbeit	Stück 8
17. Kautschuk, Guttapercha, sowie Waaren daraus.	1,230
Roher Kautschuk	18
Große Waaren aus weichem Kautschuk	1,212
18. Kleider und Leibwäsche, fertige, auch Putzwaaren.	1,239
Seidene Kleider	54
Wollene und baumwollene Kleider	1,087
Fertige Leibwäsche	98
19. Kupfer und andere unedle Metalle und Waaren daraus.	3,626
Rohes Kupfer	200
Gemünztes Kupfer	311
Kupferlegirungen, nicht besonders genannt	22
Unplattirter Kupferdraht	18
Große Kupferwaaren	2,796
Polirte id. und Messingwaaren	147
Feine, vernirte Messingwaaren	132
20. Kurze Waaren, Quincaillerie etc.	25,522
Gold- und Silberwaaren	63

Waarengattung.	Ausfuhr nach Ländern, die nicht zum Zollverein gehören. Kilogr.
Vergoldete oder versilberne unedle Metallwaaren	367
Wand-, Wecker-, Stutz-, Kontroluhren	89
Feine, bossirte Wachswaaren	18
Spielzeug aller Art	945
Gespinnstwaaren in wesentlicher Verbindung mit Holz, Glas etc.	24,040
21. Leder und Lederwaaren.	92,928
Ungefärbtes, lohgares Leder	668
Handschuhleder	575
Sohlleder	73,996
Enthaarte, halbgare Schaf- und Ziegenfelle	3,084
Große Schuhmacher und Sattlerwaaren	76
id. id. aus Packleinwand etc.	68
Feine Schuhmacher- und Sattlerwaaren	314
id. lederne Handschuhe	14,147
22. Leinengarn, Leinwand und andere Leinenwaaren.	1,261
Accommodirtes Nähgarn (Zwirn)	7
Ungefärzte etc. Leinengewebe	1,037
Gefärzte id.	65
Leinene Posamentierwaaren	152
23. Lichte.	58
24. Literarische und Kunstgegenstände.	4,408
Gedruckte Bücher, Zeitungen etc.	2,446
Farbendruck- etc. Bilder	607
Gemälde, Zeichnungen	1,355
25. Material- und Spezerei-, auch Konditorwaaren.	1,405,431
Bier in Fässern	1,233,267
id. in Flaschen	31,648
Liköre	856
Spiritus in Fässern	57

Waarengattung.	Ausfuhr nach Ländern, die nicht zum Zollverein gehören. Kilogr.
Branntwein in Fässern*)	3,595
id. in Flaschen	2,821
Hefe, mit Ausnahme der Weinhefe	62
Cider und künstlich bereitete Getränke	5,850
Wein in Fässern	23,535
Schaumwein**)	18,960
Cider	821
Stiller Wein in Flaschen	1,598
Frische Milchbutter	32,645
Frisches Fleisch	114
Fleisch von Vieh, getrocknet, geräuchert, gesalzen	5,165
Frische Fische	2,718
Zubereitete Fische	63
Todtes Wild	1,443
Honig, auch künstlicher	74
Kaffeesurrogate	239
Käse aller Art	3,795
Konditorwaaren.	275
Gegenstände des feineren Tafelgenusses	73
Gemahlene Cichorien	823
Reife Nüsse und geniessbare Kastanien	4,965
Getrocknetes Obst	52
Obstmus ohne Zuckerzusatz	30
Sämereien zum Genuss	1,236
Stärke	25
Gewöhnliches Backwerk	194
Mehl aus Getreide	39
Cigaretten	23
Cigarren	412
Schnupftabak	25
Rauchtabak	27,915

*) Ausserdem wurden noch 64,582 Liter r. A. nach dem Zollvereinslande ausgeführt.

**) Ausserdem wurden noch 243,485 Kg. nach dem Zollvereinslande ausgeführt.

Waarengattung.	Ausfuhr nach Landern, die nicht zum Zollverein gehoren Kilogr.
26. Oel, anderweit nicht genannt, und Fette.	2,221
Talg von Rindern und Schafen	400
Knochen- etc.- Fett	1,415
Bienen- und sonstiges Insektenwachs.	706
27. Papier- und Papierwaaren.	17,674
Schleiß-, Rost- etc.- Papier	27
Ungeglättetes Packpapier.	7,725
Geglättetes id.	2,762
Photographisches Papier	105
Schreibpapier	218
Druckpapier	5,904
Zeichenpapier	5.
Decken aus Linoleum	89
Pappwaaren ohne weitere Verbindung	83
Papiertapeten	724
Papierwaren in Verbindung mit anderen Materialien	32
29. Petroleum.	948
Mineralschmieröl	718
Steinkohlenheeröl	230
30. Seide und Seidenwaaren.	38
Seidene Spitzen, Blonden etc.	38
31. Seife und Parfümerien.	747
Feine Seife in Täfelchen	46
Alkoholhaltige Parfümerie	701
33. Steine und Steinwaaren.	13,374,715
Rohe Asphaltsteine, Mergelschiefer etc.	10,000
Rohe Steine	12,899,987
Schlief- und Wetzsteine	263,100

Waarengattung.	Ausfuhr nach Ländern, die nicht zum Zollverein gehören. Kilogr.
Grobe ungeschliffene etc. Steinmetzarbeiten	117,140
Rohe Dachschiefer und Schieferplatten	39,343
Ungeschliffene etc. Waaren aus Alabaster und Marmor	130
Geschliffene Schieferwaaren.	7,015
Steinwaaren in Verbindung mit unpolaritem Holz, Eisen etc.	38,000
 34. Steinkohlen, Braunkohlen, Koks, Torfstreu.	212,997
Steinkohlen	200,905
Presskohlen	12,092
 35. Stroh- und Bastwaaren	95
Ordinäre Waaren aus Bast, Stroh etc.	95
Garnirte Strohhute.	Stück 3
 36. Theer, Pech, Harze aller Art.	1,418
Pech mit Ausnahme von Asphalt	488
Terpentinharz	10
Theer	1,250
 37. Thiere und thierische Produkte, nicht besonders genannt.	17,222
Bienenstöcke mit lebenden Bienen	60
Lebendes Federvieh	13,834
Flusskrebse, Land- und Süsswasserschnecken	53
Animalische Waschschwämme	45
Thiere, nicht besonders genannt, lebende	565
Thierische Produkte, id.	29
Eier von Geflügel, Eigelb.	2,636
 38. Thonwaaren.	8,877,110
Gewöhnliche unglasirte Mauersteine	8,632,839
Unglasirte, nicht feuerfeste Thonrohren	50
id. feuerfeste Steine.	58,970
Architektonische Verzierungen.	141,000

Waarengattung.	Ausfuhr nach Landern, die nicht zum Zollverein gehören Kilogr.
Falzdachziegel, Mauersteine etc., glasirt	100,665
Glasirte Thonrohren	10,336
Gemeines, glasirtes Topfergeschirr	4,213
Feine Terracottawaaren	240
Einfarbige Thonwaaren	58,131
Mehrfarbige id.	666
39. Vieh.	
Pferde	Stück 2,880
Ziegen	id. 26
275,565	
41. Wolle und Waaren daraus.	
Rohe Lama-, Angora- und Ziegenhaare etc.	15,818
Andere rohe Thierhaare	166,695
Rohe Schafwolle	534
Kunstwolle, Wollabrialle	216
Rohes Wollengarn, einfach	90-
Garbtes id. id.	161
id. id. mehrfach	17
Garbte Filze aus Rindviehhaaren	308-
Wollene Strumpfwaaren	6,985
Unbedrucktes Wollenzeug über 200 gr. etc.	83,921
Desgleichen unter id.	525
Bedrucktes Wollenzeug über id.	185-
Desgleichen unter id.	110
42. Zink und Zinkwaaren.	
Grobe Zinkwaaren	70-
43. Zinn und Zinnwaaren.	
Feine Zinnwaaren	43-

**Zu- oder Abnahme des luxemburgischen Aussenhandels
im Jahre 1900 gegen das Vorjahr.^{a)}**

A. — Einfuhr.

Waarengattung.	1899.	1900.	Zu- oder Abnahme gegen das Vorjahr 1899.
1. Abfälle	4,851,608	5,745,980	+
2. Baumwolle und Baumwollenwaaren . .	102,521	107,412	+
3. Blei und Legierungen, und Waaren daraus	73,895	287,946	+
4. Bürsten und Siebmacherwaaren . . .	30,469	2,918	—
5. Drogerie und Farbwaaren	2,175,718	3,146,135	+
6. Eisen und Eisenwaaren	2,821,345	4,327,761	+
7. Erden, Erze etc.	160,698,667	174,540,720	+
8. Flachs und andere vegetabilische Spinnstoffe, mit Ausnahme der Baumwolle .	1,601	2,119	+
9. Getreide und andre Erzeugnisse des Landbaues	20,855,083	21,143,870	+
10. Glas- und Glaswaaren.	136,045	60,884	—
11. Haare, sowie Waaren daraus; Federn und Borsten	4,160	4,179	+
12. Häute und Felle.	1,288,124	1,571,486	+
13. Holz, sowie Waaren daraus	8,540,266	8,366,185	—
14. Hopfen	»	496	+
15. Instrumente, Maschinen und Fahrzeuge .	931,318	2,864,027	+
16. Kalender	2,178	1,270	—
17. Kautschuk, Guttapercha, sowie Waaren daraus	2,005	4,737	+
18. Kleider, Leibwäsche, auch Putzwaaren .	10,509	5,425	—
19. Kupfer, unedle Metalle, sowie Waaren daraus	41,614	34,364	+
20. Kurzwaaren, Quincaillerie	4,507	4,594	+
21. Leder und Lederwaaren	25,830	29,712	+
22. Leinenwaaren	32,823	35,315	+
23. Lichte	7,585	14,034	+
24. Literarische und Kunstgegenstände .	38,281	47,851	+
25. Material-, Spezerei- auch Konditorwaaren	4,087,715	3,189,807	—
26. Oel und Fette	714,726	759,920	+
27. Papier und Pappwaaren	65,108	120,570	+

^{a)} Anmerkungen zu vorstehender Zollstatistik, sowie von der gewöhnlichen Erhebungsweise abweichende Zahlen innerhalb einiger Tarifpositionen, haben in dieser Aufstellung keine Berücksichtigung gefunden.

Waarengattung.	1899.	1900	Zu- oder Abnahme gegen das Vorjahr 1899
	Kilogramm	Kilogramm	Kilogramm
28. Pelzwerk	423	239	— 184
29. Petroleum	3,361,580	4,673,023	+ 1,311,443
30 Seide und Seidenwaaren	2,568	2 034	— 534
31. Seife und Parfumerien	23,622	43,321	+ 19,699
32 Spielkarten	60	»	— 60
33 Steine und Steinwaaren	9,544,053	26,555,540	+ 17,011,487
34 Steinkohlen und Koks	403,753,394	473,982,200	+ 70,228,806
35 Stroh- und Bastwaaren	22,473	26,425	+ 3 952
36 Theer, Pech, Harz, Asphalt	75 643	144,839	+ 69,196
37. Thiere und thierische Produkte	105,497	137,453	+ 31,956
38. Thonwaaren	4,560,488	3,139,176	— 1 421,312
	Stück	Stück	Stück
39. Vieh	3,057	2,313	— 744
	Kilogramm	Kilogramm	Kilogramm
40 Wachstuch-, Müsselin und -Taffet	754	3,723	+ 2,969
41. Wolle und Wollenwaaren	233,340	329,848	+ 96,508
42 Zink und Zinkwaaren	3,042	4,005	+ 963
43 Zinn- und Zinnowaaren	1,336	1,011	— 325

**Steuerpflichtige Waaren, welche aus dem Zollverein nach Luxemburg
eingeführt wurden:**

	Liter	Liter	Liter
Bier	1,469,337	1,686,547	+ 217,210
Branntwein mit Uebergangsschein	213,803	180,858	— 32,945
id. ohne id.	17,023	17,902	+ 879
Kochsalz	1,307,512	1,453,578	+ 146,066
Unbearbeitete Tabakblätter	152,232	242,946	+ 90,714
Viehsalz	553,700	498,600	— 55,100

B — Ausfuhr

	Kilogramm	Kilogramm	Kilogramm
1. Abfälle	517,515	525,621	+ 206,106
2. Baumwolle und Baumwollenwaaren	4,701	4,631	— 70
3. Blei und Waaren daraus	256,055	293,878	+ 37,823
4. Bursten und Siebmacherwaaren	215	1,083	+ 868
5. Drogerie- und Farbwaaren	322,648	462,064	+ 139,416
6. Eisen und Eisenwaaren	58,309,500	19,106,228	— 39,203,272
7. Erden, Erze und Metalle	2,313,283,943	2,254,687,667	— 58,596,276
8. Flachs u. andere vegetabilische Spinnstoffe	118	36	— 82

Waarengattung.	1999.	1900.	Zu- oder Abnahme gegen das Vorjahr 1899.
9. Getreide u. and. Erzeugnisse des Landbaues	Kilogramm. 1,202,263	Kilogramm. 3,112,740	+ 1,910,477
10. Glas und Glaswaaren	1,668	869	— 799
11. Haare, sowie Waaren daraus; Federn und Borsten	292	569	+ 277
12. Häute und Felle.	210,033	128,487	— 81,546
13. Holz, sowie Waaren daraus	3,353,179	784,798	— 2,570,381
15. Instrumente, Maschinen und Fahrzeuge .	186,289	95,117	— 91,172
17. Kautschuk, Guttapercha u. Waaren daraus	111	1,230	+ 1,119
18. Kleider, Leibwäsche, sowie Putzwaaren .	1,825	1,239	— 586
19. Kupfer, unedle Metalle, sowie Waaren daraus	500	3,626	+ 3,126
20. Kurzwaaren und Quincaillerie	30,670	25,522	— 5,148
21. Leder und Lederwaaren	82,585	92,928	+ 10,343
22. Leinenwaaren	465	1,261	+ 796
23. Lichte	»	58	+ 58
24. Literarische und Kunstgegenstände . . .	2,627	4,408	+ 1,781
25. Material-, Spezerei- und Konditorwaaren.	1,259,877	1,405,431	+ 145,554
26. Oel und Fette	2,185	2,221	+ 36
27. Papier- und Pappwaaren	1,916	17,674	+ 15,758
29. Petroleum	»	948	+ 948
30. Seide und Seidenwaaren	»	38	+ 38
31. Seife und Parfümerien	1,548	747	— 801
33. Steine und Steinwaaren	10,335,346	13,374,715	+ 3,039,369
34. Steinkohlen, Koks, Torf etc.	119,565	212,997	+ 93,432
35. Stroh- und Bastwaaren	99	95	— 4
36. Theer, Pech, Harze aller Art	1,857	1,418	— 439
37. Thiere und thierische Produkte	20,190	17,222	— 2,974
38. Thonwaaren	2,659,807	8,877,110	+ 6,217,303
39. Vieh	1,307	2,906	— 1,599
41. Wolle und Waaren daraus	247,780	275,565	+ 57,785
42. Zink und Waaren daraus	393	70	— 323
43. Zinn und Waaren daraus	131	45	— 86

Luxembourg, le 10 mai 1901.

La Chambre de commerce.

Le Vice-Président,

ÉMILE BERCHEN.

Le Secrétaire ff.,

J.-P. SEVENIG.

Composition de la Chambre de commerce.

Président : M. Emile *Metz*, maître de forges à Beggen.

Vice-président : M. Émile *Berchem*, négociant à Luxembourg.

Membres : MM. Charles *Bech*, négociant à Diekirch ; Théodore *Bourggraft* *), ingénieur et négociant à Luxembourg ; Daniel *Buchholtz*, négociant à Esch-sur-l'Alzette ; Jules *Collart*, maître de forges à Steinsfort ; Victor *Courot*, négociant à Luxembourg ; André *Duchscher*, industriel à Wecker ; Georges *Faber*, tanneur à Wiltz ; Henri *Funck*, brasseur à Neudorf ; Joseph *Heintz*, fabricant de tabacs à Luxembourg ; Pierre *Jærg*, industriel à Echternach ; Jean *Knaff*, négociant à Larochette ; Auguste *Lambert*, banquier à Luxembourg ; Guillaume *Lefèvre*, négociant à Luxembourg ; Gustave *de Marie*, négociant à Ettelbruck ; Jules *Mongenast*, tanneur à Ettelbruck ; Maurice *Pescatore*, directeur de la faïencerie de Septfontaines ; Albert *Reinhard*, fabricant de gants à Luxembourg ; Émile *Schräell*, imprimeur à Luxembourg ; Jean *Soupert*, rosieriste à Limpertsberg.

Secrétaire ff. : M. J.-P. *Sevenig*.



*) Nomme par arrête grand-ducal du 19 decembre 1900, en remplacement de M. Joseph Mersch, demissionnaire.

SOMMAIRE.

Pages.	Pages.
Considérations générales	1
Travaux de la Chambre de commerce	3
Minières	7
Industrie métallurgique	10
Ateliers de construction	20
Fabrication de lits et meubles en fer	23
Fabrication de coffres-forts	23
Industrie du bâtiment	23
Le nouveau pont à Luxembourg	25
Carrières	27
Ardoisières	27
Briqueterie	28
Industrie des ciments	28
Faïencerie	29
Tannerie	29
Ecorces à tan	30
Ganterie	30
Industrie textile	31
Industrie du vêtement	32
Tabacs et cigares	32
Brasserie	33
Distillerie	34
Imprimerie	34
Horticulture	35
Industrie de la chicorée	36
Conсерves de légumes	36
Mondorf-les-Bains	37
Vins de Champagne : E. Mercier & Cie	40
Meunerie	41
Brosserie	42
Industrie de l'éclairage	42
Poudrerie de Luxembourg	42
Tramways luxembourgeois	43
La crise du charbon	44
Banque Internationale à Luxembourg	46
Assurances	48
Bourse du travail	50
Enseignement industriel, commercial et professionnel	51
Exposition universelle de 1900 à Paris	53
Principaux résultats du recensement du 1er décembre 1900	59
Mercuriales	60
Abattoir de Luxembourg	61
Foires	61
Bétail	70
Statistique douanière	71
A. Waaren-Einfuhr	71
B. Waaren-Ausfuhr	114
Zu- oder Abnahme des luxemburgischen Aussenhandels im Jahre 1900 gegen das Vorjahr	125
A. Einfuhr	125
B. Ausfuhr	126
Composition de la Chambre de commerce	128